

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 16 AU 18 NOVEMBRE 2022

PRÉSIDENT: M. ANWAR HUSSAIN SHAIK

Note du Secrétariat¹

Table des matières

1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD	2
2.1 Préoccupations commerciales spécifiques	2
2.1.1 Préoccupations retirées	2
2.1.2 Notification des progrès concernant les PCS	2
2.1.3 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques	3
2.1.4 Préoccupations soulevées précédemment	37
2.2 Échange de données d'expérience	140
2.2.1 Transparence	140
2.2.2 Dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements	142
2.2.3 Procédures d'évaluation de la conformité	142
2.2.4 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation	142
2.2.5 Covid-19	142
2.2.6 Autres questions	143
3 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE	146
4 OBSERVATEURS	147
4.1 Renseignements actualisés présentés par les observateurs	147
5 PROJET DE RAPPORT ANNUEL (2022) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES	147
6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION	147

1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogamme [WTO/AIR/TBT/24](#).

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

2.1 Préoccupations commerciales spécifiques

2.1.1 Préoccupations retirées

2.1. Le Président a indiqué que les PCS ci-après avaient été retirées de l'ordre du jour à la demande du Membre concerné:

- Union européenne – Indications géographiques de l'Union européenne pour le vin, les boissons spiritueuses et les produits agricoles; et les systèmes de qualité applicables aux produits agricoles.
- Thaïlande – Norme industrielle concernant les climatiseurs: Exigences en matière de sécurité (TIS 1529-2561(2018)).
- États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Normes d'économie d'énergie pour les climatiseurs et les pompes à chaleur à flux réfrigérant variable de type multi-split.
- Union européenne – Règlements sur les produits phytopharmaceutiques pulvérisés au moyen de drones dans la Directive 2009/128/CE de l'UE et le Règlement (UE) 2021/2115.
- Union européenne – Projet de Règlement délégué de la Commission modifiant le Règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil pour prendre en compte les progrès techniques et les évolutions réglementaires concernant les amendements aux règlements sur les véhicules adoptés dans le contexte de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies. (ID 752).
- Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728).
- Inde – Politique d'importation des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes (ID 748).

2.1.2 Notification des progrès concernant les PCS

2.2. Le Représentant des États-Unis a communiqué des renseignements actualisés sur les Règles du Bangladesh relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), ID 620, évoquées à la réunion du Comité de juin 2022. Au cours de la réunion de juillet, le Bangladesh avait fait une déclaration utile confirmant qu'il avait révisé sa liste de substances soumises à restrictions au titre de ces règles, en réponse à la demande des États-Unis et d'autres Membres. En outre, il avait confirmé que les dispositions relatives aux substances soumises à restrictions n'entreraient pas en vigueur avant 2026, que l'enregistrement au titre des dispositions relatives aux déchets électroniques n'était assorti d'aucun délai et que des lignes directrices détaillées seraient élaborées pour faciliter la mise en œuvre avant cette date. Les États-Unis avaient accueilli avec une grande satisfaction ces renseignements actualisés, qui répondaient directement à certaines des questions qu'ils avaient posées au titre de cette PCS. De plus, grâce à un dialogue constructif entre les points d'information et les représentants de la Mission du pays à Genève, le Bangladesh avait notifié les règles relatives à la gestion des déchets électroniques dans le cadre de sa troisième notification au Comité, en février 2020. Le dialogue s'était poursuivi pour aboutir à la réception du texte intégral en 2020, et ensuite à une prorogation du délai pour la présentation d'observations. Les États-Unis avaient encore des questions concernant ces règles dont ils espéraient pouvoir débattre avec le Bangladesh au niveau bilatéral. Par exemple, les projets de règles actuels ne prévoyaient pas d'exemptions concernant les substances dangereuses indispensables pour les produits pour lesquels aucun substitut technique équivalent n'était disponible, s'agissant d'utilisations cruciales comme celles de blindages en plomb à des fins de protection dans les appareils à rayons X. Par ailleurs, il avait été relevé que la mise en place d'une infrastructure permettant d'assurer le traitement approprié des déchets électroniques semblait vitale pour l'application réussie de cette mesure. Les États-Unis attendaient avec intérêt de dialoguer au niveau bilatéral sur ces points, étant donné que le Bangladesh examinait encore des choix de politique, lignes directrices et mesures d'application correspondantes, et ils remerciaient celui-ci pour ses réponses précédentes au Comité.

2.3. Le Représentant des États-Unis a poursuivi en soulignant une évolution positive récente et en remerciant le Mexique pour ses efforts de collaboration en vue de répondre aux préoccupations soulevées par les États-Unis et les parties prenantes de la branche de production des États-Unis. Le Mexique avait notifié en septembre 2021 (dans le document [G/TBT/N/MEX/502](#)) un projet de mesure qui visait à modifier les exigences et spécifications concernant les dispositifs de sécurité pour les véhicules légers neufs. Suite à la notification, les États-Unis et le Mexique avaient tenu plusieurs discussions bilatérales en marge des réunions du Comité OTC, et des représentants de l'ambassade des États-Unis à Mexico avaient participé à un groupe de travail convoqué par le Ministère mexicain de l'économie pour examiner les observations formulées par le public sur le projet. Le 3 octobre 2022, le Mexique avait publié au Journal officiel la version finale de la Norme officielle PROY-NOM-194-SE-2021. Bien qu'ils examinent encore la publication la plus récente et tiennent toujours des consultations avec la branche de production, les États-Unis tenaient à exprimer leur satisfaction et à faire part de leur adhésion aux modifications apportées à la norme conformément aux observations qu'ils avaient formulées, parmi lesquelles l'ajustement de la date de mise en œuvre, le maintien de l'acceptation de la certification de la conformité par les fabricants et le fait que certains éléments ne soient pas rendus obligatoires. Les États-Unis estimaient que ces discussions bilatérales, ainsi que leur participation au groupe de travail, avaient contribué à une évolution positive sur le plan procédural et montraient l'importance d'un dialogue ouvert et de réunions comme celles-ci. Ils remerciaient une nouvelle fois le Mexique pour sa volonté de collaboration sur cette question et attendaient avec intérêt de poursuivre le dialogue en la matière.

2.1.3 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques

2.1.3.1 Union européenne – (Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 87/357/CEE du Conseil et la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil (COM(2021) 346 final), [G/TBT/N/EU/885](#) (ID 762²))

2.4. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine tient à remercier l'UE pour sa notification. Elle a formulé des observations dans les délais impartis, mais elle n'a malheureusement pas encore reçu de réponse. Il est proposé, premièrement, que l'UE établisse une distinction entre les prescriptions en matière de conformité visant les produits à faible risque et celles qui visent les produits à haut risque, et qu'elle adapte régulièrement le catalogue de ces produits afin d'assurer une surveillance dynamique; deuxièmement, que l'UE prévoie un système de RSP (personne responsable des produits) doté de ressources suffisantes et d'un bon rapport coût-efficacité, permettant de faire en sorte que le fabricant/l'importateur puisse supporter des charges financières et administratives raisonnables pour ce qui est de la conformité. L'UE pourrait envisager l'audit et l'enregistrement d'une RSP de l'UE afin de s'assurer que celle-ci peut fournir les services appropriés et assumer les responsabilités correspondantes. Il est mentionné dans le règlement à l'examen que la RSP de l'UE effectue des essais généraux par sondage sur tous les produits. Si les obligations en matière d'essais doivent être maintenues, il est conseillé de les limiter aux produits à haut risque sur la base de données spécifiques, et aux RSP de l'UE qui sont elles-mêmes des fabricants et des importateurs. Si nécessaire, il devrait être admis que toutes les autres RSP de l'UE puissent fournir un rapport d'essai émanant d'un laboratoire accrédité, sur demande, que les essais soient demandés par le fabricant ou quelqu'un d'autre, et qu'elles ne soient pas responsables des essais physiques, mais uniquement de la vérification des documents en ce qui concerne la conformité du produit. Enfin, il est proposé que l'UE établisse une période de transition de trois ans et fournisse une interprétation du règlement qui est nécessaire compte tenu de la portée plus large de ce système et des obligations plus étendues qu'il prévoit.

2.5. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier la délégation de la République populaire de Chine pour ses observations sur la proposition de Règlement relatif à la sécurité générale des produits et pour ses observations écrites du 6 juillet 2022. La réponse aux observations écrites est en cours d'élaboration. La proposition de Règlement relatif à la sécurité générale des produits, si elle est adoptée telle qu'elle est avancée par la Commission, s'appliquerait aux produits mis sur le marché européen ou mis à disposition sur ce marché, pour autant qu'il n'existe pas, dans le droit de l'Union, de dispositions spécifiques ayant le même objectif qui réglementent la sécurité des produits considérés. En ce sens, elle compléterait le règlement (UE) 2019/1020 sur la surveillance du marché

² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 762](#).

("Règlement sur la surveillance du marché") à titre de filet de sécurité. L'obligation d'avoir une personne responsable établie dans l'Union européenne, comme condition de la mise sur le marché de l'Union de produits, a été introduite pour certaines catégories de produits harmonisés (par exemple, les jouets, les appareils électriques, les produits cosmétiques, les machines, etc.) dans le Règlement sur la surveillance du marché, récemment adopté. Cette prescription est essentielle pour faciliter la surveillance du marché et contribuer à garantir la sécurité des produits entrant sur le marché de l'Union en provenance de pays tiers. À cet égard, la proposition étend l'obligation d'avoir une personne responsable dans l'Union européenne, énoncée dans le Règlement sur la surveillance du marché, également aux produits non harmonisés.

2.6. Les obligations proposées en matière d'essais aléatoires viseraient à faire en sorte que les opérateurs économiques responsables réalisent des essais par sondage sur des produits mis à disposition sur le marché, choisis de manière aléatoire. Il ne serait pas nécessaire de procéder au sondage systématique de tous les produits. Ces essais permettraient de s'assurer que les produits sont sûrs et conformes aux prescriptions en matière de sécurité générale. La Commission a mené une analyse d'impact approfondie sur la proposition (y compris sur ses incidences financières) et l'a publiée avec la proposition (SWD(2021) 168 final).³ Les coûts et les charges réglementaires associés à cette proposition ont été maintenus à un niveau aussi bas que possible aux fins de la réalisation des objectifs de celle-ci. La Commission a proposé une période de transition de six mois à l'article 47 de la proposition. Cette transition projetée est considérée comme proportionnée étant donné que le Règlement relatif à la sécurité générale des produits ne crée pas de système entièrement nouveau, mais révisé le cadre prévu par l'actuelle Directive relative à la sécurité générale des produits. En outre, elle permet un alignement par rapport au domaine des produits harmonisés établi dans le cadre de la surveillance du marché qui est déjà applicable. La Commission européenne a lancé, à l'intention des fabricants, exportateurs, vendeurs en ligne et autres opérateurs économiques chinois participant à la chaîne d'approvisionnement et de distribution, un projet de sensibilisation financé par l'UE qui porte sur les prescriptions en matière de sécurité applicables aux produits de consommation non alimentaires, vendus dans l'Union européenne. L'élément central du projet SPEAC (Produits de consommation non alimentaires sûrs dans l'UE et en Chine) est l'approche systématique adoptée pour aborder les questions pertinentes en matière de sécurité des produits et les prescriptions de l'UE dans les domaines prioritaires (jouets, appareils électriques, articles de puériculture, etc.) et pour adapter les formations aux besoins réels des parties prenantes. On trouvera de plus amples renseignements sur le site Web du projet.⁴

2.1.3.2 Union européenne – Projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiamethoxam présents dans ou sur certains produits, [G/TBT/N/EU/908](#) (ID 763⁵)

2.7. Le représentant du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le 6 juillet 2022, l'UE a notifié aux Membres de l'OMC, au titre de l'Accord OTC, l'abaissement projeté des LMR concernant deux néonicotinoïdes, dont l'objectif déclaré est de "répond[re] à une préoccupation environnementale de nature mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs à l'échelle planétaire. [Le projet de règlement correspondant] porte sur la révision de toutes les limites maximales de résidus (LMR) existantes pour la clothianidine et le thiamethoxam jusqu'à la limite de quantification, conformément au règlement (CE) n° 396/2005." Il décrit les modalités d'une mesure projetée visant à abaisser toutes les LMR (y compris les tolérances à l'importation et les LMR du Codex pour les insecticides; pour la clothianidine et le thiamethoxam dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux d'origine nationale et importés, à la limite de quantification). Même si plusieurs références figurent dans le projet de règlement, dont la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) (2016), le Kenya relève que le rapport d'évaluation de l'IPBES concernant les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire confirme qu'un unique facteur ne peut pas à lui seul expliquer le mode de déclin des colonies d'abeilles observé dans certains pays, alors que celles-ci se développent dans d'autres pays. Il n'y a donc pas de confirmation d'un risque environnemental mondial présenté par les deux substances. La mesure de l'UE soulève par conséquent de graves préoccupations quant à son incompatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord OTC.

³ https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/impact_assessment.pdf.

⁴ www.speac-project.eu.

⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 763](#).

2.8. Aucune autre donnée disponible n'étayerait l'affirmation selon laquelle il existe un risque environnemental mondial qui ne pourrait pas être géré au moyen des mesures actuelles d'atténuation des risques établies et mises en œuvre dans le cadre des approbations réglementaires respectives des pays non membres de l'UE. Le Kenya a connaissance du fait que la protection de l'environnement est un objectif légitime au titre de l'Accord OTC de l'OMC. Toutefois, le règlement de l'UE, tel qu'il est projeté, est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. Par ailleurs, il ne prend pas en considération les bonnes pratiques agricoles (BPA) aux fins d'utilisations licites dans les pays non membres de l'UE. Le Kenya est une économie fondée sur l'agriculture, et les produits en question constituent un outil indispensable pour assurer la sécurité alimentaire et répondre aux objectifs de santé publique. Les règlements techniques devraient être fondés sur des normes internationales s'il en existe (article 2.4 de l'Accord OTC), lorsqu'il s'agit d'évaluer si des substances actives sont susceptibles d'être autorisées. La politique de l'Union européenne en matière de réglementation des pesticides est contraire aux normes internationales et principes d'analyse des risques (article 5 de l'Accord SPS), ainsi qu'aux principes d'analyse des risques appliqués par le Codex, en particulier par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR). Le Kenya craint que l'entrée en vigueur de ce projet de règlement n'établisse un précédent défavorable pour ce qui est de l'application future d'approches similaires visant à réglementer d'autres substances au-delà des frontières de l'UE sur la base de facteurs environnementaux. Cela aura des effets notables sur le commerce international.

2.9. Le projet de règlement, notifié au titre de l'Accord OTC, a une incidence sur les mesures appliquées au titre de l'Accord SPS, ce qui est contraire à l'article 1.5 de l'Accord OTC. Il admet que les LMR de l'UE existantes et les LMR du Codex sont sûres pour les consommateurs, reconnaissant ainsi que les mesures projetées étendent le champ d'application de la réglementation existante de l'UE sur les LMR au-delà du cadre de la protection de la santé des consommateurs et des animaux. Les modifications projetées concernant les LMR sont plus strictes que les dispositions du Règlement de l'UE n° 396/2005 relatif aux LMR. La mesure de l'UE soulève de graves préoccupations quant à son incompatibilité avec l'article 12.3 de l'Accord OTC et avec le GATT de 1994: i) la mesure de l'UE a pour effet d'établir une discrimination à l'égard des produits agricoles exportés par les pays en développement, étant donné que les substances actives sont utilisées pour la production agricole dans ces pays; ii) la mesure de l'UE fait abstraction des conditions de production et de l'état de la réglementation dans les pays non membres de l'UE; iii) l'UE ne tient pas compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres.

2.10. Les produits contenant de la clothianidine ont été enregistrés comme insecticides pour l'enrobage des semences afin de lutter contre les pucerons et les thrips, de manière à faire reculer la nécrose létale du maïs (NLM). Cette maladie a contribué à la baisse de la production de maïs au Kenya, avec des pertes enregistrées dans les zones touchées pouvant aller jusqu'à 100%. Au Kenya, le maïs est un produit alimentaire essentiel qui constitue une base importante de la sécurité alimentaire et qui est cultivé aussi bien par les grands exploitants agricoles que par les petits. Plus de 90% de la population kényane en est tributaire pour ce qui est du revenu, de la consommation humaine et de l'emploi comme matière première destinée à des usages industriels. Parmi les maladies, la NLM est devenue la plus grande entrave à la production de maïs. Le Kenya demande à l'Union européenne d'envisager le retrait du règlement, étant donné que la mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.11. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie l'UE d'avoir notifié à l'OMC, le 6 juillet 2022, sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), le "Projet de règlement de la Commission en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiamethoxam", modifiant le Règlement (CE) n° 396/2005. Elle a présenté ses observations en réponse à l'UE, le 22 septembre 2022, mais n'a encore reçu aucune réponse à la question. Cette modification de la réglementation a trait à une question environnementale mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs dans le monde entier. Le Règlement (CE) n° 396/2005 est un règlement destiné à protéger les consommateurs. Toutefois, les considérations environnementales ne relèvent pas de ce règlement, car cet aspect est entièrement couvert par le Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant les produits phytopharmaceutiques examinés et enregistrés en vue d'une utilisation sûre dans l'UE. Par conséquent, il n'est en général pas exigé de fournir des données sur les incidences environnementales dans les documents afférents aux demandes relatives à des LMR. Une approche réglementaire similaire est généralement applicable dans les pays non membres de l'UE où les données environnementales ne font pas partie de la procédure de réglementation des tolérances à l'importation, mais des normes solides d'évaluation des risques pour l'environnement sont en place

aux fins de l'enregistrement et de l'utilisation des pesticides dans la plupart des pays, y compris concernant l'évaluation des risques pour les pollinisateurs.

2.12. À l'ordre du jour de la réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (SCoPAFF), qui s'est tenue en avril 2022, étaient indiqués les articles 14 1) a), 18 1) b) et 49 2) du Règlement (CE) n° 396/2005 comme fondement de l'abaissement des LMR pour les substances actives de la classe des NNI. Il a été jugé que le Règlement (CE) n° 396/2005 ne représentait pas une base juridique solide pour la prise en compte de considérations environnementales dans le cadre de la législation de l'UE. Il n'apparaît pas que ce règlement fournisse un fondement pour l'examen de mesures visant à réglementer et à influencer l'utilisation de produits phytopharmaceutiques enregistrés en dehors de l'UE. En Indonésie, la clothianidine et le thiametoxam sont utilisés tant pour les cultures destinées au marché intérieur que pour les cultures d'exportation comme l'huile de palme, le cacao, le café, le thé et la mangue. Lors de l'utilisation de ces deux produits, il est tenu compte des normes internationales comme celles du Codex et il est accordé une attention particulière à l'application des bonnes pratiques agricoles (BPA). On estime que l'abaissement des LMR a une incidence défavorable sur les exportations de produits agricoles vers l'UE. Enfin, les mesures projetées par l'UE pourraient restreindre le commerce des produits agricoles qui sont conformes aux normes internationales relatives aux LMR, perturber la production et avoir des répercussions sur les moyens de subsistance des petits producteurs agricoles. Les LMR font partie de normes commerciales internationales qui protègent les consommateurs. La détermination de la valeur des LMR pour des raisons environnementales va à l'encontre des objectifs mêmes de ces limites. Si les LMR de l'UE, en particulier pour la clothianidine et le thiamethoxam, sont appliquées, cela aura de graves conséquences pour les agriculteurs des pays en développement qui exportent vers l'UE parce que cela les empêchera d'utiliser certaines technologies qui sont utiles pour produire des produits agricoles de façon économique.

2.13. L'Indonésie dispose déjà d'un système réglementaire pour les produits phytopharmaceutiques (pesticides), permettant de s'assurer que les produits utilisés par les agriculteurs ont été enregistrés après avoir satisfait aux prescriptions en matière d'enregistrement liées à la sécurité des personnes et de l'environnement. À cet égard, l'UE doit respecter le besoin de chaque pays d'établir des normes de protection des consommateurs et de l'environnement en fonction des conditions locales et conformément aux normes internationales. Nous avons l'espoir que l'UE tiendra compte de ces éléments et prendra en considération la capacité des pays non membres de l'UE, en particulier les pays en développement, de se conformer à ce règlement.

2.14. Le Représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient l'UE d'avoir notifié à l'OMC, le 6 juillet 2022, sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), le "Projet de règlement de la Commission en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiamethoxam". Ils ont présenté leurs observations en réponse à l'UE, le 2 septembre 2022. Nous partageons les préoccupations de l'UE au sujet de la santé des pollinisateurs et nous nous employons activement à protéger les abeilles et les autres pollinisateurs aux États-Unis. À ce jour, la communauté scientifique mondiale et les organismes de réglementation ont constaté que des interactions complexes entre de multiples facteurs influaient sur la santé des pollinisateurs, y compris celle des abeilles. Compte tenu de l'importance cruciale des pesticides visés par le règlement, dans le cadre de programmes au titre de la Lutte antiparasitaire intégrée (LAI) concernant des cultures qui sont exportées vers l'UE par de nombreux pays, il apparaît que la mesure projetée constitue un obstacle important au commerce international et à la production de produits agricoles.

2.15. L'utilisation des LMR de pesticides a pour objet la gestion des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires importés qui ont été traités, à leur arrivée sur un marché. Les LMR ne sont pas conçues pour être un outil de gestion de la sécurité environnementale, et leur emploi à cette fin peut avoir des conséquences imprévues qui pourraient compromettre l'élaboration et l'utilisation de normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Dans nos observations, nous avons indiqué à l'UE que nous croyions comprendre que les évaluations des risques réalisées en 2018 par l'EFSA pour cette mesure s'étaient limitées à l'étude d'un petit nombre de pollinisateurs et d'exemples de produits alimentaires. L'UE pourrait-elle expliquer en quoi les conclusions tirées de ces évaluations des risques plaident en faveur d'un abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés? Nous demandons en outre à l'UE de fournir toute analyse et toute étude qu'elle a effectuées en vue d'examiner les systèmes de production situés en dehors de l'UE. Les États-Unis relèvent que les études citées dans les évaluations des

risques réalisées en 2018 par l'EFSA ne portent que sur les systèmes de production européens et les pollinisateurs qui se trouvent en Europe.

2.16. Plus précisément, les États-Unis demandent à l'UE de bien vouloir fournir les renseignements scientifiques ou techniques qui démontrent de quelle manière l'abaissement de ces LMR à la limite de détermination contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris les abeilles. Compte tenu des lacunes des évaluations des risques réalisées en 2018 par l'EFSA qui sont exposées plus haut, nous sommes inquiets au sujet des critères objectifs que l'UE utilisera pour évaluer les demandes de tolérances à l'importation au titre du règlement à l'examen, et nous demandons à l'UE de fournir des renseignements plus détaillés sur ces critères. En l'absence de renseignements scientifiques ou techniques indiquant de quelle manière l'abaissement des LMR à la limite de détermination pour les produits visés contribue à l'objectif de protection des pollinisateurs, y compris les abeilles, les États-Unis demandent à l'UE de maintenir ses LMR actuelles pour la clothianidine et le thiamethoxam. Pour relever les défis environnementaux mondiaux, la collaboration de l'ensemble de la communauté mondiale est nécessaire; les approches unilatérales fondées sur des données scientifiques incomplètes peuvent compliquer ou retarder davantage l'accomplissement de progrès significatifs sur ces questions urgentes, tout en perturbant inutilement la production et le commerce des produits agricoles. À la place du projet de règlement de l'UE, les États-Unis accueilleraient favorablement une approche collaborative de la protection des pollinisateurs, à laquelle ils pourraient contribuer par des ressources, des services d'experts et de nouvelles idées.

2.17. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation souhaite exprimer sa préoccupation au sujet de la mesure de l'Union européenne concernant la protection des pollinisateurs au moyen de l'abaissement des LMR pour des néonicotinoïdes (la clothianidine et le thiamethoxam), qui a été notifiée au Comité le 6 juillet 2022. Il apparaîtrait que le projet de réglementation de l'UE ne soit pas conforme aux articles 2.2, 2.4 et 12.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et au GATT de 1994. Il porte atteinte aux prérogatives en matière de politique réglementaire des partenaires commerciaux de l'UE, lesquels fixent souverainement les conditions de la production alimentaire et de l'activité agricole sur leur propre territoire, en fonction de leurs caractéristiques géographiques propres, des conditions de leur écosystème, de leur production agricole, de leurs capacités scientifiques et de leur développement. Le Thiamethoxam est efficace contre les nématodes et les pucerons noirs dans la production de bananes, et contre les thrips et les pucerons dans la production de fleurs. Par ailleurs, il laisse beaucoup moins de résidus dans l'environnement et se décompose beaucoup plus rapidement que d'autres produits. Selon Rainforest Alliance, le risque lié à l'utilisation du thiamethoxam dans la culture de la banane a été atténué et il n'y a pas eu de signalements de dommages directs causés à des populations d'abeilles. L'organisation indique également que la période de transition pour l'élaboration d'un nouveau produit phytopharmaceutique devrait être d'au moins 36 mois; un délai plus court n'est pas suffisant pour se conformer aux nouvelles LMR, compte tenu des périodes de récolte et du stade auquel les produits agrochimiques sont appliqués. Enfin, comme il s'agit d'une mesure qui s'applique aux pays tiers, l'Union européenne doit procéder à une analyse de l'incidence qu'elle aurait sur les agriculteurs de ces pays, étant donné que ce sont les petits producteurs qui pâtiraient de l'absence de ces substances comme moyen de protection de leurs cultures. L'Union européenne est invitée à répondre aux préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres sur cette question, afin d'éviter des restrictions non nécessaires au commerce.

2.18. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Union européenne (UE) d'avoir notifié aux Membres, dans le document [G/TBT/N/EU/908](#), le projet de règlement concernant des insecticides néonicotinoïdes, à savoir la clothianidine et le thiamethoxam, au sujet duquel elle a formulé des observations. L'Australie réitère les préoccupations exprimées dans sa communication. Le projet de règlement tient compte des incidences environnementales dans les pays exportateurs lors de l'établissement des limites maximales de résidus (LMR) et de l'évaluation des demandes de tolérances à l'importation. L'Australie reconnaît le droit des Membres de l'OMC de réglementer les importations agricoles de manière à protéger la santé des personnes et des animaux ainsi que l'environnement, et à préserver les végétaux. Néanmoins, les Membres sont également liés par leurs obligations dans le cadre de l'OMC, en particulier pour ce qui est de réaliser des évaluations des risques fondées sur des données scientifiques et de faire en sorte que les mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie n'est pas favorable à une application des LMR aux produits importés qui vise à atteindre des objectifs environnementaux en dehors des frontières de l'UE. Cette approche extraterritoriale a une incidence sur la capacité des pays tiers de mettre en œuvre des politiques environnementales compatibles avec les conditions environnementales qui leur sont propres.

2.19. Les autorités nationales des pays tiers sont les mieux placées pour faire en sorte que l'application des pesticides soit réalisée d'une manière responsable et durable dans chaque pays, et en fonction des conditions environnementales qui sont propres à celui-ci. L'Australie est préoccupée par les insuffisances des évaluations des risques effectuées en 2018 par l'Autorité européenne de sécurité des aliments, citées par l'UE dans le projet de règlement. Ces études ont été utilisées pour corroborer un lien entre l'abaissement des LMR à la limite de détermination et la santé des pollinisateurs. Nous demandons à l'UE de fournir des données scientifiques solides à l'appui de cette conclusion. L'Australie demande également à l'UE de fournir des renseignements sur la santé des pollinisateurs dans tous les pays commerçants où les nouvelles LMR sont susceptibles de s'appliquer. L'UE souhaitera peut-être envisager d'appliquer les nouvelles LMR uniquement aux pays pour lesquels elle dispose d'éléments de preuve solides à l'appui de son objectif de politique générale. Nous attendons avec intérêt de poursuivre le dialogue avec l'UE sur cette importante question.

2.20. Le représentant du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou présente aux Membres de l'OMC sa préoccupation commerciale concernant le projet de modification du Règlement (CE) n° 396/2005, qui prévoit la suppression des limites maximales de résidus (LMR) pour les molécules clothianidine et thiamethoxam, laquelle entraînerait une interdiction d'exporter vers l'Union européenne des produits agroalimentaires contenant tout résidu détectable de ces molécules. Le Pérou estime que les États membres de l'Union européenne ont le droit d'appliquer les mesures sanitaires ou phytosanitaires qu'ils jugent appropriées pour atteindre leur niveau de protection, mais que ces mesures devraient être fondées sur des principes scientifiques et des procédures d'évaluation des "risques", et pas seulement sur le "danger". En outre, les mesures adoptées ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Il est entendu que la réglementation actuelle de l'UE concernant les LMR est fondée, comme convenu au niveau international, sur la protection de la santé des consommateurs de produits alimentaires et non sur des critères environnementaux, pour lesquels il existe d'autres cadres réglementaires et instances multilatérales de discussion et de négociation appropriés.

2.21. En outre, la proposition de l'Union européenne, consistant à utiliser des obstacles non tarifaires au commerce pour protéger l'environnement, méconnaît et discrédite l'adéquation des politiques réglementaires du Pérou, qui établissent de manière souveraine les conditions de la production alimentaire et de l'activité agricole dans le pays. Le projet de règlement de l'Union européenne est contraire aux articles 2.1, 2.2 et 12.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et au GATT de 1994, car il établit une discrimination à l'égard des pays tiers en entraînant des effets disproportionnés et en faisant abstraction des conditions de ces pays en matière de réglementation et de production; en outre, le risque allégué concernant l'utilisation des substances actives à l'extérieur de l'Union européenne n'entraînerait aucun risque à l'intérieur de celle-ci. Ce même projet de règlement reconnaît que tant les LMR européennes actuelles que celles du Codex Alimentarius sont sûres pour les consommateurs. En outre, dans le cadre de l'évaluation des risques environnementaux concernant les ingrédients actifs clothianidine et thiamethoxam, l'autorité environnementale du secteur agricole exige que les déclarants se conforment à un plan de gestion de l'environnement, qui doit comporter des mesures de contrôle environnemental et des mesures d'intervention d'urgence visant à maîtriser les risques environnementaux identifiés; ces entreprises doivent avoir une structure organisationnelle solide au niveau régional et/ou local et être prêtes à faire face aux imprévus à n'importe quel stade du cycle de vie du produit. Enfin, la mesure en question aurait dû être notifiée au Comité SPS pour examen, étant donné que le Règlement n° 396/2005, qui doit être modifié, vise à assurer un niveau élevé de protection de la santé publique des consommateurs et de la santé des animaux.

2.22. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine apprécie l'accent mis par l'UE sur l'importance qu'il y a à protéger les pollinisateurs, y compris les abeilles. Nous voudrions attirer l'attention sur les points suivants, qu'il pourrait être nécessaire de réexaminer pour une réglementation meilleure et plus adaptée. Premièrement, la communauté internationale s'accorde sur le fait que les LMR existent pour protéger la santé des consommateurs et faciliter le commerce loyal des produits alimentaires. Il n'existe toutefois pas de preuves ni de consensus scientifiques selon lesquels des problèmes tels que la diminution du nombre d'abeilles pourraient être résolus grâce à des mesures relatives aux LMR portant sur la clothianidine et le thiamethoxam. La question de savoir si les pesticides néonicotinoïdes sont ou non la principale cause du déclin des colonies d'abeilles fait toujours l'objet d'un débat théorique. Certaines études suggèrent que la combinaison des parasites, des pesticides, d'une pollinisation insuffisante et du changement climatique serait la véritable raison de la baisse du nombre d'abeilles. À l'heure actuelle, abroger ou modifier des LMR en invoquant la diminution du nombre de pollinisateurs donnerait l'impression de

créer arbitrairement des obstacles au commerce. Nous recommandons à l'UE de fournir des données et des rapports sur l'évaluation des risques que représentent pour les abeilles les LMR des deux pesticides. Deuxièmement, l'UE ayant antérieurement supprimé l'obligation d'enregistrement pour la clothianidine et le thiaméthoxame, cette mesure n'affecterait pas les producteurs locaux. Elle constituerait en revanche un obstacle de fait au commerce pour les autres Membres qui utilisent les deux pesticides conformément à l'évaluation scientifique du risque.

2.23. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie souhaite faire part de sa préoccupation quant au projet de règlement de la Commission européenne modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxam présents dans ou sur certains produits. C'est la première fois qu'il est proposé de modifier une LMR en se fondant sur des critères environnementaux, afin d'éviter ou de limiter le risque que des pesticides se trouvent dans des produits destinés à l'alimentation humaine, et non sur des critères sanitaires. En conséquence, la mesure aurait dû être notifiée dans le cadre du Comité SPS, car son objectif est de préserver la santé des consommateurs et la santé vétérinaire. Au vu de ce qui précède, nous estimons que le projet de règlement de la Commission européenne devrait être réévalué à l'aune de la réglementation internationale de l'OMC, conformément aux recommandations internationales du Codex Alimentarius concernant les LMR. L'OMS et la FAO ont évalué conjointement les substances mentionnées plus haut conformément au Codex Alimentarius, et déterminé qu'elles ne présentaient aucun risque pour les consommateurs. Il convient aussi de noter qu'il existe des avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) suggérant qu'aucun des aspects toxicologiques de ces molécules ne pourrait affecter la santé des personnes. En conséquence, la Colombie estime que le projet de règlement sur les LMR devrait tenir compte des preuves scientifiques et faire l'objet d'une analyse concluante des risques, propre à démontrer le risque que suppose l'utilisation de ces substances, ainsi que le niveau de résidus auquel celles-ci auraient un effet sur les consommateurs.

2.24. En outre, nous considérons que les ajustements de la réglementation liés à l'établissement d'une LMR fondée sur des critères environnementaux constituent un obstacle non nécessaire et non justifié au commerce et ont une incidence négative significative sur les pays qui commercialisent des produits dans l'Union européenne, ce qui entraîne des répercussions négatives sur les personnes qui tirent leur subsistance de la production végétale. De surcroît, les LMR n'ont pas pour but de protéger l'environnement; cette approche est donc inefficace et inadaptée à la réalisation des objectifs de l'Union européenne. Il serait nécessaire de déterminer s'il existe des normes internationales efficaces et appropriées à cette fin; auquel cas, nous estimons que l'Union européenne devrait communiquer la norme internationale de référence ou les études scientifiques qui servent de base à la mesure susmentionnée. Il convient de noter que la Colombie est convaincue de la nécessité de protéger l'environnement, mais il est important que la mesure du risque soit fondée sur des analyses concluantes, qui suivent une méthodologie scientifiquement validée. Enfin, ce processus de conversion à un système alimentaire durable semble ignorer les implications de ces transformations, alors qu'il impose des limites à l'utilisation de pesticides et d'engrais en raison de facteurs écologiques, privant les agriculteurs d'outils essentiels qui garantissent la santé de leurs cultures. Cette situation pourrait aboutir à une réduction importante de l'offre d'un produit agricole, ce qui aura un effet sur son prix et, en conséquence, sur sa consommation. À ceci s'ajoute l'effet sur les revenus des agriculteurs, qui seront incapables de vendre leurs produits, ce qui fera décliner leur qualité de vie. Au vu de ce qui précède, nous invitons l'UE à réexaminer sa modification du règlement et à envisager d'autres instances de discussion, telles que la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam et à la Convention de Stockholm, où sont adoptées les décisions sur l'inclusion de nouvelles substances.

2.25. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite s'associer à cette préoccupation commerciale soulevée par le Kenya, et soutenue par de nombreux Membres, au sujet de la proposition de l'UE d'utiliser des limites maximales de résidus (LMR) comme mécanismes visant à atteindre des objectifs environnementaux. D'une manière générale, la politique du Costa Rica est alignée avec l'objectif de l'UE d'accorder la priorité à la protection de l'environnement, à la lutte contre le changement climatique et au développement économique durable, ce qui constitue la seule voie viable pour l'avenir de notre planète. Cependant, la réalisation de ces objectifs ne doit en aucun cas se faire au prix du multilatéralisme et des obligations essentielles qui sous-tendent cette Organisation. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce énonce clairement les objectifs que les réglementations et normes techniques et les procédures d'évaluation de la conformité peuvent légitimement poursuivre. Nous ne savons pas précisément

quel objectif légitime pourrait justifier de réviser une LMR, qui est liée à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la protection de la santé des personnes, et relève de l'Accord SPS. En conséquence, nous peinons à comprendre la notification [G/TBT/N/EU/908](#) de l'UE qui, bien qu'elle propose de réduire les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxame, a été soumise au Comité OTC et non au Comité SPS. Dans cette notification, l'UE indique que sa motivation est "une préoccupation environnementale de nature mondiale". Nous ne voyons pas les préoccupations environnementales parmi les objectifs légitimes justifiant une mesure relevant de l'Accord OTC énumérés dans l'Accord. Apporter une réponse à des préoccupations environnementales de nature mondiale a aussi la plus grande importance pour le Costa Rica. Cependant, on ne voit pas bien en quoi cet objectif relève des Accords SPS et OTC. Nous voudrions remercier à l'avance l'UE pour ses explications au sujet de cette préoccupation, que le Costa Rica soulève conjointement avec d'autres Membres.

2.26. Le représentant du [Canada](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Canada, comme d'autres Membres, est préoccupé par la proposition de l'Union européenne notifiée au Comité OTC de l'OMC en juillet 2022 sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), selon laquelle l'UE envisage d'abaisser les LMR pour la clothianidine et le thiaméthoxam jusqu'à la limite de quantification en réponse à des préoccupations environnementales au sujet de la population mondiale de pollinisateurs. Si le Canada soutient les efforts visant à préserver et maintenir la population mondiale de pollinisateurs, nous restons préoccupés par l'approche que l'UE propose, avec ce règlement, d'adopter pour traiter ce problème. Le Canada estime qu'en abaissant les LMR de néonicotinoïdes jusqu'aux valeurs par défaut alors qu'aucun risque alimentaire préoccupant n'a été détecté, l'Union européenne applique de manière injustifiée sa législation interne sur une base extraterritoriale, ce qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC et pourrait constituer une restriction non nécessaire au commerce. Si un pesticide ne crée aucune préoccupation d'ordre alimentaire et ne présente aucun risque pour les consommateurs de l'UE, celle-ci devrait maintenir les LMR ou s'aligner sur le Codex. Le Canada est aussi préoccupé par l'usage que fait l'UE des autorisations d'urgence pour ses États membres.

2.27. L'UE a déclaré à plusieurs reprises que le principal objectif de cette réglementation est de garantir que les produits alimentaires et les aliments pour animaux ne contribuent pas au déclin mondial de la population de pollinisateurs. Cependant, étant donné le recours constant à des autorisations d'urgence concernant ces deux pesticides dans les États membres, le Canada ne saisit pas en quoi le règlement proposé contribuerait à la réalisation de cet objectif, car des produits alimentaires et des aliments pour animaux produits en utilisant des néonicotinoïdes seront toujours consommés en Europe, tandis que l'importation de produits utilisant ces substances sera interdite. Le Canada a un système réglementaire solide, et nous avons confiance en la capacité de nos mécanismes à protéger les consommateurs et l'environnement. Nous protégeons la santé des personnes et l'environnement en menant des évaluations scientifiques rigoureuses des risques associés aux produits antiparasitaires, une démarche essentielle pour permettre l'accès aux outils de lutte contre les parasites nécessaires pour répondre à la pression parasitaire propre au climat canadien. Le Canada a mené des recherches approfondies et adopté des techniques de gestion des risques liés à l'utilisation de néonicotinoïdes; en conséquence, les incidents impliquant des abeilles ont diminué de plus de 80% depuis 2014.

2.28. L'Union européenne pourrait non seulement tirer parti des meilleures pratiques agricoles du Canada, mais elle pourrait aussi maintenir les LMR pour les néonicotinoïdes, ne pas restreindre inutilement le commerce et collaborer avec le Canada et d'autres Membres de l'OMC pour atténuer les risques encourus par les pollinisateurs et traiter les effets sur les pollinisateurs au niveau mondial. Le Canada se dit de nouveau préoccupé par le fait que l'intention de l'UE d'imposer ses propres réglementations à ses partenaires commerciaux ne tient pas compte de la situation unique de chaque pays et ne correspond pas aux données scientifiques que peuvent fournir les autres Membres, lui-même compris. Nous espérons que l'Union européenne prendra ces préoccupations au sérieux et coopérera avec le Canada et les autres Membres intéressés pour trouver une manière d'atteindre son objectif qui repose sur des bases scientifiques et soit conforme aux règles de l'OMC.

2.29. Le représentant de [l'Inde](#) a transmis la déclaration suivante. L'Inde souhaite remercier l'UE d'avoir notifié les LMR de la clothianidine et du thiaméthoxame aux Membres au moyen du document [G/TBT/N/EU/908](#). L'Inde croit comprendre que l'UE envisage d'abaisser les LMR existantes pour les pesticides qui ne sont plus approuvés dans sa juridiction en raison de préoccupations environnementales – notamment certains pesticides néonicotinoïdes – aux valeurs par défaut et de ne pas examiner les nouvelles demandes de tolérances à l'importation pour ces produits. Cette approche ne se limite pas à la notification considérée, et, pour de nombreux produits,

les limites de résidus de pesticides ont été fixées à 0,01 mg/kg. L'EFSA a observé que la LMR par défaut de 0,01 mg/kg s'applique à presque 690 pesticides qui ne sont pas explicitement mentionnés dans la législation relative aux LMR. Ainsi qu'il ressort clairement des observations des autres partenaires commerciaux, l'établissement de LMR par défaut pour de nombreux produits suscite des préoccupations car il impose aux importations en provenance d'autres pays une norme qui pourrait ne pas avoir un fondement scientifique suffisant. Certains des produits cultivés en dehors de l'UE sont soumis à ces seuils. Cette démarche ignore la compétence des autorités de réglementation des substances chimiques des autres pays et les soumet artificiellement à une exigence qui n'est ni scientifique ni fondée sur des preuves ni tenable d'un point de vue commercial. L'UE cite souvent des préoccupations relatives à la protection de ses citoyens. Toutefois, même cette notion demeure contestable, car on constate que les citoyens des autres pays se passent aisément de ces prescriptions; dans le même temps, on note que les études sur lesquelles s'appuient l'UE ne sont, dans certains cas, pas suffisamment représentatives de la population de l'UE. Pour les cas où des préoccupations environnementales sont invoquées, l'Inde rappelle à l'UE qu'il est important de respecter le droit de chaque Membre à fixer ses réglementations relatives à la protection de l'environnement.

2.30. En outre, l'approche adoptée par l'UE ne permet pas de reconnaître les efforts que déploient des groupes scientifiques internationaux et des organismes d'élaboration des normes – comme la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides et le Codex Alimentarius – afin de fixer des niveaux sûrs et harmonisés de résidus de pesticides dans les produits agricoles. En conséquence, l'Inde exhorte l'UE à revoir ses pratiques et à éviter de perturber inutilement le commerce, en garantissant le respect de ses obligations dans le cadre de l'OMC lorsqu'elle fixe des LMR et qu'elle examine les demandes de tolérances à l'importation. L'Inde demande aussi à l'UE de respecter les autorités de réglementation des autres pays et leur position, en particulier quand un certain nombre de pays partagent une vision commune, et de ne pas imposer des LMR arbitraires, afin de prévenir des perturbations non nécessaires du commerce de produits sûrs.

2.31. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay observe que l'UE entend utiliser les LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam, non pour protéger les consommateurs européens, mais comme moyen de réglementer l'utilisation de néonicotinoïdes dans les processus et méthodes de production dans les pays tiers. Pour le Paraguay, l'accord OTC n'a pas été conçu pour intégrer des mesures dont les objectifs sont manifestement extraterritoriaux. Le Paraguay est aussi très préoccupé par la compatibilité de la mesure notifiée par l'UE avec les obligations relatives à l'accès aux marchés et à la non-discrimination dans le cadre des règles de l'OMC. Le Paraguay a lui aussi un intérêt sincère pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité, et il accorde la primauté à la protection de la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux, y compris la protection des pollinisateurs, qui jouent aussi un rôle essentiel dans la production alimentaire mondiale et contribuent à un meilleur rendement de cultures importantes sur le plan agronomique. Cependant, chaque pays a, comme le Paraguay, des besoins particuliers quant à sa production agricole, du fait de sa géographie, de son écosystème et des capacités scientifiques locales, et rencontre des difficultés spécifiques dans sa quête pour mettre en place et maintenir une agriculture durable. Cette situation est reflétée dans les cadres réglementaires fondés sur des preuves appliqués aux processus d'enregistrement pour évaluer les risques liés aux pesticides et à leur utilisation, y compris l'évaluation des risques pour l'environnement et les pollinisateurs. En cherchant à imposer ses normes environnementales à des pays tiers, l'UE ignore et invalide ces politiques locales et même régionales, menace la mise en œuvre de mesures environnementales et de politiques compatibles avec la situation spécifique de chaque pays en termes de conditions climatiques et socioéconomiques et de prévention contre les nuisibles, etc., et ne tient pas compte du principe de responsabilités communes mais différenciées.

2.32. Comment l'UE compte-t-elle tenir compte de ces éléments, ainsi que des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, conformément à l'article 12.3 de l'Accord OTC? Le Paraguay considère que les LMR ne sont pas un outil adapté pour apporter une réponse aux problèmes environnementaux d'autres pays, pour lesquels il existe d'autres cadres réglementaires et instances de discussion et de négociation adaptés. De plus, en ce qui concerne ces substances, différentes options existent pour atténuer les risques que feraient courir aux pollinisateurs l'utilisation de la clothianidine et du thiamethoxam, qui vont d'instructions claires et précises sur les étiquettes à la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles dans tous les processus. Ces pratiques consistent entre autres à appliquer les substances tôt le matin ou en fin d'après-midi, lorsque les pollinisateurs sont moins présents; à ne pas les utiliser pendant la floraison des cultures; à retirer les herbes en fleur des champs; à limiter la poussière libérée durant

le semis de semences traitées; elles constituent des moyens efficaces d'atténuer les risques, car elles limitent l'exposition. De multiples études indépendantes menées par des autorités scientifiques de réglementation dans le monde entier s'accordent sur le fait que les insecticides néonicotinoïdes peuvent être utilisés de manière responsable, sans causer de risques inacceptables pour les abeilles ou d'autres espèces pollinisatrices présentes dans les champs. Plusieurs études spécifiques ont été incluses dans les multiples observations soumises par des Membres de l'OMC au sujet de la notification [G/TBT/N/EU/908](#).

2.33. L'UE estime-t-elle qu'il existe un lien approprié entre la réduction des LMR et l'objectif poursuivi? Il convient en particulier de garder à l'esprit: qu'une culture non traitée avec des substances pourrait avoir un taux de résidus supérieur à la limite de quantification, par exemple si un champ adjacent était traité; que l'utilisation contrôlée des substances pourrait n'avoir aucun impact sur les pollinisateurs, tout en aboutissant à un taux de résidus supérieur à la limite de quantification. Au champ 7 de la notification [G/TBT/N/EU/908](#), l'UE indique que l'objectif de la mesure est "de faire en sorte que les denrées importées en Union européenne ne contiennent pas non plus de résidus résultant de bonnes pratiques agricoles ayant recours à l'utilisation en extérieur de la clothianidine et/ou du thiamethoxam". L'UE pourrait-elle préciser comment elle identifiera les produits affichant des taux de résidus supérieurs à la limite de quantification en raison d'une utilisation en intérieur ou d'autres méthodes n'ayant pas d'effet sur les pollinisateurs? Imposer des restrictions au commerce international rendra, dans les faits, les agriculteurs du Paraguay et de la région moins compétitifs que les agriculteurs européens qui n'ont pas à faire face aux mêmes nuisibles et aux mêmes conditions climatiques pour produire des denrées alimentaires, et qui peuvent aussi bénéficier d'autorisations d'urgence pour continuer d'utiliser ces substances. Cette situation est illustrée par les autorisations d'urgence accordées pour ces substances depuis leur interdiction et la fin de la période de grâce concernant leur utilisation dans l'UE: pour le thiamethoxam: 51 autorisations d'urgence pour différentes cultures depuis l'interdiction et la fin de la période de grâce concernant l'utilisation de cette substance dans l'UE (30/04/2019) (Autriche, Belgique, République tchèque, Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Croatie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Slovaquie), y compris la plus récente, qui porte sur la période allant de février à juin 2023. Clothianidine: 20 autorisations d'urgence pour différentes cultures depuis l'interdiction et la fin de la période de grâce concernant l'utilisation de cette substance dans l'UE (31/01/2019) (Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, Espagne, Finlande, Pologne, Roumanie), y compris la plus récente, déjà approuvée pour la période de février à mai 2023. Et il ne s'agit que des autorisations accordées à la fin de la période de grâce; les utilisations autorisées après cette période sont encore plus nombreuses, étant donné que certaines autorisations d'urgence ont été accordées avant le 31/01/2019, mais que l'utilisation des substances concernées a commencé après cette date. En quoi ces autorisations d'urgence sont-elles compatibles avec l'obligation de non-discrimination? Quel est le délai moyen d'approbation d'une autorisation d'urgence? Quel est le coût moyen du processus d'approbation d'une autorisation d'urgence?

2.34. Ces questions ont été soulevées à plusieurs reprises devant d'autres comités, mais la réponse de l'UE s'est limitée à indiquer que les autorisations d'urgence sont délivrées par les États membres de l'UE, et que chaque État membre détermine la durée du processus d'évaluation et ses coûts. Nous posons toutefois de nouveau ces questions, et nous espérons obtenir des réponses, en particulier compte tenu du fait que les membres de l'UE sont aussi des Membres de l'OMC à part entière, et qu'il pourrait être nécessaire de commencer à leur poser des questions séparément. L'UE soutient que, bien que les autorisations d'urgence soient du ressort des Membres, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) les examine et définit si elles sont dûment justifiées. Toutefois, nous constatons qu'aucune restriction ne vise les membres qui continuent d'approuver des autorisations d'urgence pour les mêmes substances, pour la lutte contre les mêmes nuisibles, et pour les mêmes cultures pour lesquelles l'EFSA a estimé que l'autorisation n'était pas dûment justifiée. L'EFSA considère en outre que les autorisations d'urgence sont justifiées quand la nécessité d'éviter la résistance des nuisibles est établie, et s'il n'existe pas d'autre moyen chimique de lutter contre un nuisible en particulier. Les mêmes arguments sont utilisés par le Paraguay et par d'autres membres pour lesquels il n'est pas possible d'obtenir une autorisation d'urgence. Enfin, en ce qui concerne la transparence et les délais pour la présentation d'observations sur les projets de règlement, le Paraguay, comme plusieurs autres Membres, a soumis des observations sur la notification [G/TBT/N/EU/908](#) dans les délais impartis mais, selon les informations obtenues, le 27 septembre 2022, seulement 23 jours après la fin de la période de présentation des observations, le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de l'UE a approuvé la proposition visant à réduire les LMR pour ces substances sans

modification, ce qui, là encore, nous conduit à penser que les délais concernant les notifications et les observations sont de simples formalités, qui ne sont pas censées être suivies d'effet.

2.35. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil remercie l'Union européenne pour cette occasion de formuler des observations sur le projet de règlement notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/908](#), qui retire l'approbation des substances actives thiamethoxam et clothianidine et restreint les limites maximales de résidus dans ou sur certains produits. Nous voudrions nous référer aux observations que nous avons soumises à l'UE. Le Brésil croit comprendre que la proposition actuelle de l'UE va à l'encontre de l'engagement pris au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, car le soutien à des mesures unilatérales visant à protéger l'environnement dans des pays tiers ne relève pas du champ d'application de cet accord. Outre la nécessité d'une discussion plus approfondie, et reposant sur des bases scientifiques solides, sur les risques auxquels la clothianidine et le thiamethoxam pourraient exposer les populations d'abeilles dans le monde, le Brésil croit comprendre qu'on ne pourrait pas s'attendre à voir étendues à tous les pays des mesures restrictives pour le commerce qui ne tiennent pas compte de la diversité des conditions locales, y compris le climat et les sols. De surcroît, la production agricole de chaque pays est caractérisée par des besoins et des défis différents.

2.36. L'UE affirme que sa mesure restrictive chercherait à éviter que les effets néfastes sur les abeilles de la production alimentaire de l'UE ne se propagent à la production alimentaire de pays hors de l'UE. Toutefois, aux yeux du Brésil, cette approche ne tient pas dûment compte du fait que de nombreux pays, y compris le Brésil, ont des procédures techniques strictes pour l'approbation des substances. De plus, le Brésil estime que, du fait de ses effets extraterritoriaux, le projet de règlement de l'UE va à l'encontre des règles et de la jurisprudence du système commercial multilatéral. Pour illustrer à quel point le Brésil voit mal en quoi les restrictions commerciales proposées par l'UE seraient justifiées, le thiamethoxam tient un rôle important dans les stratégies de lutte contre certains ravageurs, tels que le psylle des agrumes, un insecte qui transmet la maladie du verdissement des agrumes. Reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) comme un organisme de quarantaine prioritaire dans la Liste des organismes de quarantaine prioritaires d'octobre 2019, le verdissement est une cause majeure de perte de production d'oranges, non seulement au Brésil, mais dans le monde entier. Au Brésil, l'État de São Paulo est le principal producteur de jus d'agrumes; 84% de la production de miel y est également concentrée. Dans cet État, il n'y a pas de preuve d'un déclin du nombre de pollinisateurs. Au contraire, la production de miel dans la région a augmenté d'environ 136% au cours des 15 dernières années.

2.37. Nous sommes aussi préoccupés par le fait que si la proposition actuelle de restriction de l'utilisation de thiamethoxam et de clothianidine servait de base à d'autres restrictions similaires, les agriculteurs du Brésil et du monde entier pourraient rencontrer de graves difficultés qui affecteraient leur productivité et leur capacité à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. Le Brésil apprécie cette occasion de débattre de cette question avec l'UE et appelle la Commission européenne à envisager une approche plus équilibrée et harmonisée avec les recommandations du Codex Alimentarius concernant les LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam. Le Brésil apprécie également la possibilité de formuler des observations, et serait reconnaissant qu'elles soient prises en compte et reçoivent une réponse avant l'adoption du projet notifié.

2.38. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande soutient l'ambition globale de l'UE de faire face aux défis climatiques et environnementaux, telle qu'affichée dans les politiques présentées dans le cadre du Pacte vert. Cependant, la Nouvelle-Zélande est préoccupée par le fait qu'imposer de manière unilatérale des mesures prescriptives à l'importation, sans tenir compte des différents contextes géographiques et climatiques des systèmes de production des différents pays, pourrait ne pas permettre de surmonter efficacement les défis environnementaux mondiaux. La Nouvelle-Zélande encourage l'UE, et tous les Membres de l'OMC, à s'attaquer aux défis environnementaux mondiaux, y compris la question de l'utilisation durable des pesticides, en travaillant avec les partenaires commerciaux dans les instances multilatérales et en reconnaissant que des systèmes de production et de réglementation différents peuvent aboutir à des résultats tout aussi souhaitables sur le plan environnemental. Une telle approche reconnaît qu'il n'existe pas de modèle unique pour répondre aux défis environnementaux mondiaux, et que des solutions sur mesure, tenant compte des différences d'un système de production à l'autre, peuvent fournir des résultats environnementaux souhaitables d'une manière plus efficace et plus durable. Nous encourageons de plus les Membres à utiliser des mesures fondées sur des données scientifiques solides et sur une évaluation des risques, adoptant une approche moins restrictive pour le commerce et appropriées pour atteindre le but recherché. Des

limites et orientations internationales devraient être adoptées lorsque cela est possible. La Nouvelle-Zélande souhaiterait aussi comprendre les raisons et les justifications de l'UE pour l'utilisation d'un outil SPS pour introduire des projets de mesures dans le but affiché de répondre à une préoccupation environnementale mondiale.

2.39. Le représentant de l'Afrique du Sud a communiqué la déclaration suivante. L'Afrique du Sud remercie tous les Membres qui se sont exprimés avant elle, et souhaite formuler des observations et demander des éclaircissements au sujet du règlement de l'Union européenne sur la tolérance à l'importation concernant les limites maximales de résidus (LMR) pour la clothianidine et le thiamethoxam (pesticide et substance active) sur ou dans certains produits. L'Afrique du Sud se félicite que l'UE ait notifié le Comité du projet de mesure visant à abaisser les LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam jusqu'à la limite de quantification conformément au règlement (CE) n° 396/2005. L'Afrique du Sud croit comprendre que l'UE entend répondre à une préoccupation environnementale de nature mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs dans le monde entier. L'Afrique du Sud partage les objectifs de la Commission européenne concernant la transformation des systèmes alimentaires et son engagement à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité en continuant de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables et résilients. Elle reconnaît toutefois que chaque Membre a ses propres objectifs et difficultés en matière de durabilité. Parmi d'autres difficultés liées au climat, l'Afrique du Sud subit une forte pression des ravageurs et des maladies en raison de la combinaison de la chaleur et de l'humidité, qui est favorable à différentes plantes adventices, et à divers ravageurs et champignons. Tirer parti du champ des possibles requiert d'utiliser des méthodes, des outils et des technologies divers pour répondre de manière durable à la demande mondiale croissante en alimentation humaine et animale en tenant compte des changements climatiques. L'Afrique du Sud promeut de meilleures pratiques agricoles et des systèmes agricoles et alimentaires meilleurs, plus durables, et promouvant la meilleure combinaison d'outils et de techniques pour parvenir à une production plus durable en fonction de la situation géographique des Membres, de l'échelle du système et de l'environnement dans lequel il se situe.

2.40. L'Afrique du Sud observe que l'abaissement des LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam étend la portée des réglementations existantes relatives aux LMR à des considérations environnementales dépassant la protection des consommateurs. La mesure d'abaissement des LMR de la clothianidine et du thiamethoxam proposée aura un effet néfaste sur les exportations de produits agricoles et agroalimentaires à destination de l'UE. Enfin, la mesure proposée pourrait restreindre le commerce des produits agricoles sûrs, perturber la production et influencer négativement sur les moyens de subsistance des petits producteurs ruraux. L'Afrique du Sud soutient la transparence et la prise de décision fondée sur les risques et les données scientifiques et éclairée par les données disponibles afin de renforcer la durabilité dans l'agriculture et invite instamment l'UE à prendre connaissance des conditions climatiques, des matrices cultures-ravageurs et de la situation socioéconomique des économies en développement et les moins avancées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une mesure. De plus, l'Afrique du Sud demande des éclaircissements sur les points suivants: i) L'UE peut-elle confirmer que, si la réglementation est mise en œuvre, les LMR seront abaissées à 0,01 mg/kg pour tous les produits? Si non, quels seront les niveaux par produit applicables? ii) L'UE peut-elle confirmer qu'elle a interdit l'utilisation de la clothianidine et du thiamethoxam dans tous les cadres, y compris leur utilisation dans les serres permanentes? Si non, ces produits seront-ils aussi soumis aux nouvelles LMR? iii) L'UE ayant mis en œuvre l'interdiction de l'utilisation de la clothianidine et du thiamethoxam en extérieur, quelles autres solutions sont utilisées dans l'UE, et quels sont les coûts qui en résultent pour les agriculteurs?

2.41. iv) La réglementation comprend la phrase suivante: "Afin de répondre aux besoins du commerce international, des demandes de tolérances à l'importation pour la clothianidine ou le thiaméthoxame peuvent être présentées en application de l'article 7 du règlement (CE) no 396/2005, assorties d'informations pertinentes permettant de démontrer l'innocuité pour les pollinisateurs des BPA applicables aux utilisations spécifiques des substances actives concernées." Quelle est la procédure à suivre, et quels sont les délais prévus?

2.42. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay a soumis des observations et demandé des éclaircissements à l'Union européenne (UE) au sujet du projet d'abaisser les LMR pour la clothianidine ou le thiaméthoxame dans ou sur certains produits, en raison d'une "préoccupation environnementale de nature mondiale", tant au cours de réunions récentes des Comités SPS et OTC et du Comité de l'accès aux marchés que de manière bilatérale, dans le cadre du processus de consultation publique internationale ouvert par l'UE au sujet de la

notification [G/TBT/N/EU/908](#). Nous nous félicitons de cette occasion de soumettre ces observations et ces questions, auxquelles nous attendons toujours des réponses, mais nous serions particulièrement reconnaissants que ces contributions soient dûment prises en compte pendant le processus réglementaire. À cet égard, et comme l'a indiqué le Paraguay, nous sommes préoccupés par l'approbation, sans modifications, de la proposition par le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de l'UE le 27 septembre 2022, malgré les observations formulées par divers partenaires commerciaux. L'Uruguay croit comprendre que l'établissement de LMR est un type de mesure qui vise à protéger la santé des consommateurs des risques découlant de l'ingestion du produit, et qui relève donc de l'Accord SPS. L'organisme international de référence pour ces questions est la Commission du Codex Alimentarius, devant laquelle les questions relatives à la santé sont traitées de manière globale en ce qui concerne l'adoption de LMR. L'article 3 d) du règlement UE n° 396/2005 sur les LMR pour les pesticides définit les LMR comme: "une concentration maximale du résidu d'un pesticide autorisée dans ou sur des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, fixée conformément au présent règlement, sur la base des bonnes pratiques agricoles et de l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables."

2.43. L'UE elle-même nous avait indiqué à plusieurs reprises – jusqu'en mars 2022 – que, par principe, les préoccupations relatives à l'établissement de LMR pour les pesticides et toute autre préoccupation spécifique relative à leur mise en œuvre étaient des questions qui devaient être débattues devant le Comité SPS, et non le Comité OTC. À cet égard, l'Union européenne a notifié au Comité SPS des modifications successives des LMR pour un nombre croissant de substances. L'Uruguay partage les préoccupations relatives à la promotion de la protection des pollinisateurs, conformément à la protection de l'environnement et de la biodiversité, et soutient l'établissement d'environnements réglementaires fondés sur des critères scientifiques, afin que la sécurité alimentaire ne soit pas menacée et que des obstacles au commerce ne soient pas érigés. L'Uruguay réaffirme sa volonté de coopérer avec les autres Membres pour trouver des mécanismes qui puissent être utilisés pour atteindre ces objectifs sans créer de restrictions non nécessaires au commerce, tout en garantissant la préservation de l'environnement et la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Il convient de noter qu'en Uruguay, les produits phytosanitaires de référence sont réglementés de manière à garantir une utilisation de ces substances correcte, sûre et conforme aux recommandations, dans le cadre d'un Plan national pour l'environnement axé sur les bonnes pratiques agricoles. Cependant, l'Uruguay a des doutes quant au bien-fondé et au fondement juridique, tant au niveau des règles de l'UE que de celles de l'OMC, d'un abaissement des LMR jusqu'à la limite de détection sur la base de "préoccupations environnementales de nature mondiale" ou d'autres questions qui ne sont pas liées à la santé des personnes.

2.44. Nous avons conscience de l'importance des aspects environnementaux, mais nous croyons comprendre que ces aspects ne font pas partie du processus d'établissement des LMR car les pays les traitent individuellement, en fonction de leurs propres systèmes de production, de leurs propres conditions environnementales et de leurs propres politiques. Cette approche a été ratifiée par le Secrétariat du Codex, qui a confirmé que les questions environnementales n'étaient à l'heure actuelle pas prises en compte dans les analyses des risques utilisées pour les produits phytosanitaires dans le cadre du Codex (comme indiqué au paragraphe 35 du rapport de la cinquante troisième session du Comité du CODEX sur les résidus de pesticides). En outre, à l'instar d'autres délégations, comme le Canada et le Paraguay, nous sommes préoccupés par le fait que des autorisations d'urgence continuent d'être accordées aux producteurs des États membres de l'UE, ce qui semble contredire l'objectif affiché de l'UE lorsqu'elle a introduit cette mesure, et paraît discriminatoire par nature. En un mot, l'Uruguay estime que les mesures relatives aux LMR doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques dans le but de protéger la santé des consommateurs, et non à des fins de protection de l'environnement. De même, l'Uruguay voudrait réaffirmer que les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées ou mises en œuvre par les Membres de l'OMC, tels que l'UE, doivent être adaptées aux objectifs fixés à l'Annexe A, paragraphe 1, de l'Accord SPS, et conformes aux autres obligations de fond créées par cet accord, telles que celles concernant l'harmonisation internationale, le fait d'éviter les approches restreignant inutilement les échanges, et la transparence, ainsi qu'aux obligations correspondantes découlant du GATT de 1994.

2.45. Le représentant de l'[Argentine](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine partage pleinement l'intérêt sincère de l'UE pour l'importance stratégique des pollinisateurs pour l'environnement mondial, et en particulier celle des abeilles pour les écosystèmes et la biodiversité. De même, étant un important producteur de denrées alimentaires, elle reconnaît leur importance

contribution à l'agriculture et à la sécurité alimentaire mondiale. C'est pourquoi, à l'instar de nombreux autres pays, nous avons renforcé les mesures visant à fournir aux producteurs les outils nécessaires pour protéger correctement les végétaux, ce qui leur permettra de continuer à produire des denrées alimentaires. Dans le même temps, en adoptant des bonnes pratiques agricoles, nous réduisons les effets sur les pollinisateurs de l'utilisation de certains produits. Toutefois, tout semble suggérer que la mesure notifiée par l'UE, plutôt que protéger l'environnement ou les pollinisateurs, créera un obstacle qui restreindra les possibilités d'exportation vers l'UE pour les producteurs de pays tiers. Diverses études du monde entier montrent que le déclin du nombre de pollinisateurs a des causes multiples, et que les néonicotinoïdes, clothianidine et thiamethoxam, ne sont pas dangereux pour les abeilles quand ils sont utilisés suivant les bonnes pratiques agricoles, outre qu'ils sont absolument essentiels pour lutter contre des ravageurs spécifiques dans le cadre de l'agriculture extensive. Dans le cas présent, les mesures notifiées ne sont pas fondées sur une analyse des risques liés aux niveaux de toxicité dans tous les produits pour l'alimentation humaine et animale mentionnés et aux effets des deux néonicotinoïdes sur la vie et la santé des personnes sur le territoire des États membres de l'UE. Au contraire, le projet de réglementation en question semble fondé sur des évaluations du risque lié à l'exposition des abeilles à ces néonicotinoïdes lorsqu'ils sont utilisés en extérieur, l'objectif affiché de l'UE étant de répondre à une préoccupation environnementale de nature mondiale, à savoir le déclin des pollinisateurs à l'échelle planétaire. Envisagé sous cet angle, le projet de règlement serait incompatible avec les obligations de l'UE, car il ne fournit pas d'évaluation scientifique au sens de l'Accord SPS (articles 2.2 et 5.1) pour justifier l'adoption de la mesure en question.

2.46. Que l'objectif poursuivi soit légitime ou non, les mesures de l'UE aboutiront à une interdiction presque totale d'accéder à son marché pour un vaste ensemble de produits pour l'alimentation humaine et animale. Cette situation aurait de graves effets sur tout exportateur vers le marché communautaire qui n'aurait pas interdit l'utilisation en extérieur de la clothianidine et du thiamethoxam sur leur territoire dans les 36 mois suivant l'entrée en vigueur des nouvelles LMR. En conséquence, nous estimons que l'effet de distorsion du commerce qu'aurait l'abaissement des LMR sur tous les produits concernés par la mesure ne serait pas proportionné par rapport à l'objectif poursuivi par l'UE. À cet égard, le projet de réglementation irait à l'encontre des obligations énoncées aux articles 2.1 (faire en sorte que les mesures ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire), 5.4 (réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce) et 5.6 (éviter les mesures ayant des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce) de l'Accord SPS. L'Argentine est aussi préoccupée par le fait que la mise en œuvre de la mesure équivaldrait à une restriction déguisée au commerce international, ce qui contreviendrait aux dispositions de l'article 5.3 de l'Accord SPS. Cette observation repose d'une part sur le fait que l'action des pollinisateurs ne dépend pas uniquement des deux substances prohibées par l'UE, et d'autre part sur le fait que de multiples autorisations d'urgence ont été accordées par l'UE à des conditions qui ne peuvent être étendues à des pays tiers, ainsi que l'ont précédemment indiqué d'autres délégations. C'est pourquoi nous avons soumis un certain nombre d'observations au sujet de la notification [G/TBT/N/EU/908](#), auxquelles nous attendons une réponse.

2.47. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala considère avec inquiétude la proposition de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de la clothianidine et du thiamethoxam et de modifier les LMR pour ces substances au motif qu'elles soulèveraient des préoccupations environnementales de nature mondiale au sujet des pollinisateurs, les abaissant ainsi jusqu'à la limite de quantification. Nous soumettons donc des observations dans le cadre de la consultation publique prévue par les procédures de l'OMC. Le fait de relier une mesure environnementale à l'utilisation d'un pesticide ou d'un fongicide est un sujet de préoccupation majeur, car les mesures sont de plus en plus soumises à des critères subjectifs, et ne reposent pas sur une approche scientifique. Il est important de noter que pour être exportés sur les marchés internationaux, les produits agricoles se conforment à différentes normes et bonnes pratiques agricoles, y compris l'utilisation et la manipulation sûres des intrants agricoles. En outre, il existe des programmes visant à atténuer tout risque d'empoisonnement et/ou de contamination qui se conforment à toutes les mesures et pratiques nécessaires pour garantir le bon usage des produits et un environnement adapté dans les installations de production, y compris une gestion intégrée des nuisibles et une formation solide des agriculteurs sur l'utilisation et les effets des produits agrochimiques. Il est aussi important de noter que les pollinisateurs sont essentiels à la phase de production des produits agricoles, tels que le café, en particulier pendant l'étape de la floraison. Nous estimons que l'Union européenne n'est pas juridiquement fondée à appliquer des mesures environnementales concernant des produits en dehors de l'UE, ou à modifier les LMR pour certaines substances, sans preuve scientifique ni analyse des risques. La modification des LMR est liée au fait

de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et la question environnementale n'est pas compatible avec cet objectif légitime, comme indiqué dans les Accords de l'OMC. À l'heure actuelle, aucun produit ne peut remplacer ces substances, car les autres molécules, telles que l'éthoprophos et l'imidacloprid, sont aussi interdites dans l'UE. Des solutions biologiques de lutte contre les organismes nuisibles présents dans le sol sont étudiées, mais les résultats ne montrent pas un niveau d'efficacité adéquat, ce qui a un effet sur le niveau de production.

2.48. Le thiamethoxam est utilisé pour différentes cultures, telles que le café, les pois et les autres légumes, car il s'agit d'un insecticide à spectre large qui permet de lutter efficacement contre les insectes résistants aux organophosphates, aux carbamates et aux pyréthrinoides. Il est important de mentionner que les agriculteurs utilisent cette substance comme un substitut au chlorophyriphos, qui a aussi été affecté par la modification des LMR. En d'autres termes, seuls les producteurs agricoles des pays tiers sont laissés sans substance de remplacement par l'Union européenne. À cet égard, le Guatemala demande que l'Union européenne communique la base légale et scientifique de cette décision, ainsi que des résultats concluants montrant que la modification des LMR sera bénéfique pour les populations de pollinisateurs. En outre, les effets de la modification des LMR doivent être notifiés au Comité SPS. Le Guatemala redit à quel point il est important de préserver l'environnement et les ressources naturelles, de même qu'il est important de préserver l'utilisation des bonnes pratiques agricoles dans le but de permettre un niveau de production durable avec les méthodes de production utilisées. Nous appelons donc l'Union européenne à fonder ses mesures sur une analyse critique des risques et des effets de l'approbation et du renouvellement des autorisations d'utilisation de produits de protection des cultures. Nous serions reconnaissants que l'Union européenne indique quelles mesures elle envisage de prendre pour garantir que cette mesure ne constitue pas un obstacle technique non nécessaire au commerce. Le Guatemala appelle à maintenir les niveaux des LMR jusqu'à ce que puisse avoir lieu un dialogue qui envisage non seulement les implications commerciales, en particulier pour les pays en développement, mais aussi les délais de mise en œuvre en temps réel.

2.49. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon souhaite s'associer aux préoccupations soulevées par le Kenya et d'autres Membres, et adresser des demandes à l'UE au sujet de son projet de règlement notifié au Comité OTC qui propose d'abaisser la limite maximale de résidus pour la clothianidine et le thiamethoxam dans certains produits, dans le but de protéger les pollinisateurs en dehors de l'UE. Premièrement, la mesure proposée par l'UE, qui consiste à abaisser les LMR pour protéger les pollinisateurs en dehors de l'UE, dévie manifestement des principes actuels de détermination des LMR pour la protection de la vie ou de la santé des personnes, ainsi que de la tendance à l'harmonisation internationale des LMR. Lorsqu'une nouvelle approche concernant des mesures ayant un effet sur des pays tiers, telles que les LMR, est adoptée, elle devrait être discutée de manière approfondie avec les pays tiers, y compris devant le Comité SPS. Deuxièmement, au vu des effets sur l'environnement et de la faisabilité, il est manifeste que l'approche la plus raisonnable et efficace pour protéger les pollinisateurs dans le monde entier n'est pas d'imposer une mesure uniforme prise par l'UE, mais de laisser chaque pays adopter une mesure adaptée, fondée sur le climat, la qualité des sols et l'utilisation des pesticides de chacun. Enfin, et surtout, la mesure proposée serait plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime. Le Japon souhaite demander à l'UE d'examiner ses observations au sujet de la notification OTC afin de garantir que les mesures seront compatibles avec les règles de l'OMC, et fondées sur des principes scientifiques.

2.50. En réponse, le représentant de l'Union européenne a fourni la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) souhaite remercier les pays qui sont intervenus pour formuler des observations sur la notification [G/TBT/N/EU/908](https://food.ec.europa.eu/system/files/2022-10/sc_phyto_20220926_ppr_sum_0.pdf) sur le "Projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et V du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiamethoxam présents dans ou sur certains produits". L'UE étudie avec attention toutes les observations reçues de la part d'un grand nombre de partenaires commerciaux et d'associations professionnelles, et prépare à l'heure actuelle une réponse globale à toutes les questions soulevées. Toutes les observations ont été partagées et discutées avec les États membres de l'UE en préparation de la réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux – Section produits phytopharmaceutiques – Résidus pesticides qui a eu lieu les 26 et 27 septembre 2022. Un résumé de la discussion figure dans le compte-rendu de la réunion.⁶ Le projet de règlement a été approuvé par les États membres et sera soumis au Conseil et au Parlement

⁶ https://food.ec.europa.eu/system/files/2022-10/sc_phyto_20220926_ppr_sum_0.pdf.

européen pour examen. Si aucune objection n'est soulevée, l'adoption par la Commission est prévue pour début 2023. La mesure deviendra applicable en 2026, pour permettre aux acteurs des pays hors de l'UE de s'adapter aux nouvelles règles. L'UE souhaite remercier à nouveau les différents pays d'avoir formulé des observations sur ce projet, et espère fournir bientôt des réponses qui apporteront suffisamment de précisions sur les points soulevés.

2.51. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis s'interrogent respectueusement sur le contenu de la déclaration de l'UE, en particulier au vu du grand nombre de Membres qui ont soulevé des préoccupations quant à cette mesure. D'après mon décompte, plus de 18 Membres ont exprimé leur préoccupation aujourd'hui. Dans sa réponse, l'UE a indiqué qu'elle étudiait toujours attentivement les observations des Membres. Cependant, le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux – Section produits phytopharmaceutiques – Résidus pesticides et les États membres ont déjà progressé vers l'approbation de la mesure, quelques semaines après avoir reçu les observations des Membres de l'OMC qui devaient être soumises avant le 4 septembre. Le compte-rendu du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux – Section produits phytopharmaceutiques – Résidus pesticides lui-même, qui nous a été communiqué, relève que divers Membres de l'OMC et États membres de l'UE, ainsi qu'une multitude d'acteurs du secteur, ont soumis des observations sur cette mesure. Comment un tel volume d'observations pourrait-il avoir été pris en compte en si peu de temps? Le compte-rendu et l'UE indiquent que ces observations ont été soumises largement en amont de la réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, mais on ne sait pas exactement combien de temps le Comité a eu pour examiner ces observations, ni quels sujets ont été examinés au cours des débats. La mesure se trouvant à l'heure actuelle devant la Commission européenne, nous demandons à l'UE de confirmer que les observations des Membres de l'OMC seront prises en compte par la Commission avant sa finalisation. De plus, les observations des Membres ont-elles été transmises à la Commission européenne?

2.52. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme je l'ai indiqué, les observations ont été prises en compte. En ce qui concerne les réponses, des consultations interservices sont toujours en cours. La Commission prendra position en se fondant sur les observations que nous avons reçues.

2.1.3.3 États-Unis – Protection de l'ozone stratosphérique. Liste de produits de remplacement dans le cadre du Programme pour de nouvelles solutions de remplacement importantes dans les domaines de la réfrigération, de la climatisation et de l'extinction d'incendie, [G/TBT/N/USA/1907](#) (ID 764⁷)

2.53. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Selon la section "Marquages" du projet de règlement (pages 45538, 45540, 45542, 45544, 45546, 45548, 45552, 45554, 45555, 45557, 45558), il est prescrit que les équipements de réfrigération soient pourvus de ports de service, de tuyaux, de flexibles et d'autres dispositifs marqués d'une couleur rouge distinctive, afin d'indiquer l'utilisation d'un réfrigérant inflammable. Nous pensons que la prescription de marquage rouge, qui n'est pas requis dans la norme d'essai donnée UL 60335-2-40, augmentera les coûts de fabrication lors de la production. En vertu de l'article 2.2 de l'Accord OTC, "[l]es Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international", nous suggérons que les marquages rouges soient remplacés par un étiquetage rouge afin que les entreprises puissent fournir les renseignements requis au moyen de l'étiquetage sans modifier le processus de production. En outre, afin d'assurer la cohérence entre le règlement et les normes qui le régissent, il est suggéré que les États-Unis modifient la norme d'essai adoptée UL 60335-2-40, en ajoutant à la norme la prescription d'un étiquetage rouge pour les réfrigérants inflammables.

2.54. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient la Chine pour l'intérêt qu'elle porte à la règle projetée de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), intitulée "Protection de l'ozone stratosphérique: Liste de produits de remplacement dans le cadre du Programme pour de nouvelles solutions de remplacement importantes dans les domaines de la réfrigération, de la climatisation et de l'extinction d'incendie". Ils la remercient d'avoir présenté ses observations par écrit au point d'information des États-Unis, le 13 septembre 2022. Le point d'information a accusé réception de la communication

⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 764](#).

de la Chine. Ces observations sur la règle projetée ont été présentées à l'EPA des États-Unis, qui les examine actuellement. Toute règle définitive découlant de la proposition sera publiée et l'EPA répondra, selon qu'il sera approprié, aux observations de fond des parties prenantes dans toute décision finale.

2.1.3.4 Inde – Consultation publique concernant la déclaration des deux constituants principaux (ou plus) du produit sur le devant des emballages/révision du Règlement sur la métrologie légale (produits conditionnés), 2011 (ID 765⁸)

2.55. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 16 août 2022, le Département de la protection du consommateur a diffusé, par l'intermédiaire de sa Division de la métrologie légale, un avis de consultation public intitulé I-19//42/2022-W&M, "Invitation à participer à une consultation publique concernant la déclaration des deux constituants principaux (ou plus) du produit sur le devant des emballages portant le nom de la marque/du logo", proposant de réviser le Règlement sur la métrologie légale (produits conditionnés) de 2011. Selon l'avis, le Département a donné aux parties prenantes intéressées jusqu'au 31 août 2022 (15 jours) pour présenter des observations. Les États-Unis ont demandé la notification du projet de modification le 9 septembre 2022. Nous n'avons pas encore reçu de réponse de l'Inde à notre demande de notification. Les parties prenantes de notre branche de production ont présenté des observations sur la consultation dans le cadre du processus national de l'Inde le 31 août 2022. Les États-Unis ont des questions concernant la modification projetée du Règlement de l'Inde sur la métrologie légale (produits conditionnés) de 2011, qui impose de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits conditionnés contenant deux constituants principaux ou plus. Selon la branche de production, la modification pourrait changer les prescriptions en matière d'étiquetage de nombreux produits de consommation, y compris les cosmétiques. Nous croyons comprendre que le Département indien de la protection du consommateur a publié le texte de la modification projetée en vue d'une consultation de 15 jours en août, mais la modification n'a pas encore été notifiée à l'OMC. Nous demandons à l'Inde de notifier le projet de modification proposé à ce comité, de ménager un délai d'au moins 60 jours pour la formulation d'observations et de prendre en compte, avant la mise au point définitive et l'adoption la mesure, toute observation reçue. En particulier, le texte proposé de la règle 6 1) ba) prescrit que l'étiquetage sur le devant de l'emballage indique les "constituants principaux" du produit ainsi que des renseignements sur "l'argument de vente unique" et la "proposition de vente unique" du produit. L'Inde fournira-t-elle des définitions pour ces termes? Peut-elle confirmer les produits auxquels la modification projetée s'appliquerait et, plus précisément, indiquer si les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage s'appliqueraient aux cosmétiques? Si la modification projetée s'applique aux cosmétiques, nous notons que la mesure pourrait faire double emploi – voire entrer en conflit – avec les prescriptions existantes en matière d'étiquetage des ingrédients et d'allégations les concernant dans la Loi indienne de 1940 sur les médicaments et les produits cosmétiques, qui est en cours de révision, et du Règlement indien de 2020 sur les produits cosmétiques. Nous soutenons l'objectif général de la modification, mais nous craignons que celle-ci ne soit plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, sans apporter de valeur ajoutée aux consommateurs. Nous remercions l'Inde pour la prise en compte de ces observations.

2.56. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a pris note de la préoccupation des États-Unis concernant le Règlement sur la métrologie légale (produits conditionnés) de 2011 et elle remercie le pays pour l'intérêt qu'il porte à cette question. La préoccupation soulevée a été partagée avec la capitale et est en cours d'examen.

2.1.3.5 Union européenne – Projet de règlement d'exécution de la Commission portant modalités d'application du Règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'uniformité des procédures et les spécifications techniques applicables à la réception par type des véhicules à moteur entièrement automatisés au regard de leur système de conduite automatisée (SCA) G/TBT/N/EU/884 (ID 766⁹)

2.57. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le point 7.1.1 de l'annexe 2 ne fournit pas de méthode pour définir clairement les critères d'acceptation en matière de sécurité. Le "critère d'acceptation" est-il une valeur numérique spécifique? Si c'est le cas, le Règlement indique clairement que la détermination des "critères d'acceptation" dépend fortement des paramètres pertinents concernant les données sur les accidents, les données sur les

⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 765](#).

⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 766](#).

performances des véhicules conduits manuellement, etc., du scénario réel en matière de transport dans les États membres de l'UE, mais le Règlement n'indique pas les moyens permettant aux fabricants d'obtenir ces données essentielles. Les fabricants ne sont pas en mesure de comprendre comment satisfaire à cette prescription. Le Règlement étant officiellement publié, il est suggéré que l'UE suive les principes de transparence et de traitement national de l'Accord OTC et publie des directives de mise en œuvre supplémentaires aux fins ci-après: i) définir le terme "critères d'acceptation" et, s'il s'agit d'une valeur numérique spécifique, fournir la formule de calcul ainsi que la signification de chaque paramètre; et ii) donner aux pays non membres de l'UE l'accès aux voies permettant d'obtenir équitablement les renseignements pertinents nécessaires sur les données relatives aux accidents, aux performances des véhicules à conduite manuelle, etc. de tous les États membres de l'UE. S'agissant du point 1.3.2 de la partie 1 de l'annexe III, les directions de vitesse du véhicule autonome et du véhicule cible sont différentes. La formule ne précise pas si V_e et V_a sont des vecteurs ou des valeurs absolues, ce qui peut conduire à des méthodes de calcul différentes entre le fabricant et l'autorité chargée de la réception par type, et donc à des résultats de calcul différents, ce qui finira par causer des obstacles non nécessaires aux entreprises pour mener à bien la réception par type de produits. Il est suggéré que l'UE précise si V_e et V_a sont des vecteurs ou des valeurs absolues et qu'elle explique en outre la signification physique de la formule. Dans le paragraphe 5.8 de l'annexe 3, la partie 2 de l'appendice 1, intitulé "Certificat de conformité du système de gestion de la sécurité", décrit les modalités de demande de ce certificat, mais ne définit pas les prescriptions auxquelles il doit satisfaire, ce qui peut empêcher les fabricants de déterminer par quelle étape commencer et les limites à respecter, et peut conduire ainsi à une adoption incohérente des normes d'évaluation par les différentes autorités compétentes en matière de réception par type. Il est suggéré que l'UE ajoute des prescriptions techniques détaillées et des normes de référence concernant le système de gestion de la sécurité.

2.58. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie la délégation de la Chine pour ses observations concernant le Règlement d'exécution de la Commission portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'uniformité des procédures et les spécifications techniques applicables à la réception par type des véhicules à moteur entièrement automatisés au regard de leur système de conduite automatisée (SCA). L'UE a soigneusement étudié les observations formulées par la Chine et estime qu'elles ont été prises en compte dans la version finale du texte. Le Règlement d'exécution (UE) n° 2022/1426 de la Commission du 5 août 2022 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'uniformité des procédures et les spécifications techniques applicables à la réception par type du système de conduite automatisée (SCA) des véhicules à moteur entièrement automatisés, tel que publié au Journal officiel de l'UE le 26 août 2022, reflète dans la mesure la plus pratique les observations communiquées par la Chine et d'autres parties prenantes. Toutefois, pour rassurer la Chine, la Commission européenne poursuit en outre un dialogue avec des parties prenantes au sein du Groupe de travail sur les véhicules à moteur – sous-groupe des véhicules automatisés et connectés, où un document d'interprétation sur la mise en œuvre du Règlement (UE) n° 2022/1426 est en cours de discussion et d'élaboration. Ce document devrait fournir les orientations nécessaires aux fabricants sur la manière de mettre en œuvre certaines dispositions du Règlement. Il est prévu que la mise au point définitive du document soit achevée d'ici à la fin de l'année et qu'il soit publié. L'UE tient à remercier une nouvelle fois les autorités chinoises pour les observations qu'elles ont formulées sur le projet de règlement notifié.

2.1.3.6 Australie – Norme d'efficacité hydrique AS/NZS 6400:2016, [G/TBT/N/AUS/142 \(ID 767\)¹⁰](#)

2.59. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Selon le projet de norme, la classification des lave-vaisselle en Australie, en ce qui concerne les prescriptions d'efficacité hydrique, est basée sur le nombre de jeux des couverts spécifiés, ce qui permet de regrouper les appareils en deux catégories: les lave-vaisselle adaptés à neuf jeux de couverts, ou plus, et ceux adaptés à moins de neuf jeux de couverts. Actuellement, les petits lave-vaisselle sont de plus en plus prisés en raison de leur facilité d'utilisation, de leur faible encombrement et de leur faible consommation d'eau, et ils deviennent de plus en plus la tendance générale en matière d'achats des ménages, au nombre desquels figurent les lave-vaisselle éviers. La Chine estime que la classification actuelle des lave-vaisselle en Australie, en ce qui concerne les prescriptions d'efficacité hydrique, peut conduire à des résultats d'essais non représentatifs en la matière, ce qui entraverait le

¹⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 767](#).

développement de la branche d'industrie des petits lave-vaisselle. En outre, la norme CEI 60436 distingue les petits lave-vaisselle à six jeux de couverts pour lesquels une méthode d'essai de performance a été mise au point. Afin de mieux réglementer les petits lave-vaisselle sur le marché et d'éviter des obstacles non nécessaires au commerce, nous suggérons que l'Australie élabore des prescriptions distinctes de classement par étoiles en matière d'efficacité hydrique pour les petits lave-vaisselle et qu'elle fixe des prescriptions distinctes de classement par étoiles en matière d'efficacité hydrique pour les lave-vaisselle à six jeux de couverts ou moins.

2.60. En réponse, le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie la Chine de lui avoir fait part de ses préoccupations concernant la norme d'efficacité hydrique AS/NZ 6400:2016 et le programme obligatoire d'étiquetage et de normes en matière d'efficacité hydrique (WELS). Le 3 juin 2022, l'Australie a notifié au Comité OTC de l'OMC, dans le document [G/TBT/N/AUS/142](#), la modification du système de classement et d'étiquetage du programme WELS. Un délai de 60 jours a été ménagé pour permettre aux Membres de présenter des observations au point d'information OTC de l'Australie. Bien que la date d'adoption de la mesure ait été indiquée comme étant le 30 juin 2022, l'Australie a tout de même accepté les observations au-delà de cette date, les modifications entrant en vigueur le 1^{er} juillet 2023. Le programme réduit la demande d'eau potable en informant les consommateurs, au point de vente, sur l'efficacité hydrique des installations ou appareils ménagers, y compris les robinets, les douches, les toilettes, les urinoirs, les machines à laver et les lave-vaisselle. Le programme WELS aide les entreprises et les consommateurs à prendre des décisions qui peuvent leur permettre de réduire leur consommation d'eau et de réaliser des économies sur leurs factures d'eau et d'énergie, tout en contribuant à améliorer la sécurité et la fiabilité des ressources en eau à l'échelle de l'Australie. Nous remercions la Chine d'avoir fait part de ses préoccupations concernant l'incidence du programme WELS sur les lave-vaisselle. L'Australie note que 71 lave-vaisselle de plus petite capacité, dont la taille varie de 3 à 8 jeux de couverts, sont enregistrés dans le cadre de ce programme. Ils ont tous démontré une efficacité hydrique de 2,5 étoiles, ou plus, et satisfont à la prescription minimale d'efficacité hydrique pour les lave-vaisselle de moins de neuf jeux de couverts. Nous encourageons les fabricants de lave-vaisselle évier à enregistrer leurs produits en Australie s'ils prévoient de les commercialiser sur le marché australien. S'agissant de la norme CEI 60436, nous notons que la norme australienne AS/NZ 2007 fait référence à cette norme internationale pour de plus amples renseignements sur les couverts types pour les lave-vaisselle électriques à usage domestique. L'Australie se félicite de la poursuite du dialogue et de la collaboration avec la Chine sur les normes d'efficacité hydrique et le programme WELS.

2.1.3.7 Union européenne – Projet de règlement de la Commission établissant des exigences d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques conformément à la Directive n° 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, [G/TBT/N/EU/918](#) (ID 768¹¹)

2.61. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée apprécie l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations sur le "Projet de règlement de la Commission établissant des exigences d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques" de l'UE (ci-après, le projet de règlement) notifié à l'OMC le 1^{er} septembre 2022 sous la cote [G/TBT/N/EU/918](#) et qui entrera en vigueur en janvier 2024. Certains articles du projet de règlement peuvent entraver l'adoption de technologies innovantes et restreindre le droit du consommateur de choisir les produits et services les plus récents, en fixant des critères excessifs par rapport à d'autres réglementations en matière d'écoconception actuellement en vigueur pour d'autres appareils ménagers tels que les téléviseurs et les réfrigérateurs. Le gouvernement coréen tient donc à communiquer les demandes suivantes à l'UE: premièrement, la fiabilité de l'écran pliable ne saurait être garantie si le système d'écran pliable est fourni sous forme de pièces de rechange séparées (par exemple système de pliage mécanique de l'écran, film de protection pour écrans pliables, etc.). La Corée demande par conséquent à l'UE soit de modifier les prescriptions relatives aux pièces détachées de sorte que le "système de pliage mécanique de l'écran", le "film de protection pour les écrans pliables" et l'"écran pliable" puissent être fournis sous la forme d'un seul "assemblage", soit de prévoir un délai de grâce de plus de deux ans en vue du développement technologique.

2.62. Deuxièmement, compte tenu de la tendance la plus récente en matière de conception de smartphones/tablettes, les batteries sont fixées ou intégrées dans les appareils à l'aide de rubans

¹¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 768](#).

adhésifs de sorte qu'il est impossible de satisfaire aux exigences renforcées en matière de démontage, qui prescrivent aux fabricants, à partir de 18 mois après l'entrée en vigueur du Règlement, de veiller à ce que les batteries puissent être remplacées i) par un profane, ii) dans un environnement d'utilisation, iii) à l'aide d'outils de base et iv) avec des fixations réutilisables. Par conséquent, la Corée demande à l'UE d'assouplir le projet de règlement dans une mesure telle que le remplacement des batteries puisse être effectué i) par un généraliste, ii) dans un atelier, iii) à l'aide d'outils disponibles dans le commerce et iv) avec des fixations amovibles ou réutilisables. Troisièmement, le projet de règlement dispose que l'exigence d'étanchéité à l'eau et à la poussière de la certification IP67 est l'une des conditions d'exception aux prescriptions en matière de remplacement des batteries et de leur mise à disposition pour les utilisateurs finals en tant que pièces de rechange. Cependant, s'agissant des smartphones pliables (le dernier facteur de forme des téléphones mobiles), il est impossible de satisfaire à l'exigence de niveau d'étanchéité à la poussière prescrit par le projet de règlement, en raison de problèmes techniques. C'est pourquoi la Corée demande que les critères d'exception soient subdivisés en deux (par exemple IP4X pour les types pliables, IP6X pour les autres types, etc.) ou que l'on ajoute une condition qui exempte les smartphones pliables des exigences en matière d'étanchéité à l'eau/à la poussière.

2.63. Quatrièmement, le scénario d'utilisation courante des smartphones pliables n'a pas été pris en compte de manière appropriée dans les critères d'essai de résistance aux chutes accidentelles. Étant donné que les smartphones pliables sont généralement manœuvrés d'une seule main lorsqu'ils sont pliés et des 2 mains lorsqu'ils sont dépliés, la Corée demande à l'UE de subdiviser les critères d'essai en 100 chutes en position pliée et 10 chutes en position dépliée. Cinquièmement, la livraison des pièces de rechange dans un délai de cinq jours est excessivement contraignante car le délai de livraison est fortement affecté par les conditions de transport de chaque pays des territoires de l'UE. Sachant que d'autres réglementations en matière d'écoconception disposent que le délai de livraison des pièces détachées est de 15 jours, la Corée demande i) d'autoriser également un délai de livraison "allant jusqu'à 15 jours" dans le cas des appareils mobiles et ii) d'ajouter une clause de dérogation à cette obligation dans des circonstances particulières dues à des facteurs externes tels que des catastrophes naturelles ou des guerres, etc. Enfin, en raison des prescriptions du projet de règlement visant à fournir des mises à jour concernant la fonctionnalité et la sécurité du système d'exploitation dans des délais relativement courts (respectivement quatre mois et deux mois après la publication du code source) et de l'obligation de fournir une option de restauration du système d'exploitation, les fabricants coréens d'appareils qui sous-traitent le logiciel d'exploitation de leurs smartphones craignent que la sécurité et la stabilité du produit ne soient compromises. Par conséquent, la Corée demande à l'UE de supprimer les délais de mise à jour concernant les logiciels de sécurité et de fonctionnalité, ainsi que la clause relative à l'option de restauration du système d'exploitation.

2.64. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie la délégation de la République de Corée pour ses observations sur le projet de mesures d'écoconception pour les téléphones mobiles, les téléphones sans fil et les tablettes électroniques conformément à la Directive n° 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil. Permettez-moi de rassurer la délégation de la République de Corée quant au fait que la Commission européenne analyse attentivement les préoccupations de son pays et, en particulier, les problèmes potentiels liés à la catégorie nouvelle et innovante des écrans pliables et flexibles. Malheureusement, l'UE n'est pas encore en mesure de fournir un retour d'information approfondi sur les préoccupations qui ont été exprimées ici aujourd'hui. La Commission européenne consulte actuellement les États membres de l'UE sur les projets de mesures et les observations reçues dans le cadre de la consultation OTC. Une fois cette étape franchie, nous serons en mesure de fournir un retour d'information plus approfondi. Toutefois, veuillez noter que nous nous engageons à faire en sorte que la mise au point de nouveaux produits ne soit pas entravée par les exigences potentielles en matière d'écoconception, tout en répondant aux préoccupations légitimes concernant la durabilité des produits et de leurs composants.

2.1.3.8 Viet Nam – Projet de règlement technique national relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, [G/TBT/N/VNM/236](#) (ID 769)¹²

2.65. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon apprécie la référence fournie par le Viet Nam avant la réunion du Comité d'aujourd'hui. Cependant, nous avons de sérieuses préoccupations sur cette question. Par conséquent, nous tenons à la présenter en tant

¹² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 769](#).

que préoccupation commerciale spécifique (PCS). Le Japon partage les préoccupations suivantes concernant le projet de règlement technique national relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (EEE). Ce projet de règlement technique impose des restrictions sur l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les EEE et fixe des seuils pour chaque matériau homogène. Bien que les procédures d'évaluation de la conformité dans le projet de règlement technique exigent des tests analytiques de certains échantillons spécifiques, les EEE sont des produits complexes, dont chacun contient des dizaines à des centaines de milliers de matériaux homogènes. Par conséquent, l'évaluation de la conformité sur la base d'essais analytiques de ce nombre considérable de matériaux homogènes implique une charge de travail et des coûts importants et n'est réalisable ni pour l'organisme d'évaluation de la conformité ni pour les fabricants d'EEE. Les EEE sont également composés d'un grand nombre d'éléments et de matériaux provenant de divers fournisseurs du monde entier, y compris du Viet Nam. Si de tels tests analytiques sont effectués, ils n'apporteront une confirmation que pour un échantillon spécifique à un moment donné. Par conséquent, afin de garantir le respect des lois et règlements relatifs aux substances chimiques contenues dans les EEE, dont les éléments et les matériaux sont en évolution constante, il est essentiel de disposer d'une procédure systématique d'évaluation de la conformité basée sur la norme internationale CEI 63000, qui soit alimentée par des données sur les substances chimiques provenant des fournisseurs en amont et qui permette d'élaborer et de mettre à jour des documents techniques en fonction des modifications apportées aux éléments et aux matériaux, et d'évaluer la conformité par le biais d'une autodéclaration de conformité. Nous demandons donc au Viet Nam d'accepter l'autodéclaration de conformité des fabricants d'EEE conformément à la norme CEI 63000, ainsi que la Directive RoHS de l'UE n° (2011/65/EU) relative à la limitation de l'utilisation de substances dangereuses et les réglementations de type RoHS dans d'autres pays et régions, étant donné qu'elles sont toutes deux déjà en vigueur et opérationnelles et qu'elles sont citées en référence dans le présent projet de règlement technique.

2.66. Nous croyons comprendre que le marquage CR est actuellement utilisé pour la certification de sécurité et de compatibilité électromagnétique (CEM) au Viet Nam. L'approche consistant à appliquer le marquage CR aux produits conformes au projet de règlement technique est analogue à l'approche du marquage CE dans l'UE. Toutefois, dans le cadre de la Directive RoHS de l'UE, le marquage CE est appliqué sur la base d'une autodéclaration de conformité par les fabricants, comme cela a été précédemment indiqué. Par conséquent, la prescription de marquage dans le projet de règlement technique du Viet Nam devrait être basée sur une autodéclaration de conformité des fabricants, à l'instar de la Directive RoHS de l'UE. L'annexe 1 du projet de règlement technique indique le nom des produits visés par ce projet de règlement et les codes SH à quatre chiffres correspondant au nom des produits visés. Toutefois, le nom du produit visé et un code SH à quatre chiffres n'entre pas nécessairement dans le champ de la définition du produit établie par l'autre. Par exemple, dans la section STT "VIII-1" de l'annexe 1, le code SH 9022 est décrit comme correspondant au nom du produit visé "équipement de radiothérapie", mais ce code ne correspond pas à ce nom parce qu'il inclut tous les équipements de radiologie. De même, le code SH 8423 dans la section STT "IX-4" ne correspond pas au nom du produit visé "Appareils de mesure, de pesage ou de réglage à usage domestique ou de laboratoire". Par conséquent, le Japon tient à demander que le produit soit désigné par le nom du produit visé, ou par un code SH à six chiffres ou plus, et non par le code SH à quatre chiffres, afin que le champ d'application du projet de règlement technique soit clair et n'aille pas au-delà de ce qui est nécessaire. La réglementation des gros outils industriels fixes, des installations fixes de grandes dimensions et des panneaux photovoltaïques, est considérée comme étant plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire aux fins de la protection de la santé ou de la sécurité humaine, étant donné que ces produits ne sont pas réglementés par la Directive RoHS de l'UE et les réglementations de type RoHS dans d'autres pays et régions. Par exemple, les imprimantes qui relèvent du code SH 8443 devraient être exemptées de la réglementation si l'imprimante est une installation fixe de grandes dimensions. Par conséquent, le Japon tient à demander que ces produits figurent dans le tableau 1 de l'annexe 2 qui énumère les produits non visés par ce règlement.

2.67. L'annexe 3 contient une liste d'applications auxquelles le projet de règlement technique ne s'applique pas, mais elle ne comprend pas de nombreuses applications auxquelles ne s'appliquent pas la Directive RoHS de l'UE et les réglementations de type RoHS d'autres pays et régions. Les applications exclues de la Directive RoHS de l'UE sont celles qui ne peuvent être remplacées par la science et la technologie actuelles, et si ces applications étaient assujetties à une réglementation, la fonction des EEE ne pourrait être réalisée. Par conséquent, le Japon tient à demander que toutes les applications auxquelles ne s'applique pas la Directive RoHS de l'UE soient listées à l'annexe 3 et que

le projet de règlement technique ne leur soit pas appliqué. Pour s'assurer que les préoccupations susmentionnées sont prises en compte, le Japon souhaiterait exiger que ce règlement technique soit harmonisé avec les normes et pratiques internationales et que des éclaircissements soient rapidement apportés au fonctionnement du règlement technique afin qu'il ne soit pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser ses objectifs légitimes.

2.68. En réponse, le représentant du Viet Nam a communiqué la déclaration suivante. Le Viet Nam tient à remercier le Japon pour l'intérêt qu'il porte à son projet de mesure. Le 29 août 2022, le Viet Nam a notifié le "projet de règlement technique national relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques" dans le document [G/TBT/N/VNM/236](#). Il a reçu des observations de Membres et de parties prenantes intéressées. Après avoir soigneusement examiné toutes les observations, le Viet Nam a récemment décidé d'annuler la promulgation de ce projet de règlement technique.

2.1.3.9 Royaume-Uni – Avis de désignation et Instruction relative au fournisseur désigné (ID 770¹³)

2.69. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le 13 octobre 2022, le gouvernement du Royaume-Uni a publié la version finale de l'Avis de désignation et de l'Instruction relative au fournisseur désigné. Ces deux mesures discriminent les entreprises et les produits chinois, ce qui constitue une violation des articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC, crée des obstacles non nécessaires au commerce et a des répercussions très négatives sur le commerce et la branche de production des télécommunications. L'Instruction relative au fournisseur désigné prescrit de ne pas utiliser dans ses réseaux 5G, après la date d'entrée en vigueur de ladite instruction, d'équipement Huawei si cet équipement a été acheté après le 31 décembre 2020, et de ne pas installer d'équipement Huawei dans un réseau d'accès fixe en fibre optique si le processus de fabrication, ou la chaîne d'approvisionnement de cet équipement, a été changé du fait de modifications apportées à la Règle des États-Unis relative aux produits directs fabriqués à l'étranger; de ne pas utiliser, après le 28 janvier 2023, d'équipement Huawei, ou de services fournis par, ou au nom de, Huawei dans les réseaux mobiles de sites importants pour la sécurité nationale; de ne pas autoriser, après le 31 octobre 2023, une part de marché de 35% pour les équipements Huawei dans les réseaux FTTP et d'autres réseaux d'accès de capacité gigabit et de capacité supérieure; de ne pas utiliser, après le 31 décembre 2023, les équipements Huawei, ou tout service fourni par Huawei, ou en son nom, dans l'exécution de ses fonctions de réseau central; et de n'utiliser dans aucune partie de ses réseaux 5G, après le 31 décembre 2027, d'équipements Huawei, ou tout service fourni par Huawei, ou en son nom. Nous sommes d'avis que ces deux textes violent le principe de non-discrimination consacré par le traitement national et le traitement NPF de l'OMC et qu'ils affectent le libre-échange dans le domaine des communications. Nous demandons instamment au Royaume-Uni de les réviser dans le bon sens.

2.70. En réponse, le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie la Chine pour l'intérêt qu'elle porte à l'Avis de désignation et à l'Instruction relative au fournisseur désigné. Malheureusement, nous n'avons reçu aucune information sur les préoccupations de la Chine avant la réunion de ce jour et nous n'avons pas eu la possibilité d'engager un dialogue au préalable, conformément à la pratique OTC qui a cours à Genève. Dans ce contexte, nous ne sommes pas en mesure de fournir une réponse de fond pour le moment, mais nous attendons avec intérêt de recevoir de plus amples informations sur les préoccupations de la Chine et nous nous tenons prêts à y répondre.

2.1.3.10 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Normes d'économie d'énergie pour les ventilateurs de plafond, [G/TBT/N/USA/861/Add.8](#) (ID 771¹⁴)

2.71. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Selon le tableau II.1, l'efficacité minimale correspondant à la fourchette supérieure ou égale à 120 lumens est établie à 44,63 lm/w (74,0–29,42*0,9983 lm/w). L'efficacité minimale correspondant à la fourchette inférieure à 120 lumens est de 50 lm/w. L'écart entre les deux est important et entraînera des difficultés pour les produits ayant un flux lumineux proche de 120 lumens. Il est suggéré aux

¹³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 770](#).

¹⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 771](#).

États-Unis de réexaminer la méthode de calcul de l'efficacité minimale pour déterminer si elle est raisonnable et de fournir une base scientifique solide à l'appui de la méthode.

2.72. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient la Chine d'appeler leur attention sur ses préoccupations concernant ce projet de règlement. Ils n'ont reçu aucune observation écrite de la part de la Chine par l'intermédiaire de leur point d'information sur les obstacles techniques au commerce, ni dans le dossier figurant au Registre fédéral ni sur le site Regulations.gov. Si La Chine répond à la notification par des observations communiquées avant les dates limites, les États-Unis répondent publiquement à toutes les observations lors de la publication de la règle finale. En outre, le fait de disposer des observations écrites avant la réunion du Comité OTC de l'OMC aide les autres Membres à comprendre en quoi consistent les préoccupations commerciales et les questions. La Chine a fait plusieurs fois inscrire la question des règles du Département de l'énergie des États-Unis à l'ordre du jour du Comité OTC mais ne nous a que rarement fourni une observation à prendre en considération dans le processus d'élaboration de la règle. Il semble que ce soit un faux prétexte pour soulever une question contre les États-Unis dans cette enceinte.

2.1.3.11 Argentine – Décret réglementaire de la Loi n° 27.642 "Promotion d'une alimentation saine", [G/TBT/N/ARG/435](#); [G/TBT/N/ARG/435/Add.1](#) (ID 772¹⁵)

2.73. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis soutiennent les objectifs de santé publique de l'Argentine de réduire les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Le 23 mars 2022, l'Argentine a publié la version définitive de sa loi relative à l'étiquetage nutritionnel sur la face avant de l'emballage, intitulée Décret réglementaire de la Loi n° 27.642, et elle a notifié la mesure à l'OMC neuf jours plus tard, le 1^{er} avril 2022. Les États-Unis réaffirment l'importance de notifier les mesures au Comité OTC en ménageant une période d'au moins 60 jours pour présenter des observations afin que les parties intéressées aient la possibilité de transmettre leurs observations par écrit, que ces observations soient examinées sur demande et que l'Argentine les prenne en compte avant de finaliser ses mesures. Nous croyons comprendre que les entreprises étaient tenues de se mettre en conformité avec la nouvelle loi avant septembre 2022, six mois seulement après la publication de la loi finale. L'Argentine peut-elle confirmer que la loi est d'ores et déjà pleinement appliquée? Les États-Unis sont préoccupés par la brièveté de la période de mise en œuvre de cette mesure. Nous croyons comprendre que l'Argentine envisage de prolonger cette période dans certains cas spécifiques. Nous lui demandons d'envisager une période de mise en œuvre de 24 mois pour la première étape, jusqu'en mars 2024, pour donner assez de temps à l'industrie afin qu'elle se mette effectivement en conformité. D'autres pays de la région ont adopté une période de 24 mois lors de la mise en œuvre de mesures d'étiquetage similaires.

2.74. Nous notons que d'autres pays ont autorisé l'apposition d'autocollants pour accorder plus de flexibilité. L'Argentine envisagera-t-elle l'apposition temporaire d'autocollants comme solution de mise en conformité pendant la période de mise en œuvre? Quelles flexibilités accordera-t-elle concernant l'emplacement des étiquettes pour tenir compte des écarts de taille des emballages? Les étiquettes peuvent occuper un espace disproportionné sur l'emballage d'articles individuels plus petits. L'Argentine a-t-elle tenu compte du fait que le profil nutritionnel de l'Organisation panaméricaine de la santé est fondé sur les objectifs d'apports en éléments nutritifs de l'Organisation mondiale de la santé pour l'ensemble de l'alimentation, plutôt que sur des profils plus appropriés pour tel ou tel aliment entrant dans la composition des tendances nutritionnelles d'ensemble? Nous avons soulevé plusieurs de ces préoccupations lors de notre réunion bilatérale en marge de la réunion de juillet du Comité OTC et l'Argentine a indiqué que son Ministère de la santé apporterait une réponse. Nous attendons toujours cette réponse de la part de l'Argentine.

2.75. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons le droit de l'Argentine à protéger la santé de sa population et à fournir aux consommateurs des renseignements sur les denrées alimentaires. L'article 2.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce prévoit que les Membres fassent en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et qu'ils ne soient pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. L'article 2.9 dispose que chaque fois qu'il n'existe pas de normes internationales pertinentes, ou que la teneur technique d'un règlement technique projeté n'est pas conforme à celle des normes internationales pertinentes, et si le règlement technique peut

¹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 772](#).

avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres font paraître un avis dans une publication, assez tôt pour permettre aux autres Membres d'en prendre connaissance, et ménagent un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discutent de ces observations si demande leur en est faite et tiennent compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions. S'agissant des deux notifications, qui concernent des règlements techniques distincts, l'Argentine n'a pas respecté le principe de transparence édicté par cet accord, puisque les notifications ont été communiquées alors que les textes avaient déjà été formellement approuvés par le gouvernement, et que les Membres n'ont pas eu la possibilité de formuler en amont des observations les concernant, avant leur élaboration finale.

2.76. En réponse, la délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, nous souhaitons signaler que la Loi n° 27.642 "Promotion d'une alimentation saine" est conçue pour garantir le droit de la population à la santé et à une alimentation adéquate grâce à la promotion d'une alimentation saine, en fournissant des renseignements nutritionnels simples et compréhensibles sur les aliments emballés et les boissons non alcooliques. Cela permettra d'encourager les consommateurs à prendre des décisions de manière active et confiante et de les alerter sur les niveaux élevés de sucres, de sodium, de graisses saturées, de graisses totales et de calories, en utilisant des renseignements clairs, appropriés et exacts qui protègent les droits des consommateurs, qui sont au cœur des priorités de la loi. En aucun cas la Loi n° 27.642 ne peut être considérée comme un obstacle au commerce, dans la mesure où elle n'a pour seul objectif que de fournir aux gens des renseignements nutritionnels simples et aisément compréhensibles au sujet des produits qu'elle vise. Néanmoins, il convient de noter que l'Accord sur les obstacles techniques au commerce prévoit que les pays peuvent prendre des mesures conçues pour protéger la santé publique. Ce droit est énoncé dans le préambule et l'article 2.2 de l'Accord. La Loi n° 27.642 a été promulguée à l'issue d'un processus démocratique approfondi, avec de vastes débats dans les deux chambres du Congrès national, où des représentants de l'industrie, de la recherche universitaire et de la société civile ont eu la possibilité de faire valoir leurs points de vue. Les décisions parlementaires ont été prises lors des débats des commissions, au cours desquels des quantités considérables d'éléments de preuve scientifiques ont été diffusés. De même, divers secteurs ont été associés au processus d'élaboration du Décret. Ils ont eu la possibilité de présenter des propositions et des suggestions, qui ont été prises en compte dans la mesure où la Loi le permettait.

2.77. S'agissant de la préoccupation des États-Unis relative aux délais de mise en œuvre de la mesure, la Loi n° 27.642 est assortie de plusieurs phases de mise en œuvre tant pour le système d'établissement de profils nutritionnels que pour les grandes entreprises et les PME (les dates limites étant différentes pour les unes et pour les autres). En outre, la Loi prévoit également la faculté de demander une prolongation non renouvelable de six mois pour la première phase de mise en œuvre. Dates limites pour les grandes entreprises: 20 juillet 2022: date limite pour les demandes de prolongation; 20 août 2022: date limite de mise en œuvre de la première phase/début de la deuxième phase; 16 février 2023: fin de la période de prolongation approuvée pour la première phase; 20 mai 2023: date limite de mise en œuvre de la deuxième phase; et 20 mai 2024: date limite pour les cas particuliers approuvés liés à des contenants consignés. Dates limites pour les PME: micro, petites et moyennes entreprises de niveau 1 relevant de la Loi n° 25.300 (MPME), ainsi que les coopératives opérant dans le secteur de l'économie populaire et les fournisseurs de produits dans le secteur de l'agriculture familiale, au sens de l'article 5 de la Loi n° 27.118: 20 janvier 2023: date limite pour les demandes de prolongation; 20 février 2023: date limite de mise en œuvre de la première phase/début de la deuxième phase; 19 août 2023: fin de la période de prolongation approuvée pour la première phase; 20 mai 2023: date limite de mise en œuvre de la deuxième phase; et 20 mai 2024: date limite pour les cas particuliers approuvés liés à des contenants consignés.

2.78. Ainsi, en novembre 2023 (soit deux ans après l'adoption de la Loi par la Chambre des députés), tous les articles visés par la réglementation et produits à compter de cette date devront être conformes aux prescriptions relatives à l'étiquetage sur la face avant de l'emballage, quelle que soit la capacité de production des entreprises dont ils proviennent. S'agissant de l'apposition d'étiquettes adhésives pour permettre davantage de flexibilité, la législation nationale (Code alimentaire argentin) prévoit que, dans le cas des produits importés, des étiquettes autocollantes peuvent être ajoutées pour adapter l'étiquetage à la réglementation en vigueur dans le pays. S'agissant des contenants consignés sur lesquels sont apposées des étiquettes lithographiées et/ou peintes, il est permis d'ajouter les signes d'avertissement sous forme d'étiquettes thermoscellées ou thermorétractables solidement fixées. Ce ne sera autorisé que pendant 30 mois à compter de l'entrée

en vigueur de la Loi, ce qui signifie qu'à partir du 20 mai 2024, l'étiquetage nutritionnel sur la face avant de l'emballage devra être lithographié et/ou peint sur tous les contenants consignés.

2.79. S'agissant de l'apposition d'étiquettes sur les emballages de tailles variées, la taille de l'étiquette est définie par la loi: l'article 5 dispose que "la taille de chaque étiquette ne peut être inférieure à 5% de la surface de la face avant de l'emballage", l'expression "face avant de l'emballage" désignant la partie de l'étiquetage qui fait apparaître de la manière la plus évidente la dénomination de vente et la marque ou le logo, le cas échéant. Ainsi, l'Annexe II du Décret d'exécution n° 151/2022 fixe plus de 15 catégories de ratio en fonction de la taille pour faire en sorte que les petits emballages respectent la prescription légale des 5%. Les règlements disposent que les microétiquettes, qui couvrent 15% de la surface de la face avant des emballages, ne peuvent être apposées sur les emballages que si leur surface est inférieure à 10 cm². En ce qui concerne les produits dont l'emballage a une face avant comprise entre 10 cm² et 20 cm², il est considéré que chaque étiquette d'avertissement doit couvrir au moins 5% de la surface. Pour les emballages dont la surface est supérieure à 20 cm² et pour les produits qui ont plus d'une étiquette, le guide de mise en œuvre propose un ajustement selon lequel la "surface disponible pour l'étiquetage" est calculée et fixée à 65% de la surface de la face avant de l'emballage. Les emballages sur lesquels n'est apposée qu'une seule étiquette, quelle que soit leur taille, doivent respecter les tailles d'étiquette fixées aux tableaux 1 et 2 du Décret d'exécution. Enfin, lorsque la surface de la face avant de l'emballage est supérieure à 300 cm², l'étiquette d'avertissement octogonale ne peut être que d'une seule taille, à savoir 3,9 cm par 3,9 cm, et les étiquettes d'avertissement rectangulaires ne peuvent être que de 6,4 cm par 1,6 cm.

2.80. Il a été décidé d'appliquer un facteur de correction de 0,65 aux produits dont la face avant de l'emballage a une surface supérieure à 20 cm², mais pas aux produits dont cette surface est comprise entre 10 cm² et 20 cm², parce que l'application de ce facteur aurait eu pour effet que la face avant de l'emballage pour cette catégorie de taille aurait été inférieure à 10 cm². Cela pourrait contrevenir à l'article 5 de la Loi, qui dispose clairement que "si la surface de la face avant de l'emballage est inférieure ou égale à 10 centimètres carrés et si elle comporte plus d'une étiquette, l'autorité chargée de l'application de la loi détermine l'emplacement adéquat des étiquettes". S'agissant des profils nutritionnels, signalons tout d'abord que le système d'établissement de profils nutritionnels de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) est fondé sur les objectifs d'apport nutritionnel des nutriments évalués de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les Directives alimentaires pour la population argentine (GAPA) sont fondées sur les mêmes recommandations internationales selon lesquelles les modèles de profil nutritionnel doivent compléter et promouvoir les directives diététiques fondées sur l'alimentation dans la région où elles s'appliquent. C'est pourquoi le Ministère de la santé argentin a conduit une étude qui a permis d'évaluer le degré de concordance de huit systèmes d'établissement de profils nutritionnels utilisés dans le cadre de réglementations différentes (OPS/OMS, Uruguay, Chili, Pérou, Équateur, Bolivie, Royaume-Uni et le système d'établissement de profils nutritionnels proposé par le Comité de coordination de l'industrie alimentaire (COPAL)) et les recommandations nationales formulées dans les GAPA. C'est le système d'établissement de profils nutritionnels de l'OPS qui présentait le degré de concordance le plus élevé (près de 80%) dans l'évaluation de concordance complète, et lors de l'évaluation d'ensemble de chaque système, le modèle de l'OPS a obtenu les meilleurs résultats, en conformité avec les éléments de preuve scientifiques nationaux disponibles à ce jour. On peut en déduire que ce profil nutritionnel est la meilleure solution pour évaluer les denrées alimentaires vendues dans notre pays. En outre, la Loi n° 27.642, qui est le fruit d'un débat législatif de grande ampleur auquel tous les secteurs concernés ont participé, dispose clairement que le modèle d'établissement de profils nutritionnels de l'Organisation panaméricaine de la santé doit être utilisé, et cette disposition ne peut être modifiée.

2.81. Pour conclure, nous tenons à réaffirmer que la prévention de la malnutrition comprend, entre autres mesures, l'apposition de messages d'alerte sur les niveaux élevés de nutriments essentiels, tels que les sucres, le sodium, les graisses saturées, les graisses totales et les calories, sur les denrées emballées et sur les boissons non alcooliques, en utilisant des renseignements clairs, appropriés et exacts qui protègent les droits des consommateurs, priorité centrale de la Loi n° 27.642 "Promotion d'une alimentation saine".

2.1.3.12 Espagne – Prescriptions en matière de classification/d'étiquetage concernant les calmars (Barcelone) (ID 773¹⁶)

2.82. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les calmars exportés de Chine sont de races mélangées et consistent généralement en trois races qui sont très proches en apparence et en goût, chaque individu pesant 6 à 8 grammes. À l'heure actuelle, même les pêcheurs extrêmement compétents peuvent à peine les différencier à l'œil nu et aucune machine ne peut les trier automatiquement. En outre, il n'est ni raisonnable ni faisable de vérifier leur ADN pour les classer. Nous suggérons à l'Espagne de réévaluer la rationalité de la classification de l'étiquetage des calmars, de mettre au point des méthodes et des normes d'essai compatibles et de supprimer les prescriptions existantes en matière de classification jusqu'à ce que des normes raisonnables soient établies.

2.83. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En effet, comme la Chine l'a expliqué, les autorités espagnoles ont refusé l'entrée de plusieurs conteneurs de calmars en provenance de Chine lors des contrôles sanitaires aux frontières. La raison justifiant cette décision tient à la non-conformité et aux divergences constatées entre les espèces déclarées dans la documentation requise pour le dédouanement, y compris les certificats de santé correspondants, et le résultat des contrôles effectués aux frontières de l'UE par les autorités des États membres de l'Union conformément aux dispositions de la réglementation européenne. Ces contrôles sanitaires effectués aux postes de contrôle frontaliers espagnols sur des produits d'origine animale, comme les calmars, reposent sur une base juridique prévue dans la législation en vigueur de l'UE: - Règlement (CE) n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ([G/SPS/N/EEC/110](#)) - Règlement (UE) n° 2017/625 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques. ([G/SPS/N/EU/43](#)) - Règlements d'exécution (UE) 2020/2235 et 2019/2130, qui réglementent les contrôles documentaires, les contrôles d'identité et les contrôles physiques auxquels les produits en question sont soumis. ([G/SPS/N/EU/345](#))

2.84. L'un des objectifs de ces contrôles, prescrits dans la législation susmentionnée, consiste à vérifier que les produits inspectés correspondent à ce qui est déclaré dans les certificats officiels et les autres documents qui les accompagnent, y compris la vérification de l'espèce, et peut imposer la conduite d'essais en laboratoire pour déterminer l'espèce exacte du produit. S'il existe des divergences en la matière et d'autres points d'incompatibilité, l'introduction du produit en question sur le territoire de l'Union ne peut pas être acceptée. En conséquence, les autorités espagnoles ont agi conformément à la législation de l'UE s'agissant des contrôles aux frontières et des prescriptions à respecter pour les produits d'origine animale destinés à être introduits sur le territoire douanier de l'UE. L'Espagne ne dispose pas d'une législation spécifique sur ces questions. C'est pourquoi il n'a pas été possible de notifier un quelconque texte à l'OMC et qu'il n'existe aucune publication correspondante dans le Journal Officiel espagnol (Boletín Oficial del Estado), comme l'ont demandé les autorités chinoises.

2.1.3.13 Inde – Prescriptions de sécurité concernant le système rechargeable de stockage d'énergie, applicables à la chaîne de traction électrique des véhicules (AIS-038 et AIS-156) (ID 774¹⁷)

2.85. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée se félicite de l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations sur les "Prescriptions de sécurité concernant le système rechargeable de stockage d'énergie, applicables à la chaîne de traction électrique des véhicules (AIS-038 et AIS-156)" qui ont été annoncées le 27 septembre 2022 sur le site Web du Ministère des transports routiers et autoroutes et qui entreront en vigueur par phases à partir du 1^{er} décembre de cette année. Les Normes indiennes pour l'industrie automobile AIS-038 et AIS 156 (ci-après les Normes automobiles) contiennent des prescriptions spécifiques qui s'appliquent aux véhicules (de catégorie L, M et N) utilisant des chaînes de traction électrique, et les entreprises coréennes s'emploient à respecter les Normes automobiles

¹⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 773](#).

¹⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 774](#).

de l'Inde. Toutefois, les entreprises se sont dites préoccupées par la difficulté d'appliquer certaines des prescriptions modifiées en septembre car elles sont excessives par rapport aux normes internationales pertinentes. La Corée souhaite donc formuler les observations suivantes: tout d'abord, les prescriptions relatives aux "capteurs de température", à l'"alarme audiovisuelle", aux "circuits parallèles actifs" et à l'"espacement entre cellules", spécifiées dans l'annexe 8K de la Norme AIS-156 et dans l'annexe IX-K de la Normes AIS-038, ne figurent pas dans les règlements correspondants de la CEE-ONU. En outre, la prescription relative à "l'absence de preuve de feu et d'explosion" dans la Clause modifiée 6.11.4.1 de la Norme AIS-156 est elle aussi plus contraignante que la prescription correspondante dans la Clause 23A.2. b) du Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU. La Corée souhaite demander à l'Inde d'envisager la révision de ces prescriptions trop astreignantes pour les aligner sur les normes internationales pertinentes en vigueur.

2.86. Deuxièmement, la Clause 2 des annexes susmentionnées contient des prescriptions relatives à la certification en vertu des Parties 2 et 3 de la Norme indienne (IS) 16893 concernant les cellules utilisées pour fabriquer le système rechargeable de stockage d'énergie. Toutefois, la plupart des essais relevant de la Partie 2 étant également visés à la Partie 3, la prescription impose une charge non nécessaire d'essais redondants aux fabricants. Dans la mesure où la Partie 3 de la Norme IS 16893 contient des critères de sécurité clairs, la Corée souhaite demander à l'Inde de modifier la Clause 2 de manière à ce que les cellules puissent être certifiées conformément à la seule Partie 3 de la Norme IS 16893. Troisièmement, il est inapproprié de limiter les conditions d'essai de recharge-décharge pour la formation de cellules de piles aux conditions actuelles du taux C/3. Les conditions de recharge et de décharge peuvent varier selon les propriétés chimiques des cellules et la conception. En outre, si l'action de recharger et de décharger s'effectue à vitesse constante, il sera difficile de conduire des essais de performance dans des conditions particulières, par exemple la recharge rapide. La Corée souhaite donc demander à l'Inde d'envisager la révision des Normes automobiles afin d'autoriser la conduite des essais de recharge-décharge dans les conditions dont les fabricants auront déclaré qu'elles sont adaptées à chaque produit. D'autre part, dans la mesure où la teneur technique des Normes automobiles obligatoires s'écarte considérablement des normes internationales pertinentes, la Corée souhaite demander à l'Inde de notifier les autres membres du Comité, de recevoir leurs observations, de les prendre en considération et d'améliorer les Normes conformément à l'Accord OTC de l'OMC.

2.87. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE salue les efforts que l'Inde déploie pour améliorer la sécurité de sa flotte de véhicules électriques. À cet égard, la participation de plus en plus volontariste de l'Inde aux travaux du groupe de travail informel de l'ONU sur la sécurité des véhicules électriques au cours des dernières années est particulièrement remarquable. L'UE a appris avec plaisir que l'Inde prépare une deuxième révision de la Norme AIS-038, qui est en grande partie fondée sur les prescriptions contenues dans le Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU. Celles-ci ont été judicieusement conçues pour appuyer le développement technologique continu de différentes architectures et solutions en matière de piles, tout en garantissant les niveaux les plus élevés de sécurité des piles et des véhicules; et les fabricants de l'UE s'emploient à respecter ces dates limites de mise en œuvre. Toutefois, l'UE tient à rappeler à l'Inde son obligation de notifier l'OMC de toute modification apportée à la Norme AIS-038 afin de s'assurer que toutes les parties prenantes aient la possibilité de communiquer leurs observations. L'UE croit comprendre qu'en 2022 une série d'incidents ont été constatés en lien avec des piles ayant pris feu, notamment sur des véhicules à deux roues. Cette évolution malheureuse a conduit l'Inde à introduire des modifications de la deuxième révision proposée de la Norme AIS-038, qui s'écarteront fortement des règles convenues sur le plan international, à savoir le Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU.

2.88. L'Inde n'a pas notifié les modifications 2 et 3 de la deuxième révision de la Norme AIS-038 au Comité OTC, contrevenant ainsi à l'article 2.9.2 de l'Accord OTC qui impose aux Membres de notifier assez tôt, lorsque des modifications peuvent encore être apportées et que les observations peuvent encore être prises en compte. Étant donné que les modifications en question auront de fortes répercussions sur le commerce, l'UE demande à l'Inde de suspendre l'entrée en vigueur programmée de la modification 3, actuellement prévue le 1^{er} décembre 2022 en ce qui concerne les prescriptions relevant de la Phase 1, et le 31 mars 2023 en ce qui concerne les prescriptions relevant de la Phase 2, de notifier l'OMC en ménageant aux Membres le délai habituel de 60 jours pour qu'ils communiquent leurs observations par écrit et de prendre celles-ci en considération. L'UE estime que les modifications 2 et 3 de la deuxième révision de la Norme AIS-038 sont très problématiques, parce qu'elles sont restrictives pour la conception et qu'elles nécessitent d'apporter des changements considérables à la conception des systèmes de piles dans un délai d'une brièveté impossible, ce qui

se traduira pour les fabricants de véhicules par des efforts/coûts supplémentaires de développement sans aucun avantage nouveau en matière de sécurité. En outre, la logique consistant à appliquer aux véhicules automobiles (à quatre roues) des prescriptions spécifiques relatives à la performance en matière de sécurité qui sont destinées à remédier aux difficultés rencontrées sur le marché des deux-roues, du moins en ce qui concerne la production de l'UE, semble tout à fait inappropriée. L'UE prie l'Inde de bien vouloir harmoniser la deuxième révision de la Norme AIS-038 avec le Règlement technique mondial n° 20 de l'ONU, de réexaminer les délais accordés à l'industrie et d'envisager d'accepter des homologations et des rapports d'essai fondés sur les dispositions du Règlement technique mondial précité (UNR 100.03).

2.89. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a pris note des préoccupations soulevées ce jour par la Corée et par l'UE au sujet des normes de l'industrie automobile indienne. Ces préoccupations sont en cours d'examen dans la capitale. L'Inde reviendra aux questions soulevées en temps voulu.

2.1.3.14 États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Procédure d'essai applicable aux téléviseurs, [G/TBT/N/USA/677/Rev.1](#) (ID 775¹⁸)

2.90. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Selon le projet de règlement, le critère de stabilité de la mesure en mode veille est de 240 minutes, soit 6 heures. Toutefois, lorsque le calcul de la consommation annuelle d'énergie est effectué, le nombre d'heures quotidiennes passées en mode actif qui est prescrit est établi à cinq heures, ce qui ne semble pas raisonnable. Nous recommandons de modifier le tableau III.2 afin d'ajuster le nombre d'heures quotidiennes passées en mode actif pour le porter à six heures, afin qu'il soit cohérent avec les prescriptions en matière de stabilité. Selon le point 5.2.4 du projet de règlement, le calcul de la consommation d'énergie en mode actif a été modifié pour utiliser la moyenne de la consommation d'énergie lorsque les réglages prédéfinis de l'image correspondent à la SDR par défaut, à la SDR la plus brillante et à la HDR10 par défaut. Nous proposons de retenir la disposition relative à la norme actuelle selon laquelle le seul réglage prédéfini de l'image correspondant à la consommation d'énergie en mode actif est la SDR par défaut, puisque la plupart des utilisateurs ont l'habitude de choisir le réglage SDR par défaut comme mode d'utilisation quotidien. En outre, même si l'énergie liée au réglage de l'image correspondant à la SDR la plus brillante et à la HDR10 par défaut doit être incluse dans le calcul de l'énergie en mode actif pour calculer la consommation d'énergie, elle ne saurait être assortie du même facteur de pondération que l'énergie liée au réglage prédéfini de l'image correspondant à la SDR par défaut, car les réglages correspondant à la SDR la plus brillante et à la HDR10 par défaut ne sont pas très souvent utilisés. Ainsi, le facteur de pondération de l'énergie des réglages prédéfinis correspondant à la SDR la plus brillante et à la HDR10 par défaut devraient s'établir à 0,2 et celui de la SDR par défaut à 0,6, et l'équation permettant de calculer la consommation en mode actif devrait être modifiée en conséquence. Enfin, trois valeurs d'énergie sont recensées dans les sections 5.2.1.2, 5.2.2.2 et 5.2.3.2 du projet de règlement, qui doivent chacune faire l'objet d'essais mais qui ne sont pas référencées à l'annexe H, ce qui alourdira la charge non nécessaire qui pèse sur les entreprises en matière d'essais. Nous suggérons aux États-Unis de supprimer les trois valeurs d'énergie susmentionnées.

2.91. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient la Chine d'appeler leur attention sur ses préoccupations concernant ce projet de règlement. Ils n'ont reçu aucune observation écrite de la part de la Chine par l'intermédiaire de leur point d'information sur les obstacles techniques au commerce, ni dans le dossier figurant au Registre fédéral ni sur le site Regulations.gov. Si la Chine répond à la notification par des observations communiquées avant les dates limites, les États-Unis répondent publiquement à toutes les observations lors de la publication de la règle finale. En outre, le fait de disposer des observations écrites avant la réunion du Comité OTC de l'OMC aide les autres Membres à comprendre en quoi consistent les préoccupations commerciales et les questions. La Chine a fait plusieurs fois inscrire la question des règles du Département de l'énergie des États-Unis à l'ordre du jour du Comité OTC mais ne nous a que rarement fourni une observation à prendre en considération dans le processus d'élaboration de la règle. Il semble que ce soit un faux prétexte pour soulever une question contre les États-Unis dans cette enceinte.

¹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 775](#).

2.1.3.15 Angola – Décret exécutif n° 186/22 du Ministère des finances (ID 776¹⁹)

2.92. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 10 mars 2022, l'Angola a publié le Décret exécutif n° 149/22 introduisant l'obligation d'apposer des timbres fiscaux de haute sécurité sur certains produits dont les boissons (bières, vins, spiritueux, boissons sans alcool) et les tabacs afin de lutter contre la contrebande. Ce décret devait entrer en vigueur le 10 avril 2022. Le 8 avril 2022, les autorités angolaises ont publié le Décret exécutif n° 186/22, qui suspendait l'apposition obligatoire de timbres fiscaux de haute sécurité sur toutes les boissons alcooliques. Aucun décret révisé n'a encore été pris, mais l'entrée en vigueur semble actuellement devoir se produire en avril 2023. L'Angola n'a pas encore notifié ce projet de mesure au Comité OTC et nous lui demandons de la notifier dès que possible, afin que tous les Membres puissent communiquer leurs observations sur le projet de mesure assez tôt avant son adoption et son entrée en vigueur. L'UE a plusieurs préoccupations au sujet de ce projet de mesure: absence de consultation et de communication rapide de renseignements aux opérateurs économiques. De nombreux éléments étaient peu clairs, tant pour ce qui concernait les prescriptions applicables aux opérateurs économiques (certification, enregistrement sur la plate-forme électronique) que pour les travaux préparatoires conduits par les autorités angolaises (création de la plate-forme électronique, élaboration des formulaires numériques, etc.). Ainsi, les opérateurs économiques auraient dû commander et acheter les timbres fiscaux sur la plate-forme électronique fournie par PROSEFA, pour laquelle un enregistrement préalable était requis, mais la plate-forme elle-même n'était pas prête. En outre, l'expérience accumulée jusque-là montre que les processus d'enregistrement/certification en Angola sont très lents.

2.93. Aucune flexibilité n'était prévue concernant le lieu où le timbre devait être apposé (c'est-à-dire soit sur le site de production soit dans les entrepôts sous douane) s'agissant des boissons importées, ce qui représentait une source importante de charges administratives pour ces produits. Chaque paquet vendu au détail doit avoir son timbre fiscal. Les produits internationaux ne peuvent pas être réemballés en Angola et doivent donc disposer du timbre du pays d'origine. Absence d'une période de transition adéquate suivant la publication du décret. Une telle période de transition devait durer au moins un an et il convient d'envisager une clause relative à l'épuisement des stocks. Toutefois, dans le texte précédent, les produits fabriqués ou importés avant l'entrée en vigueur du règlement n'allaient être autorisés sur le marché que pour une période de six mois au plus et aucune clause relative à l'épuisement des stocks n'était prévue. Coût très élevé des timbres fiscaux par rapport à d'autres pays de la région. La mesure ne semble pas justifiée pour des boissons à faible valeur comme les boissons sans alcool ou les bières, car ces produits font rarement l'objet de contrefaçons et le coût relatif du marquage est très élevé. Nous demandons à l'Angola de nous informer de ses plans pour les prochaines étapes. Il est très important de notifier un nouveau projet de décret au Comité OTC de l'OMC très en avance, de consulter toutes les parties prenantes concernées et de tenir compte de leurs observations. Dans tous les cas, il fallait prévoir une période de transition d'au moins un an et une clause relative à l'épuisement des stocks. Nous serions reconnaissants si l'Angola pouvait prendre ces préoccupations en considération. Nous sommes prêts à tenir des discussions bilatérales afin de clarifier davantage la question.

2.94. En réponse, la délégation de l'Angola a communiqué la déclaration suivante. Le Décret exécutif n° 149/22 du Ministère des finances, qui fixe les procédures applicables à l'utilisation des timbres fiscaux de haute sécurité, suspendu par le Décret exécutif n° 186/22, résulte de l'adoption et de la publication du Décret présidentiel n° 216/19 du 15 juillet qui porte création du Programme national relatif aux timbres fiscaux de haute sécurité (PROSEFA) et prescrit l'apposition obligatoire de timbres fiscaux de haute sécurité sur les boissons liquides et alcooliques ainsi que les tabacs et les substituts de tabac manufacturés, mais aussi de la Loi n° 16/21 du 19 juin, la Loi sur le droit d'accise, qui étend à son tour l'obligation d'apposer des timbres fiscaux aux boissons gazeuses et sucrées. Il convient de noter qu'en vertu du Décret présidentiel susmentionné les timbres fiscaux de haute sécurité sont destinés à combattre la contrebande et la contrefaçon des produits visés, à protéger les recettes de l'État et à garantir la fiabilité des produits introduits sur le territoire angolais.

2.95. Dans ce contexte, suite à la suspension déjà mentionnée, qui a résulté d'une consultation avec les opérateurs économiques en février 2022, lesquels ont réclamé une période d'un an pour adapter leurs structures d'usine aux prescriptions de l'obligation en question, le gouvernement angolais a poursuivi le Programme de mise en œuvre accompagnée avec les opérateurs économiques qui ont volontairement fait part de leur intérêt, a visité des unités de fabrication au niveau national

¹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 776](#).

et au niveau international, en particulier sur les marchés portugais, brésiliens et sud-africains, en tenant compte du volume des produits importés de ces pays, afin d'évaluer les conditions respectives de mise en conformité avec cette prescription. Toutefois, nous ne sommes toujours pas en mesure de fournir l'assistance nécessaire aux autres entreprises et marchés d'importation dans le cadre de ce processus. En conséquence, et afin d'améliorer la fonctionnalité du programme en cours d'analyse, suite à la suspension du Décret n° 149/22, le gouvernement angolais a pris conscience de la nécessité d'ajouter les dispositions pertinentes au nouveau règlement proposé – qui concernent en l'occurrence l'enregistrement des opérateurs économiques sur la plate-forme PROSEFA et le processus de demande, une forte réduction du prix des timbres fiscaux, la possibilité pour les producteurs locaux et les importateurs de choisir le type de timbre fiscal à acheter, une hausse de 1% à 3% de la quantité des timbres non utilisés pouvant être justifiés au titre de la procédure simplifiée, l'exception accordée aux produits importés sur lesquels les timbres fiscaux peuvent être apposés sur le territoire national, des dispositions transitoires ou encore la fourniture, le retour et la destruction des timbres fiscaux – après avoir communiqué la proposition correspondante aux parties intéressées, principalement les opérateurs économiques enregistrés dans notre base de données fiscales, afin de recueillir leurs contributions, un processus qui est en cours d'achèvement avant présentation pour approbation.

2.96. S'agissant de la période transitoire de six mois suivant la publication et l'entrée en vigueur du Règlement relatif au scellement obligatoire, nous jugeons cette période plus que suffisante, car la période transitoire moyenne pour les programmes similaires mis en œuvre dans d'autres pays est de trois mois. En outre, nous indiquons que la disposition susmentionnée a été améliorée et que la question des produits en stock fabriqués avant l'entrée en vigueur de l'obligation a été prise en considération. Nous proposons donc que les timbres fiscaux soient apposés sur les produits en stock qui ne sont pas vendus après la période de transition, afin de favoriser la réalisation des objectifs proposés par PROSEFA. S'agissant du prix des timbres fiscaux, que l'UE juge élevé par rapport à d'autres pays de la région, nous signalons que suite au processus de consultation des opérateurs économiques, à quoi s'est ajoutée la comparaison avec les prix appliqués dans d'autres pays de la région et avec les obligations fiscales qui y sont imposées, la proposition révisée de Règlement comprend un prix actualisé des timbres fiscaux qui résulte d'une réduction de 54% par rapport au montant initialement présenté, ce qui fait de l'Angola le pays où la charge fiscale pesant sur les produits visés est la plus faible. Il convient de signaler que la contrebande et la contrefaçon des boissons alcooliques dans leur ensemble sont devenues un problème à l'échelle mondiale, qui affecte également l'Angola, où ce phénomène est très répandu pour les bières et les cidres, selon des éléments de preuve obtenus sur le marché informel national. Cela étant, en partant du principe que les bières et les cidres présentent un faible risque de contrebande et de contrefaçon, cette mesure contribuera nécessairement à réduire ces niveaux, en décourageant leur hausse et en garantissant des conditions commerciales équitables entre les produits nationaux et les produits importés concernés, sauvegardant du même coup l'intérêt général en termes de concurrence déloyale et de protection des recettes de l'État, entre autres avantages.

2.1.3.16 Union européenne – Proposition de réduction de la concentration de Chrome VI de 3 mg/kg à 1 mg/kg dans les articles en cuir et en matières textiles (ID 777²⁰)

2.97. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde fait part de sa profonde préoccupation au sujet de la réduction de 3 mg/kg à 1 mg/kg que propose l'UE de la concentration de Chrome VI dans les articles en cuir et en matières textiles. Il est couramment admis que quelque 85% de la fabrication mondiale de cuir se fait en utilisant des sels de Chrome III. Le tannage au chrome est préféré en raison de son coût, de la vitesse de production et des propriétés du cuir produit. D'autres méthodes chimiques de tannage existent, notamment les tannages synthétiques (syntan) et les tannages à base d'extraits végétaux (vegtan). Toutefois, ces méthodes produisent des cuirs aux propriétés différentes et ne peuvent pas toujours être utilisés en remplacement du tannage au chrome. En outre, il n'existe pas de méthode d'essai permettant de mesurer avec exactitude que la concentration de Chrome VI est inférieure à 3 mg/kg. La méthode actuelle de la chromatographie ionique (qui pourrait être plus fiable) nécessite des matériels d'analyse onéreux et des opérateurs correctement formés. Dès lors, soit les fabricants ne sont pas en mesure d'effectuer des essais sur les cuirs tannés au chrome, soit les coûts liés aux essais augmentent presque à coup sûr.

²⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 777](#).

2.98. À cet égard, le Comité d'analyse socioéconomique de l'Agence européenne des produits chimiques considère également qu'une limite de 1 mg/kg pourrait ne pas être techniquement faisable car la norme EN ISO 17075 actuellement appliquée pour l'échantillonnage et l'analyse n'est pas compatible avec une quantification fiable lorsque la concentration est inférieure à 3 mg/kg. Sur cette base, la proposition de règlement limitant la concentration de Chrome VI dans les articles en cuir et en matières textiles semble techniquement infaisable et sans fondement scientifique. L'Inde rappelle à l'UE que tout règlement doit être fondé sur des bases scientifiques solides et qu'il doit être praticable du point de vue de la viabilité commerciale. À la lumière de cette interprétation partagée partout dans le monde, l'Inde demande à l'UE de retirer la proposition de réduction de 3 mg/kg à 1 mg/kg de la concentration de Chrome VI dans les articles en cuir et en matières textiles, car elle est dépourvue de fondements scientifiques suffisants; et d'éviter en conséquence de perturber inutilement un commerce sûr.

2.99. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Merci, Monsieur le Président, et merci à l'Inde d'avoir soulevé ses préoccupations avec détermination. À ce stade, l'UE continue d'évaluer le caractère approprié d'une telle mesure au niveau technique. C'est pourquoi la mesure en question n'a pas encore été notifiée à l'OMC. Si cette mesure est proposée, ou quand elle le sera, la Commission européenne consultera les Membres de l'OMC, conformément à ses obligations dans le cadre de l'Accord OTC. La Commission européenne prend note des préoccupations de l'Inde et l'invite à les communiquer par écrit si cette mesure est notifiée ou quand elle le sera. Comme de coutume, l'UE tiendra dûment compte des préoccupations de l'Inde, qui peut espérer une réponse par écrit à toute préoccupation soulevée par écrit dans le cadre de la consultation OTC.

2.1.3.17 Indonésie – Projet de décret relatif à la mise en œuvre d'une norme minimale de performance énergétique (SKEM) et à l'apposition d'une étiquette d'économie d'énergie pour divers produits, [G/TBT/N/IDN/141](#); [G/TBT/N/IDN/142](#); [G/TBT/N/IDN/143](#); [G/TBT/N/IDN/144](#); [G/TBT/N/IDN/145](#); [G/TBT/N/IDN/146](#); [G/TBT/N/IDN/147](#); [G/TBT/N/IDN/148](#); [G/TBT/N/IDN/149](#) (ID 778²¹)

2.100. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde tient à remercier l'Indonésie d'avoir notifié les Membres, dans les documents [G/TBT/N/IDN/141](#) à [G/TBT/N/IDN/149](#), au sujet de la norme minimale de performance énergétique (SKEM) et de l'apposition d'une étiquette d'économie d'énergie pour divers produits. Étant donné que les documents techniques sont en indonésien, l'Inde demande à l'Indonésie de communiquer les traductions officielles en anglais dans les meilleurs délais. L'Inde croit comprendre que le projet de décret impose aux fabricants nationaux et aux importateurs de présenter régulièrement, tous les trois mois, un rapport relatif à la mise en œuvre des normes minimales de performance énergétique au Directeur général des énergies nouvelles et renouvelables et des économies d'énergie, qui indique la marque, le type, la variante ou le modèle, la capacité, la puissance et le montant des produits visés. L'Inde craint que la présentation fréquente de ces rapports n'impose pas seulement une charge importante aux fabricants et aux importateurs mais qu'elle induise également des coûts pour une valeur ajoutée limitée. Elle demande donc à l'Indonésie de réexaminer cette exigence de présentation fréquente de rapports et de garantir la fluidité du commerce des produits conformes à la réglementation.

2.101. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie tient à remercier l'Inde d'avoir soulevé cette question, bien que nous n'ayons encore reçu aucune question ni demande de la part du point d'information OTC de l'Inde au sujet de problèmes techniques ou de fond concernant cette notification. Quoi qu'il en soit, nous essaierons d'expliquer les normes minimales de performance énergétique (SKEM) et l'apposition d'une étiquette d'économie d'énergie sur les produits. Le Programme indonésien d'économie d'énergie vise à fournir aux utilisateurs des renseignements sur le choix de matériels à haut rendement énergétique pour des utilisations énergétiques spécifiques. Cette politique prévoit l'obligation d'inclure des normes minimales d'économie d'énergie (SKEM) et d'apposer une étiquette d'économie d'énergie sur les produits. La norme minimale de performance énergétique (SKEM) est une spécification qui contient plusieurs prescriptions minimales en matière de performance énergétique sous certaines conditions, afin de limiter le volume maximal autorisé de consommation énergétique d'un produit. L'étiquette d'économie d'énergie est une étiquette qui certifie que le matériel énergétique d'un produit répond à certains critères d'économie d'énergie. Les normes et les procédures d'évaluation de la conformité utilisées pour mettre en œuvre ce programme renvoient aux dispositions internationales pertinentes.

²¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 778](#).

L'Indonésie tiendra compte de toutes les observations reçues pendant la période de présentation des observations concernant la notification (jusqu'au 2 décembre 2022) et répondra à chacune de ces observations.

2.1.3.18 Maroc – Évaluation de la conformité, [G/TBT/N/MAR/28](#) (ID 779²²)

2.102. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le 18 décembre 2019, le Maroc a notifié au Comité OTC de l'OMC la vérification de la conformité de certains produits industriels importés sous la cote [G/TBT/N/MAR/28](#). L'UE a adressé ses observations en janvier 2020 puis a organisé une discussion bilatérale et envoyé deux lettres. En dépit de ces discussions, la partie européenne reste préoccupée. S'agissant du système de contrôle de la conformité des produits industriels, le Maroc nous a informés que le cadre législatif ne fait pas de distinction sur le fondement de la catégorie des opérateurs économiques (importateurs ou fabricants locaux) ou de l'origine des produits. Toutefois, selon les renseignements dont dispose l'UE et fondés sur les réactions de notre branche de production, il semble que les arrangements prévus pour vérifier la conformité dépendent selon qu'il s'agit de produits importés ou de produits locaux. Depuis l'introduction du nouveau système en février 2020, les contrôles des produits industriels importés ont été externalisés et semblent exiger l'obtention systématique d'un certificat de conformité émis par l'un des organes approuvés, ce qui est très astreignant et onéreux. En revanche, les contrôles des produits locaux sont effectués sur la base d'un plan de surveillance du marché national et fondés sur les risques en fonction des produits en question, donc sur une base non systématique. Cette différence de traitement nous semble problématique.

2.103. L'Accord OTC (article 5.1) dispose que les procédures d'évaluation de la conformité seront élaborées, adoptées et appliquées de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres Membres y aient accès à des conditions non moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs de produits similaires d'origine nationale, dans une situation comparable. La procédure marocaine d'évaluation de la conformité qui s'applique aux produits visés crée un obstacle non nécessaire au commerce international car les procédures semblent plus strictes qu'il n'est nécessaire pour donner au Maroc assez de certitude que les produits sont conformes aux prescriptions figurant dans les règlements techniques. À cet égard, certains aspects des procédures doivent être clarifiés, en établissant par exemple s'il est possible pour les importateurs d'éviter de dupliquer la procédure d'évaluation de la conformité pour tout lot expédié vers le Maroc, ce qui semble inutilement astreignant, en particulier pour les produits présentant moins de risque. En outre, pour les règlements techniques marocains qui imposent l'utilisation des normes marocaines correspondant aux normes internationales et à celles de l'UE, le Maroc devrait accepter les certificats de l'UE qui sont fondés sur les mêmes normes internationales et européennes et qui sont émis par des laboratoires agréés par l'ILAC, comme le font de nombreux pays dans le monde entier. Nous rencontrons un autre problème important: certains règlements marocains s'écartent des normes internationales sans qu'aucune justification adéquate ne soit fournie. Le processus de normalisation et la transformation qui en découle des normes nationales en règlements techniques obligatoires soulève également des questions de transparence. Nous serions reconnaissants au Maroc de bien vouloir prendre ces préoccupations en considération et d'entreprendre le réexamen de son système d'évaluation de la conformité. Nous sommes prêts à tenir des discussions bilatérales afin de clarifier davantage cette question.

2.104. La délégation du Maroc n'a pas fourni de réponse aux préoccupations soulevées.

2.1.3.19 Inde – Décret relatif à l'exigence que soient accompagnés d'un certificat sanitaire les lots importés des produits alimentaires suivants: lait et produits laitiers, viande de porc et produits du porc, poissons et produits de la pêche [G/TBT/N/IND/233](#) (ID 780²³)

2.105. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. S'agissant du décret qui introduit trois nouveaux certificats sanitaires devant accompagner les lots importés de lait et produits laitiers, de porc et produits du porc, et de poissons et produits de la pêche, l'Union européenne tient à commencer par saluer la notification du 18 août 2022 que l'Inde a communiquée sous la cote [G/TBT/N/IND/233](#), tout en lui demandant de bien vouloir répondre par écrit aux observations de l'UE, étant donné l'importance de garantir aux pays exportateurs de la clarté et de

²² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 779](#).

²³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 780](#).

la certitude concernant les prescriptions indiennes relatives à l'importation; l'UE salue également le report, en vertu du Décret de la FSSAI du 27 octobre 2022, de l'entrée en vigueur des nouveaux certificats sanitaires du 1^{er} novembre 2022 au 1^{er} janvier 2023. Toutefois, étant donné i) la perturbation des échanges liée aux nouveaux certificats, même s'ils ne sont pas associés à de nouvelles mesures sanitaires; ii) le nombre de questions restées sans réponse de la part de l'Inde; iii) la redondance des certificats exigés par différentes autorités en Inde; iv) les différentes catégories de produits/produits alimentaires associés aux trois certificats et à l'enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments; et v) l'importance pour les autorités compétentes et les entreprises concernées dans les pays exportateurs de disposer d'un délai suffisant pour s'adapter, l'UE souhaite demander à l'Inde: de reporter à nouveau la date d'entrée en vigueur d'au moins 12 mois; de clarifier le sens de l'expression "entrée en vigueur", en déterminant si elle correspond à la "date d'arrivée des lots en Inde" ou à la "date de départ des lots des pays exportateurs"; de fournir une liste des codes du SH à au moins 4 chiffres et d'indiquer les risques associés à chaque catégorie de produit/produit alimentaire; de rendre aisément consultables à tout moment les mesures sanitaires d'importation indiennes (Règlements) qui s'appliquent à chacun des types de produits associés aux 3 certificats sanitaires; de clarifier les modalités liées aux "inspections/suivi régulier des vérifications conformément à la Loi FSSA de 2006", comme indiqué dans les 3 certificats; de chercher à éviter, pour l'importation d'un même produit, la duplication des mesures sanitaires dans différents certificats requis par différentes autorités compétentes indiennes; d'envisager de négocier avec l'UE des "modèles de certificat harmonisés" qui s'appliqueraient aux exportations de l'UE dans son ensemble, autrement dit, qui seraient signés par les autorités compétentes de tous les États membres de l'UE; et de notifier également au Comité SPS de l'OMC, très en amont, ses mesures liées aux nouveaux certificats sanitaires. Enfin, l'UE tient à remercier l'Inde de sa volonté de se réunir pour discuter de ces questions.

2.106. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande tient à remercier l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) pour les discussions tenues jusqu'à ce jour au sujet de cette nouvelle prescription et du report de la date de mise en œuvre. Nous demandons confirmation que la FSSAI, le Département de l'élevage et de la production laitière et le Département de la pêche accepteront un certificat sanitaire unique pour les produits visés. La Nouvelle-Zélande est préoccupée par la prescription imposant de présenter des garanties que les opérateurs respectent les normes et règlements nationaux de l'Inde, comme le prévoient les nouvelles prescriptions. Nous faisons observer que l'Accord SPS de l'OMC prévoit que le système réglementaire et les contrôles en vigueur dans le pays exportateur soient considérés comme atteignant les critères et objectifs sanitaires du pays importateur. La Nouvelle-Zélande encourage l'Inde à reconnaître que le système réglementaire de la sécurité sanitaire des produits alimentaires d'un pays exportateur peut atteindre les objectifs des règlements et normes de l'Inde en la matière. Nous sommes également préoccupés par le délai limité qui est ménagé pour approuver et mettre en œuvre le certificat révisé qui répond aux besoins de la FSSAI, du Département de l'élevage et de la production laitière et du Département de la pêche avant la date limite du 1^{er} janvier 2023. Nous demandons que le certificat existant continue d'être accepté pendant que l'Inde négocie les prescriptions relatives au certificat révisé avec ses partenaires commerciaux et qu'une période de transition soit ménagée pour permettre la mise en œuvre de tout certificat révisé.

2.107. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada craint que la mesure prise par l'Inde n'ait pour effet de dupliquer les prescriptions relatives au certificat sanitaire et de créer des coûts réglementaires et administratifs non nécessaires pour ces produits. Le Canada encourage vivement l'Inde à rationaliser ses prescriptions en matière de certification et de ne prévoir qu'un certificat intégré unique incorporant les prescriptions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les attestations acceptées par la FSSAI. C'est pourquoi le Canada salue la récente décision de l'Inde de permettre que les nouvelles prescriptions de la FSSAI soient intégrées dans les certificats existants afin qu'un certificat unique soit émis, comme l'indique l'avis de clarification publié le 26 septembre 2022. Toutefois, le Canada reste préoccupé par la mise en œuvre du certificat unique proposé. Il attend avec intérêt la réponse de l'Inde à la lettre de commentaires qu'il lui a adressée le 17 octobre 2022, notamment sur la date à laquelle l'Inde communiquera les détails demandés. Le Canada apprécierait par exemple que des précisions soient fournies concernant les effets de cette mesure sur les certificats qui sont en cours de négociation avec le Département de l'élevage et de la production laitière de l'Inde. Le Canada se tiendra prêt à négocier avec l'Inde au sujet des certificats révisés qui incorporent les prescriptions et attestations relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires conformément aux normes internationales. Cependant, le Canada fait observer que cela prendra du temps. Il remercie certes la FSSAI d'avoir reporté la date de mise

en œuvre de ce décret au 1^{er} janvier 2023, mais il l'exhorte à la reporter davantage jusqu'à ce que les certificats uniques révisés soient finalisés. Pour conclure, le Canada demande à l'Inde de notifier ces nouvelles prescriptions au Comité SPS puisque le règlement qu'elle propose vise des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui ont pour but de protéger la santé et la sécurité des personnes.

2.108. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis approuvent l'inscription à l'ordre du jour de la réunion des préoccupations de l'Union européenne concernant le nouveau certificat sanitaire de l'Inde pour le lait, la viande de porc et les produits de la pêche. Nous attendons avec intérêt de recevoir une réponse de la part de l'Inde aux observations que nous avons communiquées le 18 octobre 2022.

2.109. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations exprimées par l'UE concernant le Décret de l'Inde lié à l'exigence que les lots importés de lait, de viande de porc, de poissons et de produits connexes soient accompagnés d'un certificat sanitaire. Selon la notification OTC de l'Inde, la date limite de présentation des observations a été fixée au milieu du mois d'octobre 2022, et il a été recommandé de fixer la date proposée d'adoption et d'entrée en vigueur du Décret au 1^{er} novembre 2022, soit deux semaines seulement après la date limite de présentation des observations. Notre crainte est que l'autorité indienne n'ait pas suffisamment de temps pour examiner les observations adressées avant l'entrée en vigueur. En outre, le 27 octobre, cinq jours seulement avant la date prévue d'entrée en vigueur des nouvelles règles, l'Inde a annoncé que cette date serait reportée de deux mois (donc jusqu'au 1^{er} janvier 2023). Le Japon remercie l'Inde d'avoir décidé ce report mais il aurait dû être annoncé beaucoup plus tôt pour éviter une confusion non nécessaire et des effets sur le commerce. En outre, pour donner aux Membres exportateurs le temps de s'adapter aux nouveaux formulaires de certificat sanitaire, le Japon demande à l'Inde de ménager un délai raisonnable entre leur publication et leur entrée en vigueur. Il tient à remercier l'Inde de sa volonté de discuter de cette question au niveau bilatéral. Enfin et surtout, le Japon fait observer que l'un des objectifs du décret indien est de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés en Inde. Si c'est le cas, le Japon estime que l'Inde doit également notifier le décret au titre de l'Accord SPS.

2.110. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie partage les préoccupations soulevées par l'Union européenne, auxquelles se sont associés la Nouvelle-Zélande, le Canada, les États-Unis et le Japon, sur cette question. Nous souhaitons renvoyer l'Inde aux observations que l'Australie a présentées sur la notification [G/TBT/N/IND/233](#) le 17 octobre 2022. Nous attendons avec intérêt les réponses de l'Inde à nos préoccupations.

2.111. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'exigence d'un certificat d'exportation pour les catégories de produits alimentaires telle que spécifiée par l'Autorité des produits alimentaires est l'une des prescriptions obligatoires en vertu de la disposition réglementaire prévue dans le chapitre intitulé "Cadre fondé sur les risques pour le dédouanement des importations", au titre de la clause 11.2 b) du Règlement de 2017 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (importation). Compte tenu de ce qui précède, pour envisager un système robuste de sécurité sanitaire et de contrôle des produits alimentaires, la FSSAI a notifié l'exigence que tous les lots importés de lait et de produits laitiers, de viande de porc et de produits du porc ainsi que de poissons et de produits de la pêche soient accompagnés d'un certificat sanitaire entrant en vigueur le 1^{er} novembre 2022. D'autre part, le principal objectif de cette exigence consiste à veiller à ce que le produit soit fabriqué conformément aux prescriptions/dispositions du Règlement concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires. L'exigence a été notifiée au Comité OTC de l'OMC afin que les Membres puissent communiquer leurs observations/contributions. Les pays Membres ont fait part de diverses préoccupations concernant le nombre de certificats et le report de la mise en œuvre dudit certificat. Pour répondre aux préoccupations soulevées par les pays Membres, l'entrée en vigueur de l'exigence de certificat sanitaire a été reportée au 1^{er} janvier 2023 en vertu du Décret de la FSSAI du 27 octobre 2022. En outre, le décret de la FSSAI du 26 septembre contenait une clarification précisant qu'un certificat intégré/unique incorporant toutes les prescriptions/attestations liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires tel que spécifié dans le format notifié le 3 août 2022 serait également accepté par la FSSAI lors du dédouanement des importations. L'exigence d'un certificat sanitaire est une condition préalable à l'importation et n'est qu'une garantie fournie par les autorités compétentes des pays exportateurs attestant que les produits alimentaires (tels que notifiés) sont conformes aux prescriptions de sécurité sanitaire édictées par la FSSAI.

2.1.3.20 Brésil – 67 notifications publiées au cours des 6 derniers mois visant les produits chimiques et pharmaceutiques, sans délai adéquat pour y répondre (ID 781²⁴)

2.112. La délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde tient à remercier le Brésil de la transparence dont il n'a cessé de faire preuve lors de ses notifications au Comité OTC de divers règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité. Toutefois, l'Inde est préoccupée par le fait que le Brésil a adopté des règlements techniques sans accorder assez de temps à ses partenaires commerciaux pour les examiner, formuler leurs observations et s'adapter aux prescriptions brésiliennes. Le Brésil a publié 82 notifications OTC au cours des 6 premiers mois de l'exercice budgétaire 2021/22. Dans 67 de ces 82 notifications, il devait ménager un délai adéquat aux autres Membres afin qu'ils puissent communiquer leurs observations. Il a également été constaté que bon nombre des mesures adoptées par le Brésil entre mai et octobre 2022 n'étaient assorties que d'un délai d'un mois entre leur publication et leur adoption. En outre, les documents techniques sont consultables en portugais mais pas en anglais. Les documents de référence en anglais pouvant être consultés pour approfondir l'analyse des notifications en question sont limités. Cette indisponibilité de versions anglaises officielles entraîne des difficultés considérables pour examiner avec précision la teneur et les prescriptions des règlements. En conséquence, il est difficile de comprendre quelles sont les prescriptions que les exportateurs doivent précisément respecter. Conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC, le Brésil est tenu de ménager un délai raisonnable d'au moins six mois entre la publication de la mesure et son entrée en vigueur. L'Inde prie le Brésil de bien vouloir se mettre en conformité avec cette obligation afin de faire en sorte que les parties prenantes concernées dans les pays exportateurs aient assez de temps pour s'adapter à l'évolution des dispositions réglementaires. Nous remercions également la délégation du Brésil pour les échanges très constructifs de cette semaine. Nous avons demandé des renseignements supplémentaires sur cette PCS et les fournirons dans les jours à venir.

2.113. En réponse, la délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil remercie l'Inde de sa déclaration et se tient prêt à un dialogue ouvert sur les délais de ses notifications. Nous discutons déjà de cette question au niveau bilatéral afin de clarifier les raisons justifiant cette PCS. Cependant, nous tenons simplement à faire observer que nous ne pouvons à ce stade faire part que d'une réaction limitée, car nous ne disposons pas de la liste exacte des 67 notifications au sujet desquelles l'Inde a soulevé cette préoccupation. Le Brésil, qui figure parmi les trois premiers Membres en termes de notifications OTC, tient à réaffirmer son engagement en faveur de la transparence et assure qu'il suit les bonnes pratiques réglementaires recommandées par l'OMC. En règle générale, nous ouvrons et notifions des consultations publiques concernant les règlements techniques proposés en ménageant des délais raisonnables pour que les autres Membres présentent leurs observations, conformément à l'article 2.9 de l'Accord OTC. Compte tenu de ces observations générales et préliminaires, le Brésil souhaite demander à l'Inde de fournir davantage de renseignements concernant sa PCS, notamment les notifications et règlements spécifiques qui doivent être clarifiés.

2.1.4 Préoccupations soulevées précédemment

2.1.4.1 Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le règlement de 1999 sur les produits de cryptage commerciaux de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294²⁵)

2.114. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par le Règlement sur les produits de cryptage commerciaux de la Chine et le dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité. Le Japon renvoie à la déclaration qu'il a prononcée lors de la dernière réunion du Comité OTC de juillet 2022. Le Japon souhaite demander à nouveau à la Chine de fournir des informations pertinentes sur l'actuel processus de révision à la fois du Règlement sur les produits de cryptage commercial, qui faisait l'objet d'une consultation publique jusqu'au 19 septembre 2020, et le processus actuel de rédaction du Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité, que la Chine a expliqué lors de la réunion précédente du Comité OTC, ainsi que demander à nouveau que ces règlements soient appliqués de manière transparente.

²⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 781](#).

²⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 294](#).

2.115. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS), l'UE voudrait rappeler les observations qu'elle a formulées lors des précédentes réunions du Comité OTC, notamment les préoccupations soulevées concernant les restrictions importantes et injustifiées en matière d'accès aux marchés, y compris la prescription exigeant que tous les réseaux de niveau supérieur à 3 soient soumis à certaines obligations légales qui étaient initialement destinées aux infrastructures d'information essentielles. L'UE demande d'améliorer la proportionnalité et la transparence dans la mise en œuvre du dispositif de protection à niveaux multiples en matière de cybersécurité.

2.116. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la gestion des produits de cryptage commerciaux, la Chine a, à partir du 1^{er} janvier 2020, annulé l'approbation des variétés et des modèles de produits de cryptage commerciaux, et établi un système de certification national unifié pour la cryptographie commerciale. Le système de gestion des produits de cryptage commerciaux respecte pleinement les principes de non-discrimination et de concurrence loyale. Il traite les produits ainsi que les entreprises nationales et étrangers sur un pied d'égalité. La Chine met en place l'obligation de mener des essais et d'obtenir une certification pour les produits de cryptage commerciaux liés à la sécurité nationale, à l'économie nationale, aux sources de revenus de la population et à l'intérêt général, et établit des essais et une certification à titre volontaire pour les autres produits de cryptage commerciaux. Afin de protéger la sécurité de ses réseaux et de ses données, la Chine a promulgué en 2007 des mesures pour l'administration de la confidentialité et de la protection des données informatiques et a commencé à mettre en œuvre le système de confidentialité et de protection des données informatiques (désormais appelé système de confidentialité et de protection en matière de cybersécurité). La Loi de 2016 sur la cybersécurité de la Chine dispose que l'État doit mettre en œuvre le système de confidentialité en matière de cybersécurité, établissant ainsi le statut juridique du système. Ce système est devenu une politique et un système national de base dans le domaine de la cybersécurité en Chine et a joué un rôle essentiel dans le maintien et la protection de la cybersécurité.

2.117. Comme le prescrit le système, les objets protégés, tels que les systèmes informatiques, sont répartis en cinq niveaux en fonction de leur importance respective et du préjudice subi lorsqu'ils sont compromis. Les exploitants du niveau II et des niveaux supérieurs doivent s'inscrire auprès de l'autorité de la sécurité publique. Les exploitants doivent déterminer le niveau sur la base des documents réglementaires nationaux pertinents, des normes techniques et de la situation actuelle propres aux objets, et mettre en œuvre différentes stratégies de protection de manière respective, afin de renforcer efficacement la protection du réseau et des données. Ceci est conforme aux pratiques internationales courantes.

2.1.4.2 Chine – Administration du cyberspace de la Chine – Projet de mesures d'application de l'examen de cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)²⁶

2.118. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon continue d'être intéressé et préoccupé par l'examen de la cybersécurité et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment lors de la réunion du Comité OTC de juillet 2022. Les modifications des Mesures d'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur en Chine en février 2022. Il n'est pas clair si la définition et la portée du terme "exploitants d'infrastructures d'information essentielles" sont les mêmes que ceux indiqués pour l'"infrastructure d'information essentielle" dans le "Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles", et il n'y a pas de définition de l'"opérateur de plates-formes en ligne". Par conséquent, il est difficile de savoir quel type d'entreprises pourrait être soumis à l'examen de la cybersécurité en vertu des Mesures. Le Japon tient à demander à la Chine d'appliquer la réglementation de manière transparente afin de garantir la prévisibilité sans entraver les activités commerciales.

2.119. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a soulevé à plusieurs reprises auprès du Comité la question de l'examen de sécurité des produits et services de réseau, qui est l'un des nombreux aspects des mesures d'examen de la cybersécurité, en insistant sur le fait qu'elle était préoccupée par ces mesures qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 2020, puis ont été modifiées en janvier 2022, avec une entrée en vigueur le 15 février 2022. Elle reste préoccupée par le fait que les mesures sont assez générales et que de très grands pouvoirs discrétionnaires sont laissés aux autorités chargées de l'examen de sécurité, ce qui provoque l'inquiétude des opérateurs des TIC étrangers. Les mesures modifiées contiennent peu d'explications

²⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 533](#).

sur les questions que l'UE a soulevées auparavant et de nouvelles questions sont apparues depuis. L'UE regrette que les mesures aient été adoptées sans un délai de grâce plus long, d'au moins 12 mois, afin que les entreprises aient suffisamment de temps pour se préparer à assurer la conformité avec les mesures modifiées. Celles-ci ont considérablement élargi le champ d'application et de nombreux exploitants ont besoin de temps pour comprendre leurs obligations de conformité et l'incidence commerciale qui en découle.

2.120. Les mesures étendent leur champ d'application pour passer de l'achat de produits et services de réseaux par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles à l'achat de tels produits et services par les exploitants de plates-formes en ligne exerçant des activités de traitement de données. Il est désormais prescrit que les exploitants de plates-formes en ligne détenant les informations personnelles de plus d'un million d'utilisateurs, et qui sont nouvellement cotés sur des marchés étrangers, se signalent pour faire l'objet d'un examen. Les Mesures prévoient des éléments déclencheurs définis de manière très large, tels que la sécurité, l'ouverture, la transparence et la diversité des sources d'approvisionnement, ainsi que des "facteurs politiques, diplomatiques et commerciaux". L'examen est perçu comme étant fastidieux et opaque, et peut exposer les fournisseurs à la divulgation de secrets commerciaux. L'UE estime que, dans un tel environnement, les entreprises nationales peuvent être favorisées par rapport aux entreprises internationales. On ne sait pas très bien ce qu'on entend par "entreprise de traitement de données" qui se livrerait à des "activités de traitement des données". L'article 3 de la Loi sur la sécurité des données contient, d'une certaine manière, une définition du "traitement des données", mais celle-ci indique que "le traitement de données comprend, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit..." et reste donc floue. Il conviendrait de définir ce qu'on entend par une entreprise de traitement de données se livrant à des activités de traitement des données, dans la mesure où cela détermine si et quand une demande doit être déposée. L'UE demande instamment à la Chine de préciser si le membre de phrase "entreprise de traitement de données se livrant à des activités de traitement des données" désigne uniquement une entreprise de traitement de données enregistrée en Chine et traitant des données en Chine, sans viser les entreprises de traitement de données étrangères qui traitent des données en dehors de la Chine.

2.121. L'UE voudrait avoir des éclaircissements sur les points suivants: 1. Par rapport au projet précédent, les entités soumises aux examens de cybersécurité ne sont plus des "entreprises de traitement de données" mais des "opérateurs de plates-formes en ligne". Les Mesures finales ne définissent pas les "exploitants de plates-formes en ligne", mais le projet de Règlement les définit comme étant "les entreprises de traitement de données qui fournissent des services de plate-forme Internet tels que la publication d'informations, les réseaux sociaux, les services de transaction ou de paiement, ou les services audiovisuels". L'UE demande instamment à la Chine de préciser si le champ de l'expression "opérateurs de plates-formes en ligne" est plus étroit que celui de l'expression "entreprises de traitement de données", qui était utilisée précédemment et dans lequel n'entrent pas les services de commerce électronique autogéré des entreprises spécialisées dans les biens de consommation à rotation rapide qui ne fournissent pas de services de plate-forme en ligne. Du fait de son imprécision, l'expression "opérateurs de plates-formes en ligne" laisse le champ libre à l'interprétation des organismes de réglementation. 2. Ni les "données essentielles" ni les "données importantes" ne sont clairement définies. Tant l'article 21 de la Loi sur la sécurité des données que l'article 19 des Mesures sur l'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes incluent le terme "etc.", ce qui rend toute définition encore plus vague. En vertu des mesures, les produits de télécommunication importants sont considérés comme un type de "produits et services de réseau". Mais ces mesures ne définissent toujours pas la portée spécifique des "produits et services de réseau". L'article 21 des mesures d'examen de la cybersécurité est encore beaucoup trop vague. De ce fait, la définition de "produit de communication important" est encore moins claire. L'UE demande donc instamment à la Chine de préciser ces termes dans les meilleurs délais. D'une manière générale, elle lui demande instamment de veiller à la clarté, à la transparence et à l'objectivité de l'examen de la sécurité afin que les Mesures ne deviennent pas un obstacle à l'accès aux marchés.

2.122. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement chinois administre l'Internet conformément à ses lois et réglementations. En avril 2020, l'Administration du cyberspace de la Chine et 12 autres départements ont formulé conjointement les Mesures d'examen de la cybersécurité, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 2020. Les mesures pour l'examen de la cybersécurité des produits et services, entrées en vigueur le 1^{er} juin 2017, ont été abrogées simultanément. En 2021, l'Administration du cyberspace de la Chine et 13 autres départements ont révisé conjointement les mesures d'examen de la

cybersécurité, qui sont entrées en vigueur le 15 février 2022. L'examen de la cybersécurité de l'acquisition de produits et de services de réseau par les exploitants d'infrastructures d'information essentielles a été réalisé conformément à la Loi sur la sécurité nationale et à la Loi sur la cybersécurité. La réalisation d'un examen de la cybersécurité est nécessaire pour sauvegarder la cybersécurité et la sécurité nationale. C'est également une pratique courante de tous les Membres et, à cet égard, de nombreux Membres ont pris des mesures juridiques et administratives. L'ouverture est une politique fondamentale de la Chine. La Chine ouvrira, comme toujours, son marché aux produits et services étrangers dans le respect des prescriptions des lois et réglementations chinoises.

2.1.4.3 Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques, [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/121](#), [G/TBT/N/IND/122](#), [G/TBT/N/IND/123](#), [G/TBT/N/IND/124](#), [G/TBT/N/IND/125](#), [G/TBT/N/IND/126](#), [G/TBT/N/IND/127](#), [G/TBT/N/IND/128](#), [G/TBT/N/IND/129](#), [G/TBT/N/IND/130](#), [G/TBT/N/IND/132](#), [G/TBT/N/IND/133](#), [G/TBT/N/IND/134](#), [G/TBT/N/IND/135](#), [G/TBT/N/IND/136](#), [G/TBT/N/IND/137](#), [G/TBT/N/IND/138](#), [G/TBT/N/IND/139](#), [G/TBT/N/IND/140](#), [G/TBT/N/IND/141](#), [G/TBT/N/IND/142](#), [G/TBT/N/IND/144](#), [G/TBT/N/IND/150](#), [G/TBT/N/IND/151](#), [G/TBT/N/IND/152](#), [G/TBT/N/IND/153](#), [G/TBT/N/IND/154](#), [G/TBT/N/IND/175](#), [G/TBT/N/IND/176](#), [G/TBT/N/IND/177](#), [G/TBT/N/IND/186](#), [G/TBT/N/IND/187](#), [G/TBT/N/IND/191](#), [G/TBT/N/IND/193](#), [G/TBT/N/IND/199](#), [G/TBT/N/IND/201](#), [G/TBT/N/IND/202](#), [G/TBT/N/IND/203](#), [G/TBT/N/IND/204](#), [G/TBT/N/IND/205](#), [G/TBT/N/IND/206](#), [G/TBT/N/IND/208](#) (ID 630²⁷)

2.123. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous restons préoccupés par les ordonnances de l'Inde sur le contrôle de la qualité et, à ce titre, nous avons présenté un document résumant la plupart de nos préoccupations. Nous vous prions de vous reporter au document "W" que nous avons publié avec le Canada et le Taipei chinois en ce qui concerne les ordonnances de l'Inde sur le contrôle de la qualité dans le document [G/TBT/W/774](#), car nous ne réitérerons pas toutes ces préoccupations ici. Le Ministère indien des produits chimiques et des engrais avait notifié 44 ordonnances de contrôle de la qualité au Comité OTC de l'OMC, chacune s'appliquant à des produits chimiques et pétrochimiques que l'Inde avait désignés comme devant être conformes aux normes établies par le Bureau indien de normalisation (BIS). Nous continuons à réitérer les préoccupations de leur branche de production nationale concernant l'Ordonnance de 2020 sur le contrôle de la qualité visant le polyéthylène pour moulage et extrusion, notifiée sous la cote [G/TBT/N/IND/191](#). La branche de production des États-Unis reste préoccupée par la prescription en matière d'étiquetage prévue par la mesure, qui imposait des marquages devant inclure des "codes de désignation" identifiant un ensemble d'indications techniques, y compris le point de fusion, la densité, la méthode de traitement et l'application. L'Inde peut-elle expliquer l'objectif et les acteurs visés par ces étiquettes? Nous souhaitons toujours comprendre comment l'Inde a pris en compte les contributions de la branche de production concernant d'autres solutions rentables et mutuellement bénéfiques pour atteindre les objectifs réglementaires du pays. Comment l'Inde a-t-elle pris en compte ces propositions de solutions de rechange? Nous continuons à faire état des préoccupations de la branche de production des États-Unis, selon lesquelles, telle qu'elle est proposée, la prescription en matière d'étiquetage et d'apposition de renseignements imprimés, avec un code alphanumérique propre à l'Inde, imposera des charges administratives entraînant des inefficacités, des retards et des coûts supplémentaires pour les exportateurs.

2.124. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à faire part de ses préoccupations concernant l'ordonnance du Ministère indien des produits chimiques et des engrais sur l'anhydride phtalique, l'acrylate de n-butyle et l'acide téréphtalique, qui a été notifiée dans les documents [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/123](#) et [G/TBT/N/IND/124](#). Tout d'abord, nous tenons à remercier l'Inde d'avoir reporté la date d'application de l'ordonnance sur les produits concernés au 22 décembre 2022. Certes, il y a eu des difficultés pratiques dans la réalisation des inspections sur place pour nos entreprises qui ont demandé des certificats du BIS en raison des prescriptions que nous avons imposées précédemment en matière de quarantaine pour les arrivants. Toutefois, les prescriptions en matière de quarantaine pour tous les arrivants ont été annulées depuis le 13 octobre. Nous suggérons donc que les inspecteurs indiens du BIS réalisent des inspections sur place le plus tôt possible afin que nos

²⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 630](#).

fabricants puissent satisfaire à la prescription de certification obligatoire avant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance. Nous avons suivi de près les ordonnances de contrôle de la qualité de l'Inde concernant divers produits en raison de l'impact significatif sur l'exportation de nos produits. Nous demandons instamment à l'Inde de se référer au document [G/TBT/W/774](#) distribué le 11 novembre 2022 et d'envisager de mettre en œuvre ces mesures conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

2.125. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite soutenir les délégations des États-Unis et du Taipei chinois. Le nombre croissant de ces ordonnances dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE, dans la mesure où il semble que la majorité des ordonnances adoptées par l'Inde ont une orientation protectionniste et suscitent des questions quant à leur conformité aux obligations souscrites au titre de l'Accord OTC de l'OMC. L'UE est profondément préoccupée par le fait que les ordonnances sur le contrôle de la qualité prescrivent généralement l'utilisation des normes propres à l'Inde alors que des normes internationales existent déjà. En outre, elles rendent obligatoires des procédures d'évaluation de la conformité qui sont plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Dans de nombreux cas, les ordonnances sur le contrôle de la qualité prescrivent une vérification sur site dans les locaux des fabricants par un vérificateur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent obtenir une autorisation/licence pour être exportés en Inde. Compte tenu de l'énorme retard accumulé dans le traitement des demandes à la suite de la pandémie de COVID-19, l'exercice d'audit demeure lent et entraîne souvent des retards dans la délivrance des licences, ce qui a un impact économique sur le commerce, dans la mesure où la mise sur le marché des marchandises ne peut être réalisée sur le marché indien sans le marquage ISI. L'UE souhaite donc saisir cette occasion pour demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles en vue de la reconnaissance par le BIS de laboratoires au niveau international, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les vérifications et de réduire le coût des essais obligatoires pour les fabricants étrangers.

2.126. Les ordonnances sur le contrôle de la qualité entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses, y compris des essais obligatoires dans des laboratoires indiens, en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà testés et certifiés conformément aux normes internationales établies. En outre, les fabricants étrangers doivent apporter les modifications nécessaires à leurs systèmes d'outillage en vue de l'apposition du marquage ISI. Cela entraîne l'arrêt temporaire des lignes de production pour effectuer les changements nécessaires, ce qui perturbe les activités de l'usine et occasionne des pertes financières pour les usines pendant la période de fermeture. Dans ce contexte, les ordonnances sur le contrôle de la qualité offrent peu de valeur ajoutée aux consommateurs indiens, ce qui remet en question la raison de leur adoption. L'UE prend systématiquement note de toutes les notifications OTC de l'Inde concernant les ordonnances de contrôle de la qualité pour les substances chimiques et pétrochimiques. Comme cela a déjà été dit dans ce Comité, certaines de ces notifications ne comportent pas de date d'entrée en vigueur déterminée. L'UE réitère la demande qu'elle a faite à l'Inde de fournir des renseignements précis concernant la date prévue d'adoption de ces mesures ainsi que de fournir une liste actualisée des substances chimiques et pétrochimiques pour lesquelles des mesures ont déjà été mises en œuvre et de celles pour lesquelles cela n'a pas encore été le cas, ainsi que les copies des ordonnances correspondantes. L'Union européenne rappelle la demande qu'elle a faite à l'Inde de préciser les raisons pour lesquelles elle établit des ordonnances spécifiques de contrôle de la qualité alors que les produits chimiques et pétrochimiques visés sont déjà conformes aux normes internationalement reconnues. Conformément à l'Accord OTC, les normes sont considérées comme facultatives et, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques. Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE voudrait également encourager l'Inde à aligner les normes du BIS sur des approches bien établies et reconnues au niveau international.

2.127. La délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie l'Inde pour sa notification à l'OMC de la mise en œuvre de l'ordonnance (contrôle de la qualité) relative à l'huile acide, aux acides gras de coco, à l'acide laurique et aux acides gras de palme ([G/TBT/N/IND/220](#), [G/TBT/N/IND/221](#), [G/TBT/N/IND/223](#) et [G/TBT/N/IND/224](#)) en novembre 2021. Le Département des produits chimiques et pétrochimiques du Ministère indien des produits chimiques et des engrais a publié des règlements relatifs aux normes concernant quatre

produits d'exportation, à savoir IS 10931.1984; IS 12029.1986; IS 12067.1987; et IS 12069.1987, aux termes desquels les produits doivent être certifiés conformes aux normes indiennes et le fabricant est tenu d'obtenir une certification du Bureau indien de normalisation (BIS) dans le cadre de la certification des fabricants étrangers (FCMS), avant que le produit ne soit autorisé à entrer sur le marché indien. Cette certification est valable 181 jours à compter de la date de sa publication, c'est-à-dire le 24 octobre 2022. L'Indonésie remercie l'Inde d'avoir repoussé la date de mise en œuvre du règlement au 24 avril 2023, ce qui a été annoncé le 21 octobre 2022 au Journal officiel de l'Inde.

2.128. Toutefois, le délai résultant de ce report reste encore insuffisant pour que les producteurs soient en mesure de répondre aux exigences énoncées dans l'Ordonnance sur le contrôle de la qualité. Compte tenu du grand nombre de produits réglementés, de la nécessité de procéder à des essais physiques et des prescriptions en matière d'inspection des sites de production, nous sommes préoccupés par les éventuelles files d'attente et les retards dans le traitement des demandes de certification de produits qui parviennent au BIS, ce qui pourrait ralentir le processus de certification et entraver le processus d'exportation. À cet égard, nous demandons à l'Inde de reporter la mise en œuvre de cette ordonnance sur le contrôle de la qualité au 23 octobre 2023. L'Indonésie suggère à l'Inde de ménager la possibilité d'une reconnaissance internationale des résultats de l'évaluation de la conformité et/ou des organismes d'évaluation de la conformité (organismes d'inspection) du pays d'origine afin non seulement d'accélérer le processus d'audit et de certification, mais aussi de réduire le coût de la certification. En outre, nous espérons que l'Inde pourra se référer aux normes internationales les plus récentes en matière de prescriptions techniques et de méthodes d'essai requises. L'existence d'une technologie de pointe utilisée dans cette méthode d'essai standardisée peut apporter une différence dans les résultats obtenus dans le pays d'origine et en Inde. Nous espérons que l'Inde tiendra compte de ces observations et reportera la mise en œuvre de l'ordonnance sur le contrôle de la qualité.

2.129. La délégation de Singapour a communiqué la déclaration suivante. Singapour souhaite se faire l'écho des préoccupations exprimées par d'autres Membres et réitérer les inquiétudes qu'elle a formulées lors des précédentes réunions. À cet égard, elle prend note du document distribué par le Canada, les États-Unis et le Taipei chinois sous la cote [G/TBT/W/774](#), et tient à leur exprimer son soutien concernant les préoccupations qui y sont soulignées, dont elle partage un bon nombre. Elle reste préoccupée par le fait que les ordonnances de l'Inde relatifs au contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques pourraient affecter l'accès des fabricants de produits chimiques étrangers au marché indien, étant donné les prescriptions astreignantes imposées aux acteurs du secteur pour qu'ils se conforment aux nouvelles mesures, dont certaines ne sont pas alignées sur les normes internationales. Nous notons que certains acteurs de la branche de production et d'autres Membres au sein de ce Comité ont proposé des solutions de rechange qui peuvent être adoptées afin de faciliter la mise en œuvre opérationnelle des ordonnances sur le contrôle de la qualité, et nous voudrions encourager l'Inde à considérer positivement ces suggestions, afin de s'assurer que les prescriptions obligatoires ne soient pas trop lourdes à respecter pour la branche de production. En outre, nous exhortons l'Inde à envisager d'accepter les normes internationales pertinentes, dans la mesure du possible, afin d'éviter les prescriptions faisant double emploi, de réduire les coûts de mise en conformité pour la branche de production et de veiller à ce que les mesures imposées ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour réaliser les objectifs réglementaires de l'Inde.

2.130. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Lors de précédentes réunions du Comité, le Canada a soulevé des préoccupations concernant l'approche adoptée par l'Inde pour rendre obligatoire l'utilisation de normes indiennes pour la réglementation d'une série de substances chimiques. Le Canada demeure d'avis que le processus de notification suivi par l'Inde pour informer les parties intéressées de ses "ordonnances sur le contrôle de la qualité" est problématique et qu'un certain nombre de problèmes systémiques persistent en ce qui concerne le cadre de ces ordonnances. Dans ce contexte, le Canada s'est associé aux auteurs du document de séance [G/TBT/W/774](#) qui sert à mettre en évidence ces préoccupations essentielles. Nous espérons que l'Inde sera en mesure de répondre à ces préoccupations et qu'elle veillera à ce que la mise en œuvre de ces mesures soit conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

2.131. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions les délégations du Taipei chinois, des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Indonésie, de Singapour et du Canada pour leurs observations. Le document concernant les ordonnances sur le contrôle de la qualité de l'Inde, partagé par la délégation des États-Unis, est en cours d'examen par

la capitale. Sur cette question spécifique, nous aimerions souligner les points ci-après: Conformément aux ordonnances sur le contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité correspondant à une licence valide délivrée par le BIS, au titre du système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est une condition obligatoire pour la délivrance d'une licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essais extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. À ce jour, plus de 350 inspections préliminaires ont déjà été effectuées. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison de difficultés liées à la délivrance de visas. Conformément au Code de pratique de l'Accord OTC de l'OMC et en tant que politique, le BIS s'efforce d'aligner les normes indiennes sur les normes internationales de l'ISO et de la CEI, lorsqu'elles sont disponibles et dans la mesure du possible, en tenant compte des conditions climatiques/environnementales spécifiques et du développement technologique dans le pays. Environ 94% des normes indiennes, pour lesquelles il existe des normes ISO ou CEI correspondantes, sont harmonisées avec leurs équivalents ISO ou CEI.

2.1.4.4 Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances en matière de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques, [G/TBT/N/IND/118](#), [G/TBT/N/IND/147](#), [G/TBT/N/IND/167](#) (ID 649²⁸)

2.132. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à renvoyer à la préoccupation commerciale spécifique (PCS) n° 27²⁹ qui fait état de sa position sur les ordonnances sur le contrôle de la qualité émises par l'Inde. Cette partie de notre déclaration et notre position sur ces ordonnances s'appliquent également à cette PCS. L'UE prend acte du report de la mise en œuvre des ordonnances sur les vitrages de sécurité et les jantes. Toutefois, elle souhaite rappeler que les fabricants de vitrages de sécurité et de jantes dans l'UE sont soumis à un processus de certification rigoureux, conforme aux normes internationales établies, qui ne sont pas très différentes des normes indiennes introduites par les ordonnances en question. Elle réitère sa suggestion de conserver le caractère facultatif du marquage BIS pour les composants qui sont déjà conformes aux règles de marquage de l'ONU. Elle voudrait demander à l'Inde si elle serait prête à accepter provisoirement l'homologation et les marquages de l'ONU. Compte tenu de cela, l'UE souhaite demander à l'Inde de reconsidérer l'introduction des ordonnances sur le contrôle de la qualité relatives aux vitrages de sécurité et aux jantes automobiles. En outre, l'UE rappelle sa suggestion antérieure consistant à conserver le caractère facultatif du marquage du BIS pour les composants, qui sont déjà conformes aux prescriptions actuelles en matière de marquage. L'UE regrette vivement que l'Inde n'ait pas envisagé des solutions de rechange valables à la réalisation d'audits à l'étranger, tels que des audits réalisés par des agences/entités tierces reconnues au niveau international. L'UE souhaite donc à nouveau demander aux autorités indiennes d'envisager l'élaboration de règles pour la reconnaissance internationale des laboratoires par le BIS, comme le prévoit la législation en vigueur. Cela permettrait d'accélérer les audits et de réduire le coût des essais obligatoires pour les fabricants étrangers. L'UE croit comprendre que la licence a une validité d'au moins un an et de deux ans au maximum. Elle aimerait demander à l'Inde d'expliquer le processus de renouvellement des licences, car celui-ci reste flou. La procédure actuelle est déjà excessivement fastidieuse et coûteuse. Le fait d'exiger un renouvellement tous les deux ans ajoute à la difficulté de faire des affaires. À l'heure où les entreprises du monde entier ont été fortement touchées par la pandémie causée par le SRAS COV-2, il serait important de faciliter les échanges. L'UE aimerait savoir si l'Inde a envisagé la possibilité de prolonger la validité de l'autorisation au-delà de deux ans.

2.133. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions l'Union européenne pour sa déclaration. Nous remercions également l'UE d'avoir reconnu que l'entrée en vigueur projetée des ordonnances concernées relatives au contrôle de la qualité pour les

²⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 649](#).

²⁹ Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques ([ID 630](#)).

jantes, les vitrages de sécurité et les casques a été retardée. Les ordonnances sont émises pour des produits faisant l'objet d'une certification obligatoire, tels que notifiés par les ministères compétents (les responsables de la réglementation) du gouvernement indien. Selon ce qui est prévu dans l'ordonnance, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, la délivrance de la licence est subordonnée à l'inspection de l'usine. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur place par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Plus de 350 inspections préliminaires ont déjà été effectuées. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison de difficultés liées à la délivrance de visas. En outre, le BIS a déjà accordé 9 (neuf) licences pour les vitrages de sécurité et 7 (sept) licences pour les jantes après la période de la COVID-19. Nous avons transmis les observations de l'UE à la capitale.

2.1.4.5 Chine – Règlement administratif sur le cryptage commercial (ID 644³⁰)

2.134. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE reste préoccupée par cette mesure d'application de la Loi sur la cryptographie et a communiqué des observations à l'Administration nationale de la cryptographie de la République populaire de Chine en septembre 2020. Les préoccupations concernent plus particulièrement i) le champ d'application de la Loi; ii) la protection de la propriété intellectuelle; iii) l'imposition de contrôles avant la mise sur le marché et à l'exportation; iv) les prescriptions vagues en matière d'essais et de certification et le fait que les prescriptions en matière de certification dont l'application était facultative sont, *de facto*, devenues des conditions préalables à l'accès au marché; v) l'imposition d'"examens aux fins de la sécurité nationale" supplémentaires; et vi) l'utilisation de normes nationales, combinée à l'absence de véritable accès aux organismes chinois de normalisation compétents. L'UE exhorte l'Administration nationale de la cryptographie à répondre à ces préoccupations dans les prochaines étapes de l'élaboration du projet de règlement afin de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient appliquées d'une manière non discriminatoire, qu'elles ne favorisent pas une technologie en particulier, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. En outre, elle encourage l'Administration nationale de la cryptographie à permettre, en pratique, aux entreprises à participation étrangère établies en Chine de participer aux travaux du Groupe de travail 3 sur la technologie cryptographique relevant du Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260) et du Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie. L'UE apprécierait que ses observations soient prises en compte et invite la Chine à notifier le projet de règlement à l'OMC.

2.135. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine se félicite de l'intérêt que l'UE porte à son Règlement sur le cryptage commercial. Le règlement révisé sur l'administration du cryptage commercial est inscrit dans le programme de travail législatif du Conseil d'État pour 2022. La révision du règlement suit des principes démocratiques, scientifiques et fondés sur le droit. Elle sera ouverte et transparente.

2.1.4.6 Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 "Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019", [G/TBT/N/MEX/465](#), [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#) (ID 678³¹)

2.136. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent très préoccupés par la mesure révisée. Le Mexique pourrait-il fournir une indication de la date à laquelle il répondra aux observations des Membres de l'OMC? Pourrait-il indiquer l'état d'avancement de cette mesure et fournir une estimation de la date à laquelle la mesure révisée sera notifiée à l'OMC? Les États-Unis demandent à nouveau au Mexique d'envisager que l'analyse des acides gras soit facultative plutôt qu'obligatoire. À l'heure actuelle, il n'existe pas de biomarqueurs généralement reconnus au niveau international pour différencier les matières grasses du lait des matières grasses végétales. De plus, il n'existe pas de norme Codex ou de norme internationale pertinente pour ce type d'analyse. Les États-Unis craignent que cette mesure n'entre en conflit avec la refonte en cours de la norme correspondante applicable au fromage. Comment le Mexique harmonisera-t-il la mise à

³⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 644](#).

³¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 678](#).

jour de la norme NOM-223 applicable aux fromages avec la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) NOM-223 applicable au fromage, qui a été notifiée à l'OMC le 8 février 2022?

2.137. Une fois la mesure finalisée, sera-t-elle appliquée sur la base de la loi mexicaine sur les infrastructures de la qualité ou sur celle de la loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation? Le Mexique pourrait-il fournir des précisions sur le rôle que chaque ministère jouera dans les activités de surveillance, de mise en conformité et de vérification mentionnées dans le projet de mesure? A-t-il envisagé d'étendre son calendrier éventuel de mise en œuvre de la mesure à une période de 12 mois ou plus? Si le Mexique procède à la mise en œuvre de la mesure actuelle, les États-Unis (gouvernement et branche de production) auront besoin d'au moins un an pour lancer des systèmes de mise en conformité. Les États-Unis demandent instamment au Mexique de reporter à une date indéterminée la mise en œuvre de la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par leur gouvernement, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

2.138. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'occasion qui lui est donnée de s'exprimer à nouveau à l'appui de cette préoccupation commerciale spécifique (PCS) soulevée par les États-Unis. Elle considère que les procédures d'évaluation de la conformité que le Mexique a établies pour le fromage dans le cadre de la norme NOM 223 sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, certains aspects de la procédure d'évaluation de la conformité créant des obstacles non nécessaires au commerce international et étant susceptibles d'occasionner des difficultés aux exportateurs néo-zélandais. Nous soutenons la demande faite au Mexique d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce. Nous attendons avec intérêt une réponse du Mexique aux préoccupations soulevées, ainsi que des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de toute version révisée de la procédure d'évaluation de la conformité.

2.139. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite réitérer ses préoccupations liées au fait que la mesure notifiée par le Mexique sous la cote [G/TBT/N/MEX/465](#) et la révision qui s'y rapporte semblent discriminatoires et plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elle reconnaît les objectifs initiaux des mesures proposées et se félicite de la révision de la procédure à la lumière des engagements internationaux du Mexique. Nous attendons avec intérêt la réponse du Mexique aux observations que nous avons faites sur sa notification révisée. Nous demandons au Mexique de bien vouloir nous communiquer des renseignements actualisés sur la date de publication de la nouvelle version de la procédure en vue d'une consultation publique.

2.140. En réponse, la délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme il l'a mentionné à la réunion précédente du Comité des obstacles techniques au commerce, en juillet 2022, le Mexique réaffirme son engagement en faveur de la transparence dans le cadre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et des accords de libre-échange auxquels il est partie, et il indique que les observations reçues pendant la période de consultation publique sont actuellement examinées par les autorités de normalisation compétentes. Une fois que les autorités auront mené ce processus à terme, la version finale de la mesure sera dûment communiquée et notifiée aux Membres de l'OMC.

2.1.4.7 Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 690³²)

2.141. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le 14 juillet 2021, la Commission européenne a adopté une série de propositions intermédiaires visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030, dans le cadre d'un Pacte vert pour l'Europe élargi. Bien que le Pacte vert soit avant tout un instrument de politique intérieure de l'UE, les effets d'entraînement qu'il peut induire à l'échelle mondiale sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur la production et le commerce des pays en développement. Le Kenya est donc préoccupé par le fait que cette mesure n'a pas été notifiée. L'une des propositions citées au nombre des principaux produits livrables de la politique du Pacte vert pour l'Europe adoptée en 2020 l'inquiète profondément. Il s'agit de la proposition de l'UE relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Publiée le 23 février 2022, cette proposition crée d'importants obstacles au commerce entre le Kenya et l'UE en raison de la portée de ses dispositions. Elle prescrit

³² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 690](#).

que les entreprises de l'UE doivent collaborer avec les exportateurs afin d'identifier et de prévenir/d'atténuer les incidences négatives de leurs activités sur les droits de l'homme (travail des enfants, exploitation des travailleurs, etc.) et sur l'environnement (pollution, perte de biodiversité, etc.). L'UE affirme que l'objectif de la proposition est de favoriser chez les entreprises un comportement durable et responsable tout au long des chaînes de valeur mondiales. La préoccupation du Kenya repose sur le fait que les pays en développement ont déjà du mal à respecter les normes internationales, les réglementations techniques et les procédures d'évaluation de la conformité nécessaires à l'accès aux marchés internationaux. L'imposition d'obligations supplémentaires en matière de durabilité en tant que conditions préalables à l'accès aux marchés sera contraignante (à la fois en termes de coûts financiers et de capacités techniques) pour les acteurs des chaînes de valeur dans l'ensemble des pays en développement, y compris le Kenya. Une autre préoccupation est que ces normes privées sont souvent élaborées sans demander leur avis aux pays en développement, qui sont pourtant tenus de s'y conformer/les mettre en œuvre sans aucun engagement en matière d'assistance technique. Le Kenya est donc favorable à un dialogue approfondi avec l'UE et d'autres Membres de l'OMC sur cette question, avant que d'autres étapes de l'élaboration de cette politique ne soient abordées.

2.142. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Nos préoccupations n'ayant pas été prises en compte, la Fédération de Russie réitère les déclarations faites lors des réunions précédentes de ce comité et souhaite faire part de la vive préoccupation que lui inspire la stratégie relative aux produits chimiques élaborée par l'Union européenne en tant qu'élément de la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe. Cette stratégie suppose une restriction potentielle, voire l'interdiction, des matériaux classés comme dangereux, que cette mesure soit ou non justifiée scientifiquement. Nous croyons savoir que l'instrument juridique fondamental pour la classification des produits chimiques et des substances de l'UE est le Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage. Actuellement, ce règlement permet de prendre des décisions de classification strictes sans que soient fournies des données scientifiques suffisantes ni aucune autre analyse, comme l'exigerait le principe de précaution. Un exemple récent de cette pratique est la classification du cobalt dans le cadre de la quatorzième adaptation au progrès technique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage de l'UE. Une telle approche peut conduire à l'interdiction injustifiée de matériaux essentiels. En outre, nous notons avec inquiétude que l'un des objectifs déclarés de la stratégie est de "recenser les dépendances stratégiques" de l'UE et de "proposer des mesures pour réduire ces dépendances". Cet objectif est de nature protectionniste et discriminatoire à l'égard des importations.

2.143. Nous demandons instamment à l'UE de ne mettre en œuvre cette stratégie que dans la mesure où elle est compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. En outre, Monsieur le Président, il est regrettable que l'UE ait choisi de ne pas dialoguer avec les Membres de l'OMC, en particulier la Russie, sur cette question, en refusant de répondre à la présente préoccupation lors de plusieurs réunions consécutives. Cette situation est préoccupante d'un point de vue systémique. La transparence est un pilier important de cette Organisation et donner des explications sur différentes mesures et politiques devant ce comité fait partie du mécanisme. Le refus de l'UE de répondre aux préoccupations commerciales soulevées est en totale contradiction avec son discours sur l'importance de la transparence au sein de cette Organisation.

2.144. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Commission européenne tient à souligner que la Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité n'est pas un règlement technique au sens de l'Accord OTC. Il s'agit simplement d'un document de communication de la Commission européenne adressé aux États membres de l'UE et aux parties prenantes, décrivant la politique future à des fins de transparence. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de fournir un retour d'information substantiel sur cette préoccupation commerciale spécifique.

2.1.4.8 Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert), [G/TBT/N/EU/775](#) (ID 685³³)

2.145. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine soutient les efforts de l'UE en vue d'une meilleure réglementation des batteries et déchets de batteries. Elle souhaite soulever les préoccupations ci-après: premièrement, nous souhaiterions être informés des progrès réalisés par l'UE dans l'élaboration de méthodes de calcul de l'empreinte carbone et du contenu

³³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 685](#).

recyclé. En outre, nous aimerions que l'UE permette à d'autres Membres de participer au processus d'élaboration susmentionné. Deuxièmement, il est recommandé que l'UE mette à jour en temps utile la base de données sur l'empreinte carbone et adopte des données provenant d'institutions hors UE, selon qu'il sera nécessaire et approprié. Troisièmement, nous tenons à rappeler à l'UE que l'exigence concernant la documentation technique pertinente peut entraîner la divulgation de secrets commerciaux. Les renseignements requis, tels que le contenu en cobalt, en nickel et en lithium des batteries, ainsi que les données concernant l'émission de carbone pendant le processus de production d'électrolytique et de membranes d'isolation, font intervenir de nombreux secrets commerciaux essentiels. La communication de ces renseignements dans la documentation technique présente un risque de divulgation de secrets. Il est recommandé d'établir des clauses de protection pertinentes ou d'annuler la communication de la documentation technique contenant des secrets commerciaux lorsque les objectifs réglementaires peuvent être atteints d'une autre manière.

2.146. Quatrièmement, en ce qui concerne le point 3 de l'article 9, il est recommandé d'éliminer progressivement les batteries portables non rechargeables en fonction de leur type, par exemple, d'éliminer progressivement les batteries portables non rechargeables sans lithium d'utilisation courante. Nous sommes d'avis qu'en l'absence de problèmes de sécurité et de pollution grave, l'élimination d'un certain type de batteries portables devrait être assurée par le marché, le développement technologique et les utilisateurs, et non par la législation. Enfin, en ce qui concerne l'exigence d'enregistrement des fabricants prévue aux articles 46 et 47, il est recommandé de permettre aux producteurs de s'enregistrer dans un seul État membre de l'UE, par exemple dans le pays de l'importateur, qui est le principal pays d'importation, et non pas dans tous les États membres de l'UE. Nous suggérons à l'UE d'envisager la mise en place d'un système réglementaire unique pour l'Union européenne dans lequel les producteurs pourraient identifier un État membre comme principal marché cible et s'acquitter de leur responsabilité procédurale une seule fois.

2.147. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Nos préoccupations n'ayant pas été prises en compte, la Fédération de Russie réitère les déclarations faites lors des réunions précédentes du Comité OTC à propos de la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux batteries et aux déchets de batteries. Nous apprécions les efforts faits par l'UE dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques. Toutefois, nous pensons vraiment que de tels efforts doivent être déployés dans le respect des obligations internationales. Plus précisément, comme indiqué précédemment, en fixant un niveau minimum de matières recyclées dans la batterie, le projet de règlement défavorise les matières primaires importées par rapport à celles qui sont retransformées dans le pays, et vise à remplacer les métaux primaires importés par des métaux similaires recyclés dans le pays. Nous réitérons notre demande visant à ce qu'il soit précisé si l'Union européenne a envisagé des mesures moins restrictives pour le commerce pour encourager le recyclage du nickel, du lithium, du cobalt, du cuivre et du plomb, au lieu d'une mesure administrative telle que l'utilisation d'un niveau minimum de matières recyclées dans les batteries. Dans l'affirmative, prière de citer les mesures qu'elle a envisagées et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été utilisées ou proposées en vue de leur mise en œuvre.

2.148. La Russie est également préoccupée par l'absence de données scientifiques et de normes internationales pouvant justifier les conditions proposées pour l'accès au marché de l'UE, ainsi que par les objectifs de valorisation des matières pour les déchets de batteries. De nombreux éléments du Pacte vert pour l'Europe et des actes juridiques d'exécution sont pour nous une source de préoccupation. L'un des objectifs du Pacte est la substitution des importations, ce qui va à l'encontre de l'esprit de l'OMC. Nous demandons instamment à l'UE de mener sa politique climatique liée au commerce en conformité avec les règles de l'OMC. Enfin, l'UE ayant choisi de ne pas répondre à la présente préoccupation commerciale de la Russie, nous notons que cette situation est préoccupante d'un point de vue systémique. La transparence est un pilier important de cette Organisation et donner des explications sur différentes mesures et politiques devant ce comité fait partie du mécanisme pour la transparence. Le refus de l'UE de répondre aux préoccupations commerciales soulevées est en totale contradiction avec son discours sur l'importance de la transparence au sein de cette Organisation.

2.149. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a pris bonne note des points soulevés par la délégation chinoise. S'agissant des progrès réalisés dans l'élaboration de méthodes de calcul de l'empreinte carbone et du contenu recyclé, nous vous informons que les travaux préparatoires ont à peine commencé. L'UE souhaite donner l'assurance que ces actes d'exécution et actes délégués qui seront élaborés en lien avec le projet notifié incluront

des consultations avec les parties prenantes, bien que la manière exacte de procéder reste à déterminer au cas par cas. Les projets de ces mesures d'exécution et de ces actes délégués seront notifiés à l'OMC conformément à l'Accord OTC. Les dates d'application de certaines des dispositions du projet notifié sont relativement proches. Cela s'explique par les évolutions importantes qui vont avoir lieu dans le secteur des batteries dans un avenir proche. Néanmoins, l'UE tient à préciser que les dates d'application indiquées sont provisoires, car elles dépendront de la durée du processus réglementaire d'adoption du projet notifié. Dans les faits, il est clair qu'au moins certaines de ces dates doivent être réévaluées, car le processus réglementaire est toujours en cours. Le Parlement européen et le Conseil ont arrêté leurs positions respectives en mars de cette année. L'objectif est de conclure rapidement ce processus.

2.1.4.9 États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres, [G/TBT/N/USA/1771](#) (ID 714³⁴)

2.150. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le projet constitue une violation des principes de non-discrimination et de transparence de l'OMC, car il ne vise que cinq entreprises chinoises et identifie les produits chinois comme des menaces pour la sécurité, ce qui n'est pas fondé sur des normes techniques. La Chine souhaite que les États-Unis l'informent, dès que possible, des progrès réalisés dans l'élaboration des règles pertinentes. S'agissant de la nouvelle disposition 47 CFR 2.903, il est recommandé de l'abroger. Cette partie interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunication au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, mais cette disposition ne mentionne que cinq entreprises chinoises, ce qui constitue une violation du principe de non-discrimination. Pour ce qui est de la section III.A du projet de réglementation, il est recommandé de mentionner les normes techniques qui caractérisent les menaces pour la sécurité nationale et d'autoriser les produits qui sont conformes aux normes techniques en matière de sécurité nationale. Le projet de réglementation interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunication au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, pour cause de menaces pour la sécurité nationale. Nous pensons que le fait d'identifier des produits d'entreprises chinoises comme étant des menaces pour la sécurité, sans recourir à des normes techniques accessibles, constitue une violation du principe de transparence de l'Accord OTC. Il est recommandé de présenter ces normes, de les notifier aux Membres de l'OMC et de donner la possibilité à ces derniers de formuler des observations.

2.151. La section III.A.3 du projet de réglementation vise à susciter des observations sur la question de savoir s'il y a lieu de retirer l'une quelconque des autorisations qui ont été accordées par le passé pour les équipements "visés" figurant dans la Liste des produits visés (47 CFR 1.50002). Il est recommandé de ne pas retirer les autorisations. Les autorisations d'équipements qui ont été accordées par le passé ont été obtenues en stricte conformité avec la réglementation en vigueur à l'époque, dans le cadre du processus de certification d'un organisme de certification en télécommunications ou de déclaration de conformité des fournisseurs prescrit par la Commission fédérale des communications (FCC). Il n'y a pas de violation des situations mentionnées dans la disposition 2.939 de la section III.A.3.

2.152. En réponse, la délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis ont notifié la règle proposée, "Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres", à l'OMC le 3 septembre 2021. Cette mesure est un avis de proposition de réglementation (ET Docket n° 21-232) de la FCC adopté le 17 juin 2021, dans lequel la Commission propose de réviser les règles liées à ses procédures d'autorisation des appareils afin d'interdire l'autorisation de tout équipement "visé" figurant dans la Liste des produits visés récemment établie et incluse dans la Loi générale 116-124 de 2019 sur des réseaux de communications sûrs et fiables, promulguée par le Congrès des États-Unis le 12 mars 2020. La FCC a accepté les observations formelles concernant l'avis de proposition de réglementation sur l'autorisation des appareils jusqu'au 18 octobre 2021 et les observations de la Chine ont été présentées le 18 septembre 2021. Au total, la FCC a reçu près de 250 observations, y compris celles de la Chine. Toutes les observations sont à la disposition du public et peuvent être consultées sur le site Web de la Commission. Les États-Unis remercient la Chine pour ses observations. La règle finale contiendra des renseignements au sujet de toutes les observations de fond reçues et de la manière

³⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 714](#).

dont celles-ci ont été prises en compte. Toute modification de la règle – une fois qu'elle aura été rendue publique – sera notifiée à l'OMC sous la forme d'un addendum à la notification initiale.

2.1.4.10 Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité, [G/TBT/N/CHN/157](#) (ID 706³⁵)

2.153. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée comprend parfaitement l'importance pour la Chine de modifier la "Norme nationale de la République populaire de Chine, Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité (GB 31241)", afin de protéger les consommateurs et ajoute que les entreprises coréennes s'efforcent de respecter la norme à la lettre. Cependant, la branche de production coréenne a continué à faire part de ses difficultés à se conformer à la réglementation, de sorte que la Corée souhaite réitérer les préoccupations qu'elle a soulevées lors de la dernière réunion du Comité OTC de l'OMC, en juillet 2022. Selon le document d'opinions publié sur le site Web du gouvernement chinois le 23 septembre 2022, sous le titre "Publication n° 31 du Bureau général du Conseil d'État [2022]", les batteries au lithium-ion et les blocs d'accumulateurs ont été inclus dans la liste des produits assujettis à la gestion de la certification obligatoire. La Corée souhaite demander à la Chine si cette certification obligatoire pour les batteries lithium-ion et les blocs d'accumulateurs sera mise en œuvre dans le cadre du projet de norme GB 31241:20XX soumis pour approbation. Elle est préoccupée par le fait que les prescriptions du projet en matière de marquage, qui figurent dans la clause 5.3.1, ne sont pas harmonisées avec la norme internationale pertinente (IEC 61960-3). En conséquence, si la certification obligatoire suit le projet de norme GB 31241 soumis pour approbation, les fabricants seront contraints de remplacer les installations de production et de retravailler les produits existants simplement pour pouvoir les exporter vers la Chine, ce qui serait assez coûteux et long, et ferait peser une charge excessive sur le secteur concerné.

2.154. Si la Chine estime que le marquage des piles est nécessaire à des fins de suivi et d'identification du produit, la Corée lui demande d'envisager de modifier les prescriptions de marquage pour toutes les piles afin qu'elles soient identiques aux prescriptions relatives aux piles dont la surface maximale est inférieure à 4 cm² (clause 5.3.1 du projet). De cette manière, seuls les renseignements strictement nécessaires (tels que la polarité) peuvent apparaître sur la pile, tandis que tous les autres renseignements (la capacité nominale, la date de fabrication, le numéro de lot, etc.) peuvent être indiqués à l'aide d'un code du fabricant, qui figure sur l'emballage minimal ou la fiche de spécification de la pile. Au cas où le projet soumis pour approbation serait mis en œuvre tel quel, la Corée demande qu'une période de grâce suffisante de plus d'un an soit accordée, eu égard au temps nécessaire au secteur pour s'adapter à la nouvelle réglementation. Elle demande également à la Chine de fournir des renseignements, s'ils sont disponibles, concernant la date d'entrée en vigueur de la certification obligatoire, les procédures de mise en œuvre pour la conformité et les normes nationales pertinentes.

2.155. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. L'identification est très importante pour l'utilisation sûre des piles et accumulateurs. Les piles sont un composant important de l'accumulateur et sans les renseignements nécessaires à des fins d'identification, elles ne peuvent pas faire l'objet d'un traçage ni d'une identification efficaces. Les piles dépourvues d'un marquage d'identification convenable ont créé des confusions au niveau de la régulation du marché ces dernières années. Par conséquent, au terme d'une analyse et d'une consultation approfondie réalisées pendant l'élaboration de la norme GB 31241-20XX, celle-ci propose des prescriptions pertinentes pour l'identification des piles. La Chine n'envisagera pas de supprimer les exceptions.

2.1.4.11 Union européenne – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (législation sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union (ID 736³⁶)

2.156. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous soutenons les efforts déployés par l'UE pour régir l'intelligence artificielle (IA) mais, afin d'éviter que des obstacles non nécessaires au commerce ne soient créés, la Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes.

³⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 706](#).

³⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 736](#).

S'agissant de l'article 43.3, nous tenons à souligner qu'il n'est pas approprié de déterminer si un système d'IA a besoin d'un organisme notifié tiers pour participer à l'évaluation de la conformité conformément à la prescription figurant à l'annexe II A. Par exemple, pour les équipements radioélectriques définis comme des systèmes d'IA, si le fournisseur a appliqué toutes les normes harmonisées relatives aux règlements sur l'intelligence artificielle, mais que les normes de radiofréquence concernant leurs produits ne sont pas harmonisées, un organisme notifié tiers est toujours requis conformément à la Directive relative aux équipements radioélectriques (RED). Il est recommandé que l'évaluation de la conformité pour les systèmes d'IA figurant à l'annexe II A soit conforme à l'article 43.1. En ce qui concerne l'article 71, nous voudrions insister sur le fait que les sanctions et les amendes doivent être proportionnelles à la performance réelle. L'article 71 prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 2% du chiffre d'affaires annuel mondial total, ce qui nous semble plus élevé qu'il n'est approprié. La Chine recommande de réévaluer et de redéfinir les sanctions.

2.157. S'agissant de l'article 5.2 de l'annexe VII, il est recommandé de préciser la portée des "informations nécessaires" que les fournisseurs doivent partager, dans l'intérêt de leur sécurité juridique. Enfin, il est recommandé d'étendre la période de transition à 48 mois. Les fournisseurs doivent attendre la publication des normes harmonisées avant de pouvoir procéder à l'évaluation *ex ante* de la conformité mentionnée au titre II, chapitre 2. Il faut généralement plus de 36 mois aux organismes de normalisation pour établir de nouvelles normes et 12 mois supplémentaires aux fournisseurs pour adapter leurs produits et systèmes, effectuer des évaluations de la conformité et préparer toute la documentation requise. La période de transition de 24 mois prévue dans ce règlement est insuffisante.

2.158. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE regrette que la Chine n'ait pas mis sa déclaration concernant cette préoccupation commerciale à disposition sur la plate-forme e-Agenda avant la réunion et ne peut donc pas répondre aux préoccupations exprimées ici aujourd'hui. Par conséquent, elle renvoie à ses déclarations antérieures sur cette mesure. Elle tient à remercier la Chine pour ses observations sur la proposition de législation sur l'intelligence artificielle. Le 8 juillet 2022, l'UE a fourni une réponse écrite détaillée aux observations qu'elle avait reçues. Étant donné que les préoccupations exprimées ici aujourd'hui sont une répétition des préoccupations soulevées par la Chine dans ses observations relatives à la notification [G/TBT/N/EU/850](#), l'UE renvoie aux réponses qu'elle a apportées le 8 juillet 2022.

2.1.4.12 Chine – Projet de norme nationale recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau (technologie de sécurité de l'information – spécification relative à la sécurité pour les équipements de bureau) (ID 761³⁷)

2.159. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon a soulevé des préoccupations concernant la norme nationale de la Chine pour les équipements de bureau, y compris les périphériques multifonctions et les imprimantes, lors de la dernière réunion du Comité des MIC et de la dernière réunion du Comité de l'accès aux marchés. Lors de la réunion du Comité de l'accès aux marchés, la Chine a répondu qu'elle n'avait pas l'intention de réviser les normes nationales recommandées pour les imprimantes et les photocopieurs dans un avenir proche. Toutefois, le 2 novembre, le Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260) a révélé sur son site Web qu'il était en train de rédiger une révision des normes nationales recommandées. Le Japon est déconcerté par cette incohérence avec la déclaration de la Chine lors de la réunion du Comité des MIC et de la réunion du Comité de l'accès aux marchés. Il demande à la Chine de faire part de ses intentions concernant la révision des normes nationales et la teneur du projet de norme nationale, y compris pour ce qui est i) du champ d'application, en particulier la définition du terme "exploitants d'infrastructures d'information essentielles", ii) de la prescription imposant de concevoir et de produire les équipements de bureau et leurs composants en Chine et iii) de la prescription imposant de fournir des informations permettant de vérifier qu'ils sont conçus et produits en Chine.

2.160. Comme cela a été souligné à la dernière réunion du Comité OTC et à d'autres réunions de l'OMC, s'agissant des équipements de bureau achetés par des exploitants d'infrastructures d'information essentielles, si la norme nationale exige *de facto* que ces équipements et leurs composants soient développés, conçus, produits et fabriqués en Chine, et si les informations permettant de prouver le respect de cette exigence sont fournies et divulguées, des préoccupations apparaissent en ce qui concerne i) le traitement discriminatoire des produits étrangers, ii) la création

³⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 761](#).

d'obstacles non nécessaires au commerce international et iii) la réalisation de transferts de technologie forcés. Par conséquent, la norme nationale serait incompatible avec les articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 de l'Accord OTC, l'article III.4 du GATT et l'article 7.3 du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC, etc. Le Japon demande instamment à la Chine de ne pas modifier les normes nationales, ni d'établir des systèmes ou des directives y afférents, sous une forme suscitant de tels sujets de préoccupation. En outre, il demande instamment à la Chine de ne pas prendre de mesures identiques ou similaires dans d'autres secteurs industriels ou pour d'autres produits.

2.161. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Dans sa réponse à la PCS, initialement soulevée à la réunion du Comité OTC de juillet, la Chine a indiqué que la norme nationale recommandée n'était pas en cours de révision mais que, si elle était révisée, l'opinion du public serait sollicitée. Cependant, il semble que la norme soit en cours de révision par le Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (TC260). Selon les renseignements reçus concernant les prescriptions révisées, en cas d'adoption, celles-ci excluraient la possibilité pour les fournisseurs étrangers d'équipements de bureau de participer aux marchés publics en Chine, puisque la plupart de leurs produits dépendent fortement de composants en provenance de l'étranger. L'UE tient à insister sur le fait que tous les équipements de bureau ne peuvent pas être classés comme des infrastructures d'information essentielles. De fait, cela souligne encore plus l'urgente nécessité de définir, de manière claire et spécifique, la notion d'exploitant d'infrastructure d'information essentielle. L'UE exhorte également la Chine à ne pas prendre de mesures similaires dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits.

2.162. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. S'agissant de la révision des normes nationales recommandées concernant les imprimantes et les photocopieurs évoquée par le Japon et l'UE, le Département administratif de la normalisation, qui relève du Conseil d'État, est chargé d'organiser l'évaluation des projets par les institutions professionnelles d'examen et d'évaluation des normes nationales. Lorsque le projet de norme nationale proposé sera approuvé à l'issue de l'examen et de l'évaluation, le Département administratif de la normalisation publiera un avis d'approbation du projet sur la plate-forme nationale de service public pour l'information sur les normes. Au cours du processus de révision, la Chine sollicitera les observations du public et tous les Membres intéressés, y compris le Japon, auront la possibilité de formuler des observations à ce moment-là. En ce qui concerne les informations fournies par le Japon, je tiens à signaler qu'à la dernière réunion du Comité le Japon a soulevé cette question pour la première fois, sans préavis, et que la Chine a répondu par écrit à ses collègues du Japon après ladite réunion. Il est quelque peu surprenant que le Japon continue à soulever cette question à la réunion du Comité des MIC et à la réunion du Comité de l'accès aux marchés. La Chine a toujours fait preuve d'ouverture et de transparence dans le processus d'établissement et de révision des normes nationales. Cette norme nationale est à un stade très peu avancé et nous souhaitons contribuer à la tenue de consultations bilatérales entre les deux Membres. S'agissant des informations mentionnées par le Japon, il serait très utile que ce dernier nous présente des observations par écrit et des renseignements plus détaillés sur le texte que vous avez.

2.1.4.13 Canada – Projet de Règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022, [G/TBT/N/CAN/673](#) (ID 753³⁸)

2.163. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Nous accueillons avec satisfaction les observations formulées par le Canada concernant nos avis après la dernière réunion du Comité OTC. Toutefois, le Japon continue d'avoir les préoccupations ci-après concernant les restrictions relatives au DBDPE proposées dans le projet de règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022. Le DBDPE est largement utilisé dans les équipements électriques et électroniques, les automobiles, les avions, les équipements médicaux, les équipements industriels, les équipements d'infrastructure sociale, les machines agricoles, les machines industrielles, les machines de construction et les véhicules industriels. Il peut remplacer le décaBDE, un retardateur de flamme bromé interdit dans le monde entier, et n'est pas limité par des conventions internationales ou dans d'autres juridictions. En outre, étant donné qu'il n'existe pas, actuellement, de retardateur de flamme équivalent pour de nombreuses applications qui puisse être utilisé à la place du DBDPE, nous sommes préoccupés par le fait qu'il y aura probablement des incidences importantes et sérieuses sur le commerce et la distribution des équipements susmentionnés au cas où l'utilisation du DBDPE serait interdite. Nous croyons comprendre que le gouvernement canadien examine minutieusement l'adoption de ce règlement. Toutefois, en raison des incidences potentielles

³⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous [ID 753](#).

sur d'importants instruments sur lesquels s'appuient les branches d'activité et la vie des citoyens au Canada, tels que les équipements médicaux, les équipements industriels et les équipements de transport, celui-ci devrait se montrer particulièrement prudent lorsqu'il envisage des solutions pour remplacer le DBDPE, y compris en ce qui concerne les évaluations en matière de sûreté et l'établissement d'une période de grâce pour la mise en œuvre, et tenir des auditions supplémentaires avec les parties prenantes. Il convient également de noter que le risque d'exposition pour les personnes et l'environnement est limité car ces dispositifs sont collectés sous strict contrôle après utilisation et sont recyclés ou éliminés de façon appropriée.

2.164. Le Canada a invoqué la protection des baleines et des bélugas menacés d'extinction comme principale raison de réglementer le DBDPE. Bien que nous comprenions les objectifs de cette politique, les branches de production du Japon signalent que le DBDPE contenu dans les produits présente un très faible risque d'effets néfastes sur les personnes et l'environnement, y compris sur les espèces menacées d'extinction susmentionnées. Par conséquent, afin de garantir que la restriction de DBDPE proposée n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes, le Japon demande au Canada: i) qu'une évaluation plus approfondie des risques pour la santé humaine et l'environnement soit menée sur les effets du DBDPE contenu dans les produits, tout en tenant compte de la cohérence avec les résultats de l'évaluation des risques réalisée dans d'autres pays et régions; ii) qu'une étude de faisabilité réaliste sur les solutions permettant de remplacer le DBDPE soit menée; et iii) sur la base de l'évaluation des risques et de l'étude de faisabilité, qu'il examine s'il adopte la restriction concernant le DBDPE et le calendrier d'adoption, y compris une période de grâce.

2.165. En réponse, la délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. En 2019, le Canada a publié l'évaluation préalable du décabromodiphénylthane (DBDPE), qui conclut à un risque d'atteinte à l'environnement en raison de la persistance et de la présence généralisée du DBDPE dans l'environnement, ainsi que du potentiel de bioaccumulation et de la toxicité de ses produits de transformation. Le 14 mai 2022, il a publié, dans la partie I de la Gazette du Canada, le projet de règlement sur certaines substances toxiques interdites, 2022. La publication du projet de règlement a ouvert une période de 75 jours pendant laquelle les parties prenantes ont pu formuler des observations. La mesure a été notifiée au Comité OTC de l'OMC le 18 mai. Nous accueillons avec satisfaction les observations du Japon et d'autres Membres. Le Canada examine et analyse minutieusement toutes les observations reçues du public pendant la période prévue pour la présentation d'observations, pour les prendre en compte dans l'élaboration du règlement définitif. Actuellement, au Canada, le DBDPE fait l'objet de certains contrôles au titre du Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères). Le projet de règlement conduirait à l'adoption de restrictions en matière de fabrication, d'utilisation, de vente et d'importation du DBDPE.

2.166. Le projet de règlement vise à réduire le risque de voir des substances toxiques pénétrer dans l'environnement au Canada, contribuant ainsi à la protection de l'environnement, de la faune et de la flore du pays. Il abrogerait et remplacerait le Règlement sur certaines substances toxiques interdites (2012), qui interdit la fabrication, l'utilisation, la vente, la mise en vente et l'importation de certaines substances toxiques, ainsi que les produits qui contiennent ces substances, sauf pour un nombre limité d'exemptions. Il est attendu que le projet de règlement entraînera une amélioration de la qualité de l'environnement en contribuant à une réduction de ces substances et, en fin de compte, de leurs rejets dans l'environnement au fil du temps. Par exemple, le projet de règlement aiderait le gouvernement du Canada à s'acquitter de ses engagements dans le cadre de l'Initiative de protection des baleines, en s'attaquant aux menaces qui pèsent sur l'épaulard résident du Sud et le béluga de l'estuaire du Saint-Laurent, deux espèces menacées d'extinction. La préservation de ces deux espèces est précieuse pour la société canadienne, particulièrement pour les peuples autochtones qui ont des liens culturels et spirituels avec ces baleines. Des exemptions spécifiques, notamment pour les pièces utilisées dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale, de l'électricité et de l'électronique, sont proposées pour le DBDPE. Ces dérogations tiennent compte de facteurs socioéconomiques, de l'absence avérée de solutions de rechange appropriées, du contexte international et des risques pour l'environnement, et sont limitées dans le temps dans la plupart des cas. Bien qu'un certain nombre d'exemptions spécifiques aient été proposées, un processus de permis fournit un mécanisme supplémentaire pour faire face aux défis imprévus. Le règlement ne s'applique pas aux produits manufacturés, tels que les fils et les câbles contenant du DBDPE, qui transitent par le Canada. Le projet de règlement comprend également des modifications administratives visant à simplifier le texte réglementaire et à clarifier davantage l'intention de certaines sections du règlement. Là encore, nous accueillons avec satisfaction l'intérêt que le Japon

porte à ce projet de mesure et les observations qu'il a formulées, et nous serions heureux d'avoir la possibilité d'aborder d'autres questions ou problèmes de manière bilatérale.

2.1.4.14 Chine – Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information (mise en œuvre à titre d'essai) (ID 751³⁹)

2.167. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est préoccupé par les Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information, en particulier en ce qui concerne les relations peu claires qui existent encore entre de nombreux articles de ces mesures, la Loi sur la cybersécurité, qui a été ouverte à la consultation publique en septembre dernier, et les dispositions connexes de cette loi. Le gouvernement japonais a déjà présenté des observations sur ce point lors de la deuxième consultation publique en février 2022. En outre, les définitions de "données générales", de "données critiques" et de "données essentielles" ne fournissent pas de critères de classification objectifs et spécifiques. La branche de production japonaise a fait part de ses préoccupations et nous aimerions savoir où en sont ces mesures. En outre, bien que l'article 7 des mesures stipule que le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) doit dresser un inventaire détaillé des "données critiques" et des "données essentielles", en fonction des spécificités de cet inventaire et des réglementations connexes, il peut avoir un impact significatif sur les entreprises impliquées dans le domaine de l'information industrielle. Par conséquent, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'utiliser des procédures transparentes pour l'élaboration de l'inventaire détaillé, afin que les opinions des parties prenantes, y compris des entreprises étrangères, puissent être largement entendues et prises en compte, et de veiller à ce qu'aucune charge indue ne soit imposée aux opérateurs commerciaux.

2.168. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les Mesures régissant l'administration de la sécurité des données dans les secteurs de l'industrie et des TIC, qui font actuellement l'objet d'un examen, visent à améliorer la mise en œuvre de la loi chinoise sur la sécurité des données. En combinant les caractéristiques de l'industrie et des TIC, les mesures ont affiné les exigences administratives pour la classification et la gradation des données, la gestion de la sécurité des données importantes et des données de base, la surveillance des données, l'alerte précoce et l'évaluation dans les domaines concernés, et ont clarifié les prescriptions en matière de protection de la sécurité du cycle de vie des données. Elles fourniront davantage d'orientations opérationnelles aux responsables du traitement des données dans les domaines de l'industrie et des TIC afin qu'ils remplissent leurs obligations en matière de protection de la sécurité des données.

2.1.4.15 Chine – Points clés et critères de jugement pour l'inspection des bonnes pratiques de fabrication des cosmétiques; normes techniques et de sécurité pour les cosmétiques (2022); directives techniques concernant les cosmétiques pour enfants, G/TBT/N/CHN/1673; G/TBT/N/CHN/1674 (ID 749⁴⁰)

2.169. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Lors de la réunion de juillet du Comité OTC, les États-Unis ont fait part de leurs préoccupations au sujet des mesures concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques récemment notifiées par la Chine, à savoir les points clés et les critères de jugement pour l'inspection des bonnes pratiques de fabrication (BPF) des cosmétiques ("points d'inspection relatifs aux BPF") (G/TBT/N/CHN/1673) et les normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques (2022) (G/TBT/N/CHN/1674), ainsi que les directives techniques non notifiées pour les cosmétiques destinés aux enfants. En ce qui concerne ce dernier point, nous relevons qu'en dépit de l'intitulé de la mesure, nous avons demandé la notification des directives techniques parce qu'elles semblent inclure de nouvelles prescriptions en matière de cosmétiques pour enfants. Étant donné que la Chine n'a pas été en mesure de fournir une réponse lors de la dernière réunion et qu'elle n'a pas encore répondu aux observations antérieures des États-Unis concernant ces préoccupations, nous soumettons à nouveau cette PCS au Comité. En juillet, les États-Unis ont demandé à la Chine: de garantir un délai suffisant pour prendre en compte les observations reçues sur les notifications de l'OMC, avant l'adoption des points d'inspection relatifs aux BPF; de retarder la mise en œuvre de ces points d'inspection, en donnant à l'industrie au moins deux ans pour adapter ses produits et ses méthodes de production; et de préciser s'il y aura une certaine flexibilité dans la mise en œuvre, par

³⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous la référence [ID 751](#).

⁴⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion sous la référence [ID 749](#).

exemple en permettant aux entreprises d'utiliser des normes internationales, le cas échéant, pour démontrer leur conformité aux exigences de la Chine.

2.170. Il semble que la Chine n'ait pas encore publié les points d'inspection relatifs aux BPF définitifs, les normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques et les normes techniques pour les cosmétiques pour enfants. Nous notons également que la Chine a ouvert une deuxième consultation publique nationale pour d'éventuelles mises à jour des normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques, sans avoir clarifié le statut de la version 2022 qu'elle a notifiée au Comité OTC en avril. La Chine pourrait-elle faire le point sur le statut de ces trois mesures et, en particulier, préciser ses projets de mise en œuvre des normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques? En ce qui concerne les nouvelles mesures notifiées depuis juillet, nous remercions la Chine d'avoir notifié les dispositions concernant la surveillance des méthodes d'échantillonnage et d'essai pour les produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1682](#)) et les dispositions concernant la surveillance de la distribution en ligne de produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1699](#)). Nous prenons note des préoccupations de la branche de production des États-Unis qui estime que les dispositions relatives à la surveillance des méthodes d'échantillonnage et d'essai pour les produits cosmétiques n'offrent que des possibilités limitées pour remédier à tout défaut perçu d'une manière adaptée au risque potentiel pour la santé et la sécurité des consommateurs. Nous demandons à la Chine de prendre en considération les observations écrites présentées le 12 septembre par le gouvernement et la branche de production des États-Unis sur la mesure relative à l'échantillonnage et aux essais. Nous faisons observer que les entreprises ont besoin d'un délai suffisant pour répondre aux résultats des essais concernant la sécurité de leurs produits et de la possibilité d'engager le dialogue avec la NMPA et ses agents sur les mesures correctives.

2.171. Les limites des essais microbiologiques de la Chine sont-elles conformes aux normes internationales? Si ce n'est pas le cas, nous demandons également à la Chine, conformément à ses engagements au titre de l'article 2.9.3 de l'Accord OTC, d'indiquer comment et pourquoi ces limites s'écartent des normes internationales. Comme mentionné dans les observations précédentes des États-Unis et de leur branche de production nationale, nous restons préoccupés par le fait que la Chine n'indique pas quand les nouvelles normes cosmétiques, y compris les normes incluses dans la mise à jour de 2022 des normes sanitaires et techniques pour les cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1674](#)), ne sont pas conformes aux normes internationales. Nous remercions la Chine pour l'attention qu'elle portera au sujet et attendons avec intérêt les réponses à nos questions.

2.172. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les points clés et les critères de jugement pour l'inspection des bonnes pratiques de fabrication des cosmétiques sont formulés dans le but de réglementer la licence, la supervision et l'inspection de la production de cosmétiques et de guider les déclarants de cosmétiques et les entreprises de production mandatées dans la mise en œuvre de la "norme de gestion de la qualité de la production de cosmétiques". Il n'y a pas de nouvelles obligations pour les déclarants de produits cosmétiques et les entreprises de production mandatées. En ce qui concerne la conservation des échantillons de produits cosmétiques importés, les déclarants de produits cosmétiques étrangers doivent conserver des échantillons de chaque lot de produits importés en Chine après le 1^{er} janvier 2022. Les échantillons et les registres sont conservés par la personne responsable en Chine. Si le même lot de produits est importé plusieurs fois de Chine, l'échantillon doit être conservé au moins une fois au moment de la première importation. À l'heure actuelle, les normes sanitaires et techniques pour les produits cosmétiques ont été ouvertes aux observations du public. Le processus de révision a pleinement pris en compte tous les types de réglementations et de normes applicables aux cosmétiques, y compris les normes ISO, sur la base de la situation réelle de l'industrie et de la supervision des cosmétiques en Chine.

2.173. Afin de renforcer l'orientation technique de la recherche-développement des produits cosmétiques pour enfants et de promouvoir une meilleure réglementation de l'enregistrement de ces produits, la Chine a publié les Directives techniques concernant les cosmétiques sur la base des réglementations existantes en la matière, en tenant compte des avis du public. Dans le processus de rédaction, nous nous en tenons au principe "d'ouverture, de transparence et de participation étendue", nous prenons en compte les directives techniques pertinentes en Chine et à l'étranger, nous sollicitons l'avis des associations professionnelles et nous procédons aux révisions correspondantes en vue d'apporter des améliorations. Afin d'accroître l'opérabilité et de fournir des orientations techniques pour la recherche-développement des entreprises, les directives intègrent et clarifient les prescriptions de la réglementation relative aux cosmétiques pour enfants et des

documents juridiques appuyant cette réglementation, mais n'ajoutent pas de nouvelles prescriptions.

2.1.4.16 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations, [G/SPS/N/EU/166](#), [G/SPS/N/EU/166/Add.1](#), [G/SPS/N/EU/263](#), [G/TBT/N/EU/383](#), [G/TBT/N/EU/383/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/384](#), [G/TBT/N/EU/384/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/495](#) (ID 393⁴¹)

2.174. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reste préoccupée par la grande incertitude qui entoure les mécanismes de fixation des limites de tolérance pour les importations de substances visées par les critères d'exclusion fondés sur les dangers. Nous souhaiterions que l'UE publie des documents d'orientation sur les procédures de traitement des demandes de tolérances à l'importation. L'Australie réitère sa position, exprimée lors des réunions précédentes, concernant l'importance d'adopter une approche fondée sur les risques pour réglementer les produits phytopharmaceutiques, plutôt que de se contenter d'évaluer les effets nocifs potentiels découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. Nous restons disposés à discuter de notre approche de la réglementation des pesticides avec l'UE et espérons poursuivre un dialogue constructif sur cette question, y compris au sein du Comité SPS.

2.175. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica est préoccupé par l'approche fondée sur les dangers adoptée par l'Union européenne, étant donné que, en vertu des obligations du système multilatéral, toutes les prescriptions techniques doivent être alignées sur la norme de référence internationale ou sur une évaluation des risques qui fournit la base scientifique de la mesure. Le Costa Rica demande à nouveau à l'Union européenne de veiller à ce que ses réglementations soient fondées sur des évaluations de risques, en appliquant des critères étayés par des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux obligations découlant de l'Accord OTC.

2.176. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus, l'Équateur réaffirme son soutien aux préoccupations commerciales soulevées par le Costa Rica et l'Australie et partage les points et les doutes exprimés dans les déclarations des intervenants précédents. Il partage aussi l'intérêt réel pour l'importance de la protection de la santé humaine et environnementale; toutefois, nous considérons que les décisions réglementaires prises sur la base de critères fondés sur les dangers ne sont pas compatibles avec les pratiques internationales en matière d'évaluation des risques. L'Équateur invite instamment l'UE à prendre en considération les données scientifiques pertinentes émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, tels que le Codex Alimentarius, qui dispose de données pertinentes sur les pesticides. Ceci, afin de ne pas restreindre le commerce plus qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Enfin, l'Équateur demande une nouvelle fois à l'Union européenne de veiller à ce que, en cas de manque de données scientifiques, l'EFSA ne formule pas de recommandation sur la LMR, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses de risque concluantes qui offrent des conditions réelles de protection de la santé afin d'éviter de devenir un obstacle technique au commerce.

2.177. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite renvoyer à ses précédentes déclarations concernant la PCS 393. Nous soulignons que les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devraient être fondés sur des principes scientifiques solides et tenir compte de toutes les données disponibles. Des évaluations sérieuses doivent permettre de distinguer les substances chimiques susceptibles de causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien de celles qui ne présentent aucune menace pour la santé humaine. Une solide analyse des risques, conforme aux directives du Codex, est importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires concernant les produits phytopharmaceutiques et les LMR. Lors de la dernière réunion du Comité OTC, l'UE a indiqué que l'octroi d'une tolérance à l'importation rendrait sa réglementation conforme au principe de l'analyse des risques. Ce principe est en effet l'une des questions qui ont été soulevées dans cette PCS au cours des dernières années. L'UE accorde des autorisations d'urgence à ses États membres et refuse les tolérances d'importation aux pays tiers où les mêmes conditions prévalent. Le Brésil estime que l'approche de l'UE visant à limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. Elle ne tient pas non plus compte des analyses

⁴¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion de la référence [ID 393](#).

de risques dans l'établissement de mesures réglementaires qui peuvent avoir de graves répercussions sur le commerce.

2.178. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite saisir cette occasion pour reprendre à son compte, une fois de plus, les préoccupations soulevées par de nombreux autres Membres au sujet du Règlement de l'Union européenne (UE) fondé sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et pour l'établissement de tolérances à l'importation. Nous encourageons l'UE à adopter une approche qui ne limite pas de manière non nécessaire la disponibilité de tous les outils de protection des cultures pour les cultivateurs. Les décisions réglementaires fondées sur des évaluations des dangers et des risques pour toutes les substances actives sont le meilleur moyen de trouver le juste équilibre entre la sécurité des cultivateurs et des consommateurs d'un côté, et la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la réduction des déchets de l'autre. Le Canada ne favorise pas et n'encourage pas l'utilisation d'une méthode de production par rapport à une autre et nous partageons l'objectif de faire en sorte que les pesticides ne soient utilisés qu'en tant que de besoin. Nous disposons d'un cadre réglementaire efficace pour suivre l'utilisation sûre des substances chimiques lorsque c'est nécessaire, y compris des prescriptions claires en matière d'étiquetage.

2.179. Les agriculteurs doivent avoir accès à un large éventail de produits phytopharmaceutiques efficaces et abordables, chimiques comme biologiques, afin de garantir la santé des plantes et de minimiser les déchets. En adoptant des approches intégrées de la gestion des parasites, nous aidons les agriculteurs à procéder à leur propre évaluation de ce dont ils ont besoin en fonction des conditions de croissance, de la demande du marché et d'autres facteurs. Les prescriptions réglementaires rigoureuses du Canada, y compris des évaluations scientifiques et des programmes de suivi, garantissent la santé et la sécurité des consommateurs lorsque les résidus de pesticides peuvent être un facteur, ainsi que la santé de l'environnement. L'UE a déclaré qu'elle modifiera la manière dont les tolérances à l'importation sont établies dans le contexte de ses objectifs politiques actuels, y compris les critères d'exclusion fondés sur les dangers et d'autres considérations (non spécifiées). Les cultivateurs et exportateurs canadiens ne sont toujours pas convaincus de la faisabilité pratique, de la viabilité commerciale et de la conformité avec les obligations internationales de l'approche proposée par l'UE pour établir des tolérances à l'importation lorsqu'un produit phytopharmaceutique remplit les critères "d'exclusion" fondés sur les dangers. Enfin, le Canada demande de nouveau que l'UE envisage de maintenir les LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables et que les tolérances à l'importation ne soient accordées que sur le seul fondement des risques alimentaires. Nous reconnaissons qu'une évaluation des risques alimentaires sera sans doute nécessaire dans le cadre du processus de réautorisation, quels que soient les résultats de l'examen des dangers.

2.180. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala reste préoccupé par l'approche de l'UE concernant le principe de précaution, sans une analyse des risques englobant l'évaluation et la gestion des risques, ainsi que la communication sur les risques. Cette catégorisation signifie que les règlements relatifs aux "perturbateurs endocriniens" doivent être fondés sur des principes scientifiques solides. Une analyse des risques conforme aux directives du Codex exige que les produits chimiques soient considérés à des niveaux de risque supportés. L'application d'une tolérance proche de zéro dans les LMR sans base scientifique étayée est considérée comme potentiellement plus restrictive pour le commerce que ce qui est nécessaire pour atteindre des objectifs légitimes tels qu'envisagés dans l'Accord OTC. Les producteurs agricoles et les exportateurs des pays en développement à climat tropical sont préoccupés par cette nouvelle décision, car l'accès aux substances actives est subordonné aux conditions climatiques, à une utilisation sûre et à des mesures relatives aux bonnes pratiques, qui garantissent la santé des plantes. Ces substances sont utilisées en raison des différences de conditions, de distance et de transport des produits agricoles afin de préserver leur sécurité.

2.181. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère une fois de plus sa préoccupation concernant ce sujet et insiste sur l'importance de veiller à ce que tous les Membres mettent en œuvre des mesures SPS fondées sur des évaluations des risques, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organismes de référence internationaux. Parmi ces techniques figurent les principes régissant l'établissement des LMR pour les pesticides, ainsi que les nombreuses analyses de risques que le Codex Alimentarius a conduites au fil des décennies afin de garantir la sécurité en termes de recommandations de LMR pour différentes substances et cultures. L'Argentine se joint aux autres délégations et réitère sa demande à l'Union européenne de faire en sorte que ses règlements soient mis en œuvre sur la base de

l'utilisation d'évaluations des risques en appliquant des critères étayés par des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements fixés dans l'Accord OTC.

2.182. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Nous nous associons aux observations formulées précédemment par les Membres et rappelons notre préoccupation commerciale et systémique liée à l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations scientifiques complètes des risques lorsqu'elle prend des décisions en matière de réglementation concernant l'autorisation accordée pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et qu'elle établit des limites de tolérance pour les importations de substances qui relèvent des critères d'exclusion dans le Règlement n° 1107/2009. Nous souhaiterions souligner de nouveau la nécessité de fonder ces déterminations sur des preuves scientifiques concluantes, recueillies à partir d'une évaluation des risques réels, afin d'éviter que l'autorisation de certaines de ces substances actives, qui restent des composantes importantes des systèmes de lutte contre les parasites, soit retirée malgré leur utilisation sans danger. En effet, une approche fondée sur les dangers et non sur les risques réels pourrait avoir une incidence négative et disproportionnée sur la production, tout en ne contribuant pas ou que très peu à la réalisation de l'objectif de protection de la santé publique dont il est question. L'Uruguay continue de soutenir tout travail multilatéral entrepris par le Codex Alimentarius pour développer une approche harmonisée et basée sur le risque pour le traitement des produits phytopharmaceutiques qui garantirait la protection de la santé, tout en facilitant le commerce international des produits alimentaires. Dans l'intervalle, nous appelons une fois de plus l'Union européenne à écouter et à prendre en compte les préoccupations exprimées par de nombreux Membres, et à reconsidérer son approche réglementaire en vue de prévenir la prolifération injustifiée d'obstacles au commerce international des produits agricoles et les conséquences socioéconomiques potentielles d'une telle approche pour d'autres Membres, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés.

2.183. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa position et renvoie à ses déclarations précédentes, tout en soulignant l'importance d'adopter, en matière de réglementation des produits phytosanitaires, une approche scientifique fondée sur les risques et non pas seulement sur les dangers découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique.

2.184. À cet égard, il demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les organismes spécialisés reconnus par l'OMC, tels que le Codex Alimentarius, de revoir son approche, de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, de garantir des tolérances à l'importation et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition suffisantes.

2.185. Le représentant du Kenya a communiqué la déclaration suivante. La Commission européenne a produit une notification sur l'approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la définition de tolérances à l'importation. Une approche fondée sur les risques impliquerait la mise en place et l'adoption de mécanismes d'évaluation des risques sur la base de leur probabilité d'occurrence et de l'étendue des dommages qui en résulteraient, ainsi que l'élaboration ultérieure de mesures appropriées. Il s'agit de l'approche privilégiée et de la meilleure pratique mondiale. Dans un système fondé sur les dangers, la présence d'un agent potentiellement dangereux à un niveau détectable dans les produits alimentaires sert de base à la législation et/ou aux mesures de gestion des risques. L'adoption par l'UE d'un système fondé sur les dangers pourrait créer des obstacles inutiles au commerce. Le Kenya souhaite soutenir les autres délégations qui ont soulevé cette question, étant donné que la mesure est considérée comme plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, contrairement à ce que dispose l'article 2.2 de l'Accord OTC.

2.186. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation chilienne réitère la position qu'elle a exprimée lors des réunions précédentes de ce Comité, à savoir qu'il importe d'adopter une approche scientifique et fondée sur les risques pour réglementer les produits phytosanitaires, au lieu de considérer uniquement la dangerosité des produits agrochimiques, compte tenu de l'importance de ce secteur pour les exportations chiliennes.

2.187. Le représentant d'El Salvador a communiqué la déclaration suivante. Il ne fait aucun doute qu'El Salvador partage les préoccupations relatives à la protection de l'environnement. Toutefois, les prescriptions techniques doivent répondre à une norme internationale et être fondées sur des

preuves scientifiques, au-delà d'une simple évaluation des risques, afin que leur application ne constitue pas une restriction injustifiée du commerce. Nous partageons donc les préoccupations exprimées par d'autres délégations quant à l'objectif de cette mesure et nous continuerons à suivre cette question.

2.188. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC pour leur intérêt à l'égard des travaux en cours dans l'UE afin d'identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques. Elle réaffirme que les critères scientifiques servant à identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques, sur la base de la définition de l'OMC, s'appliquent depuis le 10 novembre 2018 et figurent dans le Règlement (UE) n° 2018/605 de la Commission.⁴² Celui-ci est complété par une directive de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui fournit plus de détails sur la manière d'interpréter ces critères.⁴³ Nous sommes conscients des préoccupations d'ordre général concernant la politique de l'UE en matière de produits phytopharmaceutiques pour ce qui est de la définition des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens et l'établissement de tolérances à l'importation de substances qui ne sont pas autorisées dans l'UE, en raison des critères dits d'"exclusion" qui figurent dans le Règlement (CE) n° 1107/2009⁴⁴ sur les produits phytopharmaceutiques. Comme nous l'avons expliqué précédemment, l'Union européenne a décidé de suivre les procédures définies dans le Règlement (CE) n° 396/2005 pour le traitement des demandes de tolérances à l'importation relatives aux substances actives répondant à ces critères d'exclusion, qui comprennent une évaluation des risques par un État évaluateur membre de l'UE et un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi d'une tolérance à l'importation est ensuite examiné conformément aux principes de l'analyse des risques, au cas par cas et en tenant compte de tous les facteurs pertinents. Lors de la séance thématique sur les approches visant à faciliter les échanges en matière de LMR de pesticides, tenue en marge de la réunion du Comité SPS du 22 mars 2022, l'UE a donné un aperçu de la méthode qu'elle utilise pour l'évaluation des risques liés aux résidus de pesticides.⁴⁵ Elle réaffirme son engagement à agir en toute transparence et à tenir les Membres dûment informés de toute évolution ultérieure.

2.1.4.17 Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526⁴⁶)

2.189. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite renvoyer aux déclarations qu'il a faites lors des précédentes réunions du Comité OTC et demeure très préoccupé par la série de lois et règlements d'application connexes de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie/cryptage. Il souhaite également réitérer ses préoccupations quant à la multiplication des mesures d'application, qui crée une certaine confusion et rend la tâche plus difficile pour les entreprises devant s'y conformer, car leur portée, ainsi que leur interaction et leur compatibilité avec les principes de l'Accord OTC restent floues. Les mesures dont il est question sont: les Orientations pratiques des normes de cybersécurité – Spécifications techniques pour la certification du traitement transfrontières des informations personnelles; le Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles; les Mesures d'examen de la cybersécurité; le projet de Règlements sur la sécurité des données de réseau; et le projet de Mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données. En retour, tout en ne répondant pas aux préoccupations des Membres, la délégation chinoise fait observer que la Loi sur la cybersécurité "ne limite pas l'entrée des entreprises, technologies et produits étrangers sur le marché chinois, ni ne restreint la circulation légale, ordonnée et libre des données". Permettez-nous de pas être d'accord avec cette déclaration. Le Canada souhaite exhorter la Chine à reconnaître les préoccupations soulevées par les Membres au sujet de ces mesures depuis 2017 et nous réitérons notre demande de longue date d'une notification de ces mesures, dont une seule a été dûment notifiée à ce jour à ce Comité.

⁴² Règlement (UE) 2018/605 de la Commission du 19 avril 2018 modifiant l'annexe II du Règlement (CE) n° 1107/2009 en établissant des critères scientifiques pour la détermination des propriétés perturbant le système endocrinien. JO L 101 du 20/04/2018, page 33.

⁴³ <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2018.5311>.

⁴⁴ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant des directives du Conseil 79/117/CEE et 91/414/CEE. JO L 309 du 24/11/2009, page 1.

⁴⁵ https://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/thematicsession220322_e.htm.

⁴⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil de discussion de la référence ID 526.

2.190. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur la cybersécurité de la Chine et souhaiterait renvoyer à la précédente déclaration qu'il a faite au dernier Comité OTC en juillet 2022. En septembre dernier, un projet d'amendement à la Loi sur la cybersécurité a été publié. Nous aimerions rappeler que nous avons présenté des observations sur ce projet. En particulier, l'article 65, qui a été modifié dans la proposition d'amendement, prévoit des sanctions pour les opérateurs d'infrastructures d'informations essentielles qui utilisent des produits ou services de réseau qui n'ont pas fait l'objet d'un "examen de cybersécurité" ou qui n'ont pas passé cet examen. Toutefois, si la procédure d'évaluation de la conformité est établie sur la base des normes propres à la Chine pour cet "examen de cybersécurité", en fonction de son contenu, cette procédure peut causer des obstacles inutiles à l'entrée sur le marché des fournisseurs et prestataires de services étrangers concernés, ce qui peut constituer une violation de l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Nous demandons que le contenu de l'"examen de cybersécurité" soit conforme à l'Accord OTC dans son fonctionnement.

2.191. En outre, si les procédures d'évaluation de la conformité à établir ne sont pas conformes au contenu technique des lignes directrices de l'Organisation internationale de normalisation, etc., et peuvent avoir des incidences significatives sur le commerce des États Membres de l'OMC, nous demandons qu'elles soient notifiées conformément aux dispositions de l'article 5.6 de l'Accord OTC. Nous sommes également conscients que les mesures d'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données, une réglementation subordonnée à la Loi sur la cybersécurité, sont entrées en vigueur en septembre dernier. La portée des données essentielles qui doivent être examinées lors de l'exportation de données hors du pays et la définition du transfert transfrontières ne sont pas claires et l'industrie s'est inquiétée de la possibilité de restrictions excessives sur le flux de données transfrontières. Le délai entre la promulgation de cette loi et son application a été assez court (environ deux mois) et il est difficile de dire que les entreprises étrangères ont eu suffisamment de temps pour se préparer à se conformer à cette loi. Du point de vue des entreprises, la prévisibilité est importante et nous souhaiterions que le système soit administré de manière transparente afin que cette loi ne devienne pas un obstacle aux affaires.

2.192. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité. Elle demande des éclaircissements concernant plusieurs mesures d'application de cette loi. Par exemple, le Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (aussi appelé TC260) a publié un projet de brève directive (non contraignante) sur l'identification des "données importantes" (la Directive en matière d'identification). Le concept de "données importantes" a initialement été introduit par la Loi sur la cybersécurité et a plus récemment été consacré dans la Loi sur la sécurité des données. Pourtant, cette expression n'a jamais été parfaitement définie. Au titre de la Loi sur la sécurité des données, les organismes de réglementation régionaux et sectoriels ont déjà été chargés d'élaborer des catalogues de "données importantes" pour leur secteur respectif. La Directive en matière d'identification, publiée le 13 janvier 2022, est la première étape de la mise en œuvre de ce système national de classification pour les "données importantes". L'UE encourage vivement la Chine à poursuivre la mise en place de ces directives au plus vite et à prendre en compte les observations qu'elle a présentées au cours de la consultation publique.

2.193. L'UE a également pris note de la publication des mesures sur l'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes par l'Administration du cyberspace de la Chine (CAC). Plusieurs problèmes ont été identifiés. Premièrement, une fois que l'évaluation réglementaire de la sécurité est déclenchée, le responsable du traitement des données peut ne plus être en mesure de signer un contrat standard ou d'être certifié pour le traitement transfrontières des informations personnelles, en transférant des données à travers les frontières, même lorsqu'il s'agit de scénarios à faible risque, tels que les transferts intra-entreprise d'informations personnelles des employés par les grandes multinationales. Deuxièmement, pour ceux qui traitent de grandes quantités d'informations personnelles, même si un seul élément de ces informations est transféré à l'étranger, une évaluation réglementaire de la sécurité sera toujours déclenchée, inutilement. Troisièmement, il serait utile que la CAC précise que, comme les mesures ne concernent que le transfert transfrontières de données, les seuils qu'elles définissent ne sont pas pertinents pour les obligations locales de stockage de données en vertu de la Loi sur la protection des informations personnelles. Enfin, le délai de grâce pour la mise en œuvre est trop court. À l'inverse, l'UE souhaite obtenir la confirmation que les mesures d'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes n'imposent pas d'obligation de localisation. En outre, nous craignons que ces mesures ne désavantagent les opérateurs étrangers par rapport aux opérateurs locaux. Le champ d'application de certaines dispositions reste flou et il

n'est pas possible de déterminer quels types de données et de transferts seraient visés par la mesure. Ces termes peuvent être définis dans d'autres législations, mais les préoccupations que nous avons soulevées à leur égard s'appliqueraient aussi ici. Ces préoccupations concernent, par exemple, les expressions sujettes à interprétation, en particulier les concepts vagues tels que "données importantes" et "infrastructure d'information essentielle". Il serait important que ces questions soient réglées afin d'assurer une sécurité juridique. L'UE encourage vivement la Chine à tenir compte des observations qu'elle a présentées.

2.194. L'UE a aussi pris note du Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles, qui est entré en vigueur en septembre 2021. Le Règlement fournit des détails attendus depuis longtemps au sujet du mode de désignation des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et des responsabilités qui leur incomberont s'agissant de protéger la sécurité des réseaux qu'ils mettent en place et exploitent. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la cybersécurité en 2017, les entreprises de l'UE n'ont pas obtenu de certitudes quant à la question de savoir si elles ou leurs clients seraient considérés comme des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et donc si elles seraient soumises à des obligations réglementaires en matière de sécurité des données, de passation de marchés, de flux de données transfrontières et autres. Toutefois, le nouveau Règlement ne résout pas le problème du chevauchement entre le système de sécurité des réseaux administré par le Ministère de la sécurité publique (MPS), connu sous le nom de dispositif de protection à plusieurs niveaux (MLPS, désormais MLPS 2.0) et le régime de protection des infrastructures d'information essentielles. L'UE demande instamment à la Chine d'établir une distinction claire entre les obligations de conformité – notamment en ce qui concerne l'achat de produits et de services – applicables aux infrastructures d'information essentielles, d'une part, et aux réseaux supérieurs au niveau 3 du MLPS, d'autre part, car en réalité, ces deux séries d'obligations sont de plus en plus équivalentes. L'UE invite la Chine à mettre en œuvre ces dispositions de manière non discriminatoire, en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique, et à garantir une protection adéquate de la propriété intellectuelle. Elle demande à la Chine de notifier à l'OMC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle.

2.195. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis demeurent très préoccupés par la série de mesures prises par la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie. Comme nous l'avions précisé lors des précédentes réunions du Comité OTC, il s'agit d'une inquiétude grave pour les entreprises des États-Unis, étant donné l'enchevêtrement de prescriptions relatives aux systèmes d'évaluation de la conformité concernant les essais de sécurité, les règlements techniques, ainsi qu'un mécanisme de classification à plusieurs niveaux qui établit des prescriptions incluant des normes obligatoires et des essais pour l'achat de marchandises TIC dans un grand nombre de secteurs commerciaux. La Loi chinoise sur la cybersécurité est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017, en dépit des graves préoccupations exprimées de longue date par les États-Unis et de nombreuses autres parties prenantes internationales. Depuis lors, la Chine a continué d'élaborer et, dans certains cas, de mettre au point des mesures d'application connexes qui sont parfois de portée générale et parfois sectorielles. Nos nombreuses préoccupations de longue date sont clairement exposées dans nos déclarations antérieures devant ce Comité et ne sont toujours pas prises en compte. De plus, les États-Unis réaffirment leurs graves préoccupations concernant la Loi de la Chine sur le cryptage, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Ils craignent que cette loi n'impose des contraintes relatives à la cryptographie potentiellement très étendues et très restrictives pour le commerce des produits TIC étrangers.

2.196. Étant donné que ces questions sont complexes d'un point de vue technique et que l'approche adoptée par la Chine est nouvelle et pourrait avoir de vastes répercussions sur le secteur commercial, les États-Unis demandent à la Chine de mener des consultations approfondies avec le gouvernement des États-Unis, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du monde entier. Nous lui demandons également de donner aux parties intéressées des possibilités de présenter des observations sur les versions révisées des projets de normes et sur toutes les autres mesures d'application liées à la Loi sur la cybersécurité. Étant donné que ces normes et mesures peuvent avoir un impact important et ont suscité de sérieuses préoccupations, il est essentiel que la Chine fasse résolument en sorte de collaborer avec toutes les parties intéressées et tienne compte de leurs observations avant d'adopter les projets tels qu'ils sont rédigés. Nous continuerons de suivre de près la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité et des mesures connexes par la Chine, ainsi que la Loi sur le cryptage. Nous nous réjouissons de poursuivre cet important dialogue avec vous.

2.197. Le représentant de l'[Australie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Australie réaffirme sa position précédente au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et les lois connexes, y compris la Loi sur la protection des données personnelles et la Loi sur la sécurité des données. Comme nous l'avons indiqué dans les observations de l'Australie lors de la consultation de la Chine sur les lois alors proposées, nous avons accueilli favorablement un certain nombre de révisions apportées à ces deux projets de loi. Néanmoins, l'Australie reste préoccupée par l'extraterritorialité, les représailles commerciales, les coûts de la mise en conformité pour les entreprises et la portée générale. Ces préoccupations n'ont toujours pas été prises en compte dans les derniers projets de modification de la loi. Nous restons préoccupés par le manque de clarté s'agissant des définitions, de la compétence et de plusieurs autres éléments fondamentaux. Nous continuons de demander instamment à la Chine de tenir compte des préoccupations des milieux d'affaires et des Membres dans la mise en œuvre de ces mesures et l'élaboration de futures mesures. Nous espérons continuer de collaborer étroitement avec la Chine sur ces questions.

2.198. En réponse, le représentant de la [Chine](#) a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017. Il s'agit de la première loi fondamentale, cadre et complète de la Chine dans le domaine de la sécurité des réseaux. Le total de 7 chapitres et 79 articles établit de manière complète et systématique les obligations et les responsabilités en matière de protection de la cybersécurité pour les autorités compétentes, les opérateurs de réseaux et les utilisateurs de réseaux. Des systèmes de base ont été mis en place pour garantir la sécurité des produits et services de réseau, du fonctionnement du réseau, des données de réseau, des informations de réseau, ainsi que la surveillance de la sécurité du réseau, l'alerte précoce et la réponse d'urgence. Le système de supervision et de gestion de la sécurité des réseaux a été clarifié. La Loi sur la cybersécurité fournit une base juridique pour le maintien de la sécurité et le développement du cyberspace et joue un rôle important pour assurer la sécurité du cyberspace, assainir son environnement et promouvoir le développement de la cyber-industrie. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi, le public est davantage sensibilisé à la cybersécurité, le système juridique de la cybersécurité a été amélioré, la capacité d'application de la loi dans le cyberspace a été renforcée et le cyberspace est devenu plus propre et plus ordonné.

2.1.4.18 Union européenne – Périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) et les consultations internationales (ID 580⁴⁷)

2.199. La délégation du [Costa Rica](#) a communiqué la déclaration suivante. Nous renouvelons notre soutien à cette préoccupation commerciale. Comme il l'a fait lors de réunions antérieures, le Costa Rica réitère sa demande de prolongation des périodes de transition pour la mise en conformité avec les nouvelles tolérances qui sont établies pour les produits agrochimiques, dont l'approbation de l'utilisation n'a pas été renouvelée, compte tenu de l'importante incidence qu'elles ont sur la production agricole de nos pays. La période habituelle de six mois est insuffisante pour remplacer un produit agrochimique utilisé, car il faut examiner la possibilité de périodes de transition plus longues pour les pays qui produisent et exportent des fruits et légumes.

2.200. La délégation de la [Colombie](#) a communiqué la déclaration suivante. La Colombie soulève une fois de plus sa préoccupation concernant les processus de consultation internationale adoptés par l'Union européenne (UE) et les périodes de transition accordées avant l'entrée en vigueur des dispositions en vertu desquelles l'UE cesse d'approuver la commercialisation de certaines substances phytopharmaceutiques et modifie les limites maximales de résidus (LMR). Ces préoccupations sont réitérées parce que, jusqu'à présent, aucune réponse n'a été apportée aux demandes visant à obtenir des périodes de transition plus longues, et que les observations formulées pendant les périodes de consultation internationale n'ont pas été prises en compte. Les modifications réglementaires concernant l'utilisation des substances phytopharmaceutiques, conjuguées avec des périodes de transition aussi courtes, sont une source de difficultés et d'incertitude pour les pays producteurs de fruits et légumes. Elles engendrent également des charges supplémentaires pour les producteurs agricoles, qui doivent prendre des décisions sur l'utilisation des produits phytosanitaires un an ou plus avant l'arrivée du produit final sur le marché européen. Cette situation est particulièrement complexe pour les produits dont les cycles de production et de récolte sont longs, ainsi que pour les aliments transformés et congelés, dans la mesure où, bien qu'ils soient conformes aux normes européennes au moment de l'ensemencement, ils peuvent être confrontés à des changements réglementaires qui empêchent les exportations au moment de la récolte et de la distribution. Par ailleurs, la Colombie maintient que la notification à l'OMC du non-renouvellement,

⁴⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 580](#).

des LMR à appliquer et des périodes de transition ne devrait pas être effectuée par l'UE comme une simple formalité à l'occasion du processus réglementaire.

2.201. Comme le prévoient les articles 2.9.2 et 2.9.4 de l'Accord OTC, la notification doit être communiquée dans un délai permettant aux Membres concernés de présenter des observations et des remarques sur le fond qui seront réellement prises en compte. À cet égard, nous souhaitons savoir comment l'UE a pris en considération les observations présentées par les Membres aux différentes étapes du processus de consultation. Y a-t-il des cas où les changements ou ajustements réglementaires ont été effectivement introduits en utilisant les renseignements communiqués par les parties prenantes pendant le processus de consultation? Comment les observations ont-elles été utilisées pour déterminer les périodes de transition en vue de la mise en œuvre des normes? Outre ces questions, que nous avons déjà posées, il y a les questions que nous avons soulevées dans d'autres contextes concernant l'utilisation des autorisations d'urgence, qui bénéficient aux producteurs de l'UE et de certains pays tiers, mais qui ne sont pas accessibles à tous les Membres de l'OMC sur un pied d'égalité. Nous invitons l'UE à suivre les recommandations concernant les bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des renseignements clairs et objectifs, et sur la promotion d'un dialogue ouvert avec les parties prenantes, de la transparence et de la réduction autant que possible des distorsions du marché.

2.202. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous continuons d'exprimer nos préoccupations au sujet des pratiques établies par l'Union européenne (UE) sur l'application et la réduction des limites maximales de résidus (LMR). Nous rappelons les préoccupations exprimées depuis longtemps à propos du fait que les États-Unis et leurs partenaires commerciaux ne connaissent pas avec certitude l'incidence des décisions de non-approbation ou d'approbation restreinte par l'UE concernant les substances actives sur les futures LMR. Nous avons pris note du fait que les LMR et les tolérances à l'importation de l'UE sont souvent abaissées ou retirées à la suite d'une décision de non-approbation ou d'approbation restreinte. Les États-Unis continuent de demander à l'UE de mener à bien, dans leur intégralité, ses évaluations des risques fondées sur la science avant de fixer de nouvelles LMR. Ils demandent également que l'UE donne la possibilité aux pays tiers de communiquer des données dès avant la période officielle de communication d'observations concernant la notification à l'OMC. Une telle approche permettra à l'UE de tenir compte de toutes les données probantes disponibles avant de prendre une décision sur les LMR. Nous avons constaté des cas où les données supplémentaires ne sont examinées qu'après que l'UE eut notifié son intention de ne pas approuver un renouvellement ou de l'approuver sur une base restreinte. En outre, nous demandons confirmation que l'UE autorisera des périodes de transition plus longues et plus raisonnables pour les LME lorsqu'elle n'a pas mis en évidence de risque pour les consommateurs sur la base de l'exposition alimentaire. Nous nourririons de graves préoccupations commerciales si les LMR et les tolérances à l'importation étaient abaissées ou retirées, d'une manière qui soit disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et qui, sans justification scientifique claire, pourrait être plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

2.203. Les États-Unis réitèrent leur demande que l'UE conserve les niveaux de LMR existants pendant que les tolérances à l'importation sont en cours d'examen. Un récent projet de règlement de l'UE dispose qu'elle n'examinera les demandes de tolérance à l'importation qu'au cas par cas pourvu qu'elles respectent des "critères environnementaux". La nouvelle approche que propose l'UE manque de clarté et de prévisibilité pour les agriculteurs et les cultivateurs. Pour éviter le gaspillage alimentaire et pour renforcer la sécurité sanitaire des produits alimentaires, nous demandons à l'UE de prolonger les périodes de transition concernant les LMR tant qu'elle n'a pas mis en évidence de risque pour les consommateurs sur la base de l'exposition alimentaire. Cela permettra aux producteurs des États-Unis et des pays tiers de disposer d'un délai adéquat pour que leurs produits alimentaires passent légalement par les circuits commerciaux, y compris les produits à longue durée de conservation. La politique de l'UE consistant à appliquer les LMR en vigueur au moment de l'importation des produits alimentaires plutôt qu'au moment de leur production, comme c'est le cas pour les produits intérieurs de l'UE, est une incohérence qui provoque des perturbations dans le commerce des produits destinés au marché de l'UE. Les partenaires commerciaux se sont trouvés dans l'obligation d'accélérer le passage des contrôles douaniers par les produits expédiés afin d'éviter les rejets ou le renvoi des commandes parce qu'un produit conforme à une LMR européenne existante au moment de la production pourrait être refusé aux frontières de l'UE. Les cultivateurs de l'UE n'ont pas à respecter les mêmes calendriers dans le cadre des dispositions réglementaires actuelles, et les États-Unis demandent que les LMR visant tous les produits, qu'ils soient importés ou intérieurs, soient appliquées sur la base de la date de production.

2.204. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation réitère une fois de plus sa préoccupation au sujet des procédures concernant les "périodes de transition" adoptées par l'Union européenne pour la mise en œuvre de ses décisions de non-renouvellement de l'approbation des substances et de réduction des tolérances. Selon l'Équateur, pour définir des périodes de transition raisonnables, il est nécessaire de tenir compte des périodes de récolte et des moments où les produits agrochimiques sont appliqués. Les agriculteurs ont besoin de plus de temps pour s'adapter aux prescriptions en matière de LMR, car il faut au moins 36 mois pour mettre au point ou enregistrer un nouveau produit phytosanitaire de lutte contre les parasites, lorsque de nouvelles solutions alternatives ont été identifiées. On estime que 20% à 40% des cultures mondiales seraient perdues chaque année à cause des parasites. Parmi elles, environ un tiers sont perdues du fait de maladies fongiques. Les cultures telles que les bananes sont particulièrement vulnérables face à ces parasites, notamment la cercosporiose noire ou, pire, la fusariose de race tropicale 4. Avec la mesure d'interdiction de substances telles que l'imazalil, le chlorothalonil, le mancozèbe et le métirame, les cultivateurs n'ont pas d'autre solution alternative viable pour lutter contre ces parasites. Compte tenu de ce qui précède, l'Équateur prie instamment l'UE d'examiner les observations formulées par les pays tiers avant de décider de réduire le niveau minimum de détection d'un ingrédient actif, surtout lorsque l'utilisation des substances est essentielle pour contrôler les parasites ou les maladies typiques des climats tropicaux et subtropicaux, où les conditions diffèrent de celles qui prévalent dans les pays membres du bloc économique européen. Enfin, nous souhaitons réitérer notre demande que l'UE indique comment l'État membre qui a reçu une autorisation d'urgence pour l'utilisation de substances prohibées respecte la réglementation existante sur les LMR et comment elle garantit, en cas de non-respect de celle-ci, que les produits contenant les substances prohibées n'ont pas été commercialisés dans d'autres États membres de l'UE.

2.205. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil partage les préoccupations soulevées au titre de la PCS n° 580 et voudrait renvoyer aux déclarations qu'il a faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Nous appelons respectueusement l'attention de l'UE sur ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC, qui ont trait à l'instauration d'un intervalle raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf en cas de problèmes urgents concernant la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la sécurité nationale. Il est primordial que l'UE prévoie des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'EFSA sur la toxicité des substances sont "non concluants" ou n'indiquent que l'existence d'une "suspicion de risque". Les périodes de transition devraient en outre être compatibles avec les processus de production, de manière à permettre aux producteurs – et notamment aux petits agriculteurs – de s'adapter aux nouveaux règlements. À la dernière réunion du Comité OTC, l'UE a renvoyé à la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de mai 2020. En consultant le compte rendu de cette réunion, la délégation brésilienne a constaté que l'UE y expliquait ses points de vue sur ce qui relève du mandat du Comité OTC et de celui du Comité SPS, et qu'elle a fourni certains détails sur les procédures réglementaires européennes. Nous remercions l'UE de ces éclaircissements mais nous souhaiterions en effet qu'elle explique comment ses autorités gèrent l'incertitude, en indiquant si des données probantes non concluantes entraînent la suspension ou la prohibition de substances et quelles mesures sont prises pour réexaminer ces décisions, puisqu'elles sont fondées sur des avis non concluants.

2.206. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à exprimer de nouveau les préoccupations que lui inspire l'approche suivie par l'UE en matière de périodes de transition pour les limites maximales de résidus. Selon lui, la suppression soudaine des LMR est disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Il est d'avis que l'approche de l'UE ne tient pas encore compte de la réalité des chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment les délais nécessaires à l'expédition des produits, les stocks pluriannuels et la longue durée de conservation, y compris dans les pays étrangers. Des périodes de transition suffisantes permettront au commerce de se poursuivre sans interruption, tout en laissant suffisamment de temps aux producteurs et aux exportateurs pour s'adapter aux nouvelles exigences européennes. À une époque où la sécurité alimentaire constitue une préoccupation majeure, le Canada exhorte l'UE à étendre les périodes de transition pour les LMR aux pays tiers, comme elle l'a fait pour ses producteurs nationaux, en tenant compte de la nécessité pour les exportateurs de s'adapter aux nouvelles exigences.

2.207. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Compte tenu des périodes de récolte, des phases d'application des produits phytopharmaceutiques et du temps nécessaire à la mise au point et à l'enregistrement de substances de remplacement, dans la pratique, les périodes

de transition accordées par l'Union européenne dans les dispositions modifiant les LMR de substances actives s'avèrent insuffisantes, dans la plupart des cas, pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour assurer la conformité des produits agricoles avec les nouvelles LMR, plus basses, particulièrement dans le cas des produits transformés ou congelés. Six mois ne constituent pas une période suffisante à cet égard. Selon nous, tout changement doit être progressif, et un délai raisonnable doit être accordé pour sensibiliser le secteur de la production et les conseillers techniques, et pour s'assurer que des substituts efficaces des ingrédients actifs pour lesquels une réduction des LMR est demandée sont disponibles sur le marché. Il ne convient pas de changer radicalement les règles au milieu d'une saison de récolte, étant donné l'impact que cela peut avoir sur la commercialisation internationale et nationale. La délégation de l'Uruguay demande une nouvelle fois aux Membres d'adopter des décisions de réglementation qui soient fondées sur des normes internationalement reconnues ou de fournir des preuves scientifiques concluantes lorsqu'il leur est strictement nécessaire de s'écarter de ces normes pour atteindre leurs objectifs légitimes, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Même dans les cas où l'Union européenne décide, sur la base d'une évaluation complète des risques, qu'il est nécessaire de réduire les LMR pour les substances actives utilisées dans la production agricole des autres Membres, nous l'exhortons à prendre en considération la nécessité d'accorder des périodes de transition suffisamment longues pour procéder aux ajustements requis. Enfin, nous partageons les préoccupations soulevées par la Colombie sur le fonctionnement pratique du processus de consultation internationale de l'Union européenne sur cette question, et nous réitérons les questions posées par cette délégation sur la manière dont les observations des autres Membres ont été prises en considération dans le processus réglementaire, y compris pour savoir si ces observations se sont traduites par des changements ou des ajustements de la réglementation.

2.208. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya fait part de sa préoccupation concernant le processus de l'Union européenne relatif à la période de transition accordée avant l'entrée en vigueur des limites maximales de résidus (LMR) (par défaut) suite au retrait de l'autorisation d'utiliser des substances phytopharmaceutiques. Les changements concernant la non-autorisation de l'utilisation ont affecté des pays tiers, en particulier le système de production kényan. La non-autorisation de certaines substances phytopharmaceutiques a créé des difficultés empêchant les producteurs kényans, qui sont principalement de petits exploitants agricoles, de changer leurs pratiques productives au milieu des cycles de production, surtout compte tenu de la brièveté des délais accordés avant l'entrée en vigueur des LMR par défaut. Le Kenya souhaite se joindre aux autres délégations qui ont soulevé cette question et prie instamment l'UE d'accorder des périodes de transition plus longues avant l'entrée en vigueur des LMR par défaut afin d'éviter de perturber le commerce du fait de la non-conformité des produits destinés au marché européen. Il demande également des éclaircissements sur le sujet s'agissant des raisons justifiant les périodes de transition relatives aux LMR et exhorte l'UE à suivre les recommandations en matière de bonnes pratiques réglementaires.

2.209. La délégation du Panama a communiqué la déclaration suivante. Nous approuvons les déclarations faites par les délégations qui ont déjà pris la parole. Comme lors des précédentes réunions, le Panama tient à faire part de sa préoccupation concernant les périodes transitoires pour la mise en conformité avec les nouvelles tolérances qui sont établies. Nous demandons instamment à l'Union européenne de prolonger la période de transition pour permettre aux petits producteurs exportateurs de s'adapter aux règlements car les délais actuels sont insuffisants.

2.210. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. À la suite des réductions des limites maximales de résidus (LMR) notifiées par l'Union européenne, le Guatemala tient à réitérer l'importance d'établir des périodes de transition qui soient compatibles avec les étapes de la production végétale et le temps nécessaire pour effectuer les tests d'efficacité afin d'évaluer les substances alternatives et pour que celles-ci soient efficaces, surtout pour les produits cultivés dans les pays tropicaux. Les secteurs productifs ont besoin de plus de temps pour s'adapter et, en particulier, pour trouver des substances alternatives, ce qui signifie dans certains cas qu'ils doivent attendre les cycles de production appropriés pour commencer à appliquer et tester. Cela peut prendre jusqu'à trois ans selon les cultures. Certains secteurs procèdent actuellement aux tests de nouvelles substances actives et de méthodes biologiques. Le secteur de la banane, par exemple, a commencé de tester une substance de remplacement en janvier 2022. Toutefois, les résultats concernant son efficacité ne seront disponibles qu'à la fin de 2023 et, selon leur teneur, le délai requis pour son évaluation complète dans la production devra être prolongé. Ce test a eu pour conséquence une perte de 20% de la production dans la zone de test cette année, en raison de l'inefficacité des substances alternatives. Voilà un exemple ancré dans le monde réel qui explique

pourquoi nous avons dit que six mois ne constituaient pas un délai suffisant – bien que ce ne soit pas non plus un délai court – pour que les secteurs productifs se préparent. Il faut prévoir des calendriers concrets pour permettre aux secteurs productifs de s'adapter en fonction de leurs chaînes de production et de leur saisonnalité.

2.211. L'Union européenne doit tenir compte non seulement des conditions climatiques de ses partenaires commerciaux, mais aussi des difficultés que ces changements réglementaires imposent aux producteurs et aux populations rurales dans les pays tropicaux, car ils font peser un risque sur leurs revenus et leur situation alimentaire, sans parler des coûts supplémentaires de la transition vers une substance alternative efficace, si elle existe. Nous serions très reconnaissants à l'Union européenne d'envisager ce qui suit: lancer un dialogue sincère pour discuter de l'importance d'établir des périodes de transition qui suivent de près les étapes de la production végétale, suite à l'abaissement des LMR pour des substances actives qui sont couramment utilisées aux fins du traitement phytosanitaire de ces cultures; prolonger la période de transition, afin de ne pas accroître les obstacles au commerce et de donner aux pays ayant des climats tropicaux le temps de s'adapter; et fournir une explication sur la manière dont les observations des Membres de l'Organisation ont été prises en considération dans le processus et les décisions concernant les règlements européens.

2.212. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Comme c'est le cas pour d'autres préoccupations similaires, et comme indiqué lors de précédentes réunions de ce comité et d'autres comités, nous craignons que l'approche de l'Union européenne en matière de limitation de l'utilisation des substances soit plus restrictive pour le commerce que nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. La poursuite de telles politiques aura pour effet de causer des dommages commerciaux importants aux économies des pays en développement et de compromettre leur aptitude à atteindre les objectifs de développement durable, y compris ceux qui sont liés à la sécurité alimentaire. Nous demandons instamment à l'UE de réévaluer son approche et, lorsque les réductions de LMR sont dûment justifiées, d'accorder des périodes de transition adéquates qui tiennent compte des réalités des processus de production et de la localisation géographique, y compris l'éloignement, de ses partenaires commerciaux. En ce qui concerne les consultations internationales, nous remercions l'UE d'avoir notifié des mesures de ce type; nous reprenons néanmoins à notre compte les questions soulevées par la Colombie pour savoir comment l'UE a tenu compte des observations communiquées par les Membres à différents stades du processus de consultation et s'il y a des cas dans lesquels des changements ou ajustements réglementaires ont effectivement été introduits sur la base des renseignements présentés par les parties prenantes au processus car, comme nous l'avons dit au sujet d'autres préoccupations commerciales, les délais limités entre la fin de la période de présentation des observations et l'approbation des projets sans modification nous conduit à penser que ces notifications et périodes de présentation des observations ne sont que de simples formalités, qu'il n'est pas prévu que les observations soient prises en considération et que, de fait, elles ne le sont pas.

2.213. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous réitérons une fois de plus notre préoccupation au sujet de la politique de l'UE consistant à supprimer les tolérances à l'importation pour les substances qui ne sont plus utilisées dans l'UE, qui est clairement une mesure plus restrictive que nécessaire et qui va au-delà du niveau de risque acceptable fixé par l'UE. L'approche adoptée par l'UE pour établir des périodes transitoires pour les LMR est hâtive et ne tient pas compte des besoins et des capacités d'adaptation des parties tierces. De toute évidence, la période de transition doit être plus longue, et l'Argentine appelle donc à une révision des périodes de transition.

2.214. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC d'avoir soulevé cette question. L'UE a donné des renseignements détaillés sur les périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) lors de précédentes réunions du Comité OTC, en particulier celles de mai 2020 et de juillet 2021. Elle estime que les mesures visant à abaisser les limites maximales de résidus en raison de préoccupations pour la santé humaine relèvent de la compétence du Comité SPS et sont des questions dont il convient de discuter dans ce contexte. En revanche, toutes les mesures relatives à la non-approbation ou à la restriction des substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques dans l'UE, ainsi qu'un nombre limité de mesures très spécifiques visant à abaisser les LMR en raison de préoccupations environnementales d'intérêt mondial (par exemple la clothianidine et le thiaméthoxame), sont notifiées au Comité OTC. Ces mesures n'ont pas de conséquences directes sur les questions sanitaires et phytosanitaires. Dans un souci de transparence et à la suite des demandes de certains Membres, lorsqu'elle notifie ces mesures par le biais du

système de notification OTC de l'OMC, l'UE en informe également le Comité SPS. Dans la pratique, ces deux comités sont informés des projets de mesures relatives à la non-approbation ou à la restriction de l'approbation d'une substance active dans l'UE. Les observations devraient cependant être présentées uniquement via le système de notification OTC dans ces cas. L'UE tient à souligner à cet égard que les délais pour la présentation des observations sont toujours respectés et que les observations reçues avant leur expiration sont dûment prises en compte dans le processus décisionnel de l'UE.

2.215. Dans l'intérêt de l'efficacité des travaux des deux Comités, et conformément aux accords correspondants, l'UE souhaite inviter les Membres à soulever les questions relatives à l'approbation des substances actives et aux mesures relatives aux LMR en lien avec des questions environnementales exclusivement au sein du Comité OTC, tandis que les questions liées aux LMR pour les pesticides en lien avec des préoccupations relatives à la santé des personnes doivent être soulevées exclusivement au sein du Comité SPS. Les questions relatives aux périodes de transition pour les LMR devraient donc, en règle générale, être soulevées au sein du Comité auquel la notification initiale a été adressée, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, le Comité SPS.

2.1.4.19 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide), G/TBT/N/EU/625 (ID 579)⁴⁸

2.216. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus, le Costa Rica appuie les observations formulées par la Colombie et renvoie aux précédentes déclarations faisant part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Le Costa Rica remercie l'UE pour sa volonté d'engager un dialogue sur la politique relative aux substances agrochimiques, en tenant compte des obligations internationales en matière de commerce extérieur et des objectifs de la politique agricole et environnementale des pays membres de la communauté internationale, ainsi que de l'engagement de ne laisser personne de côté dans la mise en œuvre de son Pacte vert.

2.217. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne (UE) dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. En dépit des observations techniques et scientifiques présentées au cours de la période de consultation, le règlement en vertu duquel l'approbation de la commercialisation de la substance active chlorothalonil n'a pas été renouvelée est entré en vigueur. En outre, le Règlement (UE) n° 2019/677 de la Commission de février 2021, qui fixe la LMR ou la limite de détection, est entré en vigueur en septembre 2021. Dans ce cas, l'UE n'a pas non plus tenu compte des observations techniques présentées et des demandes concernant une période de transition plus longue pour l'adaptation des processus de production qui, comme on le sait, sont particulièrement complexes dans le secteur agricole. Non seulement ces mesures sont prises d'une manière incompatible avec les normes internationales telles que celles du Codex, mais elles sont également appliquées de façon inéquitable puisque, dans la pratique, leur mise en œuvre et l'autorisation d'utilisation créent une distinction entre les producteurs nationaux et les producteurs étrangers. C'est le cas des "autorisations d'urgence", qui permettent aux producteurs de l'UE de poursuivre ou de reprendre l'utilisation de cette substance. Bien que la Colombie reconnaisse les objectifs de protection de la santé des personnes et de l'environnement, ces mesures ont été adoptées sans qu'il ait été démontré qu'elles constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection, ce qui constitue une violation de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Les mesures adoptées doivent être fondées sur des preuves scientifiques et des normes internationales et tenir compte de la biodiversité et de l'agriculture de pays tropicaux comme la Colombie. Pour conclure, nous faisons observer que les producteurs et les exportateurs ont des interrogations et des préoccupations concernant les mécanismes d'inspection et de contrôle, et les procédures de démonstration du respect des prescriptions, au sujet desquels nous n'avons pas assez de précisions pour que les opérations de commerce extérieur soient prévisibles.

2.218. La délégation de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur réitère sa préoccupation relative à la notification [G/TBT/N/EU/625](#) concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Le chlorothalonil est principalement utilisé pour lutter contre la cercosporiose noire dans les bananes, car c'est un fongicide rapide dont le mode

⁴⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 579](#).

d'action est multisite, ce qui signifie que le risque de résistance est faible. La lutte contre la cercosporiose noire (*Mycosphaerella fijiensis*) est le principal défi pour la production de bananes en Amérique latine. Afin de lutter contre la maladie, des stratégies de rotation de fongicides ayant différents modes d'action sont recherchées en vue d'éviter la résistance fongique à ces composés. En Équateur, le climat est tropical, de sorte que les parasites et leur comportement sont différents de ceux qui existent dans l'Union européenne. Certaines substances actives et leurs formulations sont indispensables dans la production agricole pour prévenir les pertes de cultures, qui auraient des effets économiques et sociaux préjudiciables. C'est pourquoi l'Équateur demande instamment à l'Union européenne de tenir compte des circonstances particulières des pays tropicaux lors de la mise en œuvre des mesures prises et d'adopter une approche plus équilibrée, conformément au Codex Alimentarius. L'Équateur croit comprendre que pour qu'une LMR soit établie, interdite ou abaissée, il faut que des renseignements scientifiques concluants démontrent un impact sanitaire réel. La réduction de la LMR pour le chlorothalonil pourrait avoir un impact économique très important sur les petits, moyens et grands producteurs en Équateur. En effet, le secteur de la banane fournit des emplois à 2,5 millions de personnes. Les exportations de ce produit représentent une part importante des recettes en devises (2,1 milliards). Cela équivaut à 2% du PIB et à 35% du PIB agricole. Enfin, nous souhaitons réaffirmer qu'aucun produit de remplacement ou produit phytopharmaceutique ou similaire avec le même profil environnemental et toxicologique n'est actuellement disponible, puisque les solutions alternatives au chlorothalonil (mancozèbe, métirame) sont également en cours d'examen par l'UE.

2.219. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil appuie la PCS n° 579 et renvoie à ses précédentes déclarations à ce sujet. Nous sommes d'avis que la décision de l'UE de fonder les mesures sur une approche reposant sur les dangers, sans réaliser une analyse appropriée des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis, est incompatible avec les règles de l'OMC. Le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil par l'UE n'a pas dûment tenu compte du fait que cette substance était actuellement autorisée dans plus de 100 pays et que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg. Nous insistons sur notre préoccupation systémique quant au fait que certaines analyses fondées sur les dangers menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont conduit au non-renouvellement de l'approbation de certaines substances et, par la suite, à la réduction de leurs LMR. L'Agence nationale pour la santé du Brésil a fixé des LMR du chlorothalonil pour plus de 30 cultures. Le cas du chlorothalonil porte particulièrement atteinte aux producteurs brésiliens de bananes, de café, d'agrumes, de papayes et de pastèques, entre autres produits.

2.220. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et demande que la déclaration qu'il a faite à la précédente réunion figure intégralement dans le compte rendu de la réunion en cours. Nous demandons de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, et de garantir des tolérances à l'importation.

2.221. *Déclaration faite à la réunion de juin 2022, en intégralité.*⁴⁹ Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et demande que la déclaration qu'il a faite à la précédente réunion figure intégralement dans le compte rendu de la réunion en cours. Nous demandons de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, et de garantir des tolérances à l'importation.

2.222. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala maintient sa position concernant cette préoccupation commerciale relative à l'utilisation du chlorothalonil parce qu'il n'y a pas actuellement de renseignements sur des données scientifiques prouvant les potentiels

⁴⁹ [G/TBT/M/87](#), paragraphe 2.332.

effets nocifs sur la santé humaine de la consommation de fruits et légumes, en particulier ceux produits en Amérique latine, et parce qu'aucune molécule sur le marché n'est actuellement aussi efficace pour lutter contre le champignon *Ascochyta*, surtout lorsque celui-ci est présent sur les légumes. Les substances pouvant remplacer le chlorothalonil sont le mancozèbe, l'azoxystrobine, le pyraclostrobine, le soufre et le difénoconazole. L'enregistrement de quatre de ces substances de remplacement aux fins de leur commercialisation dans l'Union européenne n'a pas été renouvelé et, par conséquent, les LMR ont été réduites à presque zéro, ce qui a privé les producteurs guatémaltèques de solution pour lutter efficacement contre les maladies fongiques. Compte tenu de cette situation, le Guatemala demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte de la situation analogue des pays tropicaux dans sa mise en œuvre des mesures, jusqu'à ce qu'elle dispose d'études concluantes et qu'elle se soit alignée sur les dispositions du Codex Alimentarius. Le Guatemala demande donc que l'approche de l'évaluation des risques et les preuves scientifiques soient prises en considération, et que des LMR qui cadrent avec la réalité des pays tropicaux soient fixées. On ne peut exiger des pays tropicaux qu'ils utilisent les mêmes traitements que les pays européens, car leurs conditions climatiques sont différentes. Par conséquent, nous demandons la révision des LMR pour le chlorothalonil, compte tenu du fait qu'aucune substance chimique sur le marché ne peut remplacer ce composé.

2.223. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie les Membres de l'OMC d'avoir soulevé cette question une fois de plus. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil par le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677⁵⁰, adopté le 29 avril 2019 et précédemment notifié au Comité OTC. Une fois la décision de non-renouvellement de l'approbation prise, l'UE a élaboré un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorothalonil, qui a été notifié au Comité SPS de l'OMC ([G/SPS/N/EU/394](#)). Compte tenu des préoccupations mises en évidence par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), l'UE a abaissé toutes les LMR pour le chlorothalonil aux limites de quantification pertinentes, par l'intermédiaire du Règlement (UE) n° 2021/155⁵¹ de la Commission du 9 février 2021. Les nouvelles valeurs s'appliquent à tous les produits alimentaires depuis le 2 septembre 2021. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres faits nouveaux dans l'UE concernant cette substance, car aucune nouvelle donnée n'a été reçue. Les demandes de tolérance à l'importation, qui doivent être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations, restent possibles et seront évaluées au cas par cas dans l'État membre "rapporteur" et par l'EFSA.

2.1.4.20 Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618)⁵²

2.224. La délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir une nouvelle fois exprimer ses préoccupations au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (notifié sous la cote [G/TBT/N/PER/7/Add.1](#)) et modifié par le Décret suprême n° 015-2019-SA (non notifié). L'utilisation d'autocollants est une pratique largement répandue au niveau international, car elle n'entrave pas la communication de renseignements fiables aux consommateurs. Les articles 8.1.1 et 8.1.2 de la norme du Codex relative aux produits préemballés (CODEX STAN 1-1985) prévoient expressément la possibilité d'utiliser des étiquettes ou autocollants supplémentaires, à condition qu'ils soient fixés sur l'emballage et si la langue de l'étiquette originale n'est pas nécessairement celle du consommateur à qui le produit est destiné. Le Brésil adhère à l'action menée par le Pérou en vue de garantir les normes sanitaires les plus élevées par l'adoption d'une réglementation technique qui contribue à une meilleure information des consommateurs. Malgré les préoccupations légitimes du Pérou au sujet des pratiques de nature à induire en erreur, les progrès réalisés en matière de technologie d'étiquetage permettent d'apposer

⁵⁰ Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677 de la Commission du 29 avril 2019 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant le Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission (J.O. L 114 du 30 avril 2019, page 15).

⁵¹ Règlement (UE) n° 2021/155 de la Commission du 9 février 2021 modifiant les annexes II, III et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de tétrachlorure de carbone, de chlorothalonil, de chlorprophame, de diméthoate, d'éthoprophos, de fénamidone, de méthiocarbe, d'ométhoate, de propiconazole et de pymétrozine présents dans ou sur certains produits (J.O. L 46 du 10 février 2021, page 5).

⁵² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 618](#).

les étiquettes de façon sûre. Nous prenons acte du fait que, selon le Décret suprême n° 005-2022-SA, l'entrée en vigueur de l'interdiction des autocollants a été reportée au 31 décembre 2022. Toutefois, le Brésil serait reconnaissant au Pérou de bien vouloir aligner de manière permanente ses prescriptions en matière d'étiquetage sur les normes internationales actuelles établies dans le cadre du Codex et de lever l'interdiction des autocollants pour les produits visés par le Manuel sur les messages d'avertissement. Le Brésil considère qu'un tel report est une solution provisoire et continuera de soulever cette PCS jusqu'à ce que le Pérou supprime définitivement ses lourdes prescriptions relatives à l'étiquetage des produits alimentaires.

2.225. La délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie souhaite soulever de nouveau cette préoccupation commerciale concernant l'utilisation d'étiquettes adhésives comportant des messages d'avertissement prévue dans le Manuel sur les messages d'avertissement, approuvé au moyen du Décret n° 012-2018-SA. En réalité, conformément au Décret n° 005-2022, à partir du 1^{er} janvier 2023, les étiquettes ne pourront plus être utilisées et les messages d'avertissement devront être imprimés directement sur l'emballage des produits. Lors de précédentes occasions, il a été suggéré que l'utilisation d'étiquettes adhésives ne dénature pas l'objet de la norme car les messages d'avertissement, qu'ils figurent sur les étiquettes adhésives ou qu'ils soient imprimés directement sur l'emballage des produits, restent clairs, lisibles, bien visibles et compréhensibles. En fait, avec les technologies actuelles, il est possible d'imprimer des étiquettes autocollantes qui ne se décollent pas de l'emballage, ce qui garantit qu'elles restent apposées bien qu'elles ne soient pas imprimées directement sur l'emballage. Il est donc dans notre intérêt, et certainement dans celui d'autres pays aussi, d'utiliser des étiquettes adhésives pour une durée indéterminée. En outre, nous estimons que la politique dans le cadre de laquelle ce règlement est adopté, même si elle est destinée à protéger la santé publique, devrait être mise en œuvre de telle manière qu'elle ne crée pas d'obstacle non nécessaire au commerce. Pour la Colombie, les premières estimations des associations commerciales indiquent que cette mesure affecte particulièrement les petites et moyennes entreprises, qui ont exporté vers le Pérou des produits alimentaires transformés d'une valeur totale de 53 millions d'USD. Elle crée également des difficultés logistiques liées à la distribution, car les établissements exigent généralement que la mise en conformité avec les normes se fasse en avance de sorte que lors de la vente aux consommateurs finals, la conformité est garantie. Parallèlement, cette mesure affecte la compétitivité des produits car elle augmente les coûts, parce que les producteurs doivent installer des lignes d'emballage différentes ou contracter avec des tierces parties afin d'emballer les produits séparément selon le pays d'exportation. Enfin, nous saluons les discussions trilatérales qui se sont tenues à différents niveaux et invitons les parties à continuer de travailler de manière coordonnée et à tenir compte des considérations ci-dessus, en autorisant l'utilisation d'étiquettes adhésives pour une durée indéterminée.

2.226. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) remercie le Pérou d'avoir encore prolongé, jusqu'au 31 décembre 2022, la possibilité d'utiliser des autocollants sur les produits importés pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage des produits alimentaires transformés. Cependant, l'UE aimerait de nouveau inviter instamment le Pérou à prévoir une possibilité permanente d'utiliser des autocollants sur les produits importés. Les multiples et imprévisibles prolongations du délai perturbent gravement les échanges parce que les détaillants du marché péruvien cessent d'acheter des produits comportant des autocollants plusieurs mois avant chaque échéance. Ces perturbations entraînent des pertes importantes pour les importateurs et les producteurs, ainsi qu'une perturbation des flux commerciaux et l'indisponibilité des produits affectés sur le marché péruvien. L'UE reconnaît que la fourniture de renseignements fiables au consommateur péruvien et la protection de la santé publique sont des objectifs légitimes. Néanmoins, l'obligation d'imprimer des renseignements sur l'emballage du produit constitue une restriction non nécessaire du commerce et représente une charge disproportionnée pour les producteurs étrangers, en particulier les PME. Dans l'UE et la plupart des pays du monde, les autocollants sont autorisés pour les produits alimentaires, pour autant que les renseignements soient exacts et que les autocollants ne se détachent pas facilement. Nous invitons une fois de plus le Pérou à travailler au niveau bilatéral avec l'UE sur cette question.

2.227. La délégation du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à maintenir sa préoccupation commerciale concernant le processus de mise en œuvre du projet de règlement établi au titre du Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA du Pérou. Le Costa Rica souhaite remercier le Pérou d'avoir prolongé le délai d'utilisation des étiquettes adhésives. Toutefois, cette solution temporaire laisse nos exportateurs sans aucune certitude juridique ni clarté au sujet

des règlements s'appliquant au commerce des produits alimentaires au Pérou. Il faut obtenir des progrès concernant une modification du règlement final, qui permettrait l'utilisation d'étiquettes autocollantes pour une période illimitée. Il convient de noter que l'utilisation d'étiquettes adhésives est largement acceptée au niveau international, car elles permettent d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Au niveau du CODEX par exemple, les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985) permettent l'utilisation d'étiquettes supplémentaires ou adhésives, à condition qu'il soit garanti qu'elles ne se détacheront pas du récipient ou si la langue employée sur l'étiquette originale ne convient pas au consommateur à qui le produit est destiné. Le Costa Rica prie les autorités péruviennes de bien vouloir envisager d'autoriser l'utilisation des étiquettes adhésives sur une base réciproque, étant donné que ces étiquettes peuvent être utilisées sur les produits alimentaires péruviens destinés à être commercialisés en Amérique centrale. Nous demandons aux autorités péruviennes de fournir des renseignements sur l'état d'avancement de ce règlement et d'indiquer si elles comptent toujours interdire l'utilisation d'autocollants sur les étiquettes ainsi que le calendrier d'entrée en vigueur du règlement.

2.228. La délégation du Chili a communiqué la déclaration suivante. Elle souhaite remercier les délégations du Brésil, de la Colombie et de l'Union européenne d'avoir inscrit cette préoccupation commerciale spécifique à l'ordre du jour. Notre délégation prie instamment l'autorité de réglementation du Pérou d'autoriser à titre permanent l'utilisation d'étiquettes adhésives sur l'emballage des produits alimentaires et, ainsi, d'éviter de créer un obstacle non nécessaire au commerce. Enfin, nous souhaitons remercier le Pérou pour les discussions bilatérales que nous avons eues sur ce sujet.

2.229. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué lors des précédentes réunions, le Paraguay approuve l'objectif de protection de la santé publique visé par le Pérou et considère que la fourniture de renseignements aux consommateurs au moyen de l'étiquetage constitue une stratégie appropriée. Néanmoins, nous partageons et appuyons les préoccupations exprimées par d'autres Membres au sujet du délai fixé pour l'utilisation des étiquettes supplémentaires. Il convient de noter que l'utilisation d'étiquettes de ce type est largement acceptée au niveau international, ces étiquettes permettant d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Leur non-acceptation est donc plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. En ce qui concerne le délai de grâce accordé pour autoriser l'utilisation de ces étiquettes jusqu'au 31 décembre 2022, non seulement il arrivera bientôt à échéance mais les prolongations temporaires laissent les exportateurs sans aucune certitude juridique. En conséquence, nous demandons au Pérou d'autoriser l'utilisation de ce type d'étiquettes adhésives pour une durée indéfinie et de garder à l'esprit les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord OTC.

2.230. La délégation du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous rappelons que nous reconnaissons au Pérou le droit de protéger la santé des personnes et de fournir aux consommateurs des renseignements sur les produits alimentaires. Le Décret suprême n° 005-2022-SA publié le 31 mars 2022 au Journal officiel, *El Peruano*, a prolongé jusqu'au 31 décembre 2022 le délai pour l'utilisation sur les produits importés d'autocollants comportant des messages d'avertissement comme le prévoit le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé par le Décret suprême n° 012-2018-SA, dans le cadre des dispositions de la Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents, et ses règlements approuvés par le Décret suprême n° 017-2017-SA. Il est de nouveau demandé au Pérou de reconsidérer l'utilisation d'une étiquette supplémentaire, car il s'agit d'une pratique largement acceptée au niveau international, comme indiqué lors de précédentes réunions du Codex Alimentarius et comme le prévoit la norme CXS 1-1985 du Codex, parce qu'elle permet d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information du consommateur. Il existe une norme internationale, qui garantira que le commerce n'est pas entravé plus qu'il n'est nécessaire, et nous demandons donc au Pérou d'appliquer cette mesure parce que l'étiquette adhésive remplit la même fonction et atteint le même objectif légitime visé par le Pérou. Pour information, le Guatemala réitère les déclarations qu'il a faites aux précédentes réunions du Comité. Nous serions reconnaissants au Pérou de bien vouloir tenir ce comité informé des évolutions et des modifications de ce règlement.

2.231. En réponse, la délégation du Pérou a communiqué la déclaration suivante. À cet égard, le Pérou réaffirme qu'il est déterminé à œuvrer pour protéger la santé de ses citoyens et de ses groupes vulnérables, tels que les enfants et les adolescents, grâce à des politiques publiques conçues pour

atteindre cet objectif et conformément à ses engagements commerciaux internationaux dans ce domaine. De ce point de vue, il s'efforce de veiller à ce que les renseignements contenus dans le Manuel sur les messages d'avertissement (MAP) parviennent aux consommateurs de manière claire et efficace, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. En réponse aux préoccupations exprimées par certains Membres et conformément à ce qu'il a indiqué à la précédente réunion du Comité OTC, le Pérou a, par le Décret suprême n° 005-2022-SA, prolongé jusqu'au 31 décembre 2022 la période pendant laquelle l'utilisation d'étiquettes adhésives d'avertissement est autorisée, telle que le prévoit le paragraphe 8.3 de l'article 8 du Décret suprême n° 012-2018-SA portant approbation du MAP en vertu de la Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents. À cet égard, comme il a déjà été indiqué à plusieurs occasions, nous nous coordonnons avec le Ministère de la santé du Pérou afin d'être en mesure d'apporter une réponse définitive sur cette question. Nous répétons également que le Pérou souhaite honorer ses engagements dans le cadre de l'OMC et réaffirme donc sa détermination à ne pas élaborer, adopter ou appliquer des règlements techniques susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

2.1.4.21 Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, [G/TBT/N/IND/168](#) (ID 651)⁵³

2.232. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. C'est la cinquième réunion consécutive du Comité OTC à laquelle les États-Unis doivent faire part de leurs préoccupations concernant la mesure de l'Inde qui exige que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", mesure notifiée le 2 septembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/168](#), et dont la date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} mars 2021 a été notifiée ultérieurement. L'Inde n'a toujours pas répondu à nos questions sur les raisons justifiant l'obligation d'accompagner chaque lot d'un certificat "non génétiquement modifié". L'Inde a précédemment renvoyé à sa loi sur la protection de l'environnement (1986) et à son règlement d'application de 1989, et à l'absence d'approbation par le Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC) concernant les 24 cultures énumérées dans le Décret, comme preuve que la règle relative aux produits non génétiquement modifiés n'est ni nouvelle ni restrictive pour le commerce. Les États-Unis doivent souligner que si l'autorité que l'Inde exerce pour réglementer les aliments "génétiquement modifiés" n'est ni nouvelle ni en question, la prescription imposant aux autorités compétentes d'apposer sur chaque lot un certificat attestant que les produits ne sont pas génétiquement modifiés a d'abord été introduite en 2020 et qu'elle a créé des perturbations commerciales dans les expéditions de pommes et de riz en provenance des États-Unis en 2021. L'absence d'approbation du GEAC illustre le manque de transparence et l'inefficacité du processus d'approbation, qui alourdit la charge que l'Inde fait peser sur ses partenaires commerciaux. Les États-Unis ont déjà proposé à plusieurs reprises d'avoir une coopération technique et un dialogue avec le gouvernement indien. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de dialoguer avec les États-Unis et ses partenaires commerciaux afin de trouver une solution alternative moins restrictive pour le commerce.

2.233. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait renvoyer à ses déclarations précédentes sur cette question. L'UE a présenté ses observations relatives à la notification OTC en demandant des éclaircissements supplémentaires qui n'ont pas obtenu de réponse et au Décret déjà entré en vigueur. L'UE considère que les prescriptions de l'Inde vont au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré et qu'elles font peser une charge et des coûts supplémentaires sur les exportateurs de l'UE. Elle invite l'Inde à expliquer pourquoi elle juge nécessaire d'imposer une telle charge à des partenaires commerciaux ayant une forte prévalence de produits non génétiquement modifiés sur leur marché intérieur et un solide cadre réglementaire régissant l'utilisation des OGM. Outre le fait que seul un nombre limité de cultures alimentaires auxquelles il est fait référence dans l'annexe sont autorisées à contenir des OGM, les produits génétiquement modifiés sont soumis à des règles très strictes en matière de traçabilité et d'étiquetage. L'UE souhaite demander à l'Inde de lever la prescription consistant à accompagner les produits alimentaires d'un certificat.

2.234. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon réaffirme que la mesure qui prescrit que 24 produits agricoles importés en Inde doivent être munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés n'est pas fondée sur des principes scientifiques ni sur une évaluation adéquate des risques,

⁵³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 651](#).

qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire et qu'elle pourrait avoir des effets négatifs sur le commerce agricole entre l'Inde et d'autres Membres de l'OMC. Au Japon, en vertu des lois nationales, l'importation, la distribution, la culture et les autres utilisations générales des produits agricoles génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine sont soumises à des évaluations de sécurité, et les produits agricoles qui ne sont pas approuvés par le processus d'évaluation ne peuvent être ni importés ni distribués sur le territoire national. Si certains produits font déjà l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine, aucune raison scientifique ne justifie d'exiger qu'ils soient accompagnés de certificats attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés ou sans OGM. Le Japon demande à l'Inde de retirer la prescription visant à joindre des certificats aux produits alimentaires qui font l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine.

2.235. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Inde pour son engagement et sa coopération constants au sujet du recours aux certificats attestant que les produits sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", ainsi que pour les réponses précédentes fournies par l'Inde au Comité OTC. L'Australie partage le point de vue selon lequel l'utilisation des OGM dans l'agriculture doit être sûre et elle est une fervente partisane d'une réglementation des OGM solide et fondée sur les risques et la science. Elle réaffirme qu'il est de pratique internationale courante de maintenir une surveillance et des contrôles réglementaires sur les cultures agricoles faisant l'objet de modifications génétiques. Exiger des assurances concernant les OGM pour chaque expédition individuelle n'améliore pas les résultats réglementaires. Afin de s'assurer que le commerce n'est pas soumis à des coûts non nécessaires et à des charges réglementaires supplémentaires pour les exportateurs australiens et pour les importateurs indiens, l'Australie demande que des arrangements de remplacement reconnaissant les systèmes réglementaires mis en place par les pays pour contrôler les exportations d'OGM soient mis en œuvre. Elle maintient une réglementation appropriée des cultures d'OGM et est en mesure de fournir des garanties quant aux cultures qui sont ou ne sont pas soumises à des modifications génétiques. Elle travaillera avec l'Inde pour trouver une solution mutuellement acceptable qui facilite des échanges commerciaux libres et ouverts, conformément aux principes de l'Accord de coopération économique et commerciale entre l'Australie et l'Inde (AI-ECTA), qui a été conclu récemment. L'Australie se réjouit à l'idée de poursuivre sa collaboration avec l'Inde sur cette question.

2.236. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à réitérer les préoccupations qu'il a soulevées aux précédentes réunions du Comité OTC, à celles du Comité SPS et devant le Conseil du commerce des marchandises concernant la mise en œuvre du Décret d'août 2020 de l'Inde, qui exige qu'un certificat accompagne les envois de 24 produits alimentaires importés attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés (ou qu'ils ne contiennent pas d'OGM). Comme le Canada l'a indiqué en détail dans les observations qu'il a transmises par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde en octobre 2020, nous craignons que ce décret ait un effet disproportionné sur la capacité des pays producteurs d'OGM à exporter vers l'Inde et qu'il ait des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce. Le Canada se félicite de la décision de l'Inde d'accepter l'attestation canadienne de certification "non génétiquement modifié" pour les exportations de haricots. Toutefois, il continue d'encourager l'Inde à envisager une approche moins contraignante pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire énoncés dans le décret.

2.237. Selon un large consensus scientifique, les produits alimentaires dérivés des biotechnologies qui ont été soumis à une rigoureuse évaluation scientifique de sécurité conformément aux lignes directrices et normes acceptées au niveau international sont considérés aussi sûrs que leurs équivalents conventionnels. Jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée et pour réduire autant que possible les perturbations du commerce, le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et d'autoriser la poursuite des échanges commerciaux sans imposer de certificat. Cela permettrait de poursuivre le dialogue avec les Membres et d'examiner et d'envisager une mesure alternative moins restrictive pour le commerce afin d'atteindre l'objectif visé par l'Inde. Enfin, compte tenu de l'objectif déclaré du Décret, qui est de "garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés en Inde", le Canada demande une fois encore à l'Inde de notifier au Comité SPS le Décret sur les produits non génétiquement modifiés. Nous nous tenons à disposition et nous réjouissons à l'idée de poursuivre les discussions à ce sujet dans un cadre bilatéral.

2.238. La délégation de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, l'Uruguay souhaite rappeler qu'il existe un consensus au niveau international selon lequel les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les

pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex relatives à la méthodologie d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants. Par conséquent, l'Uruguay, en tenant dûment compte des réponses déjà fournies par l'Inde, estime qu'il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans la norme applicable, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. À la lumière de cet objectif, nous aimerions demander pourquoi la délégation de l'Inde n'a toujours pas notifié cette mesure au Comité SPS, bien qu'elle l'ait notifiée au Comité OTC, comme l'Uruguay et divers autres Membres l'ont demandé. L'Uruguay tient de nouveau à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre dans le but de réduire au maximum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords OTC et SPS. Nous restons attentifs à toute observation et réponse de la part de la délégation de l'Inde en lien avec les préoccupations des Membres, comme l'ont dit de nombreuses délégations depuis près de deux ans, y compris l'Uruguay, tant à Genève qu'à New Delhi.

2.239. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa préoccupation liée au fait que cette mesure pourrait établir le principe injustifié selon lequel les produits alimentaires génétiquement modifiés qui sont évalués et autorisés sur le fondement de solides processus réglementaires sont moins sûrs que les produits alimentaires non génétiquement modifiés. Les produits génétiquement modifiés ont fait l'objet de rigoureuses évaluations scientifiques de sécurité conformément aux normes, lignes directrices et recommandations internationales afin de garantir qu'ils sont considérés aussi sûrs que leurs équivalents conventionnels. Nous attendons avec intérêt les réponses de l'Inde aux questions que nous avons posées tant à Genève qu'à New Delhi, et nous nous associons aux autres délégations pour demander que cette mesure soit également notifiée au Comité SPS puisque son objectif, selon l'Inde, est la santé et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

2.240. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne cette mesure, l'Argentine réitère sa préoccupation et souligne à nouveau que la mesure n'est étayée par aucune explication scientifique. À cet égard, nous nous associons aux déclarations faites avant nous. L'Argentine craint que cette prescription ne crée un précédent et qu'elle ne constitue un obstacle au commerce, qui pourrait à l'avenir s'étendre à d'autres produits, voire à leurs dérivés. Nous demandons donc à l'Inde d'envisager le réexamen de cette mesure.

2.241. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à soulever les points suivants: la Loi de 1986 sur la protection de l'environnement et son règlement d'application prescrivent que nul ne peut importer ou exporter des organismes/substances ou cellules génétiquement modifiés sans autorisation du Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC). La notification n° 2 (RE 2006)/2004-2009 de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT), datée du 7 avril 2006, relative à l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés, indique expressément que l'importation d'OGM et d'OVM destinés à l'alimentation est régie par les dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et son règlement d'application de 1989. Le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné. À ce jour, les exportateurs de plusieurs partenaires commerciaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Türkiye, l'Iran, la Chine, l'UE – y compris l'Italie, l'Allemagne et la France – et la Thaïlande, fournissent déjà les certificats requis. Dès lors, selon notre évaluation, ce décret n'est pas restrictif pour le commerce. Dans le même esprit, l'Inde délivre ces certificats pour ses propres exportations vers d'autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer les certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation sont sans OGM. L'EIC a délivré plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation des cultures vivrières primaires ainsi que des produits alimentaires transformés vers plusieurs pays. Dans ce contexte, nous demandons aux délégations intéressées de faire part des questions spécifiques qui se présentent au sujet de ce décret.

2.1.4.22 Inde – Projet de règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), [G/TBT/N/IND/180](#) (ID 667⁵⁴)

2.242. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion de ce comité en juillet 2022, où elle a soulevé pour la deuxième fois sa préoccupation au sujet du projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), que le gouvernement indien a notifié aux Membres de ce comité le 25 novembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/180](#). À cet égard, la délégation mexicaine réitère sa préoccupation au sujet de la proportionnalité et du champ d'application de la mesure, notamment en ce qui concerne les boissons alcooliques. À la réunion du Comité en juillet 2022, la délégation de l'Inde a indiqué que les guides détaillés contenant des renseignements sur les procédures et des lignes directrices étaient toujours en cours d'examen, que l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde poursuivait le processus d'élaboration des lignes directrices et qu'elle ménagerait un délai suffisant pour s'y conformer. Nous serions donc reconnaissants si des renseignements actualisés pouvaient nous être communiqués au sujet de cette mesure, afin de pouvoir en assurer le suivi en temps utile, compte tenu de sa grande importance pour la branche de production et le gouvernement mexicains.

2.243. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent préoccupés par le projet de mesure de l'Inde, qui a été notifié au Comité OTC de l'OMC sous la cote [G/TBT/N/IND/180](#). Comme les États-Unis l'ont noté lors de précédentes réunions du Comité OTC, ce projet de règlement laisse de nombreuses questions sans réponse pour les établissements étrangers de fabrication d'aliments, les autorités compétentes et les autres parties prenantes. Le projet de règlement dispose que l'Inde peut identifier des catégories de "risque" pour les produits alimentaires "de temps à autre ... pour lesquelles l'inspection ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent ces catégories d'aliments sera obligatoire". Nous sommes préoccupés par le peu de renseignements détaillés disponibles à propos du champ d'application de ce projet de règlement technique et par les renseignements scientifiques que l'Inde utilisera pour déterminer le "risque" spécifique pour les catégories de produits alimentaires. Lors de la réunion du Comité en juillet 2022, l'Inde a indiqué que des "lignes directrices/procédures opérationnelles" étaient en cours d'élaboration pour cette mesure. Ces lignes directrices et procédures opérationnelles seront-elles notifiées, et l'Inde a-t-elle fixé un calendrier de notification de ces renseignements?

2.244. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite renvoyer à ses déclarations précédentes sur le sujet. Tout d'abord, l'UE rappelle qu'elle attend une réponse écrite aux observations qu'elle a communiquées en février 2021 concernant la notification contenue dans le document [G/TBT/N/IND/180](#). Nous prions une fois de plus l'Inde de répondre par écrit aux observations de l'UE, compte tenu de l'importance de donner de la clarté et de la certitude aux pays exportateurs concernant les prescriptions de l'Inde en matière d'importation. S'agissant du Décret que la FSSAI a adopté le 10 octobre 2022, nous souhaitons remercier l'Inde d'avoir clarifié, quoique de manière générale seulement, le champ d'application des catégories de produits/aliments soumis à enregistrement des établissements étrangers de fabrication d'aliments, et d'avoir reporté la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles au 1^{er} février 2023.

2.245. Toutefois, compte tenu des perturbations du commerce liées au nouvel enregistrement des établissements, même s'ils ne sont pas associés aux nouvelles mesures sanitaires; du caractère générique de la liste des catégories de produits/aliments; de l'absence de tout critère de définition des risques associés à la liste mentionnée; du nombre de questions laissées sans réponse par l'Inde; et, enfin, de l'importance que les autorités compétentes et les entreprises des pays exportateurs aient assez de temps pour s'adapter, l'UE souhaite demander à l'Inde de: reporter davantage la date d'entrée en vigueur d'au moins 12 mois; clarifier le sens de l'expression "entrée en vigueur", c'est-à-dire préciser si elle correspond à la "date d'arrivée en Inde" ou à la "date de départ des pays exportateurs"; fournir une liste des codes de produits du SH à au moins quatre chiffres, et des risques associés à chaque catégorie de produits/aliments; définir le terme "établissements"; rendre aisément accessibles, à tout moment, les mesures sanitaires d'importation de l'Inde qui s'appliquent à chacune des catégories de produits/aliments soumis à l'enregistrement des établissements;

⁵⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 667](#).

clarifier où et à qui les listes d'établissements déjà enregistrés seront communiqués par l'Inde; clarifier les modalités liées aux inspections (et vérifications) des établissements par l'Inde et par les autorités compétentes des pays exportateurs; fournir des lignes directrices par écrit aux entreprises et pays exportateurs sur la manière dont ils doivent enregistrer les établissements et envoyer les listes d'établissements à l'Inde, et les tenir à jour; envisager d'éviter que les autorités compétentes des pays exportateurs aient à signer plus d'un certificat avec les mêmes mesures sanitaires; et, enfin, notifier très en avance ses mesures liées à l'enregistrement des établissements au Comité SPS de l'OMC également. L'UE tient à remercier l'Inde de sa volonté de se rencontrer pour discuter de toutes ces questions.

2.246. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande souhaite remercier l'Inde des renseignements oraux qu'elle a fournis jusqu'ici au sujet de ce projet de règlement et du récent décret qui clarifie les produits pour lesquels l'enregistrement des fabricants est requis. Toutefois, la Nouvelle-Zélande est d'avis que l'enregistrement et la vérification des installations étrangères de fabrication crée des restrictions non nécessaires au commerce et qu'ils doivent être gérés par l'autorité compétente du pays exportateur plutôt que par le pays importateur. Nonobstant ces préoccupations, la Nouvelle-Zélande continue de souhaiter consulter les lignes directrices écrites détaillées sur cette proposition de règlement, y compris le processus de mise en œuvre ainsi que les critères applicables à la vérification, avant son entrée en vigueur. Elle est également préoccupée par le niveau de détail qu'il est proposé de prescrire concernant l'enregistrement, qui comprend actuellement les noms des produits et les codes du SH, plutôt que le type de produit seulement.

2.247. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. Elle remercie l'Inde d'avoir précisé que ce règlement ne s'applique qu'à cinq catégories de produits alimentaires. C'est conforme au précédent avis de la FSSAI selon lequel les règlements proposés ne s'appliqueront pas à tous les établissements alimentaires. L'Australie souhaiterait recevoir des renseignements concernant l'évaluation des risques sur la base de laquelle l'Inde a conclu que des mesures supplémentaires étaient nécessaires pour l'enregistrement de toutes les installations de fabrication de produits alimentaires auprès de la FSSAI. L'Australie peut également indiquer qu'elle dispose de mesures législatives spécifiques concernant le contrôle des exportations des catégories de produits alimentaires visées par le règlement révisé de l'Inde. Elle serait reconnaissante qu'il soit possible de rationaliser le processus afin de réduire la charge administrative pour toutes nos branches de production. Nous suggérons à l'Inde d'examiner les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires de ses partenaires commerciaux lors de la mise en œuvre du règlement. L'Australie se réjouit de travailler avec l'Inde pour favoriser une approche de la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit davantage fondée sur les risques.

2.248. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer les préoccupations soulevées au sein du Comité OTC depuis février 2021 au sujet du projet de modification du Règlement modificatif concernant les normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires (Importation) de l'Inde, pour ce qui est de l'enregistrement, de l'inspection et/ou de la vérification des établissements étrangers de fabrication de produits alimentaires qui fabriquent des produits alimentaires destinés à l'Inde. Si le Canada reconnaît le droit de l'Inde de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité publiques, plusieurs éléments figurant dans les modifications proposées par l'Inde demeurent ambigus. Comme indiqué précédemment, on ne voit pas clairement quels critères seront utilisés pour déterminer le niveau de risque que peuvent présenter les produits alimentaires importés en Inde, quelles circonstances donneront lieu à une vérification ou à une inspection des établissements étrangers de fabrication. En outre, le Canada reste préoccupé par les mesures concernant les produits cibles, le plan de mise en œuvre, les taux de vérification, les mesures de mise en conformité et les appels. Nous sommes d'avis que l'approche adoptée par l'Inde dans ces domaines risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Canada note que l'Inde n'a pas encore répondu aux observations adressées à son point d'information le 21 janvier 2021. Nous apprécierions qu'elle indique à quelle date elle prévoit de fournir les détails demandés. Enfin, le Canada réitère sa demande à l'Inde de notifier ces modifications au Comité SPS car le règlement proposé par l'Inde couvre des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui sont destinées à protéger la santé et la sécurité publiques.

2.249. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Nous réitérons les préoccupations soulevées à la précédente réunion de ce comité. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'Argentine nourrit de nombreux doutes quant à l'entrée en vigueur et à la mise en œuvre des

dispositions du règlement, surtout en ce qui concerne les produits visés et les dispositions relatives à l'enregistrement, à l'inspection et à la vérification des établissements exportateurs. Toutes nos questions ont été dûment adressées par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde. Elles ont également été transmises en temps voulu à une série d'autorités compétentes concernées. Nous n'avons pas encore reçu les précisions correspondantes. Nous espérons les recevoir dans les meilleurs délais, et nous espérons que cette nouvelle norme ne deviendra pas une restriction injustifiée, afin de faire en sorte que les échanges avec l'Inde, un partenaire commercial très important pour le secteur agricole argentin, ne soient pas affectés.

2.250. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde est un organe de réglementation chargé d'établir des normes fondées sur la science concernant des articles alimentaires et de réguler leur fabrication, leur entreposage, leur distribution, leur vente et leur importation, d'assurer la disponibilité d'aliments sûrs et sains pour la consommation humaine, et de questions connexes. Conformément à la section 25 de la Loi de 2006 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, la FSSAI réglemente et assure la sécurité des aliments importés dans le pays. En conséquence, pour envisager un système solide de sécurité et de surveillance des produits alimentaires, la FSSAI a notifié le Règlement modificatif de 2021 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), en date du 3 novembre 2021, qui fixe le cadre juridique régissant l'enregistrement et l'inspection des installations étrangères de fabrication de produits alimentaires. En outre, en vertu du Règlement, l'enregistrement et l'inspection de ces installations seront fondés sur le risque que présente chaque catégorie d'aliments, comme le précise l'Autorité de l'alimentation de temps à autre. Le projet de règlement a également été notifié sur le portail de l'OMC afin que des observations puissent être formulées. Plusieurs États Membres ont adressé des observations concernant les procédures et la liste de produits pour lesquels les établissements de fabrication doivent fournir des détails afin d'être enregistrés.

2.251. Pour répondre à toutes ces questions, la FSSAI, en vertu du Décret du 10 octobre 2022, a indiqué que les installations étrangères de fabrication d'aliments relevant des catégories lait et produits laitiers, viandes et produits à base de viande y compris la volaille, le poisson et leurs produits, poudre d'œufs, produits nutraceutiques et aliments pour nourrissons, ainsi que les fabricants désireux d'exporter de tels articles en Inde, devaient s'enregistrer auprès de l'Autorité alimentaire avant d'exporter vers l'Inde. À ces fins, il est demandé aux autorités compétentes des pays exportateurs de fournir la liste des fabricants existants et de ceux qui envisagent d'exporter ces produits alimentaires en Inde. De plus, certains pays ont déjà commencé à fournir la liste des fabricants qui envisagent d'exporter ces produits en Inde. Dans la mesure où l'Inde a prié les autorités compétentes des pays exportateurs de fournir la liste des fabricants qui envisagent d'y exporter leurs produits, aucune prescription figurant dans des procédures opérationnelles normalisées/lignes directrices ne s'applique actuellement concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires pour le mécanisme en vigueur car il est ouvert et transparent. La pratique consistant à recenser/enregistrer les établissements étrangers existe déjà dans différents pays comme l'UE, la Corée, le Canada et les États-Unis et d'autres procédures analogues sont en vigueur. L'Inde étant un pays en développement et l'un des premiers marchés alimentaires du monde, il est absolument indispensable de garantir la sécurité et la qualité des aliments, conformément à la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires. Cette disposition permettra d'assurer la sécurité et la qualité des produits alimentaires fabriqués afin d'être importés en Inde et contribuera aussi à réduire le temps que prennent les inspections et le dédouanement aux ports.

2.1.4.23 Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia), [G/TBT/N/EGY/313](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.2](#) (ID 718⁵⁵)

2.252. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada s'associe aux États-Unis, à l'Union européenne et aux autres Membres qui sont intervenus pour exprimer leurs préoccupations persistantes à l'égard des nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés. Le Canada comprend l'objectif de l'Égypte de faire en sorte que les produits certifiés halal qu'ils achètent et consomment le sont effectivement,

⁵⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 718](#).

conformément à la charia. Toutefois, il estime aussi que de telles mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif. Le Canada remercie l'Égypte d'avoir notifié cette mesure au Comité OTC de l'OMC en décembre 2021, mais souligne qu'elle ne l'a pas fait avant la date de mise en œuvre du 1^{er} octobre 2021. Les Membres ont l'obligation de ménager un délai suffisant (d'au moins 60 jours) à leurs partenaires commerciaux pour qu'ils présentent des observations sur une mesure donnée afin que celles-ci puissent être prises en considération avant la mise au point définitive de la mesure. Conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, une période de six mois entre la notification de la mesure définitive et son entrée en vigueur est considérée comme un délai raisonnable pour laisser à la branche de production le temps de s'adapter aux nouvelles prescriptions. Le Canada accueille avec satisfaction les éclaircissements supplémentaires communiqués dans la notification de cette mesure au Comité OTC de l'OMC en août 2022, mais il souhaite tout de même obtenir des précisions additionnelles sur le calendrier de mise en œuvre de cette mesure.

2.253. Bien que le Canada se félicite du report de la certification halal égyptienne pour les produits laitiers jusqu'à octobre 2022, il reste préoccupé par le manque de détails, de documents et de précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre et sur la façon dont les produits spécifiques seront touchés. Il encourage l'Égypte à réexaminer cette mesure compte tenu du degré d'incertitude, de l'absence de protocole de mise en œuvre clair et de l'accroissement non nécessaire des coûts et de la charge administrative. Par exemple, dans le nouveau régime proposé, un seul organisme de certification égyptien sera habilité à certifier les produits halal à destination du marché égyptien. Nous croyons comprendre que les frais de certification halal à la charge des exportateurs de produits halal vers l'Égypte ont déjà été considérablement haussés en conséquence. La nouvelle mesure pourrait conduire à un processus de certification trop contraignant et coûteux, et plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré de l'Égypte. Le Canada encourage vivement l'Égypte à avoir des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure.

2.254. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. La préoccupation du Kenya quant à ce règlement tient à ce que les autorités égyptiennes insistent pour que seules les entreprises de leur pays puissent procéder à la certification halal. Le Kenya dispose d'un organisme de certification halal avec lequel l'Égypte peut travailler en partenariat pour atteindre ses objectifs en matière de certification halal. Il estime que cette mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire lorsque l'Égypte prescrit que seule l'ISEG Halal Egypt peut certifier les importations en provenance d'autres pays. Elle est également contraire au principe du traitement national en limitant les entités habilitées à procéder à la certification halal. Cela contrevient aux articles 2.2 et 2.1 de l'Accord OTC, respectivement. Cette mesure sera trop coûteuse pour les exportations du Kenya vers le marché égyptien, ce qui rendra les produits kényans non compétitifs. Le Kenya demande à l'Égypte de collaborer avec les organismes kényans de certification halal.

2.255. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite faire part de ses préoccupations à l'égard des prescriptions relatives à la certification halal mises en place à compter du 1^{er} octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. La branche de production de l'UE s'inquiète de l'incidence négative que cette mesure aurait sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE regrette que l'Égypte ait notifié au Comité OTC les exigences régissant l'importation de viande, de volaille et de leurs produits, et de lait et de produits laitiers que le 1^{er} octobre 2021, et que la notification ne contienne pas le texte de la mesure. L'UE se félicite que la prescription concernant les produits laitiers ait été suspendue jusqu'au 1^{er} octobre 2022; une nouvelle suspension de la prescription serait la bienvenue jusqu'à ce que les questions relatives au processus de certification et aux coûts soient pleinement clarifiées, comme il est expliqué ci-après. Elle rappelle que, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC, les Membres ménageront aux autres Membres un délai raisonnable (au moins 60 jours) pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit sur leurs projets de mesures, afin que ces observations puissent être prises en compte. En tout état de cause, l'UE a présenté des observations écrites le 26 janvier 2022 et souhaiterait recevoir une réponse des autorités égyptiennes. Dans ce contexte, nous tenons à saluer la notification communiquée par l'Égypte en août, reproduite dans l'addendum à la notification 313 ([G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#)), laquelle fournit des codes SH supplémentaires concernant les produits

visés et des renseignements sur les procédures pertinentes et sur les prescriptions en matière d'étiquetage.

2.256. Toutefois, il manque encore un certain nombre de renseignements importants et pratiques pour les opérateurs économiques tels que les délais de délivrance des certificats par l'IS EG Halal, des précisions sur les audits, etc. Enfin, l'observation de l'UE concernant la position de monopole détenue par l'IS EG Halal ne semble pas avoir été prise en compte non plus. L'UE tient à remercier l'Égypte pour les contacts bilatéraux utiles. Nous avons accueilli avec satisfaction les mesures de facilitation notifiées au Comité OTC le 4 avril 2022, qui ont prolongé jusqu'au 30 septembre 2022 la période pendant laquelle les importations de lait et de produits laitiers étaient acceptées en Égypte sans certificat halal. Néanmoins, certaines de ces mesures de facilitation n'étaient que temporaires et les entreprises concernées ont besoin de plus de temps pour s'adapter aux nouvelles prescriptions en matière de certification et d'étiquetage. Par conséquent, l'UE demande instamment à l'Égypte de reporter la mise en œuvre de cette mesure et de ménager un délai d'adaptation raisonnable d'au moins un an entre la publication des mesures – prescriptions actualisées en matière de certification et d'étiquetage halal – et leur entrée en vigueur, conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC.

2.257. L'UE souhaite inviter l'Égypte à reconsidérer la décision d'accorder le droit de certifier la conformité aux prescriptions halal à une seule entreprise, IS EG Halal, et à prévoir un système de certification halal qui autoriserait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La certification par IS EG Halal de produits provenant d'établissements déjà certifiés par d'autres sociétés prolongerait les délais de commercialisation et augmenterait les coûts pour les consommateurs, au moment où l'Égypte connaît des problèmes de sécurité alimentaire. L'UE souhaiterait obtenir des éclaircissements sur la question de savoir si la pluralité des entités de certification halal, y compris celles des pays tiers, serait maintenue pour les importations, comme il ressort du point 6 du formulaire de notification OTC initial. L'UE souhaite aussi demander à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal pour les produits laitiers, afin de remplir l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient être en mesure de décider s'ils souhaitent ou non acheter des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair. L'UE serait reconnaissante à l'Égypte si elle pouvait envisager d'autres mesures de facilitation des échanges, par exemple exiger une certification halal pour le produit et non par contenant, ainsi que des coûts proportionnels de la certification halal qui tiennent compte de la pratique internationale et qui correspondent au coût des services rendus.

2.258. Elle croit comprendre que les nouvelles prescriptions relatives à la certification halal certifieront le respect de la norme égyptienne ES 4249/2014 relative aux prescriptions générales applicables aux produits alimentaires halal conformément aux dispositions de la charia. Selon les renseignements disponibles dans le formulaire de notification OTC (document [G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#)), cette norme est en cours de révision et sera notifiée au Comité OTC de l'OMC. L'UE a fait part, par le biais de sa délégation au Caire, de ses observations sur le projet de normes halal actualisées et apprécierait qu'elles soient prises en considération. Enfin, elle souhaite demander à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, sa durée, ses coûts et les documents requis, ainsi que des renseignements sur le processus d'enregistrement des fournisseurs. Elle souhaiterait également savoir si des certificats halal seront exigés pour les produits qui ne sont pas du lait à 100%, mais qui contiennent du lait ou des ingrédients du lait, entre autres. Elle est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte.

2.259. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis reconnaissent à l'Égypte le droit de garantir à ses consommateurs la conformité de certains produits aux préceptes de la loi islamique au moyen d'une certification halal. Ils accueillent avec satisfaction l'engagement verbal pris par l'Égypte de reporter de trois mois (1^{er} janvier 2023) l'application de ses nouvelles prescriptions en matière de certification halal à la suite des demandes qu'ils ont présentées; ils demandent également que l'Égypte notifie ce changement au Comité OTC au moyen d'un addendum à sa notification afin que ses partenaires commerciaux en soient informés. Le report actuel de mise en œuvre, et ceux qui l'ont précédé, n'ont pas résolu les préoccupations profondes des États-Unis. Nous croyons comprendre que la norme halal de l'Égypte, ES 4249, est destinée à servir de base à ses prescriptions halal; toutefois, la norme actuelle ne fournit pas de renseignements

adéquats aux producteurs pour leur permettre de comprendre cette mesure et de s'y conformer. À ce jour, l'Égypte n'a pas notifié les procédures de mise en œuvre nécessaires à la mise en conformité. Cette incertitude a eu un impact négatif sur le commerce de produits agricoles, ce qui est particulièrement préoccupant en période d'insécurité alimentaire mondiale. En particulier, nous demandons respectueusement à l'Égypte de regrouper toutes les procédures d'application en un projet de règlement technique et de notifier cette mesure à l'OMC. Celle-ci devrait inclure une définition claire des produits visés, des critères halal précis que les producteurs doivent respecter, des procédures d'évaluation de la conformité, des barèmes de redevances, des procédures d'audit (pour autant que des audits soient prescrits) et d'autres détails nécessaires pour permettre aux producteurs et aux certificateurs étrangers de satisfaire à ces nouvelles prescriptions en matière d'importation.

2.260. En ce qui concerne le champ d'application de la mesure, nous notons que les produits visés, que l'Égypte a décrits dans sa dernière notification et qui seraient soumis à la certification halal, sembleraient inclure le "lait cru", un produit qui a été explicitement exempté des prescriptions de la certification halal dans la même notification. Nous demandons à l'Égypte de préciser l'étendue des produits visés, de définir le "lait cru" et de communiquer les codes du Système harmonisé (SH) associés au produit qui serait exclu. Jusqu'à ce que ces procédures aient été notifiées, les États-Unis demandent à l'Égypte de suspendre l'application de toute nouvelle prescription halal et demandent une période de mise en œuvre raisonnable d'au moins six mois après la mise au point définitive de cette mesure afin de permettre aux producteurs d'adapter leurs méthodes de production pour satisfaire aux nouvelles prescriptions halal de l'Égypte. Les États-Unis demandent en outre à l'Égypte de notifier les critères qu'elle utilisera pour approuver les certificateurs halal étrangers. Dans sa dernière notification, [G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#), l'Égypte indique qu'il n'existe qu'un seul certificateur agréé pour fournir des services de certification halal. Depuis 2019, lorsque la certification halal a été confiée à une entreprise unique, les frais de certification pour les produits bovins américains exportés vers l'Égypte ont augmenté d'environ 1 000%. Compte tenu de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale, les États-Unis demandent à l'Égypte d'autoriser les certificateurs qui répondent à ses critères à délivrer une certification halal au titre de cette mesure. Les États-Unis attendent avec intérêt la réponse de l'Égypte et se réjouissent à la perspective de poursuivre leur collaboration avec ce pays pour assurer que ses consommateurs aient accès à des produits alimentaires halal abordables et nutritifs.

2.261. La délégation de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande tient à remercier l'Égypte pour la concertation permanente sur son projet de norme halal et sa récente prorogation du délai d'application de la mesure aux produits laitiers. Elle continue de respecter la volonté de l'Égypte de garantir aux consommateurs égyptiens le caractère halal de leurs aliments importés, mais reste préoccupée par certains aspects des prescriptions halal proposées, y compris le fait qu'il n'y ait qu'un seul organisme de certification halal agréé. En outre, la prescription d'une certification halal à tous les produits laitiers n'est pas conforme aux normes universellement acceptées pour les produits alimentaires. La Nouvelle-Zélande croit comprendre que, par leur nature, les produits laitiers sont intrinsèquement halal et ne devraient pas nécessiter une certification halal (à l'exception des produits laitiers auxquels ont été ajoutés des ingrédients provenant de produits d'origine animale non laitiers). Elle demande à l'Égypte de bien vouloir apporter des éclaircissements sur ce point et de publier un règlement définitif comportant des prescriptions en matière d'enregistrement halal et ménageant un délai de notification suffisant en vue de la mise en œuvre de toute nouvelle prescription, une fois que la nouvelle norme aura fait l'objet d'une mise au point définitive et d'une notification officielle. Les prescriptions supplémentaires en matière d'enregistrement, telles qu'elles figurent en texte libre dans le document [G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#), feront-elles partie des exigences légales ou constitueront-elles un document d'orientation? Nous croyons comprendre qu'aucune prescription en matière d'enregistrement ne sera imposée aux fabricants et aux exportateurs avant l'entrée en vigueur de la norme halal définitive. La Nouvelle-Zélande encourage l'Égypte à appliquer les prescriptions halal les moins restrictives possibles pour le commerce et se félicite de la poursuite du dialogue avec le pays sur cette question.

2.262. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Égypte à mettre en œuvre des exigences religieuses afin de garantir que les consommateurs égyptiens puissent identifier et acheter des produits qui répondent à leurs besoins. Elle remercie également l'Égypte pour la communication et le dialogue bilatéraux permanents sur la mise en œuvre des nouvelles prescriptions en matière de certification halal. Elle salue le troisième addendum à la notification [G/TBT/N/EGY/313](#), qui a été communiqué par l'Égypte le

15 août 2022 et qui précise les produits nécessitant une certification halal en tant qu'exigence à des fins d'importation vers l'Égypte. Elle se félicite également des renseignements additionnels relatifs aux procédures que les usines et abattoirs exportateurs doivent suivre pour exporter vers l'Égypte. Toutefois, l'Australie demande respectueusement que les renseignements de cette nature, y compris les renseignements procéduraux supplémentaires, soient communiqués dans le cadre d'un projet de mesure technique à notifier à l'OMC, plutôt que dans le cadre d'un addendum. L'Australie note qu'elle a présenté des observations écrites concernant le document [G/TBT/N/EGY/313](#) en janvier 2022 et qu'elle souhaiterait recevoir une réponse de l'Égypte. Elle invite l'Égypte à notifier séparément au Comité OTC la norme égyptienne révisée ES 4249, "Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia", tel qu'il est indiqué dans l'addendum 3, avant sa mise au point définitive et sa publication. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la mise en œuvre des nouvelles mesures égyptiennes de certification halal afin de s'assurer que celles-ci répondent aux objectifs politiques de l'Égypte tout en veillant à ce qu'elles ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.263. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse suit cette question avec intérêt. Elle partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne les prescriptions relatives à la certification halal fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. Si elle reconnaît l'objectif légitime de l'Égypte consistant à fournir aux consommateurs des renseignements fiables sur l'intégrité halal de certains produits, elle est préoccupée par l'incidence négative potentielle de ces mesures sur le commerce bilatéral. Nous sommes d'avis que les mesures ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir la réalisation des objectifs légitimes. À cet égard, nous demandons à l'Égypte de faire preuve de souplesse pour continuer de reconnaître les organismes de certification halal étrangers et de clarifier les détails et les critères d'acceptation des certificats halal étrangers. Nous croyons comprendre que la proposition actuelle n'accorde le droit de certifier la conformité aux prescriptions halal qu'à une seule entreprise. Comme lors des précédentes réunions du Comité OTC de l'OMC, la Suisse invite l'Égypte à se conformer aux obligations de notification prévues par l'Accord OTC et à fournir des renseignements détaillés sur la nouvelle mesure.

2.264. La délégation de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère sa préoccupation concernant cette mesure et l'absence de renseignements détaillés et complets à son sujet. Les reports de l'entrée en vigueur du nouveau régime ne constituent pas une solution et n'apaisent pas les préoccupations et les inquiétudes qu'il suscite. Ces préoccupations concernent principalement le manque de transparence et de prévisibilité étant donné l'absence d'informations sur les procédures de certification ou d'autres aspects réglementaires. À cet égard, nous demandons à l'Égypte de fournir les renseignements nécessaires et de ne pas mettre en œuvre la mesure avant d'avoir communiqué ces renseignements détaillés.

2.265. La délégation du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous regrettons de devoir continuer à souscrire à cette préoccupation mais, malgré des communications répétées, nous n'avons toujours pas obtenu les renseignements demandés. Le Paraguay partage l'intérêt de l'Égypte d'apporter à ses consommateurs une certitude quant à l'achat et à la consommation de produits certifiés halal, mais estime que l'absence de renseignements clairs et de précisions sur les procédures de mise en œuvre empêche les opérateurs de s'adapter pour s'y conformer. Le Paraguay demande à nouveau à l'Égypte de suspendre la mise en œuvre des nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à ce que les Membres disposent de tous les renseignements demandés et que les opérateurs commerciaux aient eu suffisamment de temps pour s'adapter afin de s'assurer de leur conformité.

2.266. En réponse, la délégation de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte tient à remercier le Canada, le Kenya, l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Suisse, l'Argentine et le Paraguay pour leurs observations et la poursuite du dialogue concernant les prescriptions en matière de certification halal pour les importations des produits spécifiés dans le document [G/TBT/N/EGY/313](#) et ses addenda. Depuis sa première notification en décembre 2021, l'Égypte a tenu à répondre aux observations et aux préoccupations des Membres et de ses partenaires commerciaux de différentes manières, y compris par des échanges bilatéraux, le point d'information de l'Égypte sur les OTC ou la présentation d'addenda à la notification initiale afin de traiter des questions d'intérêt commun. Je tiens également à faire observer que cela fait près d'un an que la notification initiale a été présentée et que, dans l'intervalle, l'Égypte a reporté l'entrée en vigueur de l'exigence que les importations de lait et de produits laitiers soient accompagnées d'un certificat halal. Je note qu'à ce jour aucune importation

de lait et de produits laitiers n'a été refusée en Égypte si elle n'était pas accompagnée d'un certificat halal. Le fond de la prescription et les procédures d'application par lesquelles elle est mise en œuvre, telles qu'elles sont définies par l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS), n'ont pas changé depuis la notification initiale. Par conséquent, le report adopté par l'Égypte a donné aux opérateurs économiques le délai nécessaire pour s'adapter à cette exigence. Il convient également de noter que les données relatives aux importations égyptiennes de produits laitiers indiquent que les flux commerciaux n'ont pas été perturbés par la prescription. En fait, si l'on compare le volume des importations égyptiennes de produits laitiers en provenance du monde entier au cours des sept premiers mois de 2021 et de 2022, on constate un léger fléchissement qui ne peut être imputé à l'exigence de certification halal. Les effets des crises multiples auxquelles nos pays sont confrontés en ce qui concerne les prix, et donc la demande, doivent être pris en compte.

2.267. Dans son dernier addendum [G/TBT/N/EGY/313/Add.3](#), l'Égypte a tenu à apporter des éclaircissements sur les points soulevés par les Membres lors des précédentes réunions du Comité OTC et de manière bilatérale: les produits visés ont été définis en termes de codes du SH, comme l'ont demandé tous les pays. À cet égard, je dois souligner que le champ d'application de la mesure est limité et restreint aux produits spécifiés tels qu'ils ont été notifiés. La notification initiale et ses addenda n'ont jamais fait référence à l'exigence d'un certificat halal pour les importations de l'ensemble des produits agricoles. Depuis la notification initiale, les produits concernés sont la viande, la volaille et leurs produits, et le lait et les produits du lait (à l'exception du lait cru). Le dernier addendum a également précisé les procédures de certification halal à suivre, telles qu'elles sont appliquées par l'organisme de certification actuellement agréé par l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS). Il a également apporté des éclaircissements sur les exigences en matière d'étiquetage qui sont émises par l'organisme de certification actuellement approuvé et reconnu par la GOVS. En outre, en réponse aux questions des Membres sur l'état d'avancement de la révision de la norme égyptienne ES 4249, "Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia", le dernier addendum indique que le projet de texte définitif a été finalisé et peut être obtenu auprès du point d'information de l'Égypte sur les OTC aux fins de la présentation d'observations. En effet, un certain nombre de pays ont fait part de leurs observations durant le délai de 60 jours ménagé à cet effet et il a été répondu à leur questions.

2.268. La norme égyptienne ES 4249 comprend neuf articles et deux tableaux qui couvrent les éléments ci-après: le champ d'application; les définitions et la terminologie; les prescriptions générales applicables aux aliments halal; les instruments, les récipients et les intrants de production; le stockage, l'exposition et le transport; la propreté, les conditions sanitaires et de sécurité; l'inspection et l'homologation; l'exposition sur les marchés; et l'étiquetage halal. Les deux tableaux figurant dans la norme indiquent les éléments ci-après: i) la catégorisation de ce qui n'est pas halal; ii) les produits alimentaires qui doivent être accompagnés d'un certificat halal conformément à l'étiquette du produit et à ses ingrédients. Il importe également de préciser que la norme égyptienne ES 4249 ne prévoit pas, et ne doit pas prévoir, d'exigences de supervision pour un organisme de certification particulier. L'autorité compétente est celle qui reconnaît l'organisme de certification attestant la conformité aux prescriptions halal, en l'occurrence l'ISEG Halal. L'approbation éventuelle d'autres entités de certification sera dûment notifiée. Enfin, l'Égypte souhaite exprimer son appréciation et sa volonté de poursuivre le dialogue avec tous les Membres sur ce sujet.

2.1.4.24 Indonésie – Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 – règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois") (ID 724⁵⁶)

2.269. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent gravement préoccupés par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 de l'Indonésie – qui est le Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (GR28/2021). Nous renvoyons l'Indonésie à nos trois déclarations antérieures – de novembre 2021, et de mars et juillet 2022. Nombre de nos préoccupations demeurent sans réponse. Sans les répéter, nous demandons à l'Indonésie d'y répondre et, de nouveau, nous l'invitons vivement à veiller à ce que tous les organismes nationaux d'évaluation de la conformité continuent de certifier les produits étrangers. Quel est l'état d'avancement du règlement d'application du Ministère de l'industrie? L'Indonésie respectera-t-elle ses obligations de transparence en notifiant ce règlement au Comité sous forme de projet, avant sa mise au point

⁵⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 724](#).

définitive? Quelle est la justification de la prescription selon laquelle les essais d'évaluation de la conformité doivent être effectués par des citoyens indonésiens domiciliés en Indonésie? Comment ces prescriptions sont-elles liées à la capacité de mener des évaluations de la conformité? Pourquoi l'Indonésie n'autorise-t-elle pas les inspections d'usines à distance, sachant que les restrictions de voyage et les perturbations peuvent empêcher les inspections sur place? L'article 38 exige-t-il que les organismes d'évaluation de la conformité exploitent également leurs propres laboratoires d'essai pour tous les produits devant être certifiés aux normes nationales indonésiennes (SNI)? Nous encourageons de nouveau l'Indonésie à communiquer immédiatement aux organismes indonésiens d'évaluation de la conformité que la certification des expéditions de produits étrangers peut, et doit, se poursuivre pendant que le Ministère de l'industrie élabore les règlements d'application.

2.270. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne est grandement préoccupée par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 et les nouvelles prescriptions en matière de certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI). Ce règlement est l'un des règlements d'application de la Loi générale sur la création d'emplois (Loi n° 11 de 2020). Le Règlement gouvernemental n° 28/2021 vise à accroître la compétitivité de la branche de production nationale indonésienne et énonce principalement des mesures relatives aux matières premières. Il établit également de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification des produits. Celles-ci affectent en principe tous les produits soumis à la certification SNI, et l'exportation vers l'Indonésie reste très complexe et contraignante. En outre, en raison de l'absence d'orientations, la situation n'a pas progressé et la branche de production continue de faire état de graves difficultés. Certains secteurs semblent être particulièrement concernés tels que les branches de production des jouets, des pneumatiques et des machines. L'UE renvoie pour mémoire à ses déclarations antérieures, respectivement de novembre 2021, et de mars et juillet 2022, et fait observer que la plupart des questions restent sans réponse. L'UE invite l'Indonésie à répondre à ses préoccupations et, en particulier, à s'assurer que les organismes d'évaluation de la conformité continueront à certifier les produits étrangers sans retards non nécessaires ni procédures complexes. L'UE invite l'Indonésie à notifier à l'OMC le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 avant de procéder à sa mise en œuvre, et à fournir un délai approprié pour la consultation de la branche de production au sujet des changements radicaux en question. Nous restons disposés à discuter de cette question également dans un cadre bilatéral.

2.271. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada se joint aux États-Unis et à l'Union européenne pour faire part de ses préoccupations concernant cette mesure, en renvoyant à la déclaration qu'il a faite à la précédente réunion du Comité OTC, laquelle est reproduite aux paragraphes 2.402 à 2.404 du document [G/TBT/M/87](#). Certaines parties prenantes de la branche de production canadienne ont indiqué que la situation reste inchangée et que les différentes prescriptions de cette mesure continuent de représenter des obstacles non nécessaires au commerce avec l'Indonésie. Le Canada demande à l'Indonésie de bien vouloir communiquer au Comité une réponse qui traite expressément des préoccupations soulevées aujourd'hui par les États-Unis, l'Union européenne et le Canada.

2.272. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite renvoyer à sa dernière déclaration prononcée lors de la réunion du Comité OTC de juillet 2022, ainsi qu'aux discussions bilatérales. Elle répondra à toutes les préoccupations au moyen d'une lettre officielle adressée au point d'information des Membres concernés. En ce qui concerne les dispositions permettant aux organismes d'évaluation de la conformité de procéder à la certification aux normes SNI, comme le prescrit le présent règlement, elle estime qu'il s'agit d'une exigence générale. Le processus de certification SNI concernant les règlements techniques dans le secteur industriel obéit aux dispositions du règlement ministériel correspondant. Toutes les dispositions relatives à la norme et au système d'évaluation de la conformité s'appliquent de la même manière aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers. L'Indonésie notifiera au Comité OTC les réglementations techniques relatives à la mise en œuvre obligatoire des normes SNI pour chaque produit industriel et tiendra compte de toutes les observations. L'Indonésie accepte les résultats d'essais de laboratoires d'essais étrangers lorsque ceux-ci sont accrédités dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle et qu'il existe un accord de réglementation technique entre l'Indonésie et ses pays partenaires.

2.1.4.25 Afrique du Sud – Règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcooliques – Révision, [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#) (ID 754⁵⁷)

2.273. La délégation du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la déclaration qu'elle a faite à la précédente réunion de ce comité, en juillet 2022, au sujet du Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, notifié aux Membres de ce comité le 20 décembre 2021 dans le document [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#). À cet égard, le Mexique prie le gouvernement sud-africain d'examiner les demandes formulées pour que soit accordée à la tequila et au mezcal leur propre classe et que soient reconnues les spécifications relatives à leur production, telles qu'elles sont énoncées dans les normes mexicaines applicables à chacun de ces produits. Ceci afin de les différencier de la catégorie "100% Agave" figurant dans le Règlement sud-africain pour éviter les pratiques trompeuses susceptibles d'induire les consommateurs en erreur ou de les désorienter. Le gouvernement sud-africain est également invité à fournir la justification appropriée pour le rejet des certificats d'exportation de tequila et de mezcal qui démontrent la conformité à la réglementation mexicaine applicable à ces deux boissons, ainsi que pour l'utilisation de la dénomination "100% Agave" dans son règlement pour une classe qui exclut les boissons en provenance du Mexique, compte tenu du fait que ces termes évoquent indubitablement les boissons mexicaines et sont liés à l'appellation d'origine de la tequila. Nous demandons également à l'Afrique du Sud de se conformer aux obligations de transparence dans le cadre de l'OMC en ménageant un délai raisonnable entre la publication des normes techniques et leur entrée en vigueur (à savoir six mois). Enfin, nous faisons appel aux bons offices de la délégation de l'Afrique du Sud pour qu'elle examine la demande du Mexique de tenir une réunion bilatérale avec les autorités sud-africaines dans les plus brefs délais et d'autoriser la participation des autorités de régulation de la tequila au Mexique, afin d'assurer le suivi du présent règlement ainsi que des préoccupations soulevées dans la présente déclaration.

2.274. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie l'Afrique du Sud d'avoir notifié en décembre 2021 les modifications qu'elle propose d'apporter à son Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des boissons alcooliques. L'UE a communiqué des observations écrites le 16 février 2022. Elle a également demandé des éclaircissements et exprimé des préoccupations concernant des aspects spécifiques de ce règlement, au moyen d'une lettre adressée le 21 octobre 2022 par son ambassadeur auprès de l'Afrique du Sud – également au nom des ambassadeurs de plusieurs États membres de l'UE auprès du pays –, au Directeur général du Département de l'agriculture, de la réforme agraire et du développement rural. En outre, cette démarche a été appuyée par une lettre adressée par l'Ambassadeur d'Italie au Ministre sud-africain, M. Didiza, le 25 octobre 2022. Nos principales préoccupations portent sur les catégories sud-africaines suivantes: apéritifs à base de spiritueux, gin et description de l'eau-de-vie de distillation et de l'eau-de-vie millésimée. Le règlement modifié relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et spiritueux destinés à la vente en République d'Afrique du Sud a été publié le 15 juillet 2022. Ce nouveau règlement entrera en vigueur en décembre 2025 pour les produits déjà approuvés sur le marché sud-africain, mais semble déjà s'appliquer aux produits qui n'ont pas encore été approuvés avant le 15 juillet 2022. L'Afrique du Sud a déjà commencé à bloquer les produits qui n'ont pas encore été approuvés par ses autorités et qui ne répondent pas aux critères fixés par les nouvelles règles. Cela ne s'applique pas aux produits qui ont reçu une approbation de l'Afrique du Sud avant la publication des nouvelles règles au Journal officiel, tel que nous croyons le comprendre, puisque les nouvelles règles ne s'appliqueront à ces produits qu'en décembre 2025, mais cela reste préoccupant et a une incidence sur un certain nombre de produits de l'UE.

2.275. Si certaines de nos préoccupations concernant la nouvelle catégorie des apéritifs à base de spiritueux ont été prises en compte (y compris les garanties concernant la manière dont le nom du spiritueux entrant dans la production de cette boisson peut être utilisé et affiché sur l'étiquette, ainsi que les observations relatives au gin), les nouvelles règles posent des problèmes importants qui entraînent l'exclusion de certains produits du marché sud-africain. Alors que les producteurs locaux pourront reformuler leurs produits conformément aux nouvelles règles, les producteurs de l'UE ne le pourront pas, pour des raisons économiques. L'établissement de la catégorie des "apéritifs à base de spiritueux", laquelle est assortie des valeurs minimale et maximale du titre alcoométrique, ainsi que des teneurs minimales en alcool existantes fixées pour d'autres catégories "définies" en Afrique du Sud (par exemple le whisky), pourrait avoir pour conséquence que la commercialisation d'un

⁵⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 754](#).

certain nombre de boissons spiritueuses de l'UE ne soit plus autorisée en Afrique du Sud. Nous avons proposé que l'Afrique du Sud crée une nouvelle catégorie intitulée "boissons spiritueuses" pour les produits qui ne relèvent pas des catégories sud-africaines en raison de leur teneur en alcool. Sans la flexibilité que pourrait offrir une catégorie intitulée "boissons spiritueuses", de nombreux produits de l'UE ne pourront plus être exportés vers l'Afrique du Sud. Par ailleurs, l'Union européenne souhaite poursuivre la discussion concernant l'alignement de la durée minimale de maturation sur celle fixée dans le cahier des charges des produits du Cognac. Nous serions reconnaissants à l'Afrique du Sud de bien vouloir prendre en compte ces préoccupations de toute urgence, compte tenu des blocages de produits. La reformulation n'est pas une possibilité pour les spiritueux importés, et les règles doivent donc être adaptées pour permettre aux spiritueux de l'UE d'être commercialisés en Afrique du Sud.

2.276. En réponse, la délégation de l'Afrique du Sud a communiqué la déclaration suivante. L'Afrique du Sud tient à accuser réception de la documentation concernant la préoccupation commerciale spécifique (PCS) de l'Union européenne et celle du Mexique et à confirmer qu'elle a tenu des réunions bilatérales sur la question, y compris avec le Mexique et l'Union européenne. Après un examen approfondi des PCS présentées par l'UE, le Mexique, ainsi que par le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud a commencé à accorder une attention prioritaire à cette question et poursuit le dialogue avec les départements et les régulateurs chargés de la réglementation de l'étiquetage des boissons alcoolisées dans le but d'apporter une solution aux PCS. Nous avons bon espoir que la discussion aboutira à des propositions et des mesures concrètes permettant d'apporter une solution aux PCS et ensuite de communiquer un retour d'information à l'UE, au Mexique et au Royaume-Uni. À cet égard, l'Afrique du Sud invitera les trois pays à des dialogues bilatéraux dès que les propositions et mesures visant à résoudre les PCS seront identifiées. Si les propositions et mesures ne sont pas identifiées avant la prochaine réunion du Comité OTC, l'Afrique du Sud communiquera des rapports d'avancement à l'UE, au Mexique et au Royaume-Uni par voie bilatérale ou à la prochaine réunion du Comité OTC, selon qu'il sera nécessaire.

2.1.4.26 Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles,
[G/TBT/N/IND/20](#), [G/TBT/N/IND/20/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/40](#),
[G/TBT/N/IND/40/Rev.1](#) (ID 133⁵⁸)

2.277. La délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement indonésien tient à remercier l'Inde d'avoir répondu aux préoccupations concernant la politique de restrictions à l'importation de produits pneumatiques exprimées par l'Indonésie à la réunion du Comité OTC tenue en juillet 2022. L'Indonésie a également envoyé des demandes de renseignements au Bureau indien de normalisation (BIS) par une lettre portant le numéro 901A/BSN/D1-d1/09/2022 datée du 1^{er} septembre 2022. Elle regrette de n'avoir cependant trouvé jusqu'à présent aucune solution adéquate pour surmonter ces problèmes. Le gouvernement indonésien a étudié les modifications apportées par le gouvernement indien à sa politique relative à l'importation de pneumatiques, qui est passée de "libre" à "soumise à restrictions", figurant dans la lettre n° 12/2015-2020 communiquée par la Direction générale du commerce extérieur du Ministère du commerce et E-Commerce India le 12 juin 2020. Par ailleurs, nous avons l'impression que l'actuelle politique d'importation en Inde est devenue plus stricte, dans la mesure où pour chaque agent économique dans le domaine du transport par conteneur envoyé en Inde, un échantillon doit être prélevé à des fins douanières et il doit être satisfait aux dispositions relatives à l'enregistrement des entrepôts dans les cas où les pneumatiques importés seront stockés.

2.278. L'Indonésie comprend que l'adoption de cette politique impose aux importateurs de faire une déclaration distincte par courriel concernant les restrictions à l'importation pour certains types et certaines catégories de tailles qui peuvent être produits en Inde par les producteurs nationaux, et de se conformer aux prescriptions en matière d'enregistrement des entrepôts, les violations pouvant entraîner des sanctions pénales au titre de la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation) (Loi FTDR). En outre, l'Indonésie constate un traitement discriminatoire dans la mise en œuvre de cette politique, dans la mesure où celle-ci est appliquée de manière sélective en ciblant certains pays Membres pouvant concurrencer les producteurs nationaux et perturber leur accès au marché pour les produits pneumatiques nationaux. La mise en œuvre *de facto* de cette politique a créé des obstacles non nécessaires au commerce des produits pneumatiques en provenance d'Indonésie et a limité les types de produits pouvant être exportés compte tenu des très

⁵⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 133](#).

nombreuses tailles de pneumatiques produites en Inde, le pays étant l'un des principaux producteurs mondiaux.

2.279. Par ailleurs, l'Indonésie a également l'intention de demander des éclaircissements supplémentaires concernant l'application d'une politique de redevance ou de frais de marquage pour les produits pneumatiques portant la marque IS. Elle estime que l'imposition d'un droit pour l'apposition de la marque IS sur les produits pneumatiques destinés à être exportés vers des pays tiers n'est pas une politique courante et qu'elle pourrait faire peser une charge sur les acteurs commerciaux et créer des barrières commerciales non nécessaires au commerce international. L'imposition de telles redevances de marquage n'a aucune justification valable ni aucun lien avec la protection de la santé humaine, la sécurité ou la prévention des pratiques frauduleuses. L'Indonésie considère que la mise en œuvre de certaines de ces politiques est incompatible avec le principe de non-discrimination et risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce international au sens de l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. À cet égard, elle espère que l'Inde pourra fournir des éclaircissements supplémentaires sur la question examinée et elle lui demande d'être en mesure de notifier et de revoir la mise en œuvre de sa politique afin de garantir sa conformité aux dispositions pertinentes de l'Accord OTC de l'OMC.

2.280. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde tient à réaffirmer que les prescriptions relatives aux licences non automatiques visant les pneumatiques sont administrées d'une manière compatible avec les règles de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, y compris en ce qui concerne les délais d'octroi des licences. En outre, la procédure d'octroi de licences en question est administrée de manière équitable, comme en témoigne le fait qu'un certain nombre de licences ont été accordées après approbation par le Comité de facilitation Exim. De même, lors de réunions précédentes, l'Inde avait répondu à la question concernant les droits de marquage perçus par le Bureau indien de normalisation (BIS) dans le cadre de son programme de certification des produits, conformément au Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS pris en application de la Loi de 2016 portant création du BIS. L'Inde considère que ce processus est conforme aux règlements de l'OMC, y compris l'octroi du traitement national dans la manière dont le programme de certification est administré.

2.1.4.27 Chine – Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1022](#), [G/TBT/N/CHN/1023](#), [G/TBT/N/CHN/1024](#), [G/TBT/N/CHN/1025](#), [G/TBT/N/CHN/1026](#), [G/TBT/N/CHN/1029](#), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (ID 428⁵⁹)

2.281. La délégation de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée reconnaît les efforts déployés par la Chine pour protéger la santé de sa population en améliorant l'efficacité de la surveillance et de la gestion du cycle de vie des dispositifs médicaux, et en renforçant la responsabilité des entreprises par le biais du Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux. Toutefois, étant donné que la formulation du Règlement est, en partie, vague, les entreprises coréennes de dispositifs médicaux rencontrent des difficultés commerciales. Nous demandons donc à la Chine de répondre à nos préoccupations en apportant des éclaircissements. À des fins d'explication détaillée, lors de la réunion du Comité OTC de juillet, la Chine a répondu, je cite: "Selon [l']article 75 [du Règlement], seuls les organismes d'inspection reconnus par les autorités de certification, d'accréditation et d'évaluation des médicaments peuvent procéder à l'inspection des dispositifs médicaux", fin de citation. Conformément à l'article 14 du Règlement, la Chine exige des entreprises qu'elles présentent un rapport d'essai établi par un "laboratoire d'essai qualifié" lorsqu'elles demandent une autorisation de mise sur le marché. La Corée souhaiterait savoir si la définition ou la portée de l'expression "laboratoires d'essai qualifiés" correspondent à la réponse précitée qu'a donnée la Chine lors de la réunion précédente.

2.282. En outre, la Corée encourage la Chine à inclure dans sa définition des "laboratoires d'essai qualifiés" les "laboratoires d'essai accrédités au niveau international" qui sont dotés d'installations et de personnel appropriés, conformément aux normes et réglementations internationales pertinentes. Nous estimons que notre demande va dans le sens de l'intention de la Chine de promouvoir l'innovation dans sa branche de production nationale des dispositifs médicaux en simplifiant le processus d'examen préalable à la mise sur le marché afin de permettre un accès rapide aux marchés pour les nouveaux dispositifs médicaux de haute qualité. À cette fin,

⁵⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 428](#).

conformément à l'article 6.1, 6.3 et 6.4 de l'Accord OTC de l'OMC, la Corée demande à la Chine d'inclure les "laboratoires d'essai accrédités au niveau international" ou les "laboratoires d'essai étrangers" dans sa définition des "laboratoires d'essai qualifiés".

2.283. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement nouvellement révisé sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux est entré en vigueur le 1^{er} juin 2021. Selon son article 75, seuls les organismes d'inspection reconnus par les autorités de certification et d'accréditation et par les autorités d'évaluation des médicaments peuvent procéder à l'inspection des dispositifs médicaux. Par conséquent, pour réaliser des essais de dispositifs médicaux, les laboratoires étrangers peuvent contacter les autorités susmentionnées afin d'obtenir les qualifications nécessaires.

2.1.4.28 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, [G/TBT/N/IDN/123](#), [G/TBT/N/IDN/131](#), [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/134](#), [G/TBT/N/IDN/139](#), [G/TBT/N/IDN/140](#) (ID 502⁶⁰)

2.284. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis reconnaissent l'objectif de l'Indonésie qui est de fournir des renseignements fiables et pertinents concernant l'intégrité halal de certains produits aux consommateurs, et ils se sont employés à collaborer avec ce pays, au niveau bilatéral et dans des configurations multilatérales, depuis 2015 pour veiller à ce que cet objectif soit atteint d'une manière qui soit conforme aux obligations contractées par l'Indonésie dans le cadre de l'OMC. Nous invitons l'Indonésie à poursuivre son dialogue bilatéral avec les Membres de l'OMC et les parties prenantes de la branche de production. Malheureusement, nombre de nos préoccupations de longue date restent sans réponse. Nous renvoyons l'Indonésie à la déclaration que nous avons présentée lors de précédentes réunions du Comité OTC, ainsi qu'aux questions en suspens, reproduites dans le document [G/TBT/W/761](#). Nous demandons à l'Indonésie de répondre à toutes les questions et préoccupations que nous avons exposées dans le document de travail et dans des déclarations antérieures. Par conséquent, nous ne répéterons pas ici toutes nos préoccupations en suspens. L'Indonésie peut-elle confirmer s'il y a d'autres règlements à venir concernant l'application de la Loi halal et, dans l'affirmative, quel est le délai projeté pour la notification de ces règlements? Nous croyons comprendre qu'il pourrait y avoir à l'avenir d'autres clarifications relatives à la fabrication, au stockage et au transport des produits halal. Nous demandons à l'Indonésie de notifier ces règlements dès que des projets sont disponibles, avant qu'ils n'entrent en vigueur, et de prendre en compte les observations des parties prenantes avant l'adoption et la mise en œuvre des projets de règlements.

2.285. Nous croyons comprendre que des organismes de certification halal étrangers sont en cours d'accréditation. D'après ce que nous comprenons, pendant ce processus, chaque organisme de certification halal négociera une liste de produits qu'il est en mesure de certifier avec la BPJPH. Des parties prenantes de la branche de production nous ont indiqué que des organismes de certification halal étrangers seraient autorisés à certifier, outre des ingrédients constitutifs, des produits finis. L'Indonésie peut-elle confirmer si des organismes de certification halal étrangers seront autorisés à certifier des ingrédients constitutifs et des produits finis? Pour laisser à la branche de production des États-Unis le temps de s'adapter à ces nouvelles prescriptions, et pour donner à l'Indonésie le temps d'apporter, de manière appropriée, des éclaircissements et des réponses aux questions et préoccupations en suspens des Membres de l'OMC, nous demandons au pays de reporter l'entrée en vigueur de l'application progressive de la Loi halal jusqu'à ce qu'il ait mis au point de manière définitive tous les règlements d'application pertinents relatifs à la Loi halal. Nous restons déterminés à œuvrer bilatéralement avec l'Indonésie pour donner suite aux préoccupations susmentionnées et à celles soulevées par d'autres Membres au sein de ce Comité et pour faire en sorte que les mesures halal de l'Indonésie ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce international.

2.286. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne réitère ses vives préoccupations concernant la Loi indonésienne n° 33 de septembre 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un très large éventail de produits afin qu'ils puissent être mis sur le marché indonésien, ce qui crée d'importants obstacles au commerce entre l'UE et l'Indonésie. Elle déplore que, contrairement à ce que prévoit l'article 2.9 de l'Accord OTC de l'OMC, l'Indonésie n'ait pas notifié au Comité OTC la Loi sur la garantie des produits halal. En ce qui

⁶⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 502](#).

concerne les récentes dispositions d'application, elle regrette que, le 6 janvier 2022, l'Indonésie ait adopté le Règlement n° 2/2022 sur la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)), qui est entré en vigueur le même jour, avant l'expiration de la période de 60 jours prévue pour la présentation d'observations au Comité OTC. De manière analogue, l'Indonésie a adopté le Décret n° 1360/2021 sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)) le 27 décembre 2021, avant même la notification au Comité OTC le 6 janvier 2022, et sans respecter la période de présentation d'observations.

2.287. L'Indonésie est tenue de notifier toutes les mesures techniques correspondantes lorsqu'elles sont encore à l'état de projet et de ménager un délai suffisant pour la formulation d'observations, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC. De plus, elle doit, en application de l'article 2.12 de cet accord, ménager un délai raisonnable d'au moins six mois entre la publication de la mesure et son entrée en vigueur sauf si cela ne permettrait pas d'atteindre les objectifs légitimes recherchés. L'UE prend acte des récentes notifications par l'Indonésie des textes définitifs du Règlement sur la coopération internationale et du Décret sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal, au moyen d'un addendum, respectivement le 27 avril et le 14 juin 2022. L'UE invite l'Indonésie à fournir une réponse écrite à ses observations du 12 mai 2020 sur le Règlement n° 31/2018 relatif à l'étiquetage des aliments transformés ([G/TBT/N/IDN/124](#)). Elle remercie l'Indonésie pour la réponse générale écrite consolidée qu'elle a donnée à la séance d'information du 7 mars 2022 et qui couvrait les observations de plusieurs Membres sur plusieurs mesures d'application de la Loi sur les produits halal.⁶¹ Néanmoins, elle invite l'Indonésie à répondre par écrit aux observations spécifiques de l'UE pour chacune de ces mesures. L'UE souligne l'effet restrictif excessif sur le commerce de la Loi halal adoptée et des dispositions d'application, et elle encourage l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives que les très nombreuses obligations actuelles en matière de certification halal et d'étiquetage afin de réaliser l'objectif légitime consistant à assurer des renseignements fiables aux consommateurs sans entraver indument les flux commerciaux. Les principaux sujets de préoccupation de l'UE vis-à-vis de la Loi halal et des mesures d'application sont, entre autres, la mention "non halal" requise pour les produits non halal ou l'extension des prescriptions halal à des produits autres que des produits alimentaires et des boissons.

2.288. En outre, afin de garantir la viabilité du système pour les opérateurs étrangers, davantage de précisions sur les prescriptions applicables en vue de la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers ainsi qu'une approche pragmatique à ce sujet sont nécessaires. En particulier, la signature d'un arrangement spécifique de reconnaissance mutuelle de gouvernement à gouvernement comme condition préalable à la reconnaissance par l'Indonésie des organismes de certification et certificats halal étrangers semblerait excessivement complexe, représenterait une charge excessive pour les opérateurs économiques et ne permettrait pas de relations commerciales harmonieuses. L'UE attend avec intérêt de pouvoir étudier avec l'Indonésie des options plus réalisables et plus souples. Elle encourage l'Indonésie à reconnaître l'Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et l'Indonésie (APC UE-Indonésie) en tant qu'accord-cadre ou accord général permettant de satisfaire aux exigences d'un accord de gouvernement à gouvernement avec l'UE et ses États membres, compte tenu du fait que l'UE est un marché unique composé de ses 27 États membres. De même, elle encourage l'Indonésie à continuer de permettre aux organismes de certification halal d'un État membre donné de l'UE de certifier des produits dans d'autres États membres de l'Union, dans la mesure où cela est conforme au fonctionnement du marché unique de l'Union. Une clarification des dispositions transitoires pour les certificats existants serait également bienvenue.

2.289. Parallèlement, l'exclusion des produits finis du champ de la certification étrangère et l'obligation d'enregistrement supplémentaire faite aux organismes étrangers pour la certification halal de certains produits semblent également injustifiées, coûteuses et redondantes. En outre, l'UE s'inquiète de la possibilité que l'Indonésie impose des droits de certification halal beaucoup plus élevés pour les biens et services provenant d'entreprises étrangères. Elle souhaiterait également obtenir des précisions sur les critères utilisés pour établir la liste des matières qui ne sont pas

⁶¹ i) Projet de Règlement gouvernemental n° 39/2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal donnant suite au projet de Loi générale sur la création d'emplois ([G/TBT/N/IDN/131](#)); ii) projet de Décret concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire ([G/TBT/N/IDN/134](#)); iii) Règlement sur le tarif des services publics fournis par l'organisme responsable de la garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/138](#)); iv) projet de Règlement concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)); et v) projet de Décret sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)).

soumises à l'obligation de certification halal et sur la procédure de révision de cette liste. L'UE souligne qu'il importe de préserver la possibilité de commercialiser des produits non halal sur le marché indonésien et invite instamment l'Indonésie à revoir les mesures concernant la certification halal afin d'adopter une approche plus favorable au commerce qui ne crée pas d'obstacles non nécessaires. En particulier, elle lui demande instamment de limiter les prescriptions halal aux aliments et aux boissons; d'éviter d'imposer la prescription excessivement lourde exigeant pour les produits non halal la présence de renseignements sur leur qualité "non halal"; de clarifier son approche de la coopération internationale en matière de produits halal et de prévoir une procédure souple et pragmatique pour la reconnaissance des organismes étrangers de certification halal et l'acceptation des certificats étrangers, en s'appuyant sur les accords bilatéraux existants en matière de coopération et de modalités pratiques pour la certification halal, et de fournir des renseignements sur le calendrier d'adoption et de publication des mesures restantes pour mettre pleinement en œuvre la Loi halal. L'UE réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions et la coopération avec l'Indonésie sur les questions relatives aux produits halal, afin de trouver une solution pratique et de régler les préoccupations commerciales.

2.290. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (Loi halal). Elle remercie l'Indonésie pour l'intéressant quatrième dialogue international sur les produits halal qui s'est tenu le 7 octobre 2022. Nous encourageons l'Indonésie à continuer de faciliter un dialogue ouvert et transparent avec ses partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et à leurs précieux importateurs indonésiens de rester correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. Nous apprécierions qu'elle précise si nos procédures de garantie halal existantes continueront d'être reconnues lorsque la période de grâce prévue par la Loi n° 33/2014 prendra fin en 2024. Il serait utile d'avoir d'autres occasions de dialogue avec l'organisme indonésien responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) au sujet de l'accréditation et de la certification. Nous accueillons favorablement la liste des produits naturels exemptés de l'obligation de certification halal établie par l'Indonésie comprenant les fruits et légumes frais, les céréales et certains produits laitiers. L'Australie apprécierait que l'Indonésie l'informe sur l'évolution de la situation quant à savoir si elle lui fournira une liste actualisée des produits pour lesquels une certification halal n'est pas requise au titre de la Loi halal. À ce jour, les raisons pour lesquelles certains produits naturels sont visés ou exclus ne sont pas claires. Il y a également une incertitude en ce qui concerne les produits transformés et les produits alimentaires issus d'animaux non abattus. Nous aimerions pouvoir poursuivre les discussions techniques avec l'Indonésie afin de comprendre clairement quels produits sont exemptés de la certification halal. L'Australie remercie l'Indonésie d'avoir confirmé récemment à la réunion du Comité mixte de l'Accord global de partenariat économique Indonésie-Australie que cet accord était un accord de gouvernement à gouvernement au regard des lois halal, et attend avec intérêt de recevoir un avis écrit confirmant cette approche. Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue sur la Loi halal afin de garantir que sa mise en œuvre soit claire et ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

2.291. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été indiqué précédemment, le Canada apprécierait que l'Indonésie fournisse des réponses écrites aux lettres d'observations qu'il a communiquées sur les documents [G/TBT/N/IDN/139](#) et [G/TBT/N/IDN/140](#), car cela permettrait un dialogue plus positif et constructif sur le moyen d'avancer. En l'absence d'informations complètes, il sera difficile pour les producteurs canadiens de s'assurer que leurs processus de production sont pleinement conformes à toutes les ramifications du régime halal de l'Indonésie. Le Canada est sensible à la séance d'information organisée le 7 mars 2022 par l'Indonésie, qui a apporté des réponses à certaines des questions fréquemment posées par les partenaires commerciaux en ce qui concerne la Loi n° 33 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application. Même si certains points ont effectivement été clarifiés à cette occasion, il est compréhensible que l'Indonésie n'ait pas été en mesure de répondre à chacune des questions posées par tous les partenaires commerciaux dans un délai si court. Par conséquent, bien que l'Indonésie ait pris des mesures pour préciser l'éventail des produits pour lesquels la certification halal est obligatoire, la confusion et le manque de cohérence demeurent, par exemple pour ce qui concerne les codes SH des produits pour lesquels une certification halal est exigée, l'application de la mesure aux produits de la mer congelés, et le point de savoir quels produits végétaux génétiquement modifiés peuvent être soumis à une obligation de certification halal. Il est important que le Canada et les Membres de l'OMC obtiennent des réponses à ces questions pour que leurs exportateurs puissent se conformer aux nouvelles exigences réglementaires halal. Enfin, le Canada voudrait rappeler à l'Indonésie les obligations de transparence qui lui incombent dans le cadre de l'OMC et en vertu desquelles elle doit donner aux partenaires commerciaux le temps et les

renseignements nécessaires pour l'examen d'une mesure donnée et la présentation d'observations à son sujet, et s'assurer qu'un délai adéquat soit ménagé entre la publication d'une règle finale et son entrée en vigueur, afin que les exportateurs du Canada et d'autres Membres de l'OMC puissent s'adapter et, par conséquent, que des obstacles non nécessaires au commerce soient évités.

2.292. La délégation de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. Comme lors de précédentes réunions du Comité OTC, la Suisse suit cette question avec intérêt. Nous partageons les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application, qui prévoient une certification et un étiquetage halal obligatoires pour un large éventail de produits. Si elle reconnaît l'objectif légitime de l'Indonésie de faire en sorte que les consommateurs disposent de renseignements fiables relatifs à l'intégrité halal de certains produits, elle attend de ce pays qu'il respecte pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous pensons que les dispositions d'application en matière de produits halal ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour assurer que les objectifs légitimes sont atteints et que les produits répondent aux exigences halal, telles que prescrites par la loi islamique. La Suisse réitère sa préoccupation concernant la mention "non halal" exigée pour les produits non halal ou l'extension des exigences halal à des produits autres que les aliments et les boissons. Elle invite l'Indonésie à reconsidérer les dispositions respectives de ses règlements récemment adoptés. Elle renvoie en outre aux déclarations précédentes encourageant l'Indonésie à faire preuve de souplesse pour la reconnaissance des organismes de certification halal étrangers et l'acceptation des certificats halal étrangers. Enfin, elle demande à l'Indonésie de notifier toute mesure technique pertinente alors qu'elle est encore à l'état de projet et de prévoir un délai suffisant pour la présentation d'observations, conformément à l'Accord OTC de l'OMC.

2.293. En réponse, la délégation de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie voudrait remercier les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie, le Canada et la Suisse pour l'intérêt qu'ils continuent de porter à la mise en œuvre de la garantie des produits halal en Indonésie. Elle tient une fois de plus à réaffirmer son ouverture et sa transparence à l'égard de la coopération internationale au sein du système de garantie des produits halal, sur la base des principes de coopération mutuelle, de reconnaissance mutuelle et d'acceptation mutuelle des évaluations de la conformité, conformément aux réglementations et pratiques internationales. En ce qui concerne le cadre juridique pour la mise en œuvre de la coopération internationale en matière de produits halal, les Membres peuvent fonder la coopération sur tout accord bilatéral dans les domaines politique, économique, social et culturel, ainsi que dans d'autres domaines. L'Indonésie donne aux Membres la possibilité de discuter plus avant au niveau bilatéral sur la mise en œuvre de la Loi n° 33 de 2014 et de ses règlements connexes. Elle répondra en outre à toutes les préoccupations par écrit dans une lettre officielle adressée au point d'information des Membres concernés.

2.1.4.29 Inde – Certification obligatoire pour les produits en acier, [G/TBT/N/IND/32](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.3](#) (ID 224⁶²)

2.294. La délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu reste préoccupé par les procédures d'application de la certification IS 17404:2020 (tôles et feuillards en acier électrozingués, laminés à chaud et à froid) au titre de l'Ordonnance de contrôle de la qualité de 2020 sur l'acier et les produits en acier. Depuis l'entrée en vigueur de la norme IS 17404:2020, nos entreprises ont rencontré des difficultés pour recevoir une visite d'inspection sur place des agents de la BIS en raison de l'incidence persistante de la COVID-19 et des politiques de quarantaine qui y sont associées. Nos contrôles à la frontière sont assouplis depuis le 13 octobre. Pour tous les voyageurs, une quarantaine ou un test RT-PCR ne sont pas requis à l'arrivée à la seule condition qu'ils respectent une période de prévention autonome de sept jours. L'Inde est notre quatrième marché d'exportation pour les produits en acier. L'industrie indienne bénéficie d'acier et de produits en acier de haute qualité en provenance du Taipei chinois. Nos fabricants sont prêts à se conformer à l'Ordonnance. Nous demandons instamment au gouvernement indien de programmer l'inspection sur place avec nos fabricants dès que possible afin de réduire les effets sur le commerce bilatéral de l'acier et des produits en acier. Nous exhortons l'Inde à se référer au document [G/TBT/W/774](#) distribué le 11 novembre 2022, à envisager d'autres mesures d'assouplissement des inspections sur place et à accepter les résultats des évaluations de la conformité menées par des organismes accrédités en vertu de l'ARM de l'ILAC.

⁶² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 224](#).

2.295. En réponse, la délégation de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la délégation du Taipei chinois pour l'intérêt qu'elle continue de porter à cette question. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. À ce jour, plus de 350 inspections préliminaires ont déjà été effectuées. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en raison de difficultés liées à la délivrance de visas.

2.1.4.30 Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534⁶³)

2.296. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada réitère les points suivants qu'il a formulés lors de précédentes réunions du Comité. Il demande à la Chine de répondre aux observations qu'il lui a présentées par écrit, en septembre 2020, au sujet du projet de règlement sur le cryptage de l'Administration nationale de la cryptographie de la Chine. Nous souhaitons également obtenir davantage de clarté, de transparence et de prévisibilité dans les règlements et lois de la Chine relatifs au cryptage et à la cryptographie, y compris la définition des termes, et nous voudrions qu'il soit spécifié que les normes internationales seront utilisées et que d'autres précisions soient apportées concernant le champ d'application des mesures. Enfin, nous demandons à la Chine de notifier le projet de règlement à ce Comité.

2.297. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi de la Chine sur le cryptage entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a présentée à la dernière réunion du Comité OTC en juillet 2022. En outre, cette Loi sur le cryptage contient un article qui interdit les demandes de divulgation d'un code source, etc. Nous aimerions qu'elle interdise les demandes de divulgation non seulement de code source, mais aussi d'algorithmes. Le Japon souhaite demander que la réglementation chinoise n'entrave pas les activités des entreprises étrangères et l'accès de ces dernières au marché chinois.

2.298. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à réitérer ses préoccupations relatives à la Loi sur le cryptage qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Elle demeure préoccupée par le vaste champ d'application de cette loi. Ces facteurs ont déjà entamé la confiance des milieux d'affaires. L'UE fait également observer, avec préoccupation, que la nouvelle loi ne reconnaît pas l'ancien engagement, pris en 2000 par la Chine, en vertu duquel la réglementation relative à la cryptographie ne s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale est de fournir du cryptage – la "Clarification de l'an 2000" par l'Administration nationale de la cryptographie (SCA). Elle demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, ne favorisent pas une technologie en particulier, ne limitent pas l'accès au marché et ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. Elle prie instamment la Chine de garantir aux entreprises à participation étrangère la possibilité de participer à égalité avec les entreprises nationales à la production, à la recherche, au développement et à la vente de produits de cryptage sur son marché, y compris en autorisant la participation des fabricants de puces aux organismes de normalisation, notamment au Groupe de travail 3 du TC260 et au Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie de la SCA. L'UE demande que les candidatures à ces organes fassent l'objet d'une réponse en temps utile.

2.299. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nos préoccupations concernant cette Loi sur le cryptage figurent dans notre déclaration relative à la Loi sur la cybersécurité, je note donc seulement que nous nous associons aux préoccupations qu'ont soulevées d'autres Membres.

2.300. En réponse, la délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi de la Chine sur le cryptage est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Elle dispose clairement que les autorités à tous les niveaux et les départements pertinents doivent respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les organisations à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui sont engagées dans la recherche, la production, la vente, le service, l'importation, l'exportation, etc. dans le secteur du cryptage commercial. Dans ce secteur, la Chine encourage la coopération technique à titre volontaire et conformément aux règles commerciales en

⁶³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 534](#).

vigueur dans le processus d'investissement étranger. Les agences administratives et leur personnel ont interdiction de forcer un quelconque transfert de technologies de cryptage commercial par des moyens administratifs.

2.1.4.31 Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage), [G/TBT/N/EU/629](#), [G/TBT/N/EU/826](#) (ID 539⁶⁴)

2.301. La délégation de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. Notre préoccupation n'ayant pas été prise en compte, la Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites lors des réunions précédentes des organes de l'OMC en ce qui concerne la classification du cobalt comme cancérigène 1B pour toutes les voies d'exposition. Nous soulignons que cette mesure a été adoptée en l'absence de justification scientifique suffisante reposant sur des données de laboratoire ou des données épidémiologiques, et sans prise en compte de commentaires ou avis fondés des Membres de l'OMC et des entreprises. En même temps, nous apprécions les efforts déployés par l'UE en vue de l'homologation du protocole de bioévaluation gastrique au niveau de l'UE et de l'OCDE. Cependant, l'UE n'a pas adopté cette méthodologie et n'a pas intégré son utilisation dans le Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (CLP) en tant que pratique régulière de classification des alliages et des composés qui permettra d'exclure de nombreux produits contenant du cobalt du champ d'application des restrictions supplémentaires qui seront mises en place dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision de classification. Nous demandons instamment à l'UE d'adopter cette méthodologie dès que possible. Enfin, il est regrettable que l'UE ait choisi de ne pas dialoguer sur cette question, en refusant de répondre à la présente préoccupation lors de plusieurs réunions consécutives. De cette façon, les PCS ne peuvent guère être résolues. La situation est préoccupante d'un point de vue systémique. La transparence est un pilier important de cette Organisation et donner des explications sur différentes mesures et politiques devant ce Comité fait partie du mécanisme. Le refus de l'UE de répondre aux préoccupations commerciales soulevées est en totale contradiction avec son discours sur l'importance de la transparence au sein de cette Organisation.

2.1.4.32 Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non spéciaux, [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#), [G/TBT/N/CHN/1453](#), [G/TBT/N/CHN/1454](#), [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1460](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1525](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1527](#), [G/TBT/N/CHN/1539](#), [G/TBT/N/CHN/1615](#), [G/TBT/N/CHN/1626](#) (ID 576⁶⁵)

2.302. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques, Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques et Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques ([G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1528](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1310](#)) La République de Corée remercie la Chine pour sa réponse aux observations de la Corée concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et ses règles d'application. Nous espérons poursuivre la coopération afin d'échanger des renseignements sur la réglementation relative aux cosmétiques. La Corée réaffirme les préoccupations qu'elle a exprimées antérieurement étant donné que la réponse de la Chine se limite à expliquer comment les mesures sont mises en œuvre et que ces préoccupations n'ont pas été dûment prises en compte dans les spécifications et règlements finalisés de la Chine. Premièrement, le Règlement de la Chine prévoit que les rapports d'essai requis pour l'enregistrement des produits cosmétiques doivent être délivrés par les laboratoires d'essai qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). Au cours des deux dernières réunions du Comité OTC tenues cette année, la Chine a répondu qu'un certain nombre d'organismes d'inspection étrangers installés dans le pays avait obtenu cette accréditation. Toutefois, la Corée demande à la Chine de faire preuve de souplesse en acceptant les rapports d'essai issus de laboratoires non chinois situés à l'étranger. Deuxièmement, conformément à l'article 13 du Règlement concernant l'autorisation et l'enregistrement de nouveaux ingrédients cosmétiques, la Chine exige des entreprises qu'elles démontrent que les résultats qu'elles obtiennent grâce à d'autres méthodes d'essai sont équivalents aux résultats obtenus par la méthode d'essai de la toxicité *in vivo* ou par des essais sur les animaux. À ce sujet, la Corée demande à la Chine de

⁶⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 539](#).

⁶⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 576](#).

reconnaître les autres méthodes d'essai approuvées par l'OCDE ou d'autres organisations internationales sans exiger la présentation d'éléments de preuve équivalents. Bien que la Chine ait répondu que les prescriptions s'appliquaient à la fois aux cosmétiques importés et aux cosmétiques nationaux, la Corée tient à souligner que, dans le cadre de son observation au titre de cette préoccupation commerciale spécifique, elle demande à la Chine de reconnaître les autres méthodes d'essai approuvées au niveau international dans son Règlement.

2.303. Troisièmement, s'agissant des Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, la Corée demande à la Chine d'aligner ses prescriptions en matière d'étiquetage sur les pratiques internationales. Dans la plupart des pays, les ingrédients de produits cosmétiques sont soumis à déclaration lorsque la concentration des substances est égale ou supérieure à 1%. Toutefois, le règlement proposé par la Chine n'est pas harmonisé avec les pratiques internationales puisqu'il exige que les substances dont la concentration est égale ou supérieure à 0,1% soient marquées et que les ingrédients dont la concentration dans la formule est inférieure à 0,1% soient indiqués sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels". Quatrièmement, la Chine exige des entreprises qu'elles spécifient dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients, ce qui est plus strict que nécessaire par rapport aux pratiques internationales. Les renseignements requis peuvent contenir des secrets commerciaux et sont plus que nécessaires pour atteindre les objectifs légitimes de la Chine visant à garantir la sécurité des produits et la conformité aux règles du marché intérieur chinois. La Corée demande donc à la Chine de justifier ses mesures par une explication fondée sur des éléments de preuve. En outre, selon les appendices 12 à 14, les entreprises sont tenues de divulguer des renseignements sur l'innocuité des ingrédients. La Corée craint que la divulgation obligatoire de ces renseignements n'entraîne des problèmes en termes de protection de la propriété intellectuelle et des renseignements sensibles sur le plan commercial. À la réunion précédente du Comité OTC, la Chine a répondu qu'aucune atteinte n'était portée aux secrets commerciaux et à la propriété intellectuelle et que les secrets commerciaux étaient rigoureusement protégés. À cet égard, la Corée demande des explications concrètes sur la manière dont la Chine protège les secrets commerciaux. Dans le même ordre d'idées, en vertu des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, il est toujours obligatoire pour les entreprises de divulguer le résumé des preuves scientifiques de l'efficacité annoncée des produits cosmétiques sur les sites Web désignés par la NMPA. Étant donné que ces renseignements peuvent contenir des secrets commerciaux susceptibles de toucher les entreprises, la Corée demande à la Chine de limiter ces prescriptions en matière de divulgation. À la réunion précédente, la Chine a répondu que les secrets commerciaux étaient protégés par la réglementation sur la divulgation d'informations gouvernementales et que la NMPA respecterait strictement la réglementation dans le cadre de l'enregistrement et de l'agrément des produits cosmétiques. À ce sujet, la Corée souhaite demander à la Chine de fournir des explications détaillées sur les mesures prises pour se conformer à la réglementation.

2.304. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon remercie la Chine pour la réponse qu'elle a apportée au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et des règles d'application détaillées lors des réunions précédentes. Toutefois, le Japon tient à exprimer de nouveau ses préoccupations, telles que formulées en juillet 2022, et demande à la Chine de répondre en particulier sur les points suivants. 1. Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier, qui sont entrées en vigueur le 10 septembre 2019, prévoient que les essais microbiologiques, physiques, chimiques et toxicologiques ainsi que les essais d'évaluation de la sécurité et de l'efficacité pour l'homme pertinents pour l'enregistrement et l'agrément des produits cosmétiques doivent être réalisés par les laboratoires d'essais qui ont obtenu une approbation obligatoire de laboratoire délivrée par l'Organe d'inspection chinois (accréditation CMA). La réponse apportée par la Chine lors des précédentes réunions du Comité OTC, selon laquelle de nombreux laboratoires d'essai à capitaux étrangers installés en Chine obtiennent l'accréditation CMA, ne satisfait pas les exigences du Japon en matière d'acceptation des résultats d'essais obtenus par des laboratoires situés dans des pays étrangers. Si l'accréditation CMA vise à confirmer la capacité d'essai, le lieu d'implantation n'a pas d'importance pour la capacité d'essai. Par conséquent, indépendamment du fait que le lieu d'implantation se trouve en Chine ou à l'étranger, le Japon souhaite demander l'établissement d'un cadre plus souple dans lequel seraient acceptés les résultats des essais obtenus par des laboratoires étrangers ayant des qualifications et des capacités équivalentes à celles des laboratoires d'essai ayant obtenu l'approbation. 2. Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier prévoient que les essais doivent être réalisés conformément aux normes nationales chinoises ou aux règlements pertinents. En outre, les

Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques et les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques prévoient que la priorité doit être donnée aux résultats d'essais conformes aux normes nationales chinoises ou aux règlements pertinents et que diverses restrictions et conditions sont imposées en cas d'application d'une méthode d'essai qui n'est pas spécifiée dans les règlements. Le Japon croit comprendre que les mêmes restrictions et conditions sont imposées aux produits importés et aux produits nationaux. Toutefois, il souhaite demander à la Chine de traiter les méthodes reconnues sur le plan international, telles que celles établies par l'OCDE ou l'ISO, sur un pied d'égalité avec les normes nationales chinoises ou les règlements pertinents, de manière à ne pas imposer de mesures plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et l'efficacité.

2.305. 3. Pour les raisons suivantes principalement, la méthode d'évaluation des allégations relatives à l'efficacité prévue par les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques est une prescription plus rigoureuse que nécessaire pour garantir la validité et la fiabilité scientifiques de l'évaluation des allégations d'efficacité et la protection des intérêts juridiques des consommateurs. Le Japon souhaite demander l'établissement d'un cadre souple. L'annexe 1 des Prescriptions concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques précise quatre types d'éléments de preuve et définit de façon détaillée quels éléments de preuve pourraient être utilisés pour chaque allégation relative à l'efficacité. Cependant, les types d'éléments de preuve pour chaque allégation relative à l'efficacité devraient être évalués individuellement par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques sur la base du libellé spécifique des allégations et de la validité scientifique, car les types d'éléments de preuve dépendent du libellé spécifique des allégations. Même si une formule est très similaire, l'utilisation de données des essais d'évaluation de "l'allégation relative à l'efficacité commune" n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles telles que des colorants différents chez les mêmes déclarants ayant déposé une demande d'enregistrement ou d'agrément, des gammes de produits et des produits de maquillage à teintes multiples. Même si de légères modifications sont apportées à une formule pour des raisons de conformité réglementaire, de nouveaux essais sont nécessaires. Cela entraîne de lourdes charges pour les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques. Le Japon souhaite demander à la Chine d'envisager d'élargir le champ d'application des Principes directeurs de l'évaluation équivalente en tenant compte des tendances internationales et des opinions des parties prenantes. En ce qui concerne les essais d'évaluation pour les produits antitaches/blanchissants, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'adopter la méthode des "références croisées", qui permet de ne pas effectuer les essais dans certaines conditions, comme cela a été proposé à l'article 16 (référence croisée de l'effet antitaches/blanchissant) des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques (projet présenté aux fins d'observations) en septembre 2020. L'effet antitaches/blanchissant est obtenu par des ingrédients actifs contenus dans les cosmétiques et la méthode des références croisées permettra de raccourcir le processus depuis le dépôt de la demande jusqu'à l'agrément.

2.306. 4. En ce qui concerne la présentation des "renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" communiqués par un fabricant d'ingrédients cosmétiques, le Japon salue l'autre solution que la Chine a clarifiée après la dernière réunion du Comité OTC, à savoir le fait d'accepter les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques établis et communiqués par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques, sous réserve de l'autorisation des fabricants d'ingrédients. Toutefois, les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques comprennent plus de détails qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits finaux et les règles en la matière sont plus strictes que les réglementations d'autres pays. Les prescriptions relatives à ces renseignements trop détaillés représentent une lourde charge pour les fabricants d'ingrédients cosmétiques ou les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques. Si les renseignements ne sont pas communiqués, on suppose que les produits déjà présents sur le marché chinois ne peuvent plus être vendus ou que les produits distribués dans d'autres pays ne peuvent pas être vendus en Chine, ce qui peut conduire à ne pas répondre à la demande des consommateurs chinois. Le Japon souhaite demander la mise en place d'un cadre adéquat afin d'éviter que les demandes ne soient plus excessives que nécessaire à des fins légitimes. En ce qui concerne les produits existants pour lesquels une demande d'enregistrement ou d'agrément a été déposée avant le 1^{er} mai 2021, date de mise en œuvre de l'enregistrement et de la notification dans le cadre du nouveau système réglementaire, il est pratiquement impossible de communiquer les renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques avant le 1^{er} mai 2023 compte tenu du nombre considérable d'ingrédients à couvrir. Le Japon souhaite

demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements concernés

2.307. 5. Le Japon croit comprendre qu'une période de transition est prévue dans tous les règlements pertinents. Toutefois, nous ne pouvons pas dire que chaque période de transition est suffisamment longue. S'agissant en particulier des produits existants, le Japon s'inquiète de la capacité à respecter les délais pour la réalisation des essais d'évaluation de l'efficacité, la communication des résultats et la modification des étiquettes. Le Japon souhaite demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements et lignes directrices pertinents, afin de prévenir les turbulences sur le marché et de permettre aux déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques d'adapter les cosmétiques aux nouvelles prescriptions. Les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques prévoient que, pour les cosmétiques dont la demande d'enregistrement ou d'agrément a été déposée avant le 1^{er} mai 2021, une évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques doit être réalisée et le résumé de l'évaluation de l'efficacité des produits doit être téléchargé avant le 1^{er} mai 2023. Comme indiqué au point 3, étant donné que de nombreuses conditions et restrictions sont imposées aux méthodes d'évaluation, il est pratiquement impossible de réaliser une évaluation de l'efficacité des produits et de télécharger le résumé dans les délais. Le Japon souhaite demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an. Les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques disposent qu'à compter du 1^{er} mai 2022 les demandes d'enregistrement ou d'agrément des produits doivent être adaptées à la réglementation. Elles prévoient également que les produits qui ont fait l'objet d'une telle demande avant le 1^{er} mai 2022 doivent être adaptés à la réglementation au plus tard le 1^{er} mai 2023. Les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément ont néanmoins besoin de règles et de lignes directrices détaillées pour s'adapter au nouveau système d'étiquetage des cosmétiques. Le Japon souhaite demander à la Chine de ménager un délai de grâce approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements concernés.

2.308. 6. S'agissant des Mesures intérimaires relatives à l'administration des inspections des produits cosmétiques à l'étranger, le Japon souhaiterait de nouveau demander à la Chine d'examiner les points suivants. Il aimerait demander à la Chine d'indiquer les lois et règlements qui sont appliqués pour évaluer la conformité des inspections à l'étranger et de préciser la raison d'être de ces dernières. Le Japon demande également à la Chine de s'assurer que les inspections ne seront pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif de protection de la santé des personnes. En outre, les données relatives à la recherche et au développement sont les renseignements confidentiels les plus importants pour les entreprises, et on ne peut pas dire qu'il s'agisse nécessairement d'informations essentielles pour garantir la sécurité des produits. Qui plus est, les inspections en Chine se limitent au secteur de la production. Le Japon prie donc la Chine de veiller à ce que les services de recherche-développement susceptibles de détenir des renseignements confidentiels ne fassent pas l'objet d'inspections à l'étranger. Le Japon demande également que les renseignements confidentiels soient uniquement divulgués aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de l'objectif légitime de l'inspection. 7. Les certificats de vente prouvant que les produits ont été vendus sur le marché du pays de production sont imposés uniquement pour les cosmétiques importés. Le Japon demande que la Chine accorde aux produits importés un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits fabriqués en Chine, autrement dit, de supprimer l'obligation d'obtenir le certificat de vente prouvant que les produits ont été importés.

2.309. S'agissant des Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, promulguées le 3 juin 2021, le Japon souhaite de nouveau exprimer les trois préoccupations suivantes.

2.310. 8. À la précédente réunion du Comité OTC, la Chine a expliqué que le contenu des étiquettes en chinois, notamment les renseignements relatifs uniquement à l'innocuité et à l'efficacité des produits, devait concorder avec celui des étiquettes originales. Le Japon souhaite demander à la Chine de préciser que les étiquettes prévues par la réglementation du pays d'origine ne doivent pas nécessairement concorder avec le contenu des étiquettes chinoises, y compris les renseignements relatifs à l'innocuité et à l'efficacité des produits. 9. L'article 7 dispose que l'étiquette indique les mentions "producteurs", "déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine". Le Japon craint que la multiplicité de noms et d'adresses d'entreprises indiqués sur l'étiquette

n'occasionne des malentendus chez les consommateurs au lieu de servir les objectifs de cet article, qui sont d'informer les consommateurs au sujet des personnes responsables de la qualité et de l'efficacité du produit. Pour éviter toute confusion chez les consommateurs, il aimerait demander que l'étiquette indique un seul responsable ("déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine"). Le Japon souhaite demander à la Chine de supprimer le contenu qui impose l'affichage des producteurs.

2.311. 10. À la précédente réunion du Comité OTC, la Chine a expliqué que les ingrédients composant 0,1% du produit ou moins pouvaient figurer sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels". Le Japon s'inquiète de l'écart par rapport à la pratique internationalement reconnue. En ce qui concerne les règles relatives à la mention de tous les ingrédients sur les étiquetages de cosmétiques, il existe une pratique internationalement reconnue en matière d'établissement de listes, en vertu de laquelle les ingrédients qui forment 1% ou moins de la composition du produit peuvent être énumérés sans ordre particulier et sans description. Le Japon souhaite demander à la Chine de veiller à ce que les règles en matière d'étiquetage suivent les pratiques reconnues sur le plan international, de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour démontrer la sécurité et l'efficacité des produits aux consommateurs.

11. Les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques et les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques traitent des nano-ingrédients. Pour appliquer ces réglementations, le Japon considère qu'une norme plus détaillée et plus concrète est nécessaire pour déterminer quels ingrédients entrent dans la définition des nano-ingrédients. En outre, il aimerait demander que la norme soit formulée de manière à tenir compte des tendances internationales et des observations de toutes les parties prenantes.

2.312. 12. Le Japon comprend l'objectif du système d'échantillons de réserve, qui a été expliqué lors de la réunion précédente. Il n'est pas contre les échantillons de réserve en soi. L'Avis public (n° 140 de 2021) traitant de questions relatives aux dispositions concernant la surveillance et l'administration de la production et de la distribution des produits cosmétiques, promulgué le 26 novembre 2021, exige que les responsables en Chine de produits importés auprès de déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent conserver des échantillons de chaque lot de cosmétiques. Les déclarants étrangers qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément sont responsables des cosmétiques. Le Japon aimerait demander à la Chine d'accepter que des échantillons ne soient pas systématiquement conservés sur son territoire pour autant que le système d'essai puisse fonctionner immédiatement en cas de problème avec les cosmétiques importés. Outre ce qui précède, le Japon souhaite demander à la Chine de continuer à prendre en considération les points suivants proposés par le Japon jusqu'à présent: exemption de l'obligation de présenter des documents relatifs aux essais toxicologiques via des documents de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication; limitation de l'utilisation de nouveaux ingrédients dans les dentifrices pendant la période de contrôle de la sécurité uniquement lorsque les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément confirment à l'avance l'utilisation de nouveaux ingrédients cosmétiques; traitement des rapports d'évaluation de l'efficacité des dentifrices grâce à leur téléchargement direct sur le site Web public par les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément, comme cela se fait pour les produits cosmétiques.

2.313. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Il est regrettable qu'en dépit du fait que les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC aient soulevé des préoccupations importantes concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et ses règles d'application lors des 10 dernières réunions du comité OTC et des 4 dernières réunions du Conseil du commerce des marchandises, la Chine n'ait pas cherché à collaborer avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC pour parvenir à une solution. Les États-Unis maintiennent qu'ils sont très préoccupés par la probable incompatibilité du CSAR et de ses règles d'application avec les obligations découlant de l'Accord OTC, notamment le traitement inéquitable des importations, les prescriptions trop lourdes et disproportionnées en matière d'information, l'absence de procédures garantissant la protection des renseignements confidentiels et des renseignements exclusifs, les essais redondants dans le pays et les difficultés persistantes en matière de transparence. Nous renvoyons aux deux déclarations antérieures des États-Unis pour ce qui est de nos préoccupations et des questions non résolues. Cependant, nous soulevons une fois de plus cette préoccupation commerciale spécifique (PCS) inscrite à l'ordre du jour de la réunion en cours en raison des défis pressants auxquels la branche de production des États-Unis fait face en essayant

de comprendre et de respecter les délais de mise en œuvre souvent irréalistes de la Chine pour le CSAR et ses divers règlements techniques, compliqués encore davantage par les fermetures liées à la COVID-19. Par exemple, la NMPA exige que les allégations concernant les produits et certains essais de sécurité soient effectués dans des laboratoires accrédités par l'Organe d'inspection chinois (CMA); cependant, bon nombre de ces laboratoires accusent des retards de quatre mois ou plus à cause de la demande créée par les délais de dépôt du CSAR et les fermetures liées à la COVID-19. Les entreprises des États-Unis signalent que leurs échantillons d'essai sont également bloqués lorsque les ports sont fermés.

2.314. Nous croyons comprendre que certains bureaux régionaux de la NMPA autorisent les entreprises à demander des prorogations pour des produits particuliers, mais cela semble tout aussi contraignant, car les entreprises sont toujours tenues de respecter les délais initiaux prévus par le CSAR et demander l'approbation de la documentation incomplète. Au lieu de cela, nous demandons à la Chine d'envisager de prolonger de deux à trois ans les délais de mise en œuvre du CSAR pour les Directives pour l'évaluation de la sécurité des produits cosmétiques (1459), les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques (1515), les Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques (1526) et les Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques (1525), y compris de proroger les délais déjà entrés en vigueur. Les entreprises disposeront ainsi d'un délai réaliste pour mettre en œuvre les nouvelles prescriptions détaillées introduites par le CSAR; ce délai sera qui plus est davantage aligné sur les périodes de transition prévues sur d'autres marchés pour les mises à jour réglementaires de grande ampleur. Nous demandons également à la Chine d'examiner comment elle peut s'appuyer davantage sur les systèmes de reconnaissance internationale pour l'évaluation de la conformité afin de réduire, pour les entreprises, les coûts et les délais de mise en conformité avec les modifications importantes apportées par le CSAR. Par exemple, la NMPA pourrait accepter les allégations, les essais de sécurité et la documentation de laboratoires étrangers certifiés conformes aux bonnes pratiques de laboratoire ou aux bonnes pratiques cliniques selon les lignes directrices du Conseil international d'harmonisation des exigences techniques pour l'enregistrement des médicaments à usage humain (ICH). Des entreprises américaines ont également demandé un moyen d'échanger avec la NMPA sur les questions liées à la mise en œuvre du CSAR, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plates-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. La Chine a-t-elle prévu quelque chose à ce sujet? Nous demandons à la Chine de continuer de réfléchir à la manière dont ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pourraient être résolues dans l'application du CSAR.

2.315. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour réaliser des objectifs politiques légitimes conformément aux obligations au titre de l'Accord OTC. L'Australie souhaite rappeler ses préoccupations quant au fait que les mesures prévues par le règlement chinois sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) et les divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, sont plus rigoureuses et restrictives pour le commerce que nécessaire. Ces préoccupations portent notamment sur les prescriptions relatives aux essais, à l'enregistrement et à la certification par les pouvoirs publics ainsi que les prescriptions visant à fournir des renseignements détaillés sur les processus de production et d'autres aspects liés à la propriété intellectuelle. L'Australie demande à la Chine de prévoir une période de transition plus longue pour permettre aux fabricants de cosmétiques d'examiner les prescriptions énoncées dans le règlement et d'adapter leurs processus en conséquence. Elle reste préoccupée par le fait que la Chine ait maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés aux enfants, quel que soit le niveau de risque que présente chaque produit. Le gouvernement australien réaffirme qu'il est prêt à travailler avec la Chine de manière bilatérale et à discuter du CSAR et des systèmes respectifs des deux pays en matière de réglementation des produits cosmétiques.

2.316. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande a soulevé cette question à l'OMC à plusieurs reprises, notamment lors des réunions de juillet 2022 du Comité OTC et du Conseil du commerce des marchandises. Nous saluons les efforts entrepris par la Chine en vue de moderniser son système de réglementation pour les cosmétiques, ainsi que la possibilité qui nous est offerte de formuler des observations sur des points spécifiques du règlement chinois. Nous reconnaissons la volonté de la Chine de renforcer la sécurité sanitaire et l'assurance de la qualité et, en même temps, nous aimerions l'encourager à faire en sorte que la

facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre de la réglementation. Nos préoccupations concernant le système de réglementation chinois pour les cosmétiques sont bien documentées. En particulier, la Nouvelle-Zélande souhaiterait que la Chine envisage des mesures supplémentaires pour permettre: l'exemption des prescriptions en matière d'essais sur les animaux au moyen d'une certification BPF délivrée par un organisme de réglementation non gouvernemental ou d'autres mécanismes de facilitation des échanges permettant de fournir des garanties concernant les produits; une certaine flexibilité en ce qui concerne les prescriptions relatives aux essais de produits. Nous encourageons aussi la Chine à accepter les rapports d'essai émanant de laboratoires agréés installés hors du territoire chinois et à limiter davantage les prescriptions en matière de divulgation, en particulier celles qui concernent les renseignements sensibles, à ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité des produits sur le marché intérieur chinois, de manière à ne pas compromettre la propriété intellectuelle. La Nouvelle-Zélande se félicite des discussions bilatérales constructives qui se sont tenues récemment sur les questions relatives aux cosmétiques et attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec la Chine au sujet du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) pour régler ces questions.

2.317. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE aimerait appuyer les délégations de l'Australie, des États-Unis, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de la République de Corée. Elle souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur ce sujet, étant donné que les préoccupations qu'elle avait alors exposées restent inchangées. L'Union européenne soutient l'objectif du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de garantir la sécurité des consommateurs (CSAR). Toutefois, le CSAR et ses divers règlements d'application sont plus rigoureux qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés. Les prescriptions du Règlement vont bien au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques. Elles s'éloignent aussi de la pratique internationale, puisque des renseignements aussi détaillés ne sont requis nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement. L'obligation de transmettre des renseignements confidentiels sur les nouveaux produits et leurs ingrédients aux autorités chinoises reste l'une des principales préoccupations de l'UE. Selon l'UE, la divulgation obligatoire de renseignements commercialement sensibles requise dans le cadre du processus de notification et d'enregistrement, qui touche aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, va bien au-delà de ce qui est exigé par les pratiques internationalement reconnues. Les mesures chinoises présentent des risques importants pour la propriété intellectuelle et les renseignements commercialement sensibles des entreprises et ne sont pas proportionnées aux objectifs recherchés.

2.318. S'agissant des Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, les fabricants européens de cosmétiques sont tenus de rendre public un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, ce qui peut donner lieu à la divulgation de renseignements commerciaux sensibles. De plus, pour certaines allégations relatives à l'efficacité (écran solaire, blanchissement de la peau/élimination des taches et produits contre la perte des cheveux), il est toujours obligatoire d'utiliser les méthodes d'essai chinoises spécifiées. Les essais en question doivent être réalisés par des institutions d'essais spécifiques en Chine. En outre, pour les nouvelles efficacités, si les méthodes utilisées ne sont pas encore reconnues en Chine, elles doivent être validées par au moins deux institutions d'essai qualifiées dans le pays afin d'être utilisées pour étayer une allégation d'efficacité en Chine. Les multiples prescriptions propres à la Chine pour les essais d'efficacité exigeront de réaliser un nombre considérable de nouveaux essais sur des produits dont l'efficacité a déjà été établie dans un pays tiers. Elles affectent aussi des milliers de produits qui ont déjà été placés sur le marché en Chine et pour lesquels la justification des allégations doit encore être finalisée.

2.319. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le fait d'exiger que l'inspection aux fins de l'enregistrement des produits cosmétiques et de la notification soit effectuée par des organismes professionnels permet de protéger les droits des consommateurs et de garantir l'exactitude des résultats de l'inspection. Les organismes d'inspection doivent obtenir l'accréditation en matière d'inspection et d'essai (CMA) dans le domaine des cosmétiques. La Chine n'interdit pas aux organismes d'inspection étrangers d'obtenir l'accréditation, et les Mesures administratives de la Chine pour l'accréditation des organismes d'inspection et d'essai n'empêchent pas non plus les organismes d'inspection étrangers d'obtenir cette accréditation. Conformément au principe de non-discrimination de l'OMC, les Dispositions régissant l'administration des données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques établissent exactement les mêmes prescriptions pour les cosmétiques ordinaires importés et nationaux s'agissant des programmes

pouvant remplacer les essais sur les animaux aux fins de l'évaluation de la sécurité. Pour les cosmétiques ordinaires nationaux et importés, l'essai toxicologique peut être remplacé par une évaluation des risques en matière de sécurité une fois qu'une certification des systèmes de gestion de la qualité a été délivrée par les autorités gouvernementales. La formulation des spécifications relatives à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques vise à mieux garantir la scientificité, l'exactitude et la fiabilité de l'évaluation des allégations d'efficacité des cosmétiques, à protéger les droits des consommateurs et à promouvoir la cogouvernance sociale et le développement sain du secteur des produits cosmétiques. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et les spécifications relatives à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques, ainsi que d'autres règlements connexes, exigent clairement que les allégations d'efficacité des cosmétiques soient fondées sur des preuves scientifiques suffisantes. Sur la base du principe de l'équivalence, la méthode d'essai pour l'évaluation des allégations d'efficacité ne comporte pas beaucoup de limitations quant à la sélection des méthodes d'évaluation. Les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques peuvent, par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'organismes d'évaluation compétents, procéder à l'évaluation des allégations d'efficacité des produits cosmétiques conformément aux prescriptions pertinentes définies dans le projet d'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques et dans les Lignes directrices techniques pour l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des produits cosmétiques. Les prescriptions spécifiques concernant l'évaluation équivalente de l'efficacité des produits antitaches et blanchissants ont été clairement définies dans les dispositions relatives à l'évaluation équivalente des allégations d'efficacité dans les documents pertinents.

2.320. Les renseignements sur les fabricants de produits cosmétiques comportent des données pertinentes sur les fabricants, leur emplacement, etc. Il est important d'exiger des renseignements sur les fabricants pour protéger le droit à l'information des consommateurs, promouvoir la cogouvernance sociale et lutter contre la contrefaçon et les produits de mauvaise qualité. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques stipule clairement que le déclarant ayant déposé une demande d'enregistrement de produits cosmétiques est responsable de la qualité et de la sécurité de ces produits. Les Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques prévoient que les ingrédients dont le pourcentage du poids n'excède pas 0,1% (en poids) devraient être indiqués sur l'étiquette sous la mention "autres ingrédients résiduels". Aucun ordre de présentation décroissant de la teneur en ingrédients ni aucun autre ordre spécifique n'est requis. La sécurité des produits est étroitement liée à la sécurité des matières premières. Il est important, pour garantir la sécurité des produits, d'exiger des déclarants qui déposent une demande d'enregistrement ou d'agrément qu'ils précisent les renseignements pertinents sur la sécurité des matières premières lors de la demande d'enregistrement. Étant donné que les entreprises changent souvent de fabricant de matières premières, les Dispositions relatives à la gestion des données d'enregistrement et de notification des produits cosmétiques prévoient plusieurs prescriptions selon les circonstances dans lesquelles les fabricants de matières premières des produits enregistrés ou notifiés ont changé: si la teneur des matières premières utilisées dans la formule et le type et la proportion des ingrédients contenus dans les matières premières n'ont pas changé, il suffit de maintenir le fabricant de matières premières via la plate-forme de notification et d'enregistrement; si la teneur des matières premières utilisées dans la formule et la teneur des principaux ingrédients fonctionnels et solvants dans les matières premières restent inchangées et que seulement le type ou la teneur des stabilisants mineurs, des antioxydants, des conservateurs et autres ingrédients ajoutés pour garantir la qualité des matières premières a changé, seules les informations liées au changement doivent être communiquées, et non l'ensemble des renseignements. Afin de faciliter la tâche du déclarant qui a présenté une demande d'enregistrement de produits cosmétiques et qui doit communiquer les renseignements relatifs à la sécurité des matières premières, le Règlement sur l'administration de l'enregistrement des produits cosmétiques et de la demande d'agrément publié par l'administration nationale des produits alimentaires et pharmaceutiques précise que si le fabricant des matières premières a déjà communiqué les renseignements relatifs à la sécurité de ces matières, conformément au Règlement, le déclarant doit seulement fournir le code de présentation des matières premières aux fins de corrélation.

2.321. Les procédures et les prescriptions en matière de données pour l'enregistrement et la notification des produits cosmétiques et des nouvelles matières premières sont détaillées et claires dans les textes réglementaires pertinents. Le fait d'exiger des déclarants qu'ils soumettent des documents relatifs à la sécurité est également une pratique courante visant à examiner la sécurité des produits liés à la santé. C'est précisément pour protéger les droits de propriété intellectuelle et les secrets commerciaux des entreprises que les données d'évaluation requises pour les allégations

relatives à l'efficacité des produits cosmétiques ne comprennent que le résumé des documents à l'appui des allégations d'efficacité plutôt que le texte intégral. Les documents techniques exigés pour les nouvelles matières premières ne comprennent que les aspects fondamentaux, tels que le nom, le numéro d'enregistrement, la source, la composition, les propriétés physiques et chimiques, le but de l'utilisation, le champ d'application, la quantité sûre d'utilisation, les précautions, les conditions de stockage et le délai de péremption, et non les renseignements complets. Les autorités et le personnel administratif protégeront strictement les secrets commerciaux en procédant à l'enregistrement des produits cosmétiques, conformément à toutes les lois et réglementations en vigueur.

2.1.4.33 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR), [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/72](#), [G/TBT/N/EU/72/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/845](#) (ID 594⁶⁶)

2.322. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine se félicite des efforts déployés par l'UE pour promouvoir la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, mais note qu'elle n'a pas désigné les laboratoires de référence compétents pour la réalisation de la vérification des performances, ce qui aura une incidence sur la certification et la mise sur le marché des dispositifs de classe D. Nous suggérons à l'UE de publier la liste des laboratoires de référence dès que possible. Il est par ailleurs recommandé de proroger d'au moins un an, à compter du 25 juillet 2024, le délai d'application du Règlement (UE) n° 2022/1107, ou de publier un autre guide de mise en œuvre ou des règles détaillées sans laboratoires de référence.

2.323. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. 1. Depuis que le MDR est entré en vigueur le 26 mai 2021, les fabricants japonais ont été dans l'incapacité d'expédier vers l'Europe de nouveaux produits et dispositifs médicaux ayant de nouvelles fonctions. À la réunion précédente, le Japon a déclaré ce qui suit: "nous continuons à être informés par plusieurs fabricants que plus de deux ans et trois mois se sont écoulés depuis le début de l'examen du document technique. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'amélioration. Nous souhaitons demander à l'UE de continuer à surveiller la situation et d'apporter des améliorations en tant que régulateur". Le Japon apprécie la réponse fournie par l'UE à la dernière réunion, selon laquelle le Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux (GCDM) suit de près la situation des examens sur le terrain. Cependant, plusieurs entreprises continuent de nous rapporter que peu d'améliorations semblent avoir été apportées depuis le début de l'examen des documents techniques, il y a plus de deux ans et trois mois. Le Japon souhaite demander à l'UE de continuer à surveiller la situation et d'apporter des améliorations en tant que régulateur. La date d'expiration des certificats émis au titre de la Directive relative aux dispositifs médicaux (DDM) est fixée au 26 mai 2024. Les produits munis de certificats DDM peuvent aussi être mis sur le marché ou être utilisés jusqu'au 27 mai 2025. Compte tenu du retard pris dans la certification au titre du MDR, le Japon demande que ces dates d'expiration soient reportées d'un an, au 26 mai 2025 et au 27 mai 2026, respectivement. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 120 du MDR et du paragraphe 2 de l'article 110 de l'IVDR, les produits dont le certificat a une date d'expiration antérieure au 26 mai 2024 au titre de l'ancienne directive ne peuvent être mis sur le marché ou utilisés après ladite date d'expiration. Par conséquent, afin de résoudre ce problème, le Japon demande à l'UE d'introduire des mesures transitoires permettant que ces dates d'expiration des certificats soient prolongées de la même durée que celle consacrée par les organismes notifiés à l'examen des documents techniques (de la date du dépôt à la date de certification) ou soient prolongées d'une certaine durée, pour autant qu'il n'y ait pas de modifications significatives au niveau de la conception ou de l'usage projeté des produits concernés.

2.324. 2. Le Japon accueille avec satisfaction la publication séquentielle d'orientations, conformément au Plan de publication d'orientations du GCDM. Conformément à ce qu'il a déclaré lors des précédentes réunions, le Japon demande que des consultations publiques soient menées avant la publication des orientations du GCDM, que ces orientations prévoient une période de transition et qu'elles soient utilisées à des fins d'examen par les organismes notifiés après expiration de la période de transition. Bien que le plan de publication prévoie également des orientations sur la surveillance et le contrôle après mise sur le marché, le Japon demande que ces orientations soient publiées rapidement. Il demande en outre que le plan de correspondance entre l'EMDN (Nomenclature européenne des dispositifs médicaux) et la GMDN (Nomenclature mondiale des

⁶⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 594](#).

dispositifs médicaux) soit établi avec la participation active de l'UE selon la nomenclature normalisée des dispositifs médicaux de l'OMS. 3. Une évaluation clinique stricte est requise même pour les dispositifs médicaux à risque relativement faible de classe I, IIa et IIb dans le cadre du MDR. Le Japon demande que l'UE envisage de simplifier les prescriptions en matière d'évaluation clinique pour les dispositifs médicaux à faible risque, comme dans le cas de la réglementation relative à la certification pharmaceutique du Japon ou de la réglementation 510 k) des États-Unis, ce aussi à des fins d'harmonisation internationale. Comme lors des réunions précédentes, le Japon continue de demander que l'UE envisage de faire en sorte que l'opération ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire. 4. Lors des réunions précédentes, le Japon a déclaré ce qui suit: "Le plan de publication n'a pas été annoncé dans le Journal officiel de l'UE et les normes ont été promulguées de manière soudaine. En conséquence, les fabricants japonais doivent élaborer leurs plans de mise en conformité et y répondre de toute urgence après la publication des normes harmonisées. Nous demandons la publication du plan d'élaboration et de publication des normes harmonisées pour le MDR et l'IVDR." Le Japon demande que l'examen du plan de publication se poursuive et qu'une période de transition adéquate soit fixée pour les normes harmonisées relatives au MDR et à l'IVDR.

2.325. 5. Comme indiqué à la réunion précédente, le Japon se félicite de la prorogation, suite à l'entrée en vigueur du Règlement (UE) n° 2022/112, de la période de transition de trois à cinq ans au-delà de la date du 26 mai 2022 à laquelle l'IVDR est entré en vigueur, pour les dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* devant être certifiés par un organisme notifié, en fonction de la catégorie de risque du dispositif. Nous restons toutefois très préoccupés par le fait que de nombreux fabricants ne seront pas en mesure d'achever la certification avant la date limite. Selon l'enquête sur la situation concernant la certification au titre de l'IVDR réalisée en juin 2022 par l'Association japonaise du secteur des réactifs cliniques pour le compte des fabricants japonais de dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, la certification est achevée pour 12% des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* pour lesquels une certification est requise dans le cadre de l'IVDR, un examen est en cours pour 25% d'entre eux, tandis qu'un examen n'a pas encore commencé pour 63% de ces dispositifs. Il convient en particulier de noter qu'environ 80% des dispositifs de classe B, qui représentent quelque 70% de tous les dispositifs pour lesquels une certification est requise, n'ont pas encore commencé à être examinés. En ce qui concerne le délai d'examen, l'enquête a révélé que, dans certains cas, la certification n'avait toujours pas été délivrée après un délai de 20 mois et que plus de 70% des entreprises avaient constaté des retards dans les examens de certification par rapport aux délais initialement prévus. Compte tenu de ces résultats et du fait qu'il n'existe que sept organismes notifiés pour l'IVDR en septembre 2022, le Japon reste préoccupé par l'insuffisance de l'infrastructure nécessaire à la certification. Par conséquent, il souhaite demander à l'UE d'améliorer de manière continue la capacité des organismes notifiés, y compris en augmentant leur nombre absolu, afin que la certification puisse être effectuée rapidement. Entre-temps, le nombre de documents d'orientation publiés au titre de l'IVDR a régulièrement augmenté depuis la dernière réunion du Comité OTC tenue en juillet, avec la publication de nouveaux documents en septembre, portant leur nombre total à 10. Le Japon tient à exprimer sa profonde reconnaissance au GCDM pour les efforts qu'il a déployés à cet égard et continue de lui demander de développer davantage les documents d'orientation et d'indiquer leur disponibilité dès que possible. Il continue également de demander que les documents d'orientation nouvellement publiés ne soient pas utilisés à des fins d'examen par les organismes notifiés immédiatement après leur publication, mais qu'une période de transition d'au moins une année soit respectée.

2.326. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis apprécient les efforts continus que déploie l'Union européenne (UE) pour appliquer un cadre réglementaire solide afin de garantir la sécurité des dispositifs médicaux. Nombre des préoccupations que nous avons exprimées lors de la précédente réunion demeurent. La branche de production continue de nous informer que de sérieux obstacles à la mise en œuvre subsistent et créent un environnement de marché imprévisible pour les fabricants de produits de technologies médicales. Ces fabricants signalent que la mise en œuvre reste lente, avec de longs délais pour obtenir les certificats de conformité. L'UE continue de souffrir d'un manque de capacités suffisantes pour évaluer la conformité au MDR en temps voulu. De plus, au vu du manque de capacité à évaluer la conformité au MDR même pour les dispositifs existants déjà sur le marché, les organismes notifiés désignés au titre du MDR n'ont pas la capacité d'évaluer les nouveaux produits en temps voulu. Nous réaffirmons que nous avons appris que certaines entreprises envisagent de ne plus privilégier le marché de l'UE comme lieu de prédilection pour la première approbation réglementaire de nouveaux dispositifs. La Commission européenne a-t-elle pris d'autres mesures depuis la dernière réunion pour accélérer le processus d'évaluation de la conformité et pour résoudre l'arriéré de certification de dispositifs? Certaines des recommandations du Groupe de coordination en matière de dispositifs

médicaux (GCDM) ont-elles été mises en œuvre? Les États-Unis se félicitent de la mise en œuvre des recommandations du GCDM mais estiment que les mesures, bien que positives, ne suffiraient pas à résoudre le problème. La Commission procède-t-elle à l'examen des modifications à apporter à la législation qui ont été proposées par les États membres de l'UE?

2.327. Nous demandons à la Commission si elle a fourni depuis la précédente réunion des ressources ou des flexibilités supplémentaires aux organismes notifiés actuellement approuvés afin de garantir que ces organismes disposent de ressources suffisantes pour répondre à la demande existante. Dans l'affirmative, quelles sont ces ressources? Nous souhaiterions par ailleurs soulever une fois de plus des questions en ce qui concerne le système européen de nomenclature des dispositifs médicaux (EMDN). La dernière fois que nous avons examiné la mise en œuvre du MDR et de l'IVDR avec l'UE, cette dernière a déclaré qu'il y avait une confusion au sujet de l'IUD et du système de nomenclature. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec cette déclaration. L'article 26 du MDR dispose que la Commission est tenue de faire en sorte que les fabricants aient accès gratuitement à une "nomenclature des dispositifs médicaux internationalement reconnue". Les États-Unis comprennent bien que l'UE a fondé son système IUD sur les directives relatives à l'IUD de l'IMDRF, mais estiment qu'elle n'a pas choisi un système de nomenclature reconnu au niveau international, alors que cette obligation est expressément énoncée à l'article 26 du MDR. L'UE a également déclaré lors de réunions précédentes qu'elle choisissait l'EMDN parce qu'elle reposait "sur la nécessité d'une nomenclature bien structurée, transparente, ouverte, complètement accessible au public et qui puisse être téléchargée". Les États-Unis souhaitent rappeler à l'UE que contrairement à l'EMDN, qui repose sur une nomenclature élaborée pour la passation des marchés, la GMDN a été élaborée avec l'aide de l'ISO et du Groupe de travail sur l'harmonisation mondiale de l'époque (devenu aujourd'hui le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux); elle est largement adoptée par le secteur des dispositifs médicaux et est utilisée par plus de 100 autorités nationales chargées de réglementer ces dispositifs à l'appui de leurs activités. La GMDN est libre et accessible à tous, et ce depuis que l'EMDN a été choisie. Afin de maintenir sur le marché européen la forte présence actuelle des technologies médicales qui sauvent des vies et d'élargir l'éventail des nouvelles technologies innovantes qui peuvent y entrer, les États-Unis prient instamment la Commission européenne de mettre rapidement en place des solutions pour résoudre ces défis existants.

2.328. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souscrit aux préoccupations exprimées par d'autres Membres sur cette question et souhaite renvoyer l'Union européenne aux précédentes déclarations qu'elle a faites devant le Comité.

2.329. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été annoncé lors de précédentes réunions du Comité, le MDR est entré en vigueur officiellement le 26 mai 2021. Il est important de rappeler aux Membres que le passage des Directives relatives aux dispositifs médicaux (DDM) au Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) est graduel et qu'il est facilité par un mécanisme de grâce qui permet aux dispositifs médicaux conformes aux Directives de rester en circulation jusqu'en mai 2025, parallèlement aux dispositifs certifiés conformément au MDR. En ce qui concerne l'IVDR et en mai 2022, la Commission européenne a proposé une série de périodes de transition échelonnées pour les dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*. La modification proposée de l'IVDR a depuis été approuvée par le Parlement européen et le Conseil. Une mesure expliquant les dispositions transitoires adaptées a également été notifiée au Comité OTC. La durée des périodes de transition dépend de la catégorie de risque des dispositifs (périodes de transition plus courtes pour les dispositifs à plus haut risque et périodes de transition plus longues pour les dispositifs à moindre risque). En outre, le projet notifié propose l'application différée des exigences applicables aux "dispositifs internes", c'est-à-dire les dispositifs fabriqués et utilisés au sein d'un même établissement de santé. Nous sommes heureux d'annoncer qu'à ce jour nous comptons 34 organismes notifiés désignés au titre du MDR et 7 organismes notifiés au titre de l'IVDR, soit 8 de plus depuis notre dernière mise à jour. Par ailleurs, deux organismes notifiés supplémentaires devraient achever leur processus de désignation au titre du MDR d'ici à la fin de 2022 et un autre son processus de désignation au titre de l'IVDR au plus tard en janvier 2023.

2.330. La Commission européenne est pleinement consciente des difficultés liées à la mise en œuvre des nouveaux Règlements sur les dispositifs médicaux et coopère régulièrement avec les États membres de l'UE, les parties prenantes et toutes les parties intéressées, en particulier dans le cadre du Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux (GCDM), afin de répondre aux préoccupations des opérateurs économiques et d'envisager des mesures concrètes pour améliorer la situation. En août 2022, le GCDM a adopté un document de synthèse intitulé "*Transition to the*

MDR and IVDR – Notified body capacity and availability of medical devices and IVDs" (document MDCG 2022-14, disponible en ligne), qui contient un certain nombre de mesures concrètes et spécifiques visant à résoudre, entre autres, la question de la capacité des organismes notifiés et de la disponibilité des dispositifs médicaux et des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* et propose des approches pragmatiques dans le respect du cadre juridique actuel. Le GCDM continuera de surveiller de près la situation sur le terrain et a établi des contacts réguliers avec les organismes notifiés et la branche de production à cette fin. La Commission reste attentive aux préoccupations exprimées et est consciente des demandes formulées par les États membres et les parties prenantes en faveur de mesures supplémentaires allant au-delà de celles qui figurent dans le document de synthèse du GCDM (MDCG 2022-14). La Commission présentera des orientations claires au sujet des solutions lors de la prochaine session du Conseil Santé qui se tiendra en décembre, conformément à ce qui a été convenu par les Ministres de la santé lors du dernier examen de cette question à la session du Conseil Santé de juin.

2.331. À ce jour, plus de 100 documents d'orientation ont été publiés, y compris plusieurs guides clés sur les dispositions transitoires et les prescriptions cliniques. En outre, l'étape la plus récente est l'avis favorable rendu sur le Règlement d'exécution de la Commission établissant des spécifications communes pour les produits dont la liste figure à l'annexe XVI du Règlement (UE) n° 2017/745, ainsi que sur les modalités d'application du MDR en ce qui concerne la reclassification de groupes de certains produits actifs n'ayant pas de destination médicale prévue. S'agissant de l'identification unique des dispositifs (IUD), permettez-nous de souligner qu'il existe une différence fondamentale entre cette identification unique et la Nomenclature, alors que ces deux sujets semblent être mélangés. Le système IUD mis en œuvre au sein de l'UE est fondé sur des principes convenus au niveau international, mais la Nomenclature, également appelée langue d'usage, est différente. De l'avis de l'UE, une nomenclature est comparable à un dictionnaire, dont l'accès illimité ne fait qu'habiliter les utilisateurs, les patients, les organismes de réglementation et tous les autres acteurs. La décision consistant à utiliser la Classification nationale italienne des dispositifs médicaux (CND) en tant que base pour le système européen de nomenclature des dispositifs médicaux (EMDN) n'a pas été prise à la légère, mais seulement au terme d'évaluations approfondies et minutieuses et d'un examen par les États membres de l'UE, conjointement avec la Commission. Les données relatives à l'année 2019 indiquent que la CND avait déjà été mise en œuvre par trois pays (Italie, Grèce et Portugal) et était déjà utilisée par plus de 15 000 fabricants, tant de l'UE que de pays tiers.⁶⁷ L'UE est fière d'avoir une nomenclature qui est entièrement accessible au public et dispose d'un mécanisme de consultation ouvert à tous. Dans le cadre de ce système ouvert, tous les codes, termes et structures hiérarchiques sont intégralement accessibles au public et peuvent être téléchargés gratuitement. Il n'existe actuellement pas d'autre système de nomenclature qui présente ces caractéristiques. Il est important de redire que le choix de cette nomenclature ne constitue pas un obstacle. L'UE est pleinement résolue à faire en sorte que le nouveau système assure un niveau plus élevé de protection des patients et compte sur les partenaires commerciaux pour encourager leurs fabricants à respecter ces nouvelles prescriptions afin de garantir la continuité des échanges.

2.1.4.34 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602⁶⁸)

2.332. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite de nouveau faire référence à la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait UHT et le fromage blanc, dont l'entrée en vigueur remonte à 2019. La portée de ces mesures a encore été élargie avec la publication, en août 2021, des instructions du Conseil des ministres du Qatar. Ces mesures ont malheureusement eu des répercussions sur plusieurs produits laitiers exportés depuis l'UE vers le Qatar et l'Union européenne souhaite rappeler combien il importe de répondre à ces préoccupations. À la réunion du Comité OTC, en mars, le Qatar a fait savoir que la Circulaire avait été suspendue en attendant qu'un examen interne soit réalisé. Le 28 avril 2022, le Qatar a approuvé une nouvelle circulaire qui a supprimé certaines des restrictions proposées concernant la durée de conservation des produits laitiers. Celles-ci ont cependant été réintroduites quelques jours plus tard, le 1^{er} mai 2022, en vertu d'une nouvelle circulaire. Nous croyons comprendre que les deux circulaires sont actuellement applicables. De manière générale, l'UE est préoccupée par le manque de prévisibilité des règles que les opérateurs doivent suivre, ainsi que

⁶⁷ [md_cnd_general_principles_en_0.pdf](#) (europa.eu).

⁶⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 602](#).

par les durées de conservation introduites, qui sont inutilement restrictives pour le commerce et ne sont pas conformes aux normes internationales. Nous tenons à saluer les réunions que nous avons eues avec les autorités qatariennes en juin et septembre 2022, au cours desquelles nous avons discuté de cette question; le Qatar avait alors indiqué qu'il procédait à un examen et à une réévaluation de la situation des importations de produits laitiers et qu'il était en train de réaliser une étude approfondie sur ce sujet. Compte tenu de ces éléments, nous souhaiterions obtenir des renseignements sur les résultats de cette évaluation, ainsi que sur l'état d'avancement de l'étude susmentionnée. Dans le même temps, nous demandons instamment au Qatar d'adopter une solution permanente, de lever les mesures commerciales restrictives actuellement appliquées et de mettre en place des mesures commerciales conformes aux prescriptions de l'OMC. À cet égard, l'Union européenne voudrait insister sur la nécessité de notifier au Comité toute mesure proposée à l'état de projet. L'Union européenne se félicite des autres échanges constructifs qui ont eu lieu avec le Qatar à ce sujet, au cours desquels le Qatar a indiqué qu'il recherchait une solution et que cette dernière serait proposée dans un avenir proche. Nous nous déclarons disposés à continuer de travailler de manière constructive avec le Qatar pour régler cette question importante en temps utile.

2.333. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande reste préoccupée au sujet des prescriptions du Qatar en matière de durée de conservation des fromages et autres produits laitiers importés, dans la mesure où ces prescriptions sont restrictives pour le commerce, ne sont pas fondées sur des données scientifiques et ne sont pas conformes aux normes du Codex. La Nouvelle-Zélande continue de demander au Qatar d'utiliser des normes reconnues au niveau international, comme celles du Codex, pour établir des prescriptions en matière de durée de conservation.

2.334. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis soutiennent les interventions de la Nouvelle-Zélande et de l'UE.

2.335. En réponse, le représentant du Qatar a communiqué la déclaration suivante. Le Qatar a pris note de la préoccupation persistante des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne concernant la Circulaire du Ministère qatarien de la santé publique sur les normes de qualité pour certains produits laitiers et les remercie de l'intérêt qu'ils portent à cette question. Le Qatar a tenu, avec l'Union européenne, des discussions sur cette question qui ont permis de clarifier bon nombre de points et il souhaite poursuivre cet échange constructif. La dernière réunion a eu lieu le 3 novembre. Comme cela a été clarifié, ces mesures ont été mises en place par le Ministère de la santé publique dans le but de garantir la qualité des produits offerts au Qatar. La protection des consommateurs revêt une importance primordiale pour le gouvernement de l'État qatarien, conformément à nos obligations internationales. Nous voudrions assurer les Membres que les mesures en question s'appliquent de la même manière aux produits d'origine nationale et aux produits importés et qu'elles n'ont donc pas un caractère discriminatoire. En outre, l'incidence que cette réglementation pourrait avoir sur le commerce n'ira pas au-delà de ce qui est nécessaire pour contribuer à la réalisation de l'objectif légitime de la protection des consommateurs. À cet égard, nous tenons à souligner que les prescriptions par produit appliquées dans l'État du Qatar ne font pas obstacle à l'importation et à la vente de tout produit satisfaisant aux normes de qualité et n'ont donc pas un effet significatif sur le commerce. Cela étant, nous avons écouté avec attention les préoccupations exprimées aujourd'hui par la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne et nous les communiquerons de nouveau aux autorités de notre pays. Nous demeurons également disposés à poursuivre les échanges fructueux avec l'Union européenne et tous les autres Membres intéressés afin de leur fournir les explications supplémentaires nécessaires.

2.1.4.35 Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et leurs parties, [G/TBT/N/IND/74](#), [G/TBT/N/IND/110](#) (ID 598⁶⁹)

2.336. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne cette préoccupation, la Chine souhaiterait soumettre à l'Inde les propositions suivantes, pour examen: améliorer l'efficacité des audits d'usine et garantir le bon déroulement des inspections d'usines à l'étranger; reporter encore l'entrée en vigueur du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs, compte tenu des incidences sur la chaîne d'approvisionnement et des restrictions sur les voyages liées à la COVID-19; et mettre en place des mesures aménagées pendant la pandémie, telles que l'exemption temporaire des audits d'usines pour une période limitée, les audits virtuels ou

⁶⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 598](#).

les audits réalisés par des organismes tiers, pour remédier aux difficultés rencontrées pour procéder à des inspections physiques du fait des restrictions des voyages internationaux.

2.337. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde remercie la Chine pour l'intérêt qu'elle continue de porter à cette question. Nous souhaitons redire que les laboratoires agréés par le Bureau indien de normalisation (BIS) disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les climatiseurs individuels. Le BIS, dans le cadre de son programme d'accréditation des laboratoires (LRS), octroie un agrément aux laboratoires afin qu'ils procèdent aux essais des produits conformément aux normes indiennes pertinentes. L'article 12 du Système de reconnaissance des laboratoires du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision d'accréditation de laboratoires étrangers en tenant compte des ARM (Accords de reconnaissance mutuelle) avec les pays concernés. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue.

2.1.4.36 Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés, [G/TBT/N/CHN/1522](#) (ID 611⁷⁰)

2.338. La délégation du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada et d'autres Membres continuent de soulever des préoccupations et des problèmes importants concernant des mesures administratives prises par la Chine en vue de l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Il souhaiterait renvoyer à ses interventions antérieures sur ce point, lesquelles restent valables. Il reste préoccupé par le fait que les mesures administratives appliquées par la Chine sont trop contraignantes et injustifiées. Elles ont une portée large et générale et auront une incidence notable sur les exportations canadiennes vers la Chine. Le Canada fait observer que la mise en œuvre du système chinois d'enregistrement en ligne des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER), qui n'a pas été notifié par la Chine à l'OMC, a des répercussions négatives non nécessaires sur le commerce, y compris de fortes incidences financières et en matière de ressources tant pour la branche de production que pour les autorités compétentes étrangères. Par exemple, le processus d'enregistrement et d'approbation par la Chine dans le système CIFER exige que l'autorité compétente étrangère et les douanes chinoises examinent et approuvent manuellement les renseignements communiqués par les entreprises dans le CIFER. Cela nécessite l'affectation de ressources importantes par les autorités compétentes étrangères et entraîne des retards dans le processus de mise à jour et de renouvellement de l'enregistrement pour les entreprises cherchant à exporter vers la Chine.

2.339. Le processus d'enregistrement dans le système CIFER est confus, considérablement entravé par des problèmes techniques continus, et manque d'orientations claires et de délais définis tant pour les autorités compétentes que pour la branche de production. Malgré les demandes répétées des partenaires commerciaux, les douanes chinoises communiquent peu et donnent peu d'orientations sur la mise en œuvre du système CIFER, d'où une incertitude persistante et des préoccupations parmi les partenaires commerciaux. Le Canada fait observer qu'après des tentatives répétées aucun des établissements canadiens de transformation du poisson et des produits de la mer, dont les enregistrements dans le système CIFER expireront le 31 décembre 2022, n'a été en mesure d'obtenir l'approbation de ses demandes par les douanes chinoises. Le Canada exhorte résolument la Chine à communiquer de manière transparente tous les calendriers et toutes les décisions concernant son processus d'examen et d'approbation dans le cadre du CIFER. Le Canada invite instamment la Chine à rédiger des documents d'orientation clairs pour répondre aux questions et préoccupations de la branche de production et des autorités compétentes. Étant donné que de nombreuses questions subsistent concernant le processus d'enregistrement dans le système CIFER, le Canada invite la Chine à créer des points de contact distincts au sein des douanes chinoises, à la fois pour la branche de production et pour les autorités compétentes, ou à travailler directement avec les entreprises pour mener à bien ou renouveler leurs enregistrements dans la plate-forme CIFER. Le Canada demeure profondément préoccupé par les répercussions de ces mesures sur le commerce et rappelle que, en octobre 2021, la Chine avait déclaré que les Décrets n° 248 et 249 et le CIFER n'auraient pas d'incidence sur les échanges commerciaux. Par conséquent, le Canada demande à la Chine de s'engager à améliorer l'efficacité de son processus d'approbation des enregistrements dans le CIFER afin que le commerce ne soit pas perturbé. En conclusion, le Canada

⁷⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 611](#).

demande à la Chine de fournir immédiatement aux Membres davantage de renseignements, d'éclaircissements et de flexibilités en ce qui concerne les exigences relevant des mesures en question et du système CIFER afin d'éviter de nouveaux retards dans le processus d'enregistrement des entreprises canadiennes et de prévenir des perturbations non nécessaires du commerce.

2.340. La délégation du Kenya a communiqué la déclaration suivante. Le 12 avril 2021, les services chinois des douanes ont publié un nouveau règlement concernant les fabricants étrangers de produits alimentaires qui exportent vers la Chine. Le Kenya est préoccupé par le fait que certaines dispositions de ce règlement sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, contrevenant à l'article 2.2 de l'Accord OTC comme suit. Le règlement impose de nouvelles obligations aux organismes publics de la nation/région étrangère en empiétant sur leur autonomie en matière de réglementation. Aux termes du règlement, tous les fabricants étrangers de produits alimentaires qui exportent vers la Chine sont tenus de s'enregistrer auprès de l'Administration générale des douanes de Chine (GACC). Les prescriptions en matière d'enregistrement des établissements alimentaires étrangers sont lourdes et risquent de perturber considérablement le commerce en exigeant une documentation et en imposant des procédures allant au-delà de ce qui est actuellement requis pour des produits présentant un risque plus élevé, rendant ainsi plus difficile l'intégration des petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur mondiales. Le Kenya demande donc instamment à la Chine de réexaminer ces règles et, éventuellement, de les réviser afin de clarifier, entre autres, leur champ d'application (transparence) et de les rendre moins contraignantes, autrement dit d'éliminer la nécessité de préenregistrer tous les aliments et produits alimentaires importés auprès de la GACC.

2.341. La délégation de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie souhaite réitérer ses inquiétudes quant à la mise en œuvre par la Chine des mesures prises au titre du Décret n° 248. Elle a fait part de ces préoccupations lors des réunions précédentes du Comité OTC, dont la plus récente s'est tenue en juillet 2022. L'Australie salue les efforts déployés par la Chine pour faciliter la mise en œuvre de mesures au titre de son Règlement sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés (Décret n° 248). L'Australie reste néanmoins préoccupée par les coûts, en termes de ressources et de main-d'œuvre, des modifications apportées au système d'enregistrement chinois, coûts qui sont supportés par les autorités compétentes des pays exportateurs. Les exportateurs continuent d'être confrontés à des retards et de souffrir d'un manque de clarté entourant l'enregistrement des entreprises alimentaires dans les systèmes d'enregistrement du pays. Tout retard dans le traitement des renouvellements et des nouvelles demandes d'enregistrement provenant de fabricants étrangers de produits alimentaires peut se traduire par un traitement moins favorable des produits importés par rapport aux produits chinois. L'Australie est également préoccupée par la disposition du Décret n° 248, qui permet à la Chine de procéder, au pied levé, à des audits en direct d'établissements alimentaires étrangers, en menaçant d'imposer une suspension en cas de non-conformité. L'Australie souhaite demander à la Chine de respecter ses obligations de fournir aux Membres des calendriers transparents des actualisations et du traitement des demandes, conformément aux obligations souscrites au titre de l'Accord OTC; des orientations et une assistance appropriées pour aider les entreprises à se conformer au processus d'enregistrement de la Chine; ainsi que la prise en considération des difficultés que les systèmes posent aux requérants et la nécessité d'un délai supplémentaire pour remédier à ces difficultés. L'Australie prie instamment la Chine de résoudre rapidement ces problèmes, et elle reste disposée à travailler avec elle au niveau bilatéral pour réduire autant que possible les perturbations du commerce.

2.342. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon tient à réitérer ses préoccupations concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 par la Chine. Les procédures restent incertaines et manquent de prévisibilité; en particulier, des changements fréquents et inattendus ont été apportés au système chinois d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER) sans que les Membres n'en aient été informés au préalable. Par conséquent, l'application du Décret n° 248 pourrait avoir des incidences négatives notables sur le commerce de la Chine avec le Japon et d'autres Membres. Le Japon demande à la Chine d'améliorer le fonctionnement du système CIFER et de rendre transparentes les procédures de mise en œuvre du Décret n° 248, en tenant compte des remarques formulées par les Membres à la présente réunion et aux réunions précédentes du Comité OTC. Plus précisément, le Japon demande à la Chine de prendre les mesures ci-après: i) établir une durée normale d'évaluation des demandes faites par l'intermédiaire du système CIFER (en d'autres termes, un échéancier type à suivre de la demande jusqu'à l'enregistrement) et faire connaître cette durée d'évaluation aux Membres et aux fabricants étrangers; ii) notifier aux Membres, dans les moindres délais, tout changement dans l'application du

règlement ou du système CIFER, y compris les modifications des codes de produit (SH, CIQ) utilisés dans le cadre du système, qui aurait ou pourrait avoir une incidence sur les exportations. En cas de changement, nous demandons également à la GACC de ménager une période de transition raisonnable; iii) corriger les défauts du système CIFER avant la fin de l'année en cours, y compris: a) le fait que le système n'accepte pas de modifications des renseignements relatifs aux représentants légaux et aux adresses des fabricants enregistrés, ni la soumission de lettres de procuration; b) les retards considérables actuels dans le processus d'enregistrement; et c) le fait que certains codes de produits (SH, CIQ) manquent dans la liste des codes de produits affichée dans le système; iv) établir un point d'information pour les parties intéressées et les autorités compétentes et tenir une séance d'information d'ici la fin de l'année à Genève pour les Membres concernés en ce qui concerne la mise en œuvre du règlement; v) répondre aux questions restées sans réponse dans un délai raisonnable. Le Japon remercie la Chine pour l'attention qu'elle voudra bien prêter sans retard à la résolution de ces questions de manière appropriée et en temps utile.

2.343. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE doit soulever à nouveau cette question pour souligner les préoccupations qui subsistent concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). L'UE ne conteste pas le droit de la Chine de s'assurer que les produits alimentaires importés soient de provenance légitime. Dans l'ensemble, nous partageons et soutenons cet objectif. Cependant, les requérants de l'UE sont toujours confrontés à de nombreux problèmes dans le cadre du processus d'enregistrement, principalement en raison du système d'enregistrement basé sur le Web (CIFER), qui présente encore de nombreux problèmes techniques, rendant la présentation électronique des documents fastidieuse, chronophage et incertaine. Vient s'ajouter à cette difficulté l'annonce faite récemment par l'Administration des douanes aux États membres de l'UE selon laquelle certaines catégories de produits, qui avaient été incluses au titre de l'article 7 du Décret n° 248, seraient exemptées de la procédure d'enregistrement. Toutefois, la GACC n'identifie pas clairement ces produits. En raison du manque de clarté du champ d'application de l'enregistrement et des nombreux problèmes techniques liés au CIFER, les autorités des États membres de l'UE rencontrent d'énormes difficultés pour se conformer au Décret n° 248. Les autorités compétentes et les entreprises doivent consulter la base de données CIFER quasiment de façon continue pour suivre les enregistrements individuels et réagir à des problèmes imprévus. Afin d'éviter les perturbations du commerce des produits alimentaires, nous demandons que les approbations existantes restent valables jusqu'à ce que la procédure de renouvellement au titre du Décret n° 248 soit établie de manière appropriée. Dans les circonstances actuelles, il semble impossible d'achever le processus d'enregistrement au titre de l'article 7 dans les délais prévus, à savoir juin 2023.

2.344. L'UE demande instamment à la Chine de fournir des orientations claires et des documents justificatifs concernant les produits relevant de l'article 7 du Décret n° 248 et les procédures applicables aux produits qui ne sont pas visés; de simplifier la saisie des données et de résoudre les problèmes de logiciel du système CIFER; de faciliter les modifications/corrections et le suivi des enregistrements en cours; et de prolonger le délai fixé à juin 2023 compte tenu des problèmes techniques liés au système d'enregistrement et parce qu'il est peu probable que tous les établissements relevant de l'article 7 du Décret n° 248 soient en mesure d'effectuer leur enregistrement à temps. L'UE tient à remercier la Chine pour le dialogue mené jusqu'à présent, qui a permis de répondre à plusieurs questions techniques relatives au Décret n° 248. Toutefois, d'importants problèmes restent à résoudre.

2.345. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Étant donné qu'aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne cette PCS et que le manque de transparence continue de poser des problèmes, nous souhaitons réitérer les préoccupations que nous avons exprimées lors des précédentes réunions du Comité OTC. Étant donné que cette mesure a ou aura une incidence sur un large éventail de nos industries alimentaires, le Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu a suivi sa mise en œuvre de très près. De nombreuses préoccupations demeurent concernant cette mesure, bien qu'elle soit entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Premièrement, l'insuffisance des renseignements concernant les prescriptions relatives à l'enregistrement et l'absence de lignes directrices opérationnelles et de mises à jour sur les étapes de la procédure figurent parmi les principales difficultés que nous rencontrons. Ce problème est encore plus grave pour les établissements qui doivent remplir la demande eux-mêmes. Sans orientations suffisantes, les établissements ne parviennent pas à finaliser leur enregistrement et le commerce peut s'en trouver perturbé. Pour éviter toute perturbation des échanges, nous prions instamment la Chine de désigner

un point d'information susceptible de fournir une aide effective et rapide aux établissements afin qu'ils fassent directement part de leurs préoccupations concernant le système d'enregistrement en ligne. D'autre part, nous exhortons la Chine à organiser une session d'information à l'OMC afin que ses partenaires commerciaux en apprennent davantage sur la mise en œuvre de la mesure par l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC).

2.346. Deuxièmement, l'examen et la procédure d'approbation de la mesure suscitent aussi des préoccupations. La durée normale et la durée prévue du processus ne sont pas connues, pas plus que l'état d'avancement des demandes. En outre, certains de nos établissements se sont vu opposer un refus par la GACC sans autre forme d'explication, tandis que d'autres ne peuvent pas corriger leur demande dans le système d'enregistrement. En vertu de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que la durée normale de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit communiquée au requérant et que celui-ci, s'il le demande, soit informé de l'avancement de la procédure. Nous demandons à la GACC de respecter les prescriptions énoncées dans l'Accord OTC, y compris la prescription relative à la transparence, et d'informer précisément et complètement les requérants de toutes les erreurs pour leur permettre de prendre des mesures correctives. Troisièmement, l'ambiguïté de la catégorisation du code SH et la portée des produits soumis à cette mesure figurent parmi les autres difficultés que nous rencontrons. Certains de nos établissements ont indiqué que le dédouanement de leurs produits a été suspendu sans raison. Depuis que la Chine a présenté sa notification à l'OMC en 2020, nous avons fait part de nos préoccupations et demandé des éclaircissements à la Chine à plusieurs reprises, au niveau bilatéral comme dans le cadre de cette instance; pourtant, nous n'avons pas encore reçu de réponse assez détaillée de la Chine. Nous exhortons donc une fois de plus la Chine à fournir des lignes directrices suffisantes et détaillées et à désigner un point d'information. D'autre part, étant donné que toute mesure de cette ampleur nécessite beaucoup plus de temps pour que les branches de production la mettent en œuvre, nous prions instamment la Chine de prévoir une période de grâce plus longue pour la mise en œuvre, afin d'éviter de graves perturbations du commerce. Nous suggérons également à la Chine d'autoriser à titre temporaire l'entrée de tous les produits provenant des établissements enregistrés. Ce délai supplémentaire permettra aux établissements d'entrer ou d'actualiser avec exactitude les renseignements relatifs à leurs produits dans leur enregistrement en ligne.

2.347. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent profondément préoccupés par cette mesure, publiée sous la forme du Décret n° 248 le 12 avril 2021 et mise en œuvre le 1^{er} janvier 2022. Ils continuent de s'interroger sur les bénéfices en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique qu'apporteraient les lourdes prescriptions de la Chine concernant l'enregistrement des établissements et des produits, et se demandent si ces bénéfices sont fondés sur la science ou sur les risques. Ils renouvellent leurs demandes répétées visant à ce que la Chine fournisse la raison d'être scientifique et communique toute évaluation de risque effectuée qui justifierait cette mesure. Les États-Unis font observer que le manque d'orientations et la mise en œuvre et le contrôle de l'application des mesures de la part de la Chine continuent d'entraîner une confusion considérable parmi les exportateurs et les autorités compétentes. Les changements qui interviennent dans l'application de ces mesures administratives entraînent directement des perturbations dans le commerce. Les organismes des États-Unis continuent de faire face à des charges administratives en s'efforçant de résoudre les problèmes liés aux envois retenus dans les ports chinois. L'Administration générale des douanes de Chine (GACC) devrait continuer à utiliser les procédures d'enregistrement des établissements en place de gouvernement à gouvernement qui sont déjà mises en œuvre dans le cadre d'accords bilatéraux, comme envisagé à l'article 11 du Décret n° 248, et ne pas exiger des établissements qu'ils fournissent des renseignements additionnels en ligne. En outre, la GACC exige que les autorités compétentes étrangères approuvent les renseignements et téléchargent les rapports d'inspection dans le système chinois en ligne pour chaque établissement enregistré de leur pays et produisant certaines catégories de produits. Une telle exigence entraîne des charges administratives considérables pour les autorités compétentes étrangères, sans rapport évident avec des résultats en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. La GACC devrait veiller à ce que tous les établissements qui ne sont pas déjà enregistrés dans le cadre des processus d'enregistrement des établissements en place de gouvernement à gouvernement soient en mesure de procéder eux-mêmes à leur enregistrement sans l'intervention d'une autorité compétente étrangère, ce qui permettrait de simplifier le processus et de faciliter le commerce.

2.348. L'inaction de la Chine dans ce domaine oblige les États-Unis à continuer de soulever ces préoccupations au sein du Comité OTC jusqu'à ce qu'elles soient prises en compte par la GACC. Nous

notons que les demandes de la GACC visant à obtenir des renseignements détaillés additionnels de la part des établissements et des autorités compétentes, tels que les plans de sécurité sanitaire des produits alimentaires spécifiques au processus et les photographies relatives à chaque établissement, parmi ses prescriptions en matière d'enregistrement préalable à l'importation, ne semblent pas conformes aux orientations du Codex qui permettent la reconnaissance du contrôle alimentaire réalisé par un pays exportateur (voir les Directives du Codex sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires – CXG 47-2003 – paragraphe 13). En outre, nous demandons à la Chine d'organiser une séance d'information à Genève pour les partenaires commerciaux afin qu'ils en sachent plus sur la mise en œuvre du Décret n° 248. Nous attendons avec intérêt la réponse de la Chine à ces questions et observations particulières.

2.349. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. S'agissant des mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés ([G/TBT/N/CHN/1522](#)), la République de Corée se fait l'écho des préoccupations exprimées par le Canada, le Kenya, l'Australie, le Japon, l'Union européenne, le Taipei chinois et les États-Unis au titre de cette préoccupation commerciale spécifique. La Corée respecte les efforts de la Chine pour assurer la sécurité des consommateurs et apprécie la coopération qu'elle poursuit par des voies bilatérales. Toutefois, elle reste préoccupée par le fait que les mesures prises par la Chine incluent toujours des produits alimentaires à faible risque visés à l'article 7 du Décret n° 248, ce qui crée des obstacles non nécessaires au commerce. Bien que la Corée enregistre les catégories de produits nouvellement ajoutées conformément aux prescriptions de la GACC, l'enregistrement prend un temps considérable. En outre, des établissements se voient opposer un refus sans explication, ce qui a des répercussions négatives sur le commerce.

2.350. La Corée demande également à la Chine d'autoriser les entreprises fabricant les catégories de produits décrites à l'article 7 d'enregistrer elles-mêmes les établissements concernés sur le site Web de la GACC. Les prescriptions actuelles sont source d'inefficacité, par exemple avec l'obligation, pour les établissements, de déposer une demande pour chaque catégorie qu'ils souhaitent enregistrer et de présenter des données faisant double emploi, étant donné qu'ils sont tenus d'effectuer la demande d'enregistrement sur la base des catégories de produits. Si la Chine adopte la mesure proposée par la Corée, elle pourra traiter rapidement les demandes d'enregistrement. En outre, la Corée demande à la Chine d'utiliser les données examinées précédemment afin que les établissements enregistrés puissent exporter tous leurs produits. De plus, l'obligation faite aux établissements d'enregistrer des produits alimentaires clairement étiquetés comme échantillons gratuits, qui ne sont ni vendus ni consommés, est une mesure qui entrave la croissance mutuelle des branches de production coréenne et chinoise de produits alimentaires. De nombreux autres pays n'appliquent pas de telles mesures aux échantillons de produits et la Corée demande donc à la Chine d'assouplir la réglementation en la matière. La Corée souhaite rappeler à la Chine que tous les Membres de l'OMC sont tenus de mettre en œuvre une réglementation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit fondée sur une base scientifique solide et sur la transparence. Étant donné que les nouvelles mesures affectent considérablement le commerce bilatéral, la Corée souhaite demander à la Chine de répondre à sa déclaration.

2.351. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil tient à soutenir la PCS n° 611 concernant les nouvelles prescriptions pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Jusqu'à présent, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du Comité OTC, le gouvernement chinois n'a pas été en mesure de clarifier l'analyse des risques qui a motivé des exigences si disproportionnées pour un large éventail de produits alimentaires. À notre sens, ces exigences constituent des obstacles non nécessaires, non seulement pour notre secteur privé mais aussi pour nos organismes de réglementation, lesquels doivent agir en tant qu'autorité nationale compétente pour un éventail de produits beaucoup plus large. Non seulement les régulateurs sont confrontés à une augmentation déraisonnable de leur charge de travail mais certains d'entre eux doivent également formuler des recommandations sur des produits ou des producteurs qui sont soumis de fait à des inspections par les autorités à d'autres niveaux de gouvernement. En avril 2021, l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) a publié les Décrets n° 248 et 249, qui portent respectivement sur l'administration de l'enregistrement des établissements étrangers et sur la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés et exportés. L'article 5 du Décret n° 248 dispose que le système de gestion de l'innocuité des produits alimentaires du pays où se trouve le producteur doit avoir fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen de l'équivalence effectué par la GACCC. La Chine pourrait-elle expliquer comment et quand elle entend procéder à ces évaluations? Pourrait-elle indiquer les critères et procédures utilisés pour

établir cette équivalence, en particulier pour les organismes de réglementation qui réglementent les aliments transformés et les "aliments diététiques"?

2.352. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse partage – et soutient – les préoccupations exprimées par les autres Membres concernant les Décrets n° 248 et 249 publiés par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). La Suisse soutient l'objectif de la Chine de garantir que seuls des produits alimentaires sûrs et provenant de sources légitimes soient importés. Toutefois, elle regrette de constater la persistance des problèmes et des incertitudes liés au système CIFER. La Suisse encourage vivement la Chine à prolonger d'une année l'échéance fixée à juin 2023 pour le renouvellement et la validité des approbations existantes concernant les établissements relevant de l'article 7 du Décret n° 248. Cette période supplémentaire permettrait à la GACC de résoudre les problèmes liés au système CIFER et à nos autorités, ainsi qu'aux établissements, d'entrer ou d'actualiser correctement les renseignements relatifs aux produits dans leur enregistrement en ligne. Enfin, nous soutenons la demande des autres Membres visant à la création de points de contact pour la branche de production et les autorités. Nous attendons avec intérêt la réponse de la Chine à ces observations.

2.353. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique réitère sa préoccupation concernant le Décret n° 248, notifié le 16 novembre 2020 sous la cote [G/TBT/N/CHN/1522](#) et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Le Mexique partage également les préoccupations exprimées précédemment par les intervenants précédents. Comme cela a été mentionné lors de la réunion de juillet, bien que des efforts aient commencé à être déployés pour faire en sorte que l'enregistrement des entreprises mexicaines qui exportent vers la Chine se déroule de manière satisfaisante, nous avons constaté que des préoccupations subsistent quant aux effets potentiels sur le commerce international, puisque nous avons été informés de problèmes récents dans le processus d'enregistrement des entreprises mexicaines. À cet égard, nous rappelons combien il est important que les mesures adoptées par les Membres de ce comité soient conformes aux engagements internationaux énoncés dans l'Accord OTC. Nous demandons également à la délégation de la Chine de fournir un point de contact qui pourrait apporter une assistance aux entreprises qui rencontrent des difficultés pour s'enregistrer. Nous saluons et soutenons la demande faite à la Chine d'organiser des séances d'information à Genève sur la mise en œuvre de son Décret n° 248. Enfin, la délégation du Mexique remercie la délégation de la Chine d'accorder son attention à cette déclaration.

2.354. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. À de multiples occasions, aux niveaux bilatéral et multilatéral, la Chine a précisé pourquoi et comment elle entendait réviser le règlement conformément à la législation applicable et a fourni des orientations techniques spécifiques en réponse aux demandes des Membres. La Chine remercie tous les Membres qui ont envoyé leurs demandes de renseignements et leurs suggestions, qui nous ont aidés à faciliter le processus d'enregistrement. La Chine souhaite assurer de nouveau aux Membres que la révision a été effectuée de manière ouverte et transparente, conforme aux règles et pratiques internationales courantes. La mise en œuvre du règlement tient compte de la facilitation des échanges, tout en renforçant la supervision de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Avant la mise en application du règlement, la GACC avait publié une interprétation du règlement et des orientations concernant l'enregistrement, clarifié des documents d'information et les formulaires d'enregistrement, lancé le système d'information de l'enregistrement pour les entreprises étrangères et informé officiellement les Membres qui exportent des produits alimentaires vers la Chine par les voies diplomatiques et par l'intermédiaire des mécanismes de coopération. Au 27 octobre 2022, plus de 100 Membres ont fourni la liste de leurs entreprises dont l'enregistrement est recommandé, ce qui représente un total de 79 000 producteurs étrangers enregistrés avec succès. Jusqu'à présent, la mise en œuvre se déroule bien. Nous comprenons que certains Membres puissent encore ressentir une certaine confusion lors de l'enregistrement. Ils sont invités à contacter la GACC à tout moment pour obtenir une assistance technique en temps utile.

2.1.4.37 Royaume d'Arabie saoudite – Plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/Programme de la sécurité des produits Saleem (ID 615⁷¹)

2.355. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM dans le cadre du portail en ligne SABER demeure un sujet de préoccupation pour l'Union européenne. Plusieurs branches de production

⁷¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 615](#).

européennes disent rencontrer des difficultés et s'accordent à dire que les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité sont excessivement coûteuses, astreignantes et chronophages. Le secteur des jouets est particulièrement affecté. Les fabricants de jouets européens continuent de faire état de difficultés liées à l'obtention du symbole CCG de contrôle de la conformité (appelé GCTS) auprès des organismes notifiés autorisés par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO). L'Union européenne renvoie aux déclarations précédentes qu'elle a faites, respectivement, en novembre 2021 et mars 2022. À la suite des entretiens bilatéraux constructifs que nous avons eus cette semaine, l'Union européenne est convaincue que le Royaume d'Arabie saoudite répondra bientôt aux préoccupations qui subsistent et qu'il garantira des procédures efficaces et moins coûteuses pour tous les produits relevant du nouveau système d'évaluation de la conformité.

2.356. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse souhaite s'associer aux préoccupations concernant la "plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber". Nous restons préoccupés par l'incidence négative sur le commerce bilatéral avec le Royaume d'Arabie saoudite et nous renvoyons à nos déclarations précédentes dans le cadre du Comité OTC de l'OMC. Le processus d'enregistrement et de certification semble toujours manquer de transparence et être astreignant et chronophage pour nos exportateurs. La branche de production continue de signaler que les procédures d'évaluation de la conformité donnent lieu à des frais excessifs et, dans bien des cas, à des charges et coûts administratifs inutiles et des prescriptions redondantes. En particulier pour les entreprises qui exportent des produits de qualité en petites quantités, cette charge additionnelle les dissuade d'entrer sur le marché. La Suisse apprécierait que le Royaume d'Arabie saoudite fasse en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus strict qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes et pratiques internationales et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme.

2.357. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme indiqué à de précédentes réunions du Comité OTC, le Canada soutient les efforts déployés par l'Arabie saoudite pour créer un système intégré permettant d'évaluer efficacement la sécurité des produits importés. Dans une communication récente, les parties prenantes ont indiqué qu'elles avaient observé une évolution positive de la part de l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO), qui a reconnu que les organismes notifiés devraient être plus cohérents dans l'administration des procédures d'évaluation de la conformité. Le Canada se félicite de ces avancées. Toutefois, les parties prenantes du secteur restent préoccupées par les prescriptions relatives à la mise en œuvre établies par les organismes notifiés, qui continuent de faire peser sur elles des charges et coûts administratifs inutiles et des prescriptions redondantes. Le Canada demande à la SASO de jouer un rôle plus actif en surveillant de près les organismes notifiés et en veillant à ce qu'ils fassent preuve de cohérence et de transparence dans l'administration des procédures d'évaluation de la conformité. Enfin, le Canada demande à l'Arabie saoudite d'envisager de fournir des directives plus détaillées aux organismes notifiés sur la manière d'utiliser la plate-forme SABER pour accroître l'efficacité du système, réduire les coûts de mise en conformité et garantir la cohérence.

2.358. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. Saber est une plate-forme informatique qui vise à améliorer le déroulement des importations en assouplissant le processus/la procédure de conformité préalable à l'arrivée des marchandises. En outre, l'ensemble des règlements techniques mentionnés sur Saber sont notifiés à l'OMC par l'intermédiaire de la plate-forme e-Ping consacrée aux mesures SPS et aux OTC. Par ailleurs, Saber a contribué à favoriser et intensifier les échanges grâce à une réduction des coûts et des délais de dédouanement, lesquels sont compris entre 1 et 7 jours ouvrables contre 7 à 15 jours ouvrables les années précédentes. Grâce à cela, le Royaume a progressé de 72 places selon l'indice du commerce transfrontières, confirmant la détermination de la SASO à stimuler la facilitation des échanges. L'Organisation de normalisation du Golfe a accepté de nombreux organismes notifiés du monde entier pour faciliter l'application des prescriptions réglementaires relatives aux jouets pour enfants. Par ailleurs, la plate-forme électronique SABER n'exige pas de certificats de conformité additionnels tant que le certificat de conformité de la GSO est valide. Ainsi, le traitement des certificats d'expédition par l'intermédiaire de la plate-forme serait rapide et simple. Nous tenons également à souligner que les certificats de conformité de la GSO ont une durée de validité de trois ans, en vertu de quoi la procédure de conformité est considérée comme équitable. S'agissant des jouets destinés aux personnes âgées de plus de 14 ans, qui sont exclus du champ d'application du

Règlement du CCG, le seul dépôt d'une déclaration de conformité du fournisseur sur SABER est suffisant. En conclusion, l'Arabie saoudite reste disposée à collaborer et à dialoguer avec tous les pays et parties prenantes intéressés, afin de traiter les questions connexes au niveau bilatéral.

2.1.4.38 Colombie – Teneur en sodium des aliments prioritaires, prescriptions en matière de certification, [G/TBT/N/COL/238](#), [G/TBT/N/COL/238/Add.1](#) (ID 609⁷²)

2.359. Le représentant du [Costa Rica](#) a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, le Costa Rica tient à remercier les autorités colombiennes des efforts qu'elles ont déployés pour fournir des renseignements sur le règlement relatif à la teneur maximale en sodium pour une liste d'aliments prioritaires. À ce propos, nous indiquons avoir reçu des renseignements sur les raisons et la justification de ce règlement colombien. Néanmoins, le Costa Rica souhaite réitérer sa demande visant à ce que la Colombie nous communique soit la norme du Codex fixant les pourcentages de teneur maximale en sodium par produit alimentaire, soit l'analyse des risques effectuée afin de déterminer ces pourcentages. Comme dans le cas de l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, il n'existe pas de normes internationales de référence sur lesquelles se fonder pour fixer des pourcentages de la teneur maximale en sodium, en matières grasses ou en sucre, au-delà desquels un produit spécifique ne peut pas être vendu sur un marché particulier (comme c'est le cas pour la liste des aliments prioritaires de la Colombie et les pourcentages maximaux de teneur en sodium) ou un signe stop ou une marque noire doit être placé sur l'emballage afin de décourager les gens de consommer le produit. Par conséquent, il existe différents systèmes de réglementation pour le commerce international des produits alimentaires transformés, ce qui rend les secteurs moins compétitifs et restreint le commerce plus qu'il n'est nécessaire.

2.360. Le représentant du [Paraguay](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay reconnaît et défend le droit qu'à la Colombie de protéger la santé de sa population en limitant la teneur en sodium de certains aliments dans le cadre d'efforts de protection contre les maladies chroniques non transmissibles. Le Paraguay craint cependant que la délivrance de certificats de conformité pour chaque lot soit contraignante et coûteuse pour les importateurs, et plus restrictive que nécessaire pour réaliser l'objectif légitime que la Colombie cherche à atteindre grâce à cette mesure.

2.361. Le représentant du [Guatemala](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala souhaite remercier le Costa Rica d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Nous réaffirmons que nous reconnaissons l'objectif légitime des autorités colombiennes consistant à protéger la santé de la population, et les efforts visant à abaisser la consommation totale de sodium en Colombie afin de faire reculer l'hypertension et d'autres maladies qui y sont associées. La Résolution n° 2013 de 2020, en vertu de laquelle le règlement technique établissant la teneur maximale en sodium des aliments transformés prioritaires dans le cadre de la stratégie nationale de réduction de la consommation de sodium et d'autres dispositions est publié, prévoit, au chapitre III, qu'un certificat de conformité démontrant le respect des prescriptions énoncées dans le règlement doit être obtenu et joint à la licence d'importation ou à l'enregistrement, selon le cas, au moment de sa présentation au guichet unique du commerce extérieur (VUCE). De même, il est proposé qu'une fois qu'un organisme de certification du pays aura été accrédité, la déclaration de conformité émise par le fabricant sera acceptée, laquelle aura une durée de validité maximale de 24 mois, après quoi seuls les certificats délivrés par les organismes reconnus dans le règlement seront acceptés. Compte tenu du fait que ce certificat de conformité doit être présenté pour chaque importation, nous demandons à la Colombie quelles mesures devraient être prises dans les cas où l'entreprise de fabrication respecterait systématiquement la réglementation et s'il serait possible de continuer à présenter des certificats de conformité du fabricant. Le Guatemala fait de nouveau part de sa préoccupation concernant l'apport de sodium et réitère les déclarations qu'il a faites lors des précédentes réunions du Comité

2.362. En réponse, le représentant de la [Colombie](#) a communiqué la déclaration suivante. Sur ce point, la Colombie tient à souligner que la Résolution n° 2013 de 2020 s'inscrit dans la politique de santé publique et relève d'une stratégie globale dans le cadre de laquelle il est tenu compte de la teneur en sodium des aliments transformés aussi bien que d'autres sources de sodium. Cette stratégie vise à réduire la mortalité due à l'hypertension artérielle et aux maladies cardiovasculaires en réduisant progressivement la consommation de sel d'origine alimentaire jusqu'à ce que le niveau recommandé par l'OMS pour 2021 soit atteint: 5 grammes de sel ou 2 grammes de sodium par personne et par jour. À plusieurs reprises, la Colombie a communiqué des documents justifiant la

⁷² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 609](#).

mesure prise par le biais de la résolution susmentionnée relative à la teneur maximale en sodium des aliments transformés. La Colombie tient à réaffirmer que ses autorités sont disposées à poursuivre les discussions techniques avec les autorités des pays intéressés, afin de clarifier les préoccupations soulevées au sujet de la mise en conformité avec la réglementation technique relative à la teneur maximale en sodium des aliments transformés. Nonobstant ce qui précède, nous serions très reconnaissants au Costa Rica de bien vouloir clarifier sa préoccupation, celui-ci faisant référence à la Résolution n° 2013 de 2020, qui contient le règlement technique relatif à la teneur maximale en sodium notifiée dans le document [G/TBT/COL/238](#). Toutefois, dans ses arguments et lorsqu'il aborde la question, le Costa Rica fait référence à une question différente, en particulier au règlement technique figurant dans la Résolution n° 810 de 2021 sur l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, notifié dans le document [G/TBT/N/COL/246](#). À cet égard, nous réaffirmons notre volonté de maintenir ce point à l'ordre du jour des autorités compétentes, afin d'apporter des éléments qui faciliteront la compréhension et le respect des normes. Nous invitons également la délégation du Guatemala à nous faire part de ses préoccupations par écrit, afin que les consultations internes nécessaires puissent être entreprises.

2.1.4.39 Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: "Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés", [G/TBT/N/MEX/178/Add.9](#) (ID 608⁷³)

2.363. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica voudrait saisir la présente occasion pour souligner l'importance qu'il y a à harmoniser les systèmes d'étiquetage des produits alimentaires, notamment d'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, en se fondant sur les règlements du Codex (Directives concernant l'étiquetage nutritionnel CXG-2-1985, annexe 2, adoptées en 2021). Nous recommandons en l'occurrence d'utiliser, à titre de référence, les orientations du Codex récemment approuvées à cet égard pour veiller à ce que la réglementation soit compatible avec le consensus international et ne restreigne pas inutilement les échanges. Le Costa Rica défend l'importance du travail réalisé dans le cadre du Codex Alimentarius et plaide pour que les mesures adoptées en matière d'étiquetage des denrées alimentaires soient fondées sur des preuves scientifiques et sur les normes du Codex, comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. À ce jour, le Codex Alimentarius n'a pas déterminé de pourcentages de teneur en sodium, en matières grasses ou en sucre, au-delà desquels les consommateurs doivent être avertis par des étiquettes comportant des signes stop ou des marques noires destinés à les dissuader de consommer le produit. Ce manque d'harmonisation et de preuves scientifiques a entraîné la prolifération de divers systèmes d'étiquetage des denrées alimentaires sur la face avant des emballages, avec différents seuils de teneur en pourcentage à partir desquels un avertissement est requis, ayant pour effet d'augmenter les coûts associés au commerce international des denrées alimentaires, de rendre les entreprises moins compétitives et, en fin de compte, d'introduire des obstacles non nécessaires au commerce.

2.364. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay soutient l'objectif du Mexique consistant à protéger la santé publique et considère que la fourniture de renseignements nutritionnels au consommateur constitue une stratégie appropriée. Toutefois, le Paraguay fait part de son inquiétude quant à son application, étant donné qu'il n'existe pas de méthode d'analyse permettant de distinguer les sucres totaux des sucres ajoutés dans les produits alimentaires. Par conséquent, nous demandons au Mexique si cet aspect ne rendrait pas l'application difficile.

2.365. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Comme le Mexique l'a indiqué précédemment, nous savons que l'existence de systèmes internationaux d'étiquetage des denrées alimentaires est prévue par l'annexe 2 des Directives du Codex Alimentarius concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG-2-1985), adoptées en 2021. Il convient toutefois de rappeler que lorsque la NOM-051 a été établie, il n'existait pas de normes internationales de référence pouvant servir de base à la mise en place de l'étiquetage sur la face avant des emballages. Au Mexique, l'adoption, la modification et/ou l'annulation de règlements techniques sont régies par le processus de normalisation et selon les délais et étapes énoncés dans la Loi sur l'infrastructure qualité. Le gouvernement mexicain réaffirme son engagement à respecter les engagements internationaux établis dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et ceux qui découlent des accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie, tout en prenant en

⁷³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 608](#).

considération l'objectif légitime de politique publique consistant à protéger la santé de la population mexicaine en général.

2.1.4.40 Union européenne – Projet de règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) n° 642/2009 de la Commission (et ses annexes), [G/TBT/N/EU/609](#), [G/TBT/N/EU/610](#) (ID 575⁷⁴)

2.366. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée respecte les efforts déployés par le Parlement européen et le Conseil pour protéger l'environnement. En outre, les entreprises coréennes s'efforcent de se conformer aux exigences de l'UE en matière d'écoconception applicables aux dispositifs d'affichage électronique (ci-après le Règlement). S'agissant des écrans 8K, la Corée a reconnu la position de l'UE indiquée dans la réponse écrite du 14 juillet à ses observations écrites communiquées par l'intermédiaire des points d'information OTC, ainsi que la réponse de l'UE communiquée lors de la réunion du Comité OTC de l'OMC tenue en juillet 2022. Toutefois, elle est profondément préoccupée par le fait que la mise en œuvre du niveau 2 du Règlement le 1^{er} mars 2023, selon le calendrier prévu, portera gravement préjudice à l'industrie et au marché des écrans 8K, ainsi que par le problème de l'application de critères excessifs qui ont été fixés sans tenir compte des évolutions technologiques actuelles et des données empiriques pertinentes. La Corée souhaite réitérer les observations suivantes. Premièrement, il est techniquement excessif et déraisonnable d'appliquer aux écrans 8K la même exigence en matière d'efficacité qu'aux écrans 4K. Les écrans 8K comportent quatre fois plus de pixels que les écrans 4K, et comme chaque pixel doit être alimenté, les écrans 8K consomment généralement quatre fois plus d'énergie que les écrans 4K. Par conséquent, pour les écrans 8K, il serait techniquement raisonnable d'appliquer un critère d'efficacité énergétique plus souple, plutôt que celui qui est appliqué aux écrans 4K.

2.367. Deuxièmement, la période au cours de laquelle l'UE a examiné les données relatives à la consommation d'énergie des dispositifs d'affichage électronique sur le marché afin d'élaborer les exigences du Règlement actuel était même antérieure à la date du premier lancement d'écrans 8K sur le marché de l'UE, aux alentours de la fin de 2018. C'est pourquoi la Corée craint que les données relatives au niveau de consommation électrique des produits 8K, qui est quatre fois plus élevé environ que celui des produits 4K, n'aient pas été dûment prises en compte lors de la fixation des critères. Aussi est-il nécessaire de réexaminer de manière appropriée les données relatives à la consommation d'énergie des écrans 8K et des écrans micro-LED. Troisièmement, si les ventes d'écrans 8K et d'écrans micro-LED venaient à être limitées par l'application des critères excessifs de niveau 2, les consommateurs de l'UE perdraient la possibilité d'utiliser ces produits et il serait porté atteinte à leur droit de choisir. L'absence de produits à 8K sur le marché, le cas échéant, pourrait également jouer en défaveur des consommateurs, en tant que facteur d'augmentation du prix des écrans 4K existants. En outre, ces conséquences pourraient s'étendre au secteur émergent de la diffusion et du contenu en 8K, en raison de la forte chute de la demande de contenu en 8K dans la région de l'UE. Par conséquent, la Corée souhaiterait demander à l'UE de recueillir les données relatives à la consommation d'énergie pour les écrans 8K et micro-LED et de réviser le Règlement jusqu'au 25 décembre 2022, conformément à l'article 8 du Règlement et à la section 7 du plan de travail sur l'écoconception et l'étiquetage énergétique. Au cas où il serait difficile de procéder à la révision à cette date en raison de la situation géopolitique actuelle, la Corée demande à l'UE de reporter la date d'entrée en vigueur du niveau 2 jusqu'à ce que la révision soit achevée.

2.368. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie la Corée d'avoir soulevé cette question. Comme cela a déjà été indiqué en juillet, cette mesure a été notifiée à l'OMC le 9 octobre 2018 et il a été ménagé une période de 60 jours pour la présentation d'observations. Les exigences en matière d'efficacité énergétique des dispositifs d'affichage électronique sont connues depuis 2019 et sont applicables depuis mars 2021, à l'exception des dispositifs d'affichage dotés de résolutions très élevées qui bénéficient d'une exemption temporaire spécifique jusqu'au 1^{er} mars 2023. Une révision de ce règlement adopté ne figure pas parmi les priorités reprises dans le plan de travail sur l'écoconception et sur l'étiquetage énergétique adopté le 30 mars 2022, compte tenu de la situation géopolitique et de la crise énergétique aiguë en Europe. Bien que nous comprenions que les écrans

⁷⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 575](#).

à très haute résolution soient soumis à certaines contraintes technologiques affectant, dans une certaine mesure, leur consommation d'énergie, les données EPREL communiquées par les fabricants dans le cadre de leurs obligations en matière d'étiquetage énergétique ne confirment pas que les écrans 8K actuellement disponibles consomment quatre fois plus d'énergie que les modèles 4K comparables.

2.369. De récentes discussions techniques entre la Commission européenne et un fabricant d'écrans coréen ont confirmé l'existence de trois options techniques à faible coût encore inexploitées pour réduire la consommation (y compris le réglage du paramètre de luminosité par défaut en usine) et une compréhension commune plus claire des règles actuelles. Ainsi, le fabricant a confirmé à la Commission qu'il pourra continuer à commercialiser au moins certains de ses téléviseurs 8K sur le marché de l'UE après le 1^{er} mars 2023. De son côté, la Commission européenne entamera un réexamen des règles en 2023, mais compte tenu de la nécessité générale d'accroître l'efficacité énergétique, y compris à moyen et long termes, pour atteindre nos objectifs climatiques, il ne faut pas s'attendre à ce que ce réexamen conduise à un assouplissement des exigences, bien au contraire. Le report de la date d'application du niveau 2 contournerait avant tout le processus de consultation et de décision de l'UE, auquel prennent part l'ensemble des parties prenantes et des États membres de l'UE. Il serait également injuste vis-à-vis des autres fabricants qui auraient pu s'abstenir de commercialiser de tels produits au vu des exigences applicables à partir de mars 2023. Dernier point et non des moindres, un affaiblissement des exigences en matière d'écoconception n'est pas compatible avec les objectifs actuels de la politique énergétique de l'UE. Ces derniers jours, semaines et mois, des mesures sans précédent ont été mises en place pour réduire d'urgence la demande d'électricité dans toute l'Union afin de minimiser les difficultés extraordinaires déjà ressenties par la plupart des citoyens, des PME et des entreprises.

2.1.4.41 Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, [G/TBT/N/EU/712](#) (ID 627⁷⁵)

2.370. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation d'autres substances ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre du présent comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de ces substances sans réaliser une analyse des risques appropriée et sans respecter les principes scientifiques. Les arguments en faveur de l'utilisation de cette substance n'ont pas changé non plus, et ils sont partagés par l'UE, ou du moins par plusieurs de ses membres, qui les considèrent comme suffisants pour accorder des autorisations d'urgence: l'absence de solutions de remplacement disponibles pour la protection contre certains organismes nuisibles, l'importance du mancozèbe pour éviter les problèmes de résistance et, en général, les pertes de production et les pertes financières causées par certains organismes nuisibles qui ne peuvent être combattus efficacement qu'en utilisant cette substance. Nous avons déjà entendu l'UE dire que les mesures ne sont en place que pour 120 jours, mais nous rappelons qu'il n'y a pas de limite au nombre de renouvellements. Nous constatons par exemple que de nombreuses autorisations d'urgence pour le mancozèbe sont accordées à peu près à la même période de l'année, probablement en raison du seuil d'humidité et des températures chaudes qui augmentent la prévalence de certains champignons qui peuvent être contrôlés de façon sûre et efficace par des substances telles que le mancozèbe.

2.371. Imaginez à quelle fréquence bien supérieure ces seuils sont atteints dans des pays subtropicaux comme le Paraguay, dont les conditions climatiques sont très différentes de celles de l'Union européenne. Nous avons également entendu l'UE expliquer que les autorisations d'urgence ne sont pas destinées à faciliter le commerce, contrairement aux tolérances à l'importation, mais nous n'avons pas reçu de réponses aux questions écrites, réitérées à plusieurs reprises, sur les mécanismes spécifiques mis en œuvre pour accorder des autorisations d'urgence et pour assurer que les produits faisant l'objet de LMR provisoires sont maintenus à l'intérieur des frontières du Membre qui les autorise, et sur la cohérence entre ces autorisations et les préoccupations présumées concernant l'utilisation de ces substances, à propos desquelles nous constatons non seulement la discrimination qui existe en pratique entre les producteurs de l'UE et les partenaires commerciaux, mais aussi une incohérence entre l'objectif légitime poursuivi et les mesures prises pour l'atteindre. Enfin, nous avons également entendu que, bien que les autorisations d'urgence soient accordées par les membres de l'UE, l'EFSA les réexamine si elle considère qu'elles ne sont pas dûment

⁷⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 627](#).

justifiées. Toutefois, nous notons que, même lorsque l'EFSA considère qu'une autorisation d'urgence n'est pas dûment justifiée, il n'y a aucune restriction concernant les nouvelles autorisations d'urgence, lesquelles continuent d'être approuvées par les mêmes membres pour le contrôle des mêmes parasites sur les mêmes cultures pour lesquelles l'EFSA a conclu qu'elles n'étaient pas dûment justifiées.

2.372. Le Paraguay partage les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec ces politiques, mais pas la méthode adoptée pour y parvenir. En effet, celle-ci n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne tient pas compte des options moins restrictives pour le commerce ou de solutions de remplacement valables pour contrôler des dangers, qui n'existent pas dans ce cas, comme l'UE en convient en accordant des autorisations d'urgence à ses membres. Nous réitérons nos questions pour comprendre comment les Membres préoccupés par le processus pouvaient participer à l'analyse menée par l'EFSA sur les LMR pour le mancozèbe, l'état d'avancement de l'étude, puisqu'un résultat était attendu au premier semestre de 2022, et comment les observations présentées par les Membres seront prises en compte. Nous souhaitons également obtenir des réponses détaillées aux questions concernant les autorisations d'urgence qui ont été soulevées au sein du Comité SPS et auxquelles il n'a pas été répondu de manière satisfaisante lorsqu'il a été déclaré que cela relevait de la responsabilité des États membres de l'UE. Nous rappelons que les membres de l'UE sont aussi Membres de l'OMC à part entière, aussi devrions-nous peut-être adresser des questions à chacun d'entre eux si nous continuons à ne pas recevoir de réponse. Enfin, Monsieur le Président, nous ne pouvons manquer de reconnaître les efforts extraordinaires que l'UE déploie aux niveaux bilatéral/plurilatéral et multilatéral, y compris au moyen de doubles notifications (OTC/SPS). Toutefois, ce dont mon pays et ses producteurs ont besoin, ce n'est pas d'une explication unilatérale des mesures, mais d'un dialogue franc qui permette de répondre aux demandes légitimes que nous formulons et en même temps d'atteindre les objectifs légitimes de l'UE de la manière la moins restrictive possible pour le commerce, dans le respect des règles et des principes du système commercial multilatéral.

2.373. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part une fois de plus de ses préoccupations concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, d'après la notification OTC de l'UE portant la cote G/TBT/N/EU/712. Le mancozèbe est une substance dont l'utilisation est approuvée par l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire pour un grand nombre de cultures différentes, y compris le soja. Les LMR pour les fèves de soja au Brésil sont fixées à 0,3 mg/kg. Environ 11% du soja produit au Brésil est exporté vers l'UE. Par conséquent, les restrictions concernant le mancozèbe auront une incidence notable sur les revenus des agriculteurs brésiliens. La disponibilité d'un substitut au mancozèbe à court et à moyen terme est également limitée par le fait que d'autres substances à usage similaire, comme le chlorothalonil, ont déjà été interdites sur le marché européen. Le mancozèbe est une substance importante dans la gestion de la résistance aux fongicides pour lutter contre la rouille du soja. Il est utilisé en tant qu'additif pour la protection des cultures, en vue d'accroître l'efficacité d'autres fongicides, en réduisant au minimum la résistance et en prolongeant le cycle de vie d'autres molécules. Au vu de la période de transition insuffisante accordée par l'UE, les traitements utilisés pour ces cultures ne pourraient être modifiés à temps pour l'exportation vers le marché de l'UE avant l'entrée en vigueur du Règlement. Le Brésil exhorte les autorités européennes à envisager d'établir des périodes de transition adaptées au cycle de production des cultures affectées. Il demande aussi à l'UE de bien vouloir aligner les LMR sur les limites établies dans le cadre du Codex Alimentarius, d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient de maintenir son objectif politique légitime et d'accorder aux agriculteurs brésiliens un traitement non moins favorable que celui accordé aux agriculteurs européens.

2.374. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne, qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Comme nous l'avons déjà noté, l'Union européenne a adopté des mesures qui conduisent à la non-approbation de l'utilisation de certains produits, ce qui affecte le commerce international, en particulier les exportations de la Colombie. Des mesures relatives à la suspension ou à la non-approbation de la commercialisation de diverses substances actives, ainsi qu'à la réduction ultérieure des limites maximales de résidus (LMR) y relatives à la limite inférieure de détection, sont prises sans fondement scientifique solide et sans qu'il soit démontré que ces mesures constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce de parvenir au niveau de protection souhaité. Comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises l'importance de cette substance phytopharmaceutique, à cette occasion, nous aimerions demander à l'Union européenne de fournir des éclaircissements sur

le lien existant entre la notification relative au mancozèbe, publiée sous la cote [G/TBT/N/EU/712](#), et la notification relative au règlement REACH et aux substances classées comme cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, publiée sous la cote [G/TBT/N/EU/797](#).

2.375. Nous rappelons que l'article 2.12 de l'Accord OTC prévoit un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs dans les Membres exportateurs, en particulier dans les pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences du Membre importateur. Dans le droit fil de ce qui précède, nous croyons comprendre que les LMR pour le mancozèbe sont couvertes par les LMR pour la famille chimique des dithiocarbamates, que l'Union européenne a commencé à réviser. À cet égard, et compte tenu du fait que la procédure actuellement suivie par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) est différente de la procédure de consultation publique internationale qui devrait être suivie dans le cadre de l'Accord OTC, nous demandons instamment à l'Union européenne de notifier sans tarder les normes pertinentes et de tenir compte des observations des Membres. Ce qui précède a pour seul but d'orienter les actions vers les bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des données claires et objectives, et qui favorisent le dialogue ouvert avec les parties prenantes, la transparence et la réduction au minimum des distorsions du marché.

2.376. Le représentant de l'[Australie](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Union européenne (UE) de réglementer la fabrication et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture pour faire face aux risques qui lui sont propres. Toutefois, elle réitère les préoccupations qu'elle a soulevées lors de réunions antérieures du Comité OTC relatives à la proposition de non-renouvellement du mancozèbe et à son incidence potentielle sur les limites maximales de résidus (LMR) ainsi qu'à ses effets éventuels sur le commerce, y compris sur les exportations de vin à destination de l'UE. L'Australie souhaiterait recevoir des informations sur l'avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments concernant les préoccupations que nous avons déjà exposées. Nous notons en outre que notre autorité nationale compétente – la Direction australienne des pesticides et médicaments vétérinaires – et le Codex ont fixé des LMR pour les dithiocarbamates qui garantissent la protection continue de la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, tout en permettant la poursuite des échanges.

2.377. Le représentant du [Kenya](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Kenya souhaite s'associer aux autres délégations pour faire part de ses préoccupations concernant la proposition de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de la substance active mancozèbe. La substance active mancozèbe est une molécule importante dans la lutte contre les parasites au Kenya. Les produits contenant du mancozèbe sont utilisés dans le secteur agricole pour lutter contre un large éventail de maladies fongiques présentes sous les tropiques. Son utilisation est essentielle dans le secteur de la floriculture, qui occupe une place de premier plan dans le PIB du Kenya et emploie par ailleurs des milliers de Kényans, non sans incidence sur les moyens de subsistance. Le mancozèbe joue un rôle important dans la lutte contre les agents pathogènes fongiques dans un certain nombre de cultures maraîchères, y compris, entre autres, celles des pommes de terre, des tomates et des oignons. Il n'existe pas d'autre fongicide multisite permettant de lutter contre l'alternariose et le mildiou dans les cultures susmentionnées; ces maladies entraînent des pertes de rendement annuelles allant jusqu'à 60 à 70% sur les 4,5 à 5,5 millions de tonnes métriques (1,9 milliard d'USD) de pommes de terre et les 560 000 tonnes métriques (333 millions d'USD) de tomates destinées à la consommation locale produites au Kenya, respectivement.

2.378. La pomme de terre est le deuxième produit le plus consommé par les ménages kényans après le maïs. Le mancozèbe a une activité de contact multisite qui est essentielle pour la gestion de la résistance. Le Kenya souhaite soulever cette PCS car la mesure est jugée plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire et par conséquent contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Le Kenya note que l'UE a autorisé l'utilisation d'urgence de cette substance active pour certains de ses membres, faute de solutions de rechange. Cela est contraire au principe de non-discrimination de l'OMC et aux dispositions des articles 2 et 5 de l'Accord OTC. Le Kenya demande à l'Union européenne d'envisager le retrait du règlement, étant donné que la mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.379. Le représentant de l'[Équateur](#) a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur fait à nouveau part de sa préoccupation concernant le non-renouvellement du mancozèbe. Comme nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises, ce fongicide est utilisé pour de nombreuses cultures stratégiques produites en Équateur et dans la région, y compris, entre autres, les bananes et le

cacao. L'importance de cette substance phytopharmaceutique a déjà été évoquée à plusieurs reprises. Ainsi, l'Équateur est préoccupé par le fait qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange approuvée et dûment enregistrée à cette substance qui soit aussi efficace que le mancozèbe. Le mancozèbe revêt une importance particulière non seulement pour les bananes, mais aussi pour d'autres cultures d'exportation de moindre importance. Des recherches récentes menées par des organismes internationaux, qui ont été présentées aux États rapporteurs de l'UE, montrent que le mancozèbe n'a pas d'effets négatifs, découlant d'une toxicité systémique, chez les êtres humains, les animaux de laboratoire ou la faune sauvage à des concentrations inférieures à celles que l'on pourrait attendre. Compte tenu de ce qui précède, il convient de noter que, dans la production de bananes, l'utilisation du mancozèbe est la méthode de contrôle phytosanitaire la plus efficace et respectueuse de l'environnement pour lutter contre la cercosporiose noire, sachant que cette dernière est la maladie la plus destructrice pour les cultures de bananes et de bananes plantains et qu'elle constitue le plus grand risque économique pour ces cultures, celle-ci pouvant provoquer des pertes allant jusqu'à 50%. Par conséquent, interdire l'utilisation du mancozèbe sans disposer de solution de rechange efficace pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs en Équateur. L'Équateur appelle l'Union européenne à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce, à identifier d'autres substances qui permettraient aux échanges existants de se poursuivre, à fonder ses mesures sur des études concluantes et non pas seulement sur le principe de précaution, et à établir des périodes de transition d'au moins 36 mois pour l'enregistrement de substances de remplacement, compte tenu de la pénurie actuelle d'outils disponibles pour lutter contre les parasites.

2.380. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est une substance active autorisée et largement utilisée de manière sûre dans de nombreux pays, tels que l'Uruguay, pour lutter contre les maladies et parasites touchant divers produits du secteur national des fruits et légumes, comme les pommes, les poires et les agrumes. Il convient de noter en particulier son utilisation pour lutter contre la tavelure de la pomme et de la poire, qui est la principale maladie touchant la production de ces deux fruits, et qui est causée par des champignons du genre *Venturia spp.* À cet égard, nous partageons les préoccupations et les demandes formulées par d'autres délégations, particulièrement en ce qui concerne la possibilité que, à l'issue du processus d'examen en cours des dithiocarbamates, l'UE réduise notablement les LMR correspondantes, même en les abaissant à la limite de détermination, sans disposer de preuves scientifiques concluantes qui étayeraient une telle décision conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Nous apprécierions des renseignements actualisés sur l'état d'avancement du processus d'examen en cours concernant ces substances, y compris la date d'achèvement prévue, les raisons du retard apparent et la date à laquelle une notification des modifications des LMR pourrait être présentée au Comité SPS. Dans ce contexte, l'Uruguay rappelle, comme d'autres Membres, l'importance de tenir dûment compte des normes, directives et recommandations internationales ainsi que des données scientifiques produites par les organismes internationaux de normalisation reconnus à l'OMC, tels que le Codex Alimentarius, et de prévoir des périodes de transition raisonnables s'il est finalement décidé de modifier les LMR.

2.381. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite exprimer son soutien à la préoccupation soulevée par le Paraguay, le Brésil, l'Australie et la Colombie au sujet du projet de règlement d'exécution notifié par l'Union européenne, en vertu duquel l'approbation de l'utilisation du mancozèbe ne serait pas renouvelée. Nous souscrivons aux déclarations des délégations qui se sont associées aux Membres ayant formulé cette préoccupation.

2.382. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili salue les déclarations antérieures relatives au non-renouvellement par l'Union européenne de l'approbation de la substance active mancozèbe et réitère la préoccupation commerciale formulée au cours de la présente réunion et des réunions précédentes du Comité OTC.

2.383. Le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Afin de gagner du temps, nous renvoyons à nos observations antérieures sur cette question. Nous demandons instamment à l'Union européenne de reconsidérer cette mesure et d'éviter de restreindre inutilement les échanges. Nous demandons également à l'Union européenne d'offrir un délai raisonnable qui respecte les cycles des secteurs agricoles qui seraient affectés par l'imposition de nouvelles LMR.

2.384. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala maintient sa position sur la préoccupation concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, en raison de l'absence de renseignements démontrant de façon

scientifique les effets nocifs de la substance active mancozèbe sur la santé humaine. L'Union européenne a mentionné à plusieurs reprises qu'elle avait identifié des effets potentiellement négatifs sur la santé humaine, sans apporter de preuves scientifiques au cours des discussions. Elle a notifié au Comité des obstacles techniques au commerce le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Cela donnera lieu à une révision ultérieure des LMR actuellement autorisées, qui aura des effets directs sur les exportations agricoles des pays à climat tropical vers l'Union européenne. Le mancozèbe est essentiel pour la production de différentes cultures agricoles stratégiques qui sont exportées vers l'Union européenne telles que les fruits (bananes et bananes plantains, entre autres) et les légumes, ce qui affecterait également d'autres pays en Amérique latine. Compte tenu de ce qui précède, nous demandons à l'Union européenne de ne pas modifier les limites maximales de résidus actuelles pour le mancozèbe, afin d'éviter d'affecter la production et les exportations du Guatemala et des autres pays d'Amérique latine.

2.385. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine continuait de partager la préoccupation générale au sujet de l'approche de l'UE en matière de réglementation des pesticides fondée sur les dangers, sans identification des risques, qui constitue un obstacle technique non nécessaire au commerce. Le mancozèbe est un fongicide à large spectre utilisé dans la culture de fruits et légumes et dans les cultures extensives. Bien que l'Argentine partage le souci de l'UE de renforcer la protection de la santé humaine et de protéger l'environnement, nous aimerions insister une fois de plus sur l'importance de respecter l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord OTC afin de veiller à ce que les règlements techniques ne soient pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. Nous sommes particulièrement préoccupés par le nombre de substances interdites par la Commission européenne, qui augmente de jour en jour. Cette situation peut avoir de graves conséquences pour divers Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement, dont les populations et les économies sont fortement dépendantes des exportations agricoles. De ce fait, il est indispensable que l'UE se fonde sur l'évaluation des risques dans l'analyse de ce changement de réglementation et que l'on dispose d'études scientifiques concluantes pour déterminer l'existence des différents éléments qui peuvent affecter la santé humaine et l'environnement.

2.386. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC d'avoir soulevé cette question. Nous avons fourni des explications détaillées sur cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC. Le 17 avril 2020, l'Union européenne a notifié au Comité OTC un projet de règlement d'exécution de la Commission concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise en marché des produits phytopharmaceutiques (le "Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques").⁷⁶ Le Règlement d'exécution (UE) n° 2087/2020⁷⁷ est entré en vigueur le 4 janvier 2021. Le non-renouvellement était fondé sur une évaluation scientifique réalisée au titre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques par des experts des États membres de l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA ayant conclu que le mancozèbe ne satisfait pas aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1107/2009, l'approbation de cette substance n'a pas été renouvelée.

2.387. Les États membres de l'UE devaient retirer les autorisations existantes accordées pour les produits phytopharmaceutiques contenant du mancozèbe dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du règlement d'exécution (d'ici au 4 juillet 2021). Conformément à l'article 46 du Règlement n° 1107/2009, les éventuels délais de carence accordés par les États membres de l'UE sont arrivés à leur terme, au plus tard le 4 janvier 2022, 12 mois à partir de l'entrée en vigueur du règlement d'exécution. L'UE aimerait informer les Membres que l'EFSA a récemment entrepris un examen des limites maximales de résidus (LMR) existantes pour les dithiocarbamates (groupe de substances dont le mancozèbe fait partie). Nous avons informé les Membres lors de la dernière réunion du Comité OTC du fait que les parties intéressées avaient été invitées à contribuer activement à l'examen des LMR en apportant des renseignements pertinents

⁷⁶ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 309 du 24 novembre 2009, page 1.

⁷⁷ Règlement d'exécution (UE) 2020/2087 de la Commission du 14 décembre 2020 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active "mancozèbe", conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission (JO L 423 du 15 décembre 2020, page 50).

par l'intermédiaire du principal titulaire d'une autorisation, comme cela est indiqué dans le document [G/SPS/GEN/1494/Rev.1](#).⁷⁸ L'avis scientifique de l'EFSA sur les dithiocarbamates devrait être publié au deuxième semestre de 2022. Pour obtenir des conseils sur les solutions de remplacement au mancozèbe, la base de données de l'UE sur les pesticides⁷⁹ est à la disposition du public et contient des renseignements au sujet de toutes les substances actives, l'état de leur approbation et leur principal but (par exemple fongicide, insecticide ou herbicide). Indépendamment de la situation existant dans le cadre du Règlement de l'UE sur les produits phytopharmaceutiques, des restrictions d'utilisation du mancozèbe ont été introduites dans le cadre de la législation de l'UE sur les produits chimiques (REACH⁸⁰), à la suite de la classification de la substance comme CMR (cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction) 1A ou 1B au titre de ce même règlement.

2.1.4.42 Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) (IND/131); Modification des conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation) (IND/143), G/TBT/N/IND/68, G/TBT/N/IND/131, G/TBT/N/IND/143 (ID 632⁸¹)

2.388. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Lors des cinq réunions antérieures du Comité OTC de l'OMC, les États-Unis ont demandé instamment à l'Inde de donner le moyen à leurs entreprises de reprendre leurs expéditions de jouets vers son territoire. Nous notons que l'incapacité à obtenir les inspections d'usine prescrites par un décret relatif au contrôle de la qualité n'est pas propre à la branche de production du jouet. D'autres Membres signalent que des entreprises de branches de production telles que celles de la chimie, du papier et de l'automobile se heurtent au même obstacle pour expédier des marchandises vers l'Inde. La dernière expédition de jouets vers l'Inde par une entreprise des États-Unis remonte à près de deux ans et si les inspections des usines de jouets ne commencent pas immédiatement, il est peu probable que les entreprises des États-Unis expédient des jouets vers l'Inde en 2022. Malheureusement, en juillet, au cours de son allocution radiophonique mensuelle "Mann ki Baat", le Premier Ministre Modi s'est félicité du fait que les importations de jouets avaient considérablement diminué au cours des deux dernières années. Étant donné que l'Inde a confirmé à plusieurs reprises que les jouets produits par des entités installées aux États-Unis ne suscitaient pas de préoccupations en matière de sécurité, nous lui demandons instamment de rechercher les moyens qui permettraient aux entreprises des États-Unis de se conformer au Décret sans retarder davantage leurs exportations de jouets vers l'Inde.

2.389. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le nombre croissant de décrets relatifs au contrôle de la qualité dans tous les secteurs envoie des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE étant donné que la majorité des décrets introduits par l'Inde semblent avoir une orientation protectionniste et soulèvent des questions quant à leur conformité avec les obligations énoncées dans l'Accord OTC de l'OMC. L'UE est profondément préoccupée par le fait que ces décrets imposent généralement des normes indiennes spécifiques alors qu'il existe déjà des normes internationales. En outre, ils prévoient des procédures d'évaluation de la conformité plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour réaliser leur objectif légitime. Dans de nombreux cas, les décrets relatifs au contrôle de la qualité exigent un audit sur place dans les locaux du fabricant réalisé par un auditeur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'autorisation d'être exportés en Inde. Compte tenu de l'énorme retard accumulé dans le traitement des demandes à la suite de la pandémie de COVID-19, l'exercice d'audit reste lent et entraîne souvent des retards dans la délivrance des licences, ce qui a un impact économique sur le commerce, les produits ne pouvant être mis sur le marché indien s'ils ne portent pas la marque ISI.

2.390. Les décrets relatifs au contrôle de la qualité entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production de l'UE, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses, y compris à des essais obligatoires dans des laboratoires indiens, en vue d'obtenir les

⁷⁸ <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=q:/G/SPS/GEN1494R1.pdf&Open=True>.

⁷⁹ https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en.

⁸⁰ Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (JO L 396 du 30 décembre 2006, page 1).

⁸¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 632](#).

permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà testés et certifiés conformément aux normes internationales établies. En outre, les fabricants étrangers doivent apporter les modifications nécessaires à leurs systèmes d'outillage pour y intégrer la marque ISI. Ces modifications entraînent l'arrêt temporaire des lignes de production, ce qui perturbe les activités des usines et leur fait subir des pertes financières pendant la période de fermeture. Dans ces conditions, les décrets relatifs au contrôle de la qualité présentent peu d'utilité pour les consommateurs indiens, ôtant toute justification à leur introduction. Comme indiqué dans des réunions antérieures du Comité OTC, l'Union européenne reste préoccupée par le Décret de l'Inde relatif au contrôle de la qualité des jouets ([G/TBT/N/IND/131](#)) et par les prescriptions en matière de certification introduites par le Bureau indien de normalisation (BIS). L'UE renvoie à ses interventions précédentes, mais souhaite souligner que la branche de production européenne continue de faire état des problèmes qu'elle rencontre pour mettre en œuvre le Décret relatif au contrôle de la qualité.

2.391. Les branches de production européennes indiquent que le Décret relatif au contrôle de la qualité reste problématique et que le processus est toujours très contraignant et complexe. En outre, le fait que la politique d'importation ([G/TBT/N/IND/143](#)) a été appliquée en sus du décret suscite d'énormes préoccupations. Afin de garantir que régime indien de contrôle de la sécurité et de la qualité des jouets dans le cadre du Décret relatif au contrôle de la qualité reste efficace, l'Union européenne souhaiterait que le gouvernement indien envisage d'aborder clairement et de supprimer l'éventuelle répétition des essais en vertu du décret et au niveau des douanes dans le cadre de la notification de la DGFT pour les produits certifiés par le BIS. D'après des renseignements récents, nous croyons comprendre que seul le Décret relatif au contrôle de la qualité est désormais applicable et que l'ancien régime n'est plus en vigueur, de sorte qu'il n'est plus nécessaire d'effectuer des essais additionnels en douane. Toutefois, nous n'avons pas de confirmation officielle et nous souhaiterions obtenir des éclaircissements à ce sujet. L'UE invite l'Inde à répondre aux préoccupations soulevées et à assouplir la prescription relative aux audits d'usines à l'étranger. Elle reste disposée à échanger au niveau bilatéral pour trouver une solution adéquate.

2.392. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme l'a dit le Canada lors de précédentes réunions du Comité OTC, l'objectif du décret indien relatif au contrôle de la qualité concernant les jouets, ainsi que des décrets similaires dans de nombreux secteurs, reste flou. Lors de la dernière réunion du Comité OTC, le Canada a été déçu d'entendre l'Inde réitérer la même réponse que lors des précédentes réunions du Comité OTC, n'abordant aucune des préoccupations du Canada et des autres Membres. Le Canada demande une fois de plus à l'Inde de fournir une réponse de fond et d'expliquer quelles mesures spécifiques elle a prises depuis la dernière réunion du Comité OTC pour répondre aux préoccupations des Membres et quelles autres mesures sont prévues dans un avenir proche pour permettre aux importations de jouets en Inde de reprendre normalement.

2.393. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Conformément aux dispositions du Décret relatif au contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité correspondant à une licence valide délivrée par le BIS, au titre du système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est une condition obligatoire à la délivrance d'une licence. Conformément au système de certification de produits du BIS, les fabricants doivent disposer d'installations d'essais internes pour exploiter une licence. Toutefois, le BIS a accordé des assouplissements aux fabricants de jouets, notamment en autorisant la sous-traitance des essais à des laboratoires qu'il reconnaît. Conformément aux lignes directrices spécifiques relatives aux jouets, la sous-traitance des essais autres que de sécurité physique, mécanique et électrique est autorisée. Les laboratoires agréés par le BIS et les laboratoires reconnus par le BIS dans le cadre de son Système de reconnaissance des laboratoires disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les jouets conformément aux normes indiennes pertinentes. La Clause n° 12 du LRS du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers.

2.394. La décision de reconnaître un laboratoire étranger est prise par le BIS en tenant compte de l'ARM (accord de reconnaissance mutuelle) avec le pays concerné. Les inspections à l'étranger étaient suspendues en raison des restrictions dont faisaient l'objet les voyages internationaux. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant été assouplies, le BIS a commencé à effectuer des inspections lorsque la confirmation du voyage de ses agents entièrement vaccinés a été reçue. Le BIS a désigné des agents, et les demandeurs sont invités à verser les frais destinés à la réalisation de l'inspection. Dès réception de ces frais, les inspections sont planifiées. À ce jour, plus de 350 inspections préliminaires ont déjà été effectuées. Toutefois, dans certains cas, les inspections sont retardées en

raison de difficultés liées à la délivrance de visas. En outre, le BIS a déjà accordé 24 licences pour des jouets dans la période de l'après-COVID.

2.1.4.43 Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636⁸²)

2.395. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil continue de suivre de près la proposition de l'Australie tendant à modifier la réglementation actuelle relative aux boissons alcooliques, et nous tenons à remercier l'Australie pour la réponse qu'elle a communiquée à la dernière réunion du Comité et pour sa participation à des discussions bilatérales. Lors de réunions précédentes, nous avons fait part de nos préoccupations au sujet des prescriptions techniques australiennes applicables à la cachaça, prévues par l'Avis n° 2007/19 de l'Administration des douanes australiennes, qui exige que certaines boissons alcooliques soient élevées sous bois pendant deux ans au moins avant leur sortie de la zone sous contrôle douanier. Cela concerne toutes les boissons relevant des positions tarifaires 2208.20.10, 2208.30.00 et 2208.40.00. Bien que ledit avis ne fasse directement référence qu'au brandy, au rhum et au whisky, il englobe la position tarifaire 2208.40.00 ([r]hum et autres eaux-de-vie provenant de la distillation, après fermentation, de produits de canne à sucre), dont relève la cachaça en Australie. En accordant le même traitement à la cachaça et au rhum, le gouvernement australien n'autorise pas les importations de la cachaça qui n'est pas élevée sous bois pendant deux ans au moins. Une telle prescription n'est liée à aucune norme de qualité ou prescription sanitaire pour la cachaça.

2.396. À la suite d'une consultation publique engagée à la fin de 2019, les Forces frontalières australiennes (ABF) ont étudié plus avant la possibilité de modifier la Loi douanière de 1901 afin d'autoriser l'importation légitime de certains produits alcooliques en Australie tout en maintenant les prescriptions en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum. Dans le contexte d'une consultation publique plus récente, le gouvernement australien est en train de définir une approche consistant à maintenir la prescription australienne existante en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum importés, mais à dresser une liste de produits exemptés de cette prescription. La liste de produits exemptés proposée comprendrait la cachaça, le pisco et le bourbon. Le Brésil reconnaît les progrès qui marquent la démarche proposée dans le cadre de la dernière consultation publique. Il est regrettable que cette question dure déjà depuis trois ans sans qu'aucune justification technique n'ait été apportée aux prescriptions. Nous sommes favorables à la création d'une liste d'exceptions aux règles établies à l'article 105A de manière à permettre l'importation sur le marché australien de certaines indications culturelles et géographiques (par exemple la cachaça) qui ne sont pas traditionnellement décrites comme du brandy, du whisky ou du rhum.

2.397. Afin d'éviter toute confusion sur le marché australien ou parmi les consommateurs australiens, nous sommes d'avis qu'aucun des produits de canne à sucre importés en Australie (avec maturation ou non) et n'étant pas spécifiquement du "rhum" ne doit être étiqueté ou marqué en tant que "rhum". Nous demandons instamment à l'Australie de fournir des éclaircissements sur les points suivants, qui n'ont pas pu être abordés dans ses déclarations antérieures. L'Australie pourrait-elle préciser si cette nouvelle réglementation instaurera également de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits autres que le rhum, le brandy et le whisky? L'Australie pourrait-elle indiquer dans quels délais le texte final sera publié?

2.398. En réponse, le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons l'intérêt soutenu que porte le Brésil à l'examen par l'Australie des prescriptions en matière de maturation pour certains produits alcooliques importés. L'Australie a convoqué un groupe de travail pangouvernemental pour examiner les préoccupations soulevées par les partenaires commerciaux concernant les prescriptions en matière de maturation pour l'importation de certains produits alcoolisés en Australie et les prescriptions nationales en matière de maturation du brandy, du whisky et du rhum. Le groupe de travail examine le cadre législatif relatif à l'importation de certains produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière de 1901. Il étudie les complexités législatives et les préoccupations des parties prenantes liées à cette question. Le groupe de travail est composé d'organismes publics australiens chargés de donner des conseils sur les aspects douaniers, fiscaux et sanitaires de l'importation de certains produits alcooliques non vieillis. Le gouvernement australien notifiera au Comité toute modification législative qu'il est proposé d'apporter à l'article 105A de la Loi douanière et toute autre modification des prescriptions

⁸² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 636](#).

en matière d'importation de produits alcooliques, conformément aux obligations qui incombent à l'Australie au titre de l'Accord OTC.

2.1.4.44 Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre, [G/TBT/N/PAN/86](#), [G/TBT/N/PAN/102](#), [G/TBT/N/PAN/102/Add.1 \(ID 662⁸³\)](#)

2.399. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis prennent la parole pour la huitième et dernière fois au sein du Comité OTC pour faire part de leurs préoccupations concernant les mesures prises par le Panama visant les oignons et les pommes de terre. Nous sommes extrêmement déçus que le Panama ait finalisé et commencé à mettre en œuvre ces règlements techniques. Compte tenu de nos nombreuses tentatives de dialogue constructif avec le Panama sur cette question, y compris par le biais de demandes formulées au cours des réunions techniques organisées dans le cadre de l'Accord de promotion des échanges commerciaux entre les États-Unis et le Panama en mai 2021, au cours de huit réunions du Comité OTC, au cours de trois réunions du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC et au cours de réunions bilatérales au Panama, nous sommes préoccupés par le fait que le Panama n'a toujours pas fourni de réponse de fond, en particulier en ce qui concerne l'absence de justification scientifique et technique de ces mesures. En particulier, nous restons préoccupés par les prescriptions du Panama relatives à la date de moisson et les critères prescriptifs d'entreposage pour ces deux produits, qui ne semblent pas reposer sur des bases scientifiques. Le Panama ne semble pas avoir pris en compte les normes internationales et les meilleures pratiques pour ses mesures, comme l'ont suggéré les États-Unis dans les observations qu'ils ont présentées pendant l'élaboration de ces règlements techniques.

2.400. Nous demandons une nouvelle fois au Panama de respecter ses obligations internationales et bilatérales, et nous maintenons notre disponibilité et notre engagement à œuvrer avec le pays pour affiner ces mesures afin qu'elles répondent à ses objectifs légitimes sans être inutilement restrictives pour le commerce. Malgré notre déception, nous notons que nos échanges bilatéraux ont amené le Panama à retarder à plusieurs reprises la mise en œuvre de la réglementation relative aux pommes de terre. À une reprise, le Panama a prolongé à titre temporaire le délai de récolte des oignons de 90 jours à 120 jours. Au-delà des mesures en question, les États-Unis s'inquiètent du fait que le Panama élabore des règlements techniques similaires pour protéger d'autres produits sensibles dans le pays. L'importation d'oignons, de pommes de terre et d'autres produits américains profite aux consommateurs panaméens en leur donnant accès à davantage d'aliments abordables et nutritifs. À l'avenir, nous encourageons le Panama à supprimer les obstacles non nécessaires à l'accès à son marché afin que le Panama et les États-Unis puissent continuer à profiter des avantages mutuels du commerce entre nos deux pays. Les États-Unis continueront à faire part de leurs préoccupations dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC. En outre, nous continuerons à soutenir nos partenaires commerciaux qui sont également lésés par les mesures mises en œuvre par le Panama qui semblent manquer de justification. Nous demandons à nouveau au Panama de suspendre la mise en œuvre des règlements relatifs aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à ce que nous ayons l'occasion de tenir de nouvelles discussions techniques sur ces mesures.

2.401. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite à nouveau s'associer à cette préoccupation commerciale spécifique soulevée par les États-Unis au sujet des nouvelles prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches que le Ministère de l'industrie et du commerce a établies le 20 février 2020. Lors de sa dernière intervention à la réunion de juillet 2022 du Comité OTC de l'OMC, le Canada a indiqué que les nouvelles prescriptions en matière de qualité qui ont été mises en œuvre ont une incidence directe sur sa capacité à exporter des pommes de terre vers le Panama. Malheureusement, cette situation n'a pas changé. C'est pourquoi nous continuons de partager les préoccupations soulevées par les États-Unis et demandons qu'un dialogue soit engagé avec le Ministère du commerce du Panama afin d'étudier des solutions concernant les délais restrictifs pour l'entreposage et la commercialisation, ainsi que la tolérance zéro pour la germination. Le Canada demande à nouveau respectueusement au Panama de suspendre l'application de ces prescriptions afin de permettre la poursuite du dialogue technique et de garantir que les normes du Panama en matière de qualité ne créent pas d'obstacles non intentionnels à notre commerce bilatéral de produits agricoles mutuellement avantageux.

⁸³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 662](#).

2.402. En réponse, le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Le Panama remercie les États-Unis et le Canada pour leurs observations; il a été pris note de leurs préoccupations. Comme l'a mentionné la délégation des États-Unis, le Panama s'est montré réceptif aux observations de ses partenaires commerciaux, comme en témoigne la prolongation de la mesure concernant les oignons. Le Panama réitère ses engagements en matière de transparence et confirme que les autorités panaméennes continuent actuellement à traiter cette question dans la capitale avec tous les organes gouvernementaux concernés, y compris le Ministère du commerce, la Direction de la sécurité sanitaire des aliments et le Ministère de l'agriculture. Nous tenons à réaffirmer que tout renseignement actualisé sera dûment communiqué au Comité.

2.1.4.45 Union européenne – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin – liste des importateurs pour diverses destinations (ID 659⁸⁴)

2.403. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît que l'UE est en droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des personnes, en veillant à ce que le vin soit étiqueté d'une manière qui n'induisse pas les consommateurs en erreur. L'Australie remercie l'UE pour son implication jusqu'à présent dans ce comité et pour la clarté avec laquelle elle a abordé les prescriptions en matière d'étiquetage du vin. Cette question demeure une préoccupation constante et un obstacle pour l'industrie vinicole australienne, et nous notons les discussions positives qui ont eu lieu dans le cadre de l'Accord entre l'UE et l'Australie sur le commerce du vin et nous reconnaissons qu'il s'agit d'un forum important où nous pouvons discuter de cette question au niveau bilatéral. La poursuite de ce dialogue avec l'UE au niveau bilatéral est bienvenue alors que nous continuons à travailler sur cette question afin de garantir une issue mutuellement satisfaisante.

2.404. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie l'Australie d'avoir soulevé cette question. Comme il a été expliqué aux précédentes réunions du Comité OTC, en vertu des règles de l'UE, il n'est pas possible de recenser les "importateurs" pour des destinations multiples sur la même étiquette de bouteille de vin. L'UE et l'Australie peuvent discuter de cette question dans le cadre de l'ALE UE-Australie et de l'Accord sur le commerce des vins, et examiner les moyens de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante.

2.1.4.46 République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants, G/TBT/N/KOR/678 (ID 652⁸⁵)

2.405. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite rappeler les préoccupations qu'elle a soulevées lors des précédentes réunions du Comité concernant les coûts additionnels liés aux essais des vêtements pour jeunes enfants destinés au marché coréen. L'UE reconnaît l'importance de la sécurité des produits pour jeunes enfants, mais elle s'efforce néanmoins de réduire les coûts supplémentaires supportés par les producteurs étrangers en permettant que l'évaluation de la conformité de ces produits aux exigences spécifiques de la Corée soit effectuée plus près de leur lieu de production. L'exemple d'une chemise pour jeunes enfants munie de boutons en plastique permet d'illustrer cette différence de coût. Les coûts de mise en conformité dans le laboratoire KOTITI en Corée sont cinq fois plus élevés que pour le même article destiné à l'un des plus grands marchés au monde. Nous notons, à nouveau qu'en vertu de l'article 22 7) de la Loi spéciale sur la sécurité des articles pour enfants, un laboratoire peut conclure un contrat avec toute institution nationale ou étrangère qui effectue des essais et des inspections de sécurité sur les produits pour enfants soumis à une vérification de la sécurité, aux fins de la reconnaissance mutuelle des résultats des essais et des inspections concernant la sécurité de ces produits. Conformément à l'article 35 du règlement d'application de la Loi spéciale sur la sécurité des produits pour enfants, un organisme d'essai étranger peut conclure un contrat de reconnaissance mutuelle des résultats des essais de trois manières différentes. Ainsi, les résultats des essais ou inspections effectués par des institutions étrangères peuvent en principe être reconnus. Cette possibilité permettrait à des laboratoires accrédités au niveau international de vérifier, en dehors de la République de Corée, la sécurité des produits selon les prescriptions spécifiques coréennes relatives aux vêtements pour jeunes enfants. L'UE demande instamment à la République de Corée

⁸⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 659](#).

⁸⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 652](#).

d'étudier cette solution, qui permettrait également de réduire l'impact environnemental de l'envoi de tonnes de vêtements en Corée à des fins d'essais.

2.406. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée tient à remercier l'UE pour les préoccupations et les observations qu'elle a formulées concernant les "Prescriptions relatives aux produits textiles pour jeunes enfants" de la Corée et souhaite saisir cette occasion pour répondre à la demande soulevée par l'UE au Comité OTC. Les produits textiles pour jeunes enfants âgés de moins de 36 mois doivent être vérifiés et faire l'objet d'une inspection par un laboratoire désigné prescrit par la Loi spéciale sur la sécurité des articles pour enfants afin de vérifier que le produit concerné répond aux normes de sécurité spécifiques aux produits textiles pour jeunes enfants. Nous tenons à informer le Comité que dans de tels cas, un laboratoire désigné peut conclure un contrat de reconnaissance mutuelle avec un laboratoire ou organisme étranger, conformément à l'article 22 7) de la Loi spéciale sur la sécurité des articles pour enfants et l'article 35 du règlement d'application de cette même loi, concernant les résultats des essais et des inspections effectués en vue de la vérification de l'innocuité des produits textiles pour jeunes enfants. Le contrat de reconnaissance mutuelle est une question qui doit être réglée entre le laboratoire d'essai désigné et un laboratoire ou une institution d'essai étranger, et nous vous informons que si des discussions ont lieu entre des laboratoires d'essai en vue de la conclusion d'un contrat, le gouvernement coréen remplira fidèlement son rôle au titre de la Loi spéciale sur la sécurité des produits pour enfants. Si nécessaire, nous espérons avoir l'occasion d'expliquer à l'UE les prescriptions et procédures en matière de reconnaissance mutuelle des résultats des essais au titre de la Loi spéciale sur la sécurité des produits pour enfants. Nous espérons vivement répondre aux préoccupations soulevées par l'UE devant le Comité OTC d'une manière mutuellement avantageuse.

2.1.4.47 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, [G/TBT/N/SAU/1166](#) (ID 666⁸⁶)

2.407. Le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite pour son engagement constructif continu au sujet de la notification, qui établit les exigences techniques concernant la restriction de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Le Royaume-Uni se félicite du fait que les autorités saoudiennes accepteront désormais une déclaration de conformité du fournisseur. Si elle est mise en œuvre comme cela est décrit, l'acceptation de la déclaration de conformité du fournisseur sera alignée sur la pratique internationale courante. Elle offrira également aux entreprises un moyen moins contraignant que la certification de la conformité par une tierce partie pour démontrer leur conformité au règlement technique. Le Royaume-Uni apprécie que l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO) ait déclaré dans sa réponse écrite précédente aux préoccupations du Royaume-Uni qu'elle modifiera les lignes directrices de mise en œuvre pour refléter l'acceptation d'une déclaration de conformité du fournisseur. Nous encourageons l'Arabie saoudite à modifier également le règlement technique lui-même pour refléter ce changement, et à notifier au Comité OTC, dans un addendum à la notification, le texte actualisé du règlement technique et les lignes directrices modifiées.

2.408. Lorsque plusieurs règlements exigeant une déclaration de conformité s'appliquent à un produit, le fabricant est autorisé, dans la pratique internationale courante, à fusionner toutes ces déclarations en un seul document. Nous serions reconnaissants à l'Arabie saoudite de confirmer que les autorités saoudiennes accepteront une seule déclaration de conformité couvrant toute la législation pertinente. Nous avons également demandé des éclaircissements sur les conditions dans lesquelles la déclaration de conformité du fournisseur est acceptée et nous attendons avec intérêt de les recevoir. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite de maintenir un dialogue productif et attend avec intérêt de poursuivre les échanges futurs avec le pays sur cette question.

2.409. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient l'Arabie saoudite de maintenir un dialogue suivi sur le "Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (RoHS)" pour les équipements électriques et électroniques (EEE). Comme indiqué précédemment, nous apprécions la décision de prévoir une période de mise en œuvre prolongée et progressive du règlement, qui a débuté en juillet. Nous nous sommes également félicités de la déclaration faite en juillet par l'Arabie saoudite au sein du Comité

⁸⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 666](#).

indiquant qu'une déclaration de conformité du fournisseur serait acceptée au titre du RoHS. Nous souhaiterions toutefois que soit clarifiée la question de savoir précisément qui peut utiliser cette déclaration. Veuillez expliquer plus en détail l'article 5-3 du règlement et la manière dont un importateur peut utiliser une déclaration de conformité du fournisseur qui a été présentée par un fabricant ou son représentant légal afin de commercialiser un produit sur le marché saoudien. Veuillez préciser si, en vertu du règlement, le terme "fabricant" inclut, outre toute personne physique ou morale qui fabrique un EEE, une entité qui fait concevoir ou fabriquer un EEE et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque. Veuillez préciser si l'annexe 1-B est une liste d'exemptions pour l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements de surveillance et de contrôle, similaire à la liste d'exemptions pour l'utilisation de substances dangereuses pour d'autres équipements électriques et électroniques figurant dans l'annexe 1-A. Nous espérons poursuivre les discussions bilatérales avec l'Arabie saoudite à mesure que la mise en œuvre progresse et nous la remercions pour sa pleine collaboration – tant avec les gouvernements qu'avec les parties prenantes du secteur privé – et pour avoir pris en compte nos observations.

2.410. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse souhaite appuyer les déclarations des intervenants précédents à propos du Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques du Royaume d'Arabie saoudite. La Suisse apprécie les efforts récents du Royaume d'Arabie saoudite pour permettre une mise en œuvre harmonieuse des mesures, tels que le report de l'application des mesures, la mise en œuvre progressive, la publication d'un document d'orientation ou le dialogue utile avec les Membres et les parties prenantes intéressés. Nous apprécions également l'acceptation par le Royaume d'Arabie saoudite de la déclaration de conformité des fournisseurs au titre de ce règlement technique. La Suisse encourage le Royaume d'Arabie saoudite à continuer de veiller à ce que ces exigences ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce: nous apprécierions particulièrement de recevoir des éclaircissements additionnels sur la mise en œuvre de ces exigences, notamment l'utilisation de la déclaration de conformité du fournisseur. Enfin, la Suisse encourage le Royaume d'Arabie saoudite à poursuivre le dialogue avec les parties prenantes intéressées afin de soutenir la mise en œuvre de ces prescriptions.

2.411. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume d'Arabie saoudite tient à remercier le Royaume-Uni, les États-Unis et la Suisse pour leurs précieuses observations au sujet du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses. L'Arabie saoudite veut protéger la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, en adoptant une réglementation visant à garantir que les substances dangereuses ne dépassent pas certains niveaux dans les produits de consommation tels que les équipements électriques et électroniques. Les règlements techniques saoudiens sont élaborés conformément aux pratiques internationales et aux bonnes pratiques réglementaires de l'OTC. Le 10 août 2022, l'Arabie saoudite a notifié au secrétariat du Comité OTC un addendum ([G/TBT/N/SAU/1166/Add.2](#)) concernant le Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses acceptant l'autodéclaration des fabricants ou de leurs représentants légaux à la suite des échanges bilatéraux avec les pays intéressés. En outre, l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO) a diffusé une annonce à l'intention de tous les organismes de certification afin qu'ils appliquent l'autodéclaration.

2.412. S'agissant de la question de savoir qui peut utiliser cette déclaration et comment un importateur peut utiliser la déclaration de conformité d'un fournisseur, nous tenons à souligner que tous les appareils relevant du champ d'application du règlement sont visés par d'autres règlements. En outre, le Règlement RoHS ne prévoit pas de certificat distinct, ce qui signifie que les produits visés par ce règlement relèvent également du champ d'application d'autres règlements. Par conséquent, le fournisseur est tenu de fournir aux organismes d'évaluation de la conformité une autodéclaration. En outre, l'organisme d'évaluation de la conformité délivre un certificat unique pour le produit, qui inclut toutes les prescriptions techniques prévues dans les règlements auxquels le produit est soumis. Il incombe aux organismes d'évaluation de la conformité agréés de veiller à ce que toutes les prescriptions soient incluses dans le dossier technique pour les produits soumis à plusieurs règlements techniques. De plus, les éléments figurant dans l'annexe 1-a) et l'annexe 1-b) du Règlement sont exemptés des valeurs de concentration maximales admissibles en poids dans les matériaux homogènes pour les substances dangereuses dans les équipements ou dispositifs électriques et électroniques. En conclusion, l'Arabie saoudite est toujours heureuse de collaborer et d'engager un dialogue avec tous les pays et parties prenantes intéressés afin de traiter des questions connexes au niveau bilatéral.

2.1.4.48 Union européenne – Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes s'aéronefs sans équipage à bord, [G/TBT/N/EU/628](#) (ID 585⁸⁷)

2.413. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine tient à remercier l'UE pour sa réponse à nos préoccupations. Nous aimerions préciser les raisons pour lesquelles nous pensons que la limite de bruit de 83 dBA est suffisamment sûre et qu'elle ne constitue pas une pollution sonore pour les populations. Les pilotes qui utilisent des drones de catégorie C1 et C2 sont exposés à ces drones pendant une période plus longue et à une distance plus courte que ceux qui seraient susceptibles d'être affectés par ces mêmes drones. Si les drones sont sûrs et non bruyants pour les pilotes, ils le sont encore plus pour ce dernier groupe d'individus. En outre, la durée de vol des drones de catégorie C1 et C2 est normalement inférieure à une heure en raison de l'autonomie de la batterie. Ainsi, même en cas d'utilisation d'un drone dans des zones résidentielles, la courte durée de son fonctionnement garantit que celui-ci n'aura pas d'incidence continue sur les populations. Nous aimerions que l'UE fournisse la base ou la formule de calcul ayant abouti à ce que les limites de bruit des drones de catégorie C1 et C2 soient fixées à une valeur inférieure ou égale à 81 dBA. Actuellement, nous recommandons toujours de maintenir la limite de 83 dBA. Nous avons présenté nos éléments de preuve et nos arguments lors la dernière réunion. Nous sommes disposés à poursuivre les discussions avec l'UE.

2.414. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la délégation chinoise pour ses observations sur le projet de règlement délégué de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord, qui a été notifié à l'OMC le 9 janvier 2019 sous la cote [G/TBT/N/EU/628](#). Le Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, d'aéronefs sans équipage à bord, et le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/947 de la Commission concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord ont été publiés en juin 2019. S'agissant de l'exigence concernant le bruit, l'UE souhaiterait appeler l'attention de la délégation chinoise sur le fait que celle-ci s'applique à un nombre limité de produits (UAS de classes C1 et C2). Cette exigence ne vise pas tant à protéger la santé du pilote du drone qu'à réduire la pollution sonore pour les citoyens. En effet, l'acceptation sociale de l'utilisation de drones est essentielle pour permettre le développement de leurs applications. Il importe donc de veiller à ce que ce développement s'accompagne d'une amélioration progressive des performances des drones. C'est la raison pour laquelle le règlement, partant de l'état de la technique, impose une réduction progressive des limites de bruit en tenant compte de la faisabilité technique, même si cela doit occasionner une limitation des performances. Le fabricant a toujours la possibilité de commercialiser son drone dans la catégorie C3, pour laquelle aucune limite n'est fixée dans la mesure où ceux-ci doivent être utilisés à l'écart des populations.

2.1.4.49 Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine, [G/TBT/N/EU/770](#), [G/TBT/N/EU/908](#) (ID 694⁸⁸)

2.415. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part de ses préoccupations concernant la notification G/TBT/N/EU/770 relative à la proposition de Règlement d'exécution de la Commission, qui suspend l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. L'alpha-cyperméthrine est enregistrée au Brésil comme un insecticide contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, y compris le soja, le coton, le maïs, les agrumes, les pastèques, les arachides et le café, entre autres produits exportés vers l'Union européenne. La suspension de l'enregistrement de cette substance et la réduction automatique des LMR auront d'importantes répercussions sur les revenus des agriculteurs brésiliens, en particulier les producteurs d'agrumes. Cette substance est essentielle pour lutter contre le verdissement, une maladie qui affecte les vergers d'agrumes du monde entier. Le verdissement a été reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments elle-même comme un parasite dont le contrôle est prioritaire, conformément au Règlement délégué de la Commission (UE) n° 2019/1702. Le secteur brésilien des agrumes joue un rôle important dans la création d'emplois dans les campagnes. L'exportation de jus d'orange vers le marché européen a représenté près de 1 milliard d'USD pendant la campagne de commercialisation 2019/20.

⁸⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 585](#).

⁸⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 694](#).

2.416. L'alpha-cyperméthrine est aussi un élément important pour la gestion intégrée des parasites, à condition qu'elle puisse être combinée avec d'autres insecticides pour contribuer à prolonger leur vie utile, afin d'assurer un contrôle efficace des parasites et de maintenir la durabilité de la production végétale. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil encourage l'UE à adopter pour les produits importés des LMR conformes aux limites fixées par le Codex Alimentarius. Par ailleurs, nous aimerions savoir si l'UE pouvait prolonger l'approbation de la substance active au-delà du 31 octobre. Cette mesure réduirait au minimum l'incidence sur les producteurs d'agrumes brésiliens.

2.417. Le représentant du Kenya a communiqué la déclaration suivante. L'UE a proposé un nouveau règlement portant retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. Le Kenya utilise ce produit à des fins phytosanitaires, zoosanitaires et de gestion de la santé publique. Le projet de règlement technique portera préjudice au Kenya, qui utilise l'alpha-cyperméthrine dans la gestion des parasites des végétaux, des vecteurs de la santé animale et de la santé publique. Cette mesure compromettra ainsi la poursuite des objectifs légitimes du Kenya, à savoir la protection de la santé humaine contre les maladies tropicales et la garantie de la sécurité alimentaire. Le Kenya note que l'UE a autorisé l'utilisation d'urgence de cette substance active pour certains de ses membres faute de solutions de rechange. Cette mesure est contraire au principe de non-discrimination de l'OMC ainsi qu'aux dispositions des articles 2 et 5 de l'Accord OTC. Des produits contenant de l'alpha-cyperméthrine ont été homologués au Kenya et sont utilisés dans: a) la lutte contre la chenille légionnaire d'automne; b) la lutte contre les moustiques dans le domaine de la santé publique; c) la lutte contre les insectes nuisibles communs tels que les lépidoptères dans les légumes; et d) la lutte contre des vecteurs tels que les tiques dans le domaine de la santé animale. La chenille légionnaire d'automne menace la production de maïs et constitue une menace additionnelle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour des millions de personnes. C'est pourquoi il est nécessaire de la combattre pour réduire cette menace. Des produits contenant de l'alpha-cyperméthrine sont largement utilisés dans le domaine de la santé publique pour lutter contre des parasites tels que les moustiques, les blattes, les mouches, etc. La santé publique reste un élément important car elle promeut et protège la santé des personnes et des collectivités. Ces produits, lorsqu'ils sont correctement utilisés, n'ont pas eu d'effets négatifs avérés sur l'homme. La mesure de l'UE soulève par conséquent de graves préoccupations quant à son incompatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord OTC. L'UE n'a pas de justification scientifique suffisante pour cette mesure et doit donc en fournir une. Le règlement est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire. La mesure de l'UE soulève par conséquent de graves préoccupations quant à son incompatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord OTC. Le Kenya demande à l'Union européenne d'envisager le retrait du règlement, étant donné que la mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.418. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay souhaite réitérer l'importance de cette substance dans la lutte contre les parasites qui s'attaquent à des cultures d'une grande valeur économique pour le pays, comme le maïs, le soja, le tournesol et le coton. À cet égard, il demande une fois de plus que, lors de la révision des LMR de cette substance, l'Union européenne prenne en considération les informations sur les pesticides fournies par les institutions spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, et qu'elle reconsidère son approche et fonde ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et une pondération des risques réels, conformément aux normes et principes internationaux.

2.419. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie le Brésil, le Kenya et le Paraguay d'avoir soulevé cette question. Comme il a été expliqué à la précédente réunion du Comité OTC, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être suspendue car le Règlement d'exécution de la Commission renouvelant son approbation en 2019 conditionnait ce renouvellement à la présentation par le demandeur des informations confirmatives concernant le profil toxicologique de certains métabolites d'ici au 30 octobre 2020. En outre, des informations confirmatives avaient été demandées concernant trois autres points sous des délais différents. Or, en octobre 2020, le demandeur a informé la Commission qu'il ne communiquerait aucune donnée confirmative. En conséquence, étant donné que les informations requises au titre de l'article 6 f) du Règlement (CE) n° 1107/2009⁸⁹ sur les produits phytopharmaceutiques n'ont pas été communiquées et que le demandeur a clairement indiqué qu'il ne respecterait pas ses obligations

⁸⁹ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. J.O. L 309 du 24 novembre 2019, page 1.

réglementaires, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être retirée en application de l'article 21:3 du Règlement (CE) n° 1107/2009.

2.420. En ce qui concerne les LMR, l'Autorité européenne de sécurité des aliments procède actuellement à une révision de l'ensemble du groupe des cyperméthrines. Les limites maximales de résidus du Codex et les tolérances d'importation existantes seront prises en compte dans cette révision. L'Autorité a l'intention de finaliser cet examen au cours du second semestre de 2022. Après quoi, l'UE analysera les résultats et leur donnera suite, le cas échéant. Si une mesure spécifique sur les LMR se révélait nécessaire, elle serait notifiée au Comité SPS de l'OMC. Au cas où le Brésil et d'autres Membres jugeraient nécessaire de maintenir ou de fixer à des niveaux plus élevés ou différents les LMR de l'UE pour l'alpha-cyperméthrine sur les cultures concernées, qui étaient fondées sur des utilisations antérieures et désormais obsolètes, ils pourraient souhaiter présenter une demande tendant à ce que des tolérances à l'importation soient fixées conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005⁹⁰ concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'UE invite le Brésil, le Kenya et le Paraguay à contacter les autorités pertinentes en Belgique, l'État membre rapporteur, et à s'assurer que les renseignements nécessaires sont disponibles en temps voulu pour être évalués par l'État membre rapporteur et par l'EFSA.

2.1.4.50 Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles, [G/TBT/N/BEL/44](#), [G/TBT/N/BEL/45](#) (ID 713⁹¹)

2.421. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie l'UE et la Belgique pour leur réponse. En ce qui concerne la notification la plus récente, [G/TBT/N/BEL/47](#), la Chine fournira bientôt des observations. En ce qui concerne la notification [G/TBT/N/BEL/44](#), nous souhaitons à nouveau faire part de nos principales préoccupations. En premier lieu, les critères d'évaluation des risques, qui sont au cœur du projet de loi, ne renvoient pas aux caractéristiques du produit et ne comprennent pas de normes objectives, et ne sont donc pas conformes aux prescriptions relatives aux règlements techniques de l'Accord OTC. De plus, la Belgique aurait très bien pu s'appuyer sur des normes techniques internationales relatives à la sécurité des équipements 5G pour orienter sa législation. Cependant, elle ne l'a pas fait, ce qui est contraire à l'article 2.4 de l'Accord OTC qui prescrit d'utiliser les normes internationales existantes comme base pour de tels règlements techniques. Au lieu de cela, le projet de loi s'appuie sur l'identité et la qualité du fournisseur pour évaluer la sécurité des produits 5G, ce qui est discriminatoire, vague et dénué d'objectivité et d'impartialité. Cette démarche enfreint les obligations pertinentes énoncées à l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. En second lieu, le projet de loi ne précise pas le champ des fournisseurs à haut risque ni la manière dont la prohibition ou les restrictions doivent s'exercer, et il ne prévoit pas de point de référence ou de recours juridique permettant aux vendeurs à haut risque de demander une accréditation les identifiant comme "sans risque". Une telle pratique constitue un refus d'équité procédurale et s'écarte des principes généraux de l'OMC selon lesquels les lois et réglementations commerciales doivent être appliquées d'une manière uniforme, équitable et raisonnable. La Chine appelle au respect des principes fondamentaux de l'OMC et des prescriptions spécifiques relatives aux règlements techniques énoncées dans l'Accord OTC et les autres instruments pertinents de l'OMC, et demande que les normes et mesures de sécurité des équipements 5G soient fixées et adoptées d'une manière équitable et raisonnable reposant sur les caractéristiques objectives des produits et tenant compte des normes internationales existantes et des bonnes pratiques du secteur. Les fournisseurs identifiés comme à haut risque devraient disposer de voies de recours suffisantes.

2.422. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Merci, Monsieur le Président. Nous remercions la Chine de l'intérêt qu'elle porte à cette mesure, et nous attendons avec intérêt ses observations à venir sur la notification [G/TBT/N/BEL/47](#). Comme à l'accoutumée, les observations de la Chine seront dûment examinées, conformément aux recommandations de l'OMC et du Comité OTC. En ce qui concerne les préoccupations relatives à la

⁹⁰ Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la Directive 91/414/CEE du Conseil. J.O. L.70 du 16 mars 2005, page 1.

⁹¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 713](#).

notification [G/TBT/N/BEL/44](#), nous souhaitons vous renvoyer à notre précédente déclaration, effectuée lors de la réunion du Comité OTC qui a eu lieu en juillet de cette année.

2.1.4.51 République de Corée – Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone (ID 744⁹²)

2.423. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone de la République de Corée, la Chine souhaite soulever les quatre points suivants. Premièrement, le rapport d'analyse du cycle de vie (ACV) présenté par les entreprises chinoises conformément à la norme ISO 14040 n'a pas été reconnu par la Corée, alors que les rapports fondés sur la même méthode de calcul ont été reconnus par les États membres de l'UE. La Chine espère que la Corée pourra expliquer clairement ses critères d'application concernant l'examen des rapports d'ACV. En l'absence de critères d'application, les rapports présentés doivent être examinés conformément aux normes ISO et à d'autres normes internationales, et le processus et les exigences de l'examen des rapports doivent être rendus publics. Deuxièmement, nous espérons que la Corée pourra publier la liste des établissements tiers qualifiés pour la certification parmi lesquels les entreprises pourront choisir. Troisièmement, le délai d'examen du rapport doit être comparable à celui des autres Membres pour des rapports similaires, c'est-à-dire que l'approbation doit être finalisée dans les 30 jours qui suivent l'acceptation, afin d'améliorer l'efficacité. Quatrièmement, il est demandé aux entreprises chinoises de fournir de nombreuses informations sensibles ou relevant du secret commercial, ce qui n'est ni nécessaire ni raisonnable. Nous espérons que la Corée pourra fixer raisonnablement le champ des données à communiquer conformément à la pratique internationale.

2.424. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée voudrait remercier la République populaire de Chine pour son intérêt constant et ses déclarations sur le "Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone". Étant donné que la déclaration de préoccupation commerciale spécifique présentée ce jour par la Chine est une répétition de déclarations antérieures, nous demandons à la Chine de bien vouloir, pour l'heure, se référer aux réponses fournies par la Corée lors de la réunion du Comité OTC de juillet dernier. De plus, si la Chine peut fournir des informations plus spécifiques sur ses difficultés (par exemple des cas précis de retards de certification, des précisions sur les informations sensibles ou relevant du secret commercial, etc.), nous transmettrons les informations à l'autorité de réglementation compétente, afin qu'une réponse plus détaillée puisse lui être apportée. La Corée souhaite voir persister l'intérêt de la Chine pour une résolution constructive de cette question et demande à poursuivre la coopération en ce sens.

2.1.4.52 Inde – Ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques (ID 742⁹³)

2.425. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine estime que l'Ordonnance de 2019 de l'Inde sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques (ALMM) est discriminatoire envers les producteurs et produits étrangers en ce qui concerne les délais d'examen et de présentation des observations et les conditions de vente, ce qui place les producteurs étrangers dans des conditions moins favorables et protège les producteurs nationaux. Ce n'est pas compatible avec le principe de traitement national du GATT et des articles 2.1, 5.1 et 5.2 de l'Accord OTC. La Chine suggère que le Ministère indien des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) et l'Institut national de l'énergie solaire (NISE) ajustent les mesures, traitent les entreprises indiennes et étrangères sur un pied d'égalité, et rendent publics le processus et les délais d'audit afin d'améliorer l'efficacité de la certification. Dans les documents et le processus de contrôle sur place du NISE, les normes et règles de certification ne sont pas claires, il manque des lignes directrices pour les fabricants et le processus de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019 ne prévoit aucun mécanisme efficace de présentation d'observations et de communication de la part des autorités. Cela est contraire au principe de transparence du GATT et de l'article 5.1, 5.2 et 5.6 de l'Accord OTC. Il convient de rendre publics des normes de certification claires ainsi qu'un processus d'audit.

2.426. Après que les entreprises chinoises ont dû acquitter des frais élevés de contrôle et de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019, les inspections et audits sur place ont été reportés

⁹² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 744](#).

⁹³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 742](#).

en raison de la pandémie de COVID-19. Au vu de la situation liée à la pandémie, en particulier les restrictions concernant les déplacements, il conviendrait d'envisager, plutôt que les inspections sur site de producteurs étrangers, d'autres solutions qui consisteraient par exemple à confier à des organismes de certification étrangers la conduite d'une inspection sur site accompagnée d'un suivi vidéo à distance. En outre, nous demandons à l'Inde de reporter la mise en œuvre de l'ordonnance jusqu'à huit mois après l'achèvement de l'inspection sur place. Les redevances exigées pour la certification ALMM sont déraisonnables. Actuellement, elles sont fixées en fonction de la capacité totale de production du fabricant, qui est nettement plus élevée que les exportations réelles vers l'Inde. Cette mesure est contraire à l'obligation de limiter les redevances prévues au a) de l'article VIII:1 du GATT, et de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce en vertu de l'Accord OTC. Il est recommandé que l'Inde respecte l'Accord et fixe une norme de prix raisonnable. L'objectif de garantir la qualité des modules photovoltaïques pourrait très bien être atteint au moyen d'une certification délivrée par le BIS. Exiger la certification ALMM n'est pas nécessaire, est contraignant et crée un obstacle au commerce. Cela est contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Nous suggérons à l'Inde de retirer l'ordonnance ALMM.

2.427. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous avons déjà apporté une réponse très détaillée à cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC. Cette réponse expliquait entre autres pourquoi les règles proposées n'étaient pas discriminatoires et ne constituaient pas un obstacle au commerce. Nous avons aussi expliqué en détail en quoi les règles proposées étaient conformes au GATT. Il est demandé au Secrétariat de rendre compte des observations figurant aux paragraphes 2.458 à 2.461 du document [G/TBT/M/87](#) pour cette réunion également. Le BIS mène des inspections sur place, qui sont réalisées par des agents du BIS pleinement vaccinés et en mesure de voyager, et les retards sont seulement dus aux délais d'obtention des visas. Les observations supplémentaires faites ce jour ont été transmises à la capitale pour examen.

2.428. *Déclaration de la réunion de juin 2022.* 1. Le gouvernement indien, en vertu de l'Ordonnance F.N° .283/54/2018-GRID SOLAR de 2019 "sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques", prévoit l'enregistrement des modèles et des fabricants admissibles de cellules et de modules solaires photovoltaïques conformes aux normes BIS et les publie dans une liste appelée "Liste approuvée de modèles et de fabricants de modules solaires photovoltaïques" (liste ALMM). Le processus d'enregistrement et les conditions prescrites sont uniformes indépendamment de la nationalité du fabricant. Autrement dit, aucune distinction n'est faite entre les producteurs nationaux et les producteurs étrangers. Il n'existe pas de dispositions distinctes pour les producteurs nationaux et les producteurs étrangers pour ce qui est du réexamen et du délai d'information. Il peut y avoir des retards en ce qui concerne les producteurs étrangers en raison de problèmes logistiques, mais ils ne peuvent pas être considérés comme discriminatoires ou déraisonnables. L'Inde demande à la Chine de fournir plus de détails à cet égard. L'Inde examinera les renseignements et communiquera sa réponse.

2.429. 2. L'Inde a publié l'Ordonnance ALMM, les lignes directrices, les modes de présentation des demandes et les FAQ nécessaires sur son site Web.⁹⁴ L'ordonnance et les règlements relatifs aux ALMM sont transparents et exposent clairement le processus et les exigences en matière de documents requis aux fins de l'enregistrement dans la liste ALMM. Toutefois, toute suggestion visant à améliorer encore la norme et le processus de certification est la bienvenue et sera examinée sans a priori. 3. Les visites d'inspection à l'étranger sont en suspens en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux durant la pandémie de COVID-19 en cours. À mesure que la situation liée à la COVID-19 s'améliore et que les restrictions sont assouplies, le NISE planifiera des inspections. Ni l'ordonnance ni les règlements ALMM ne prévoient l'évaluation à distance ou tout autre mode d'inspection. 4. En vertu de l'ordonnance et des directives ALMM, une redevance forfaitaire a été prescrite pour toutes les entités qui souhaitent s'inscrire dans le cadre du système ALMM. Le règlement stipule ce qui suit:

2.430. 3.1 L'enregistrement d'un modèle de module/cellule est soumis au paiement d'une redevance de 5 000 Rs par MW de capacité totale de fabrication installée pour les modules photovoltaïques solaires et de 5 000 Rs par MW de capacité totale de fabrication installée pour les cellules photovoltaïques solaires du requérant. Toutefois, afin de faciliter davantage la tâche des petits fabricants, pour les fabricants de modules photovoltaïques ayant une capacité totale de fabrication installée inférieure ou égale à 50 MW, cette redevance est de 2 500 Rs par MW de

⁹⁴ <https://mnre.gov.in/solar/manufacturersand-quality-control>.

capacité totale de fabrication installée pour les modules photovoltaïques solaires du requérant. 3.2 Le terme "modèle", tel que mentionné au point 3.1 ci-dessus, fait référence à des modules/cellules de même puissance nominale. Tous les modules/cellules du requérant approuvés par le BIS et ayant la puissance nominale de sortie sont traités comme un seul modèle. 3.3 Si la demande porte sur plusieurs modèles, les frais d'enregistrement seront les mêmes que ceux indiqués au point 3.1 ci-dessus pour un modèle et 1% de plus pour chaque modèle supplémentaire. 4.1 La redevance a été déterminée sur la base de la capacité de production totale installée étant donné que l'ALMM vise le fabricant et la capacité totale et non la production réelle ou le contingent d'exportation. Il est également important de noter que cette redevance et les autres frais encourus sont identiques, quelle que soit la nationalité du producteur – qu'il s'agisse de producteurs indiens ou étrangers. 4.2 L'article VIII 1. a) du GATT de 1947 dispose ce qui suit: "Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient, autres que les droits à l'importation et à l'exportation et les taxes qui relèvent de l'article III, perçues par les parties contractantes à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, seront limitées au coût approximatif des services rendus et ne devront pas constituer une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation ou à l'exportation." 4.3 Comme il est indiqué plus haut, la redevance relative à l'enregistrement perçue au titre de la réglementation ALMM est proportionnelle aux services fournis et reste la même, quelle que soit la nationalité du producteur. Par conséquent, cette redevance ne peut pas être considérée comme une protection indirecte des produits nationaux ou comme des frais supplémentaires imposés uniquement sur les importations. 4.4 L'Inde considère donc que la redevance perçue dans le cadre des règles ALMM est compatible avec l'article VIII 1. a) du GATT de 1947 et qu'il est peu probable que cette redevance impose une charge ou des restrictions déraisonnables au commerce international.

2.431. 5. Les prescriptions de certification du BIS concernent le contrôle de la qualité des cellules et modules solaires. L'ordonnance ALMM prévoit l'enregistrement des modèles et des fabricants admissibles de cellules photovoltaïques solaires et de modules conformes aux normes du BIS. Si la certification du BIS a pour but d'assurer le maintien de la qualité du produit en tant que tel, la certification ALMM vise à enregistrer des modèles et des fabricants remplissant les critères nécessaires pour produire les cellules et modules. L'ALMM vise donc à garantir la fiabilité des fabricants des modèles enregistrés. Ainsi, les prescriptions en matière de certification de l'ALMM et du BIS sont des prescriptions raisonnables dans l'intérêt public général, visant à garantir la qualité du produit et assurer la fiabilité du fabricant. L'ALMM couvre cet aspect afin de garantir la protection des intérêts des consommateurs et assurer la sécurité énergétique du pays, ce que ne fait pas le BIS.

2.1.4.53 Inde – Règles de 2021 et 2022 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification) (ID 719⁹⁵)

2.432. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous restons préoccupés par les Règles (modifiées) de 2022 de l'Inde relatives à la gestion des déchets plastiques (règles sur la gestion des déchets plastiques). Malheureusement, l'Inde n'a pas répondu aux questions que nous avons soulevées lors de la réunion de juillet du Comité, et nous la renvoyons à notre précédente déclaration. Nous sommes également conscients que des parties prenantes des États-Unis ont demandé de plus amples éclaircissements sur certains des termes, dispositions et répartitions par catégories qui figurent dans les Règles modifiant la gestion des déchets plastiques, afin de se conformer effectivement à la mesure. Par exemple, les parties prenantes ont relevé la nécessité d'une clarification des points suivants: i) les obligations de déclaration des secteurs touchés et le processus correspondant administré par le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique; ii) le calcul des frais liés à la responsabilité élargie du producteur (REP), notamment dans les cas où une entreprise n'est pas en mesure de reprendre ou de collecter les emballages de produits vendus au détail; et iii) la manière dont les producteurs, les importateurs et les propriétaires de marques peuvent remplir leurs obligations en matière de REP conformément à la section 8.3 en achetant des certificats REP excédentaires à d'autres producteurs, importateurs et propriétaires de marques de la même catégorie, ainsi que sur la manière dont certains emballages sont classés selon les quatre catégories énumérées à la section 5 de la mesure. Par exemple, de quelle catégorie (I, II, III ou IV) relèveraient les emballages blister et les films d'emballage thermorétractables/de transport?

2.433. Nous croyons comprendre, d'après les orientations publiées par le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique, que la réglementation est entrée en

⁹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 719](#).

vigueur le 1^{er} juillet 2022. Nous soutenons l'objectif poursuivi par l'Inde d'atténuer la pollution causée par les déchets plastiques, mais, étant donné l'absence de notification et de contribution formelle des parties prenantes et des Membres de l'OMC, nous avons des préoccupations quant à la mise en œuvre de cette mesure. Lors de la réunion de juillet du Comité, l'Inde a indiqué que ces règles n'étaient pas discriminatoires et ne constituaient pas un obstacle au commerce, mais cela ne fait pas exception à l'obligation de l'Inde de notifier les règlements techniques qui peuvent avoir un effet notable sur le commerce. Nous encourageons de nouveau l'Inde à notifier cette mesure au Comité OTC de l'OMC.

2.434. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la délégation des États-Unis de l'intérêt constant qu'elle porte à cette question. Les Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques fixent le cadre statutaire de l'Inde pour la gestion des déchets plastiques. La règle 4 des Règles de 2016 relatives à la gestion des déchets plastiques prescrit une épaisseur minimale pour les sacs et feuilles en plastique utilisés dans les emballages. La règle 9 impose une responsabilité élargie du producteur aux producteurs, importateurs et titulaires de marques pour une gestion écologiquement rationnelle des emballages en plastiques introduits sur le marché avec les produits. Depuis 2016, les objectifs de la REP étaient déjà 100% des emballages en plastique introduits sur le marché. Les objectifs de la REP ont été fixés après une consultation formelle des parties prenantes du pays. Ils sont réalisables compte tenu de la quantité d'emballages en plastique introduits chaque année. Les orientations relatives à la REP prévoient l'établissement d'un comité qui examine leur mise en œuvre et peut suggérer des modifications si nécessaires. Les orientations relatives à la REP ont fixé les objectifs échelonnés suivants: 2021-2022: 25%; 2022-2023: 70%; 2023-2024: 100%. Les objectifs de recyclage des déchets plastiques, de réutilisation des emballages en plastique rigide et d'utilisation de plastiques recyclés sont eux aussi échelonnés. Les objectifs par catégorie de recyclage des emballages en plastique entrent en vigueur en 2024-2025. L'objectif de réutilisation des emballages en plastique rigide et d'utilisation de plastiques recyclés dans les emballages en plastique entre en vigueur en 2025-2026. Une période transitoire adaptée a été accordée au secteur. Les objectifs par catégorie entrent en vigueur à partir de 2024-2025. Cette démarche permettra de développer plus avant l'infrastructure de gestion et de recyclage des déchets.

2.435. L'Office central de lutte contre la pollution publie un rapport annuel sur la gestion des déchets plastiques, qui est public. Les évaluations adéquates ont été menées pendant que les objectifs de la Responsabilité élargie du producteur étaient fixés. La liste des organismes de recyclage enregistrés est elle aussi publique, et peut être consultée sur le portail centralisé de la Responsabilité élargie du producteur. Les producteurs, importateurs et propriétaires de marques rempliront des déclarations annuelles grâce au portail centralisé de la REP élaboré par l'Office central de lutte contre la pollution. Les lignes directrices sur la compensation environnementale concernant la gestion des déchets plastiques sont déjà en place. Elles sont en cours de mise à jour par l'Office central de lutte contre la pollution, et seront notifiées suivant la procédure appropriée. Les opérations relatives à des certificats REP seront recensées sur le portail REP centralisé élaboré par l'Office central de lutte contre la pollution. La classification des emballages plastiques par catégorie repose sur la forme physique et les composants des matériaux d'emballage. L'utilisateur peut mener des évaluations selon les définitions figurant dans les Règles relatives à la gestion des déchets plastiques, telles que modifiées. Les rôles et les responsabilités des Offices publics de lutte contre la pollution figurent dans les règles. Les lignes directrices REP ne sont pas discriminatoires et ne créent pas d'obstacle non tarifaire au commerce. Les prescriptions s'appliquent uniformément aux entreprises nationales et internationales. Cette mesure vise à réduire la pollution causée par les dépôts sauvages de déchets plastiques. De nombreux pays ont déjà pris de telles mesures.

2.1.4.54 Sri Lanka – Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) (ID 711)⁹⁶

2.436. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions Sri Lanka pour sa déclaration à la réunion de juillet du Comité OTC dans laquelle il indiquait que le règlement devait encore être finalisé et s'engageait à notifier la réglementation finale et les directives de mise en œuvre. Nous l'encourageons toutefois à notifier la réglementation et les directives de mise en œuvre suffisamment tôt pour que les Membres et les parties prenantes puissent faire part de leurs observations et que celles-ci soient prises en compte avant la finalisation de la réglementation et des directives de mise en œuvre. Nous attendons avec intérêt d'examiner la

⁹⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 711](#).

notification de Sri Lanka, et nous poursuivrons notre dialogue en-dehors de ce comité dans l'intervalle. Nous souhaitons remercier Sri Lanka d'avoir fait part de son projet de lignes directrices pour la mise en œuvre du Règlement sur l'identification des matières plastiques. Nous vous remercions pour le temps passé à collaborer avec nous.

2.437. En réponse, le représentant de Sri Lanka a communiqué la déclaration suivante. Sri Lanka souhaite remercier la délégation des États-Unis de l'intérêt qu'elle porte au Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques). Ainsi que l'a indiqué ma délégation lors des précédentes réunions du Comité OTC, ce règlement a été publié mais n'a pas encore été appliqué, car les directives de mise en œuvre n'ont pas encore été finalisées. La Direction centrale de l'environnement a rédigé des directives de mise en œuvre en consultation avec le secteur. À cette fin, Sri Lanka a reçu une assistance technique, notamment de la part du CEFAS (Centre for Environment, Fisheries and Aquaculture Science). Cependant, les autorités ont fait savoir qu'elles avaient besoin d'une assistance technique supplémentaire pour définir et finaliser les directives de mise en œuvre. La finalisation des directives de mise en œuvre a donc pris un retard inattendu. Une fois les directives finalisées, Sri Lanka entreprendra de notifier la Réglementation finale en même temps que les directives de mise en œuvre au Comité OTC, afin que les Membres présentent leurs observations avant son entrée en vigueur. Ma délégation a pris bonne note des préoccupations exprimées ce jour par la délégation des États-Unis, qui seront transmises à notre point de contact national pour examen.

2.1.4.55 France – Décret relatif à la proportion minimale d'emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement [G/TBT/N/FRA/223](#) (ID 758⁹⁷)

2.438. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis soutiennent l'objectif de la France d'accroître la disponibilité des emballages réemployables et de réduire la quantité de pollution causée par les déchets d'emballages dans l'environnement. Nos industries ont exprimé une vive préoccupation quant à la possibilité de se mettre en conformité avec ce décret et à la prolifération des mesures spécifiques aux États membres sur l'emballage, l'étiquetage et le tri des déchets, qui varient au sein de l'UE. Lors de notre réunion bilatérale de juillet, la France a indiqué que l'Observatoire du réemploi et de la réutilisation, qui dépend de l'Agence de la transition écologique, mènerait un dialogue avec les parties prenantes et que les directives de mises en œuvre seraient publiées afin de faciliter la mise en conformité avec le décret. Les représentants des industries des États-Unis sont-ils conviés à ce dialogue? Nous croyons comprendre que le décret a été adopté le 8 avril 2022, et devait originellement entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Cependant, dans les réponses écrites à nos précédentes questions reçues en juin, la France a indiqué que les directives de mise en œuvre ne devraient pas être publiées avant la fin de 2022. La date de mise en œuvre sera-t-elle repoussée afin d'accorder aux Membres et aux acteurs du secteur un délai raisonnable pour se familiariser avec les directives et adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux nouvelles prescriptions?

2.439. Nous croyons comprendre que le décret prévoit la possibilité pour les producteurs de participer aux activités d'un écoorganisme pour remplir leurs obligations relatives aux emballages. Dans ce cas, reviendra-t-il aux entreprises de déterminer lesquels de leurs produits sont les plus adaptés à la réutilisation d'emballages pour atteindre les objectifs, ou les écoorganismes décideront-ils quels produits doivent avoir des emballages réutilisables? Nous croyons comprendre que la Commission européenne travaille à une révision de sa directive sur les emballages et les déchets d'emballage. Quelle serait l'incidence de la Directive révisée sur la mesure française s'il y avait des différences entre les deux mesures? Étant donné la faible participation suscitée par nos préoccupations spécifiques sur cette mesure lors de la dernière réunion et le fait que l'UE travaille à une révision de la directive sur les emballages et les déchets d'emballage, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réglementation finale, nous poursuivrons le dialogue au niveau bilatéral plutôt que devant le Comité OTC.

2.440. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de la France de prendre les mesures nécessaires pour éviter la production de déchets et promouvoir des pratiques durables en mettant à disposition davantage d'emballages réutilisables. Elle la remercie d'avoir notifié les Membres de cette mesure en mars de cette année ([G/TBT/N/FRA/223](#)). L'Australie partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres de l'OMC lors de la réunion du Comité en juillet, et fait part de sa préoccupation quant aux consultations

⁹⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 758](#).

limitées qui ont été menées. Elle souhaiterait des éclaircissements sur la question de savoir si ce décret s'appliquera aux produits importés de la même manière qu'aux produits d'origine nationale. Si le décret s'applique aux produits importés, nous apprécierions d'avoir de plus amples détails sur sa mise en œuvre; nous voudrions en particulier savoir quelle incidence elle aura sur le commerce du vin, et si elle aura une incidence disproportionnée sur les produits importés.

2.441. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Le décret notifié par la France dans le document [G/TBT/N/FRA/223](#) crée l'obligation de recycler un certain pourcentage de contenants et emballages, qui augmente avec le temps, afin de réduire la production de déchets et de s'orienter vers une économie circulaire. En conséquence, il fixe des délais et des procédures pour permettre aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement de s'organiser afin de se conformer à cette obligation. La définition des producteurs inclut les importateurs, raison pour laquelle le décret pourrait s'appliquer aux vins exportés vers la France, bien que ce ne soit pas précisé. L'Argentine est donc préoccupée par cette mesure, et souhaite consulter à nouveau la France au sujet du champ d'application de ce décret en ce qui concerne les produits importés, de la manière dont elle entend l'appliquer à ces produits et de la question de savoir si cette mesure ne correspond pas à une application extraterritoriale d'une disposition qui vise à réduire la production de déchets et à recycler afin de protéger l'environnement.

2.442. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite remercier les États-Unis, l'Australie et l'Argentine de leurs observations sur cette notification. Pour répondre aux questions pratiques soulevées par les États-Unis: toutes les fédérations professionnelles concernées par le décret peuvent accéder aux travaux menés par l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation pour élaborer des lignes directrices. Ainsi, les organisations représentant les entreprises américaines concernées par ce décret peuvent participer à ce travail sur simple demande auprès de l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation, hébergé par l'Agence nationale de la transition écologique. À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de repousser les objectifs de 2023 pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'EUR. Cependant, comme 2023 sera la première année d'application du décret, tous les contrôles seront menés dans un esprit de souplesse et d'éducation. Le décret prévoit que, dans le cas où le fabricant rejoint un écoorganisme, les obligations qui lui sont imposées en lien avec la responsabilité élargie du producteur sont transférées à l'écoorganisme. La poursuite des objectifs du décret revient alors à l'écoorganisme, qui doit prendre les mesures nécessaires, en particulier en ce qui concerne les critères d'écomodulation, pour les réaliser. Les objectifs annuels de l'écoorganisme correspondront alors à la somme des objectifs individuels de chacun des fabricants membres. Lorsqu'une nouvelle version de la directive de l'UE sur les emballages et les déchets d'emballage sera adoptée, les dispositions du décret seront ajustées selon que de besoin. Enfin, pour répondre à la question de l'Australie: le décret s'applique de manière égale aux emballages produits en France et aux emballages importés.

2.1.4.56 Inde – Alerte concernant la mise en place du QR code pour les réfrigérateurs (ID 757⁹⁸)

2.443. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée se félicite de cette occasion de formuler des observations sur le règlement relatif à la mise en place du QR code pour les réfrigérateurs (ci-après "le Règlement") du BEE (Bureau de l'efficacité énergétique) de l'Inde. La Corée souhaite aussi remercier l'Inde pour sa réponse orale lors de la dernière réunion du Comité OTC en juillet. Elle voudrait toutefois faire à nouveau part de ses préoccupations, alors que l'industrie coréenne rencontre toujours des difficultés liées au Règlement, qu'elle n'a pas résolues. Selon le document publié le 31 mars 2022 par le BEE, l'obligation d'apposer un QR code au-dessous du label Star du BEE sur chaque unité de réfrigérateur prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2023. Lors de la réunion de juillet dernier, la Corée a relevé que l'Inde n'avait pas notifié le Règlement à l'OMC et n'avait pas ménagé aux Membres un délai pour présenter des observations, à quoi l'Inde a répondu que diverses parties prenantes, y compris les fabricants coréens enregistrés auprès du BEE, s'étaient vu accorder des possibilités suffisantes de formuler des observations et qu'"aucune notification formelle par le biais d'une autre plate-forme n'est requise pour la mise en œuvre du QR code au titre du programme S&L (Standards & Labelling)".

2.444. Cependant, outre le fait d'offrir cette possibilité au niveau interne, nous voudrions rappeler à l'Inde ses obligations, au titre de l'article 2.9.2 et 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC, de notifier aux

⁹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 757](#).

autres Membres les règlements techniques projetés et de ménager un délai raisonnable pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit. En conséquence, la Corée demande à nouveau à l'Inde de bien vouloir accorder aux Membres un délai pour présenter leurs observations, conformément à l'Accord OTC. En outre, les entreprises coréennes estiment qu'elles ont besoin d'au moins 12 mois pour adapter leurs produits aux prescriptions relatives à l'apposition d'un QR code. En conséquence, la Corée demande à l'Inde d'abord d'effectuer la notification formelle et d'octroyer un délai pour présenter des observations, puis de mettre en œuvre le Règlement, après une période transitoire de 12 mois à compter de la date de publication du texte final. Deuxièmement, l'Inde exige que le QR code soit établi en fonction du numéro de série de chaque réfrigérateur, tandis que l'UE, le Royaume-Uni, la Türkiye, la Chine et l'Arabie saoudite exigent que le QR code soit établi en fonction du nom de produit. Cette prescription spécifique à l'Inde est excessive, et s'y conformer est trop lourd pour les fabricants. En conséquence, la Corée demande à l'Inde d'améliorer le Règlement de manière que les étiquettes de QR code soient générées par nom de modèle plutôt que par numéro de série du produit. Enfin, le système de demande et d'approbation d'un QR code sur le portail en ligne du BEE ne permet pas de soumettre de nouvelles demandes de création de QR codes tant que les données concernant tous les QR codes précédemment demandés ne sont pas entièrement téléchargées. Aucun autre pays n'applique ce type de restriction des présentations de demandes, qui rend le Règlement excessif et difficile à respecter. En conséquence, la Corée demande à l'Inde d'améliorer le système en ligne, de sorte que des demandes additionnelles puissent être soumises et traitées que les données relatives aux QR codes précédemment demandés aient été téléchargées ou non.

2.445. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions la délégation de la Corée de l'intérêt constant qu'elle porte à cette question. Les observations de ce jour étant en substance identiques à celles formulées lors de la dernière réunion, nous renvoyons à notre dernière déclaration, qui figure aux paragraphes 2.37 et 2.38 du document [G/TBT/M/87](#), et nous demandons au Secrétariat d'en rendre compte également pour les déclarations de ce jour. Nous avons transmis les autres points soulevés par la Corée à notre capitale, où ils sont en cours d'examen.

2.446. *Déclaration de la réunion de juin 2022.* Les critères de performance énergétique (niveaux de classement par étoiles) dans le cadre du programme intitulé "Standards & Labelling (S&L)" (programme relatif aux normes et à l'étiquetage) sont mis en œuvre par le BEE, conformément à l'article 14 de la Loi sur les économies d'énergie, adoptée par le Parlement indien. Le mécanisme réglementaire du programme S&L comprend une disposition concernant le suivi et le contrôle, dans le cadre de laquelle le BEE a proposé d'appliquer l'apposition du QR code sécurisé avec le label Star sur l'appareil/l'équipement afin de permettre au consommateur d'authentifier/de valider lui-même les spécifications du classement par étoiles se rapportant au label. L'examen de l'application du QR Code sur les réfrigérateurs a été initiée au cours de l'année 2019. À cet égard, la première réunion des parties prenantes, y compris les fabricants de produits de divers pays, dont la Corée, a été tenue le 5 novembre 2019, occasion à laquelle le flux de travail et le délai effectif du 1^{er} mars 2020 ont été annoncés et diffusés aux parties prenantes, y compris les fabricants coréens enregistrés auprès du BEE au titre du programme S&L. Toutefois, le délai de mise en œuvre du QR code a été retardé en raison de la situation relative à la pandémie de COVID-19. En outre, au cours de l'année 2021, le nouveau délai du 1^{er} janvier 2023 a été communiqué à toutes les parties prenantes dans le cadre de réunions virtuelles. Le BEE a répondu, de temps à autre, aux différentes observations et contributions reçues des fabricants concernant les travaux relatifs au QR code.

2.447. Par la suite, le BEE a émis une alerte formelle en mars 2022 concernant le délai obligatoire de mise en œuvre du QR code fixé à janvier 2023. Cette alerte a été émise pour donner suite à la demande reçue des fabricants, qui visait à faire publier une annonce officielle avant huit à neuf mois à compter de la date de publication de la notification au Journal officiel. Les critères de performance énergétique (niveaux de classement par étoiles) dans le cadre du programme intitulé "Standards & Labelling (S&L)" sont mis en œuvre par le BEE, conformément à l'article 14 de la Loi sur les économies d'énergie, adoptée par le Parlement indien. En tant que tel, aucune notification formelle par le biais d'une autre plate-forme n'est requise pour la mise en œuvre du QR code au titre du programme S&L. En outre, il convient de noter que peu de fabricants ont mené à bien le projet pilote au cours du mois de mai 2022. L'objectif de la mise en œuvre du QR code est d'authentifier/de valider les spécifications du classement par étoiles se rapportant au label afin de protéger les intérêts des consommateurs. Il convient de noter que l'établissement du QR code par nom de modèle plutôt que par numéro de série de chaque unité de réfrigérateur peut aller à l'encontre de l'objectif du BEE,

qui est de valider la crédibilité du label Star apposé sur chaque unité/réfrigérateur acheté par le consommateur.

2.1.4.57 France – Arrêté précisant les substances contenues dans les huiles minérales dont l'utilisation est interdite sur les emballages et pour les impressions à destination du public, [G/TBT/N/FRA/216](#) (ID 756⁹⁹)

2.448. La délégation de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine soutient la mise en œuvre par la France de ses prescriptions relatives au contrôle des huiles minérales, mais dans la perspective de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, elle fait les suggestions ci-après. Tout d'abord, nous suggérons que la France précise la méthode de détection des huiles minérales. L'arrêté ne prescrit pas de méthode d'essai pour ces huiles, de sorte que l'entreprise ne dispose pas d'une norme d'inspection unifiée pour procéder à des inspections de conformité. La conformité des résultats des essais avec la prescription n'est donc pas certaine. Deuxièmement, il faut donner des précisions sur les types d'emballage. Étant donné que le règlement ne précise pas les types d'emballage visés, il peut concerner un large éventail d'emballages pour des produits alimentaires, des médicaments, des jouets, des produits électroniques et électriques, etc. Il est recommandé de préciser les types d'emballages afin de favoriser un meilleur respect du règlement par les entreprises. Il est également recommandé de publier un document d'orientation sur la gestion des emballages déjà imprimés et des impressions déjà existantes. Pour ce qui est des emballages imprimés et des impressions, outre l'encre, ils peuvent également contenir des huiles minérales, qui peuvent être introduites dans le processus de production. Il se peut que les encres d'imprimerie contenant des huiles minérales soient conformes aux prescriptions de l'arrêté, tandis que les emballages et les produits imprimés contenant des huiles minérales excèdent les limites qu'il prévoit.

2.449. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis soutiennent l'objectif de la France de lutter contre le gaspillage et de limiter l'utilisation de matériaux non recyclables. Ils se félicitent également de la poursuite des discussions sur cet arrêté. Lors de la réunion de juillet du Comité OTC, nous avons prié instamment la France de tenir compte des observations formulées par les parties prenantes au sujet de leur capacité de respecter le calendrier proposé. C'est donc avec satisfaction que nous avons pris note de l'indication de la France selon laquelle elle reporterait la mise en œuvre de certains aspects de cet arrêté à 2025 et créerait un groupe de travail pour examiner des révisions supplémentaires. Bien que nous appuyions ces décisions, nous avons encore des interrogations sur les particularités du projet de règlement et craignons toujours que certains aspects de cet arrêté ne soient plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser l'objectif légitime de la France. Par exemple, d'après les informations émanant des entreprises, il n'est actuellement pas possible de mesurer les niveaux d'hydrocarbures aromatiques aux seuils de concentration massique qui seront autorisés dans les emballages à compter du 1^{er} janvier 2025 (moins d'un milliardième). La France a-t-elle examiné les techniques actuellement disponibles pour les essais et la manière dont elle prévoit d'appliquer l'arrêté si la technologie requise n'existe pas encore? Nous demandons que la France tienne compte des observations formulées par les parties prenantes au sujet de sa capacité de respecter le calendrier proposé. Étant donné que l'UE travaille sur des révisions de sa directive relative aux emballages et aux déchets d'emballages, et que l'application de cette mesure a été prorogée jusqu'en 2025, pour le moment, il est probable que nous poursuivrons les discussions bilatérales en dehors du Comité.

2.450. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne les méthodes d'essai, nous souhaitons préciser que l'arrêté de la France ne prescrit pas de méthodes d'essai spécifiques permettant de démontrer la conformité. Conformément à l'article R.543-49 du Code de l'environnement, la démonstration devrait reposer sur la production de documents écrits ou techniques. Par conséquent, un groupe de travail sera mis sur pied pour recenser les difficultés ainsi que les solutions disponibles d'ici à l'échéance de 2025. Des solutions appropriées pour démontrer la conformité seront également examinées.

⁹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 756](#).

2.1.4.58 Union européenne – Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la Directive 2014/53/UE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques (COM(2021) 547 final) | [G/TBT/N/EU/859](#) (ID 750¹⁰⁰)

2.451. La délégation des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis et l'UE ont examiné cette proposition de réglementation de manière approfondie au niveau bilatéral, et nous avons exprimé des préoccupations lors de la réunion de juillet 2022 du Comité des obstacles techniques au commerce. Nous croyons comprendre que la proposition de l'UE relative à un chargeur commun a été finalisée le 4 octobre 2022. Nous souhaitons faire part de notre mécontentement concernant un certain nombre d'éléments de ce qui nous semble être la version finale de cette législation. Par principe, nous continuons à appuyer les règlements techniques qui permettent aux produits de répondre aux normes internationales existantes. Le caractère prescriptif de cette proposition n'est pas compatible avec la possibilité pour les fabricants de choisir de telles normes. Nous prions instamment l'UE de définir les règlements techniques basés sur les prescriptions relatives au produit en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que des caractéristiques de sa conception. L'inclusion par l'UE de nouveaux produits dans le champ d'application de la proposition tard dans le processus de rédaction n'a laissé que peu de temps aux parties prenantes pour donner leur point de vue. Le Comité OTC recommande que les propositions de règlements techniques révisées soient notifiées en tant que révision, avec une nouvelle période de 60 jours pour la présentation d'observations. De cette manière, les observations sur les nouveaux éléments du projet pourront être prises en compte. La mesure étant finale, nous n'interviendrons plus sur ce sujet et nous notons que nos observations visant à encourager l'utilisation des normes internationales pertinentes n'ont pas été prises en compte.

2.452. En réponse, la délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions les États-Unis de poursuivre leurs observations sur cette notification. Comme il a été indiqué, la proposition a été adoptée en première lecture par le Parlement européen le 4 octobre 2022 et confirmée par le Conseil le 24 octobre de la même année. En ce qui concerne la préoccupation des États-Unis quant à l'imposition de l'intégration du connecteur femelle USB Type-C pour certaines catégories ou classes d'équipements radioélectriques, l'UE tient à souligner une fois encore que, depuis plus de 10 ans, la Commission européenne est favorable à une approche volontaire pour les entreprises. Cela s'est avéré inefficace pour résoudre le problème du manque d'interopérabilité entre les équipements radioélectriques et les chargeurs, qui continue de causer des désagréments aux consommateurs. Le connecteur femelle harmonisé (USB-C) est une technologie qui a été, et continue d'être, développée par un consortium comprenant les principaux fabricants du secteur des TIC. Leurs spécifications sont en accès libre et traduites en normes internationales et européennes; ces dernières sont celles qui sont référencées dans le texte et elles feront l'objet d'un suivi et d'une mise à jour continus, si nécessaire, via un mécanisme approprié. Spécifier les prescriptions techniques en termes de caractéristiques de conception est le seul moyen possible de réaliser la pleine interopérabilité entre les équipements radioélectriques et les chargeurs (confort du consommateur) et de réduire la prolifération de chargeurs inutiles (avantages environnementaux). La combinaison d'une solution de recharge harmonisée et du découplage de l'alimentation électrique externe ne donnera de résultats que si chaque catégorie de produits visée est équipée du même connecteur.

2.1.4.59 Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544¹⁰¹)

2.453. La délégation du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est préoccupé par la Loi sur la cybersécurité, laquelle prévoit des normes et des prescriptions peu claires pour les obligations en matière de garantie de la sécurité des dispositifs et des systèmes, qui peuvent imposer une charge indue aux entreprises commerciales. S'il est constaté qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser des objectifs légitimes, elle pourrait constituer une violation de l'Accord OTC. À cet égard, le Japon a formulé des observations sur cette loi, entrée en vigueur en janvier 2019. Nous savons que le Décret n° 53/2022/ND-CP ("Décret 53") est en vigueur depuis octobre dernier. Ce décret impose l'obligation de stocker des données au Viet Nam, non seulement aux entreprises nationales mais aussi aux entreprises étrangères qui fournissent des services en ligne à des utilisateurs au Viet Nam. Par ailleurs, il oblige ces entreprises étrangères à établir une succursale ou un bureau de représentation au Viet Nam. Nous sommes préoccupés par

¹⁰⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 750](#).

¹⁰¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 544](#).

le fait qu'il est tout à fait possible que les entreprises étrangères se retrouvent *de facto* en situation de désavantage concurrentiel par rapport aux entreprises nationales, étant donné qu'il est probable qu'elles supporteront une charge supplémentaire liée à l'installation de serveurs de stockage des données au Viet Nam et à l'établissement de succursales, exigés par le Décret n° 53. Le Japon demande que le Viet Nam prenne des mesures appropriées pour répondre à ces préoccupations, en tenant compte des points de vue des entreprises. De plus, le délai entre la promulgation de ce décret et sa mise en application a été assez court (environ six semaines) et on peut difficilement dire que les entreprises étrangères ont eu suffisamment de temps pour se préparer à s'y conformer. Du point de vue des entreprises, la prévisibilité et la transparence des lois et des règlements, y compris le Décret n° 53, sont particulièrement importantes et, dans l'optique d'améliorer le climat de l'investissement, le Japon demande que le Viet Nam applique les lois et règlements de manière appropriée, sans entraver les activités commerciales.

2.454. En réponse, la délégation du Viet Nam a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité du Viet Nam prévoit des obligations imposant de garantir la sécurité des équipements et des systèmes qui ne s'appliquent qu'aux systèmes d'information importants pour la sécurité nationale au Viet Nam et non au système des entreprises, de sorte qu'elle ne fait pas peser de charges sur ces dernières. Conformément à l'article 26 du Décret n° 53/2022/ND-CP, qui apporte des précisions sur un certain nombre d'articles de la Loi sur la cybersécurité, les entreprises étrangères doivent stocker des données et établir des succursales ou des bureaux de représentation au Viet Nam uniquement si les services qu'elles fournissent sont utilisés pour commettre des actes portant atteinte à la Loi sur la sécurité des réseaux, qui ont été signalés par le Département de la cybersécurité et de la prévention et du contrôle de la criminalité de haute technologie du Ministère de la sécurité publique, et si des demandes de coordination, de prévention, d'enquête et d'intervention leur ont été adressées par écrit mais qu'elles ne s'y conforment pas, ou pas entièrement, ou si elles empêchent, entravent, désactivent ou annulent les mesures de protection de la sécurité des réseaux prises par les forces spécialisées dans la sécurité des réseaux. Ce règlement donne aux entreprises le droit de se prononcer sur cette question. Le Viet Nam estime que les dispositions de la Loi sur la cybersécurité et du Décret n° 53 n'entravent pas le flux des données et n'imposent pas de charge supplémentaire si les entreprises respectent sa législation sur la cybersécurité.

2.1.4.60 Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger, G/TBT/N/COL/242 (ID 697¹⁰²)

2.455. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie la Colombie pour sa réponse de novembre 2020 aux observations écrites de l'Union européenne et pour les discussions bilatérales approfondies qui ont eu lieu. L'Union européenne note que l'article 3 du Décret n° 162, publié le 16 février 2021, mentionne la possibilité de présenter d'autres documents que le certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation en Colombie. Les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE se conforment déjà à l'obligation existante de présenter des certificats de vente libre aux fins de l'enregistrement sanitaire. Les certificats de vente libre indiquent que le produit est conforme aux prescriptions législatives de l'UE, qui englobent les bonnes pratiques de fabrication. Dès lors, l'Union européenne considère que les certificats de mise en vente libre émis par les États membres de l'UE satisferont à la prescription de la Colombie imposant de présenter un certificat de bonnes pratiques de fabrication au moment de l'importation. Par conséquent, nous demandons à nouveau à la Colombie d'accepter tous les certificats de vente libre de l'UE aux fins des bonnes pratiques de fabrication et de modifier le décret concerné en conséquence de toute urgence.

2.456. Alors que le délai pour l'entrée en vigueur de ces prescriptions approche, l'Union européenne est de plus en plus préoccupée par l'incidence négative que cette mesure pourrait avoir sur ses exportations de vins et spiritueux, en particulier celles des PME, si tous ses certificats de vente libre n'étaient pas acceptés. Elle se tient donc prête à poursuivre les travaux bilatéraux si des éclaircissements additionnels étaient nécessaires. À titre de solution provisoire possible dans l'attente d'éventuelles modifications du Décret, INVIMA pourrait indiquer à ses inspecteurs, par une directive interne, que tous les FSC de l'UE indiquant la conformité avec la législation de l'UE couvrent le produit et le producteur. Enfin, nous notons que la Colombie, par le Décret n° 1366/2020, a retardé l'entrée en vigueur de ces prescriptions en matière de certification pour ses propres petits producteurs de boissons alcooliques. Dans l'attente d'une solution définitive, nous vous saurions gré

¹⁰² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 697](#).

de bien vouloir reporter l'entrée en vigueur du Décret n° 162/2021 à 2025 afin d'éviter toute discrimination entre les exportateurs étrangers et les entreprises nationales.

2.457. En réponse, la délégation de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne cette préoccupation commerciale, la Colombie souhaite appeler l'attention sur les travaux menés par les autorités sanitaires colombiennes conjointement avec les pays concernés pour répondre aux préoccupations soulevées quant au respect du Décret n° 162 de 2021, émis par le Ministère colombien de la santé et de la protection sociale. Il est de la plus haute importance de poursuivre ces efforts de collaboration, en particulier en ce qui concerne les certificats de bonnes pratiques de fabrication pour les boissons alcooliques destinées à la consommation humaine. Par conséquent, et à la suite de réunions récentes, l'Institut national colombien de surveillance des médicaments et des produits alimentaires (INVIMA) a communiqué des informations en retour sur les certificats reçus de pays intéressés, afin de faire le point sur la situation en ce qui concerne la conformité avec les prescriptions techniques. Nous sommes prêts à répondre à toute autre préoccupation que l'Union européenne ou tout autre pays intéressé pourrait souhaiter soulever. La Colombie est plus que disposée à poursuivre les travaux en cours pour répondre à cette préoccupation.

2.1.4.61 Arrêté MAPA n°208 du 26 février 2021 – révision du Décret n° 6.87 du 4 juin 2009 sur la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques, [G/TBT/N/BRA/1145](#) (ID 712¹⁰³)

2.458. La délégation de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil pour la présentation des notifications [G/TBT/BRA/1145/Add.1](#) et [G/SPS/N/BRA/2033](#), publiées les 19 et 20 avril 2022, et pour la possibilité qui lui a été donnée de formuler des observations sur les projets de textes. Elle a communiqué des observations écrites au sujet de cette notification le 13 juillet 2022 et apprécierait de recevoir une réponse à ces observations. En particulier, elle souhaiterait savoir si les boissons importées seront visées par la prescription en matière d'enregistrement ou si elles bénéficieront d'une éventuelle exemption. En outre, elle a proposé de supprimer la prescription imposant d'inclure les expressions "titre alcoométrique" ou "teneur en alcool", comme il est prévu par le projet notifié, étant donné que la pratique internationale consistant à utiliser des termes tels que "alcool", "alc" est suffisamment claire et n'induit pas les consommateurs en erreur. Les modifications proposées obligeraient les producteurs à supporter des coûts liés au remplacement de toutes les étiquettes, coûts qui ne semblent pas justifiés et pourraient constituer un obstacle non nécessaire au commerce.

2.459. L'Union européenne note que la catégorie des "bebidas alcohólicas" (boissons alcooliques) fixe à 54% la limite maximale du titre alcoométrique volumique. Elle demande au Brésil de justifier l'établissement d'une limite maximale pour la teneur en alcool des spiritueux, qui pourrait ne pas être conforme aux normes internationales. Elle demande donc aux autorités brésiliennes d'envisager de ne pas appliquer la limite maximale de 54,0% aux boissons spiritueuses importées au Brésil, sachant que cette limite pourrait créer un obstacle au commerce international. Elle demande au Brésil de supprimer la teneur maximale en alcool dans tous les articles correspondants relatifs aux spiritueux, conformément à la pratique internationale. Elle a également demandé un certain nombre d'éclaircissements concernant les définitions des catégories de spiritueux dans le projet notifié, telles que la liqueur, le rhum, le whisky, la vodka, le gin et l'aquavit, qui pourraient ne pas être conformes à la pratique internationale et pourraient créer des obstacles non nécessaires au commerce. À cet égard, l'UE souhaiterait rappeler l'article 2.2 de l'Accord OTC, selon lequel "Les Membres feront en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. À cette fin, les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait." L'UE apprécierait que les observations susmentionnées soient prises en compte et donnent lieu à une réponse avant l'adoption du projet notifié.

2.460. En réponse, la délégation du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil tient à remercier l'UE pour sa déclaration et les observations qu'elle a formulées en réponse à la notification [G/TBT/N/BRA/1145/Add.1](#). Nous nous félicitons également des contributions d'autres pays à notre consultation publique. Les autorités brésiliennes sont en train de les examiner toutes et assurent qu'elles seront dûment prises en considération. Lors des étapes suivantes de ce

¹⁰³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 712](#).

processus réglementaire, nous publierons nos réponses aux observations formulées ainsi qu'un projet de règlement d'application révisé de la Loi n° 8 918 du 14 juillet 1994 (Loi relative aux boissons). Le projet révisé sera notifié à tous les Membres et des observations supplémentaires seront acceptées. Nous apprécions l'engagement de nos partenaires commerciaux et les assurons que l'élaboration de ce règlement demeurera transparente et conforme aux engagements que nous avons souscrits dans le cadre de l'OMC.

2.2 Échange de données d'expérience

2.2.1 Transparence

2.2.1.1 Renseignements actualisés sur le Groupe de travail sur la transparence

2.461. Le Président a rappelé que les réunions du Groupe de travail sur la transparence étaient ouvertes à toutes les délégations et se tenaient en mode hybride. La première réunion du Groupe de travail s'était tenue le 6 avril 2022 et la deuxième le 13 octobre 2022. Pendant sa deuxième réunion, en octobre, le Groupe de travail avait examiné deux propositions.

2.462. La première proposition, formulée par les États-Unis, figure dans le document [JOB/TBT/466](#); elle concerne une possible révision du modèle de notification ordinaire qui permettrait de mieux suivre certaines mesures notifiées, parfois avec un délai prévu pour la présentation d'observations, qui relèvent normalement du champ d'application de l'article 15.2. Au cours de la réunion, les États-Unis avaient présenté un résumé de la proposition et la maquette d'un modèle de notification ordinaire révisé comportant une case à cocher supplémentaire sous le point 3. Ils avaient souligné que la proposition ne modifierait pas les obligations des Membres mais faciliterait le suivi des changements apportés aux politiques générales telles que celles liées à la qualité des infrastructures. Les Membres ont fait part de leurs observations et questions concernant la proposition, y compris l'Afrique du Sud, qui a présenté ses observations par écrit dans le document [JOB/TBT/480](#). Les questions soulevées ont porté sur l'importance de préserver l'équilibre des droits et obligations découlant de l'Accord.

2.463. La seconde proposition, faite par le Canada et figurant dans le document [JOB/TBT/485](#), était axée sur une révision des directives concernant les notifications dans l'objectif de favoriser une meilleure compréhension des mesures notifiées, en particulier celles qui sont rédigées dans une autre langue que l'anglais, le français et l'espagnol. À la suite de la présentation du Canada, les Membres ont fait part de leurs questions et observations concernant la désignation des autorités chargées de l'évaluation de la conformité, l'ajout de liens vers les normes internationales et l'établissement de délais indicatifs lorsqu'il n'a pas été fixé de date pour l'adoption ou l'entrée en vigueur de la mesure notifiée. En ce qui concerne les autres recommandations de l'examen triennal relatives à la transparence, les États-Unis s'étaient portés volontaires pour travailler avec le Secrétariat à l'élaboration d'un nouveau modèle de présentation des notifications au titre de l'article 15.2 via ePing.

2.464. Le Président a indiqué que les délégations pouvaient consulter l'exposé du Secrétariat, contenu dans le document [JOB/TBT/487](#), qui donne un aperçu des pratiques et recommandations relatives à l'article 15.2.

2.465. Le représentant du Canada a remercié les Membres qui étaient intervenus à la réunion du Groupe de travail pour exprimer leurs points de vue et observations sur la proposition. Il a déclaré que, sur la base des questions posées et des contributions reçues à la réunion d'octobre du Groupe de travail, le Canada réviserait la proposition.

2.466. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son pays appuyait les deux propositions et estimait qu'elles favoriseraient une plus grande clarté du processus de notification.

2.467. Le représentant de l'Australie a indiqué que son pays était favorable à cette proposition visant à améliorer les dispositions de l'Accord.

2.468. Le représentant de la Chine a remercié les États-Unis et le Canada pour leurs propositions. Il a noté que, s'agissant de la proposition des États-Unis, la Chine avait des observations à formuler mais souhaiterait poursuivre la discussion dans le cadre du Groupe de travail sur la transparence.

2.469. Le représentant de l'Afrique du Sud a indiqué que sa délégation était attachée aux travaux sur la transparence et souhaitait travailler avec les États-Unis à l'élaboration d'un modèle pour les déclarations au titre de l'article 15.2.

2.2.1.2 Exposés de Membres conformément à l'article 15.2

2.470. Le Président a rappelé que l'article 15.2 exigeait des Membres qu'ils communiquent des informations sur les mesures prises pour assurer la mise en œuvre de l'Accord et qu'ils notifient toute modification apportée au fil du temps. Il a rappelé aux délégations que les notifications au titre de l'article 15.2 étaient accessibles via la plate-forme ePing. Il a également été noté que l'Égypte avait récemment présenté une révision de sa précédente déclaration de mise en œuvre. Cette mise à jour figure dans le document [G/TBT/2/Add.34/Rev.3](#).

2.2.1.3 Renseignements actualisés du Secrétariat sur la plate-forme ePing SPS et OTC

2.471. Le Président a rappelé que la nouvelle version de la plate-forme ePing avait été officiellement lancée le mercredi 13 juillet, avec la participation de représentants de haut niveau des trois organisations partenaires: l'ITC, le DESA de l'ONU et l'OMC. Un compte rendu officiel du lancement avait été publié par le Secrétariat dans le document [G/TBT/GEN/336](#), y compris les déclarations des trois organisations et les observations des Membres. En outre, une séance d'information sur ePing s'était tenue le 14 novembre 2022.

2.472. Le Secrétariat a rappelé qu'au cours de la séance d'information de deux heures il avait exposé les principales fonctionnalités d'ePing et entendu cinq Membres sur les différentes manières dont ils avaient intégré ePing dans leurs flux de travail. Lors de cette séance, les Philippines avaient évoqué un séminaire national de sensibilisation au cours duquel une entreprise avait expliqué comment ePing l'aidait à gérer les risques et à améliorer la planification de la chaîne d'approvisionnement. Autre exemple, celui du Viet Nam, où l'Université du commerce extérieur a inclus ePing dans ses cours de politique commerciale et traduit certaines notifications en vietnamien à l'intention des MPME. Au cours de cette séance, le Kenya avait également expliqué comment il mettait à profit la formation ePing dispensée pendant le Programme des champions de la transparence pour améliorer la coordination lors de la présentation de notifications et pour renforcer la collaboration avec les parties prenantes nationales et internationales. Les États-Unis avaient également expliqué comment ils faisaient passer leurs parties prenantes du système d'alerte Notify US au système ePing et comment ils utilisaient les fonctionnalités de dialogue en ligne du forum international d'ePing pour la communication avec leurs homologues et d'autres Membres. Enfin, l'Équateur avait expliqué comment il utilisait ePing pour coordonner la préparation de ses notifications et communiquer avec d'autres fonctionnaires des points d'information. Les principales difficultés évoquées pendant la séance avaient trait à l'identification des codes du SH correspondant à des produits réglementés, à l'accès aux traductions et à la réception d'informations en retour de la part du secteur privé.

2.473. Le Secrétariat a également indiqué qu'une séance d'information virtuelle était prévue le 29 novembre à l'intention des fonctionnaires disposant de droits d'administrateur pour les notifications ePing et qu'une annonce serait envoyée au sujet de cette séance. En outre, il a noté qu'au cours de l'année à venir il y aurait des séances spécifiques consacrées aux fonctionnalités de communication d'ePing, telles que les forums nationaux et internationaux et la fonctionnalité de dialogue en ligne. Il a été rappelé que l'application ePing était disponible pour les smartphones, à la fois Apple et Android.

2.474. La représentante des États-Unis a exprimé l'appréciation et le soutien de son pays en faveur d'ePing et a déclaré que cette application était utile aux Membres comme aux parties prenantes. Elle a également reconnu qu'il faudrait des ressources supplémentaires, telles que des supports pédagogiques, pour permettre aux parties prenantes de tirer parti d'ePing et d'autres outils électroniques.

2.475. Le représentant du Chili s'est associé à la déclaration des États-Unis concernant ePing.

2.2.2 Dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements

2.476. Le Président a rappelé que le Comité OTC avait décidé, en 1995, de tenir des réunions régulières pour les personnes chargées de l'échange de renseignements, y compris les responsables des points d'information et des notifications. La neuvième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements s'est tenue les 18 et 19 juin 2019, et le rapport de la réunion figure dans le document [G/TBT/GEN/265](#). Le Président a proposé de tenir la dixième réunion extraordinaire le 19 juin 2023. Il en a été ainsi convenu.

2.2.3 Procédures d'évaluation de la conformité

2.477. Le Président a rappelé que, lors du huitième examen triennal de l'Accord OTC, le Comité était convenu d'élaborer des lignes directrices destinées à aider les organismes de réglementation à choisir et à concevoir des procédures d'évaluation de la conformité. Par la suite, lors du neuvième examen triennal, le Comité a noté les progrès accomplis jusque-là et est convenu de finaliser ce travail. Le Secrétariat a distribué un recueil d'éléments révisé concernant l'établissement de lignes directrices pour des procédures d'évaluation de la conformité, sous la cote [JOB/TBT/438/Rev.1](#). En outre, après la réunion du 29 juin, il a distribué un Aide-mémoire sur le recueil d'éléments révisé dans le document [JOB/TBT/484](#) publié le 14 septembre. Une réunion informelle a été tenue le 13 octobre, au cours de laquelle ont été examinés plus avant les travaux relatifs aux lignes directrices ainsi que la tenue d'autres consultations avec les Membres. Le Président a indiqué que les consultations étaient ouvertes à tous les Membres intéressés et que des dates précises seraient communiquées ultérieurement.

2.2.4 Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation

2.2.4.1 Rapport du modérateur sur la séance thématique consacrée aux bonnes pratiques réglementaires

2.478. Le modérateur¹⁰⁴ de la séance thématique sur les bonnes pratiques réglementaires (BPR), tenue le 15 novembre 2022 et portant sur la mise en œuvre au niveau national des BPR et sur les BPR dans les accords commerciaux, a présenté son rapport. Le rapport complet figure dans le document [G/TBT/GEN/338](#).

2.2.4.2 Rapport de la modératrice sur la séance thématique consacrée à l'élaboration de normes dans le cadre du Codex

2.479. La modératrice¹⁰⁵ de la séance thématique sur l'élaboration de normes dans le cadre du Codex, tenue le 15 novembre 2022 et portant sur les travaux en cours de la Commission du Codex Alimentarius sur les normes, sur les travaux récents du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) et sur l'échange d'expériences entre les Membres sur les difficultés et les possibilités liées aux activités de normalisation du Codex Alimentarius, a présenté son rapport. Le rapport complet figure dans le document [G/TBT/GEN/339](#).

2.2.5 Covid-19

2.2.5.1 Renseignements actualisés communiqués par le Secrétariat

2.480. Le Président a rappelé le mandat du Comité OTC concernant la COVID-19¹⁰⁶, et que le Président avait demandé au Secrétariat d'établir un document d'information sur les travaux du Comité menés depuis le début de la pandémie jusqu'à ce jour. Le Secrétariat a présenté ce document d'information à la réunion de juillet, puis l'a distribué sous la cote [JOB/TBT/458](#). Le Président a également indiqué que le 31 octobre, le Secrétariat avait publié une note d'information sur la COVID-19 établie sur la base du document d'information en question.

2.481. Le Président a également indiqué que le Président du CCM avait demandé que les présidents de tous les organes subsidiaires du CCM préparent un rapport sur la réponse de l'OMC à la pandémie

¹⁰⁴ M. Don Spedding (Australie).

¹⁰⁵ Mme Lorena Rivera (Colombie)

¹⁰⁶ [G/TBT/46](#), paragraphe 8.4.

de COVID-19 et sur la préparation aux pandémies futures, en tenant compte de la Déclaration ministérielle de la CM12. Le rapport décrivait les activités du Comité OTC dans le contexte de la pandémie au cours des deux dernières années, en vue de mieux comprendre comment le Comité avait adapté l'orientation de ses travaux pour s'attaquer aux questions liées à la pandémie. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat a distribué à tous les Membres, pour observations, un projet de ce rapport contenu dans le document [JOB/TBT/490](#).

2.482. La représentante des États-Unis a déclaré que sa délégation souhaitait faire part de quelques observations mineures au Secrétariat mais considérait de manière générale qu'il s'agissait d'un bon rapport.

2.2.6 Autres questions

2.483. En ce qui concerne la réforme de l'OMC, le Président a indiqué que le Président du CCM avait également demandé que les présidents de tous les organes subsidiaires du CCM préparent des rapports sous leur propre responsabilité **sur le fonctionnement de leurs comités respectifs**. Compte tenu de cette demande, le Secrétariat a distribué un projet de rapport du Président, sous la cote [JOB/TBT/491](#), qui décrit les mesures concrètes prises par le Comité OTC au cours des dernières années pour améliorer ses travaux.

2.484. Le représentant du Brésil a remercié le Président pour son rapport et a observé que lors des prochaines étapes de ce bilan, le Comité aurait beaucoup à apporter aux discussions sur la réforme. Il a déclaré que le Comité OTC était un des meilleurs exemples de bonnes pratiques à l'OMC et qu'il devrait contribuer davantage aux discussions sur la réforme et à l'amélioration des fonctions de délibération de l'OMC.

2.485. La représentante des États-Unis a dit que c'était une fierté que le Comité OTC compte beaucoup de bonnes pratiques dont d'autres comités pouvaient s'inspirer. Elle a également soulevé une question sur le délai imparti aux délégations pour formuler des observations.

2.486. La représentante de l'Union européenne s'est associée aux observations formulées précédemment par les délégations du Brésil et des États-Unis. Elle a déclaré que cet exercice donnait l'occasion de souligner la coopération entre les Membres au sein du Comité.

2.487. Le Président a annoncé que le Secrétariat avait publié une **révision de la compilation des décisions et recommandations** adoptées par le Comité OTC depuis le 1^{er} janvier, sous la cote [G/TBT/1/Rev.15](#). Cette dernière révision intègre les décisions et recommandations du Comité issues du neuvième examen triennal achevé à la fin de 2021. Elle reflète aussi d'autres avancées du Comité depuis la publication de la dernière version en septembre 2019, par exemple les lignes directrices révisées sur l'utilisation cohérente des modes de présentation des notifications de la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC qui a remplacé une série d'outils en ligne.

2.488. Au sujet des **séances thématiques**, le Président a déclaré que les sujets pour les séances de mars 2023 seraient la réglementation des matières plastiques et les changements climatiques. Il a proposé de commencer à planifier les séances à l'aide de contributions concrètes de délégations.

2.489. Le représentant du Canada a déclaré que son pays avait proposé que le Comité organise une séance thématique pour échanger des informations, les meilleures pratiques et des idées innovantes liées aux règlements techniques, aux normes et aux procédures d'évaluation de la conformité qui appuient la réalisation des objectifs environnementaux et aident à atténuer les **changements climatiques**, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris tout en étant le moins restrictif possible pour le commerce. Il a déclaré que le Canada se réjouissait que le Comité soit convenu de tenir cette séance et avait déjà amorcé la réflexion sur des intervenants et des sujets possibles. Il s'est également félicité de l'intérêt manifesté par d'autres Membres qui souhaitaient participer au travail préparatoire de la séance de mars ou qui pourraient avoir des propositions concernant des sujets et des intervenants.

2.490. La représentante des États-Unis a déclaré qu'en tant qu'auteur de la proposition d'organiser une séance thématique sur la réglementation des matières plastiques les États-Unis attendaient avec impatience de travailler avec le Canada et qu'ils aideraient le Secrétariat à prendre contact avec les Membres en vue de trouver des sujets et des intervenants possibles pour la séance.

2.491. La représentante de l'Union européenne a déclaré que sa délégation accordait une plus grande attention aux questions relatives aux changements climatiques et qu'elle serait heureuse de coopérer avec le Canada et les États-Unis pour trouver des intervenants et des sujets.

2.492. Le représentant du Royaume-Uni a manifesté son intérêt pour cette séance et a dit qu'il était impatient de travailler avec les autres Membres.

2.493. Le Président a rappelé que lors du neuvième examen triennal, le Comité était convenu de tenir une séance thématique en juin 2023 sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation, avec trois sujets distincts à traiter: **les produits numériques, la cybersécurité et un troisième sujet à définir**. Il a également rappelé que les Membres étaient convenus de tenir une séance thématique sur les difficultés actuelles et les meilleures pratiques pour aborder les problèmes liés à l'évaluation de la conformité des produits achetés en ligne. Il avait été convenu que cette séance examinerait, entre autres choses, la manière dont les Membres peuvent travailler pour améliorer la sécurité des produits achetés en ligne, et protéger la santé et la sécurité des consommateurs. Le Président a proposé que ce sujet soit le troisième de la séance thématique de juin, ce qui éviterait de devoir fixer une date ultérieure pour la tenue de cette séance tout en étant en adéquation avec les deux autres sujets.

2.494. La représentante des États-Unis a déclaré que les deux sujets déjà proposés étant des sujets très pointus pour le Comité, elle prévoyait que ce dernier serait très intéressé, de même que d'autres sections de l'OMC, par exemple celles qui s'occupent des services. Elle a demandé que des précisions soient tout d'abord données sur la manière dont ces discussions s'inscriraient dans le calendrier de juin, avant de convenir d'un autre sujet à examiner. Elle a également relevé que les discussions sectorielles animaient beaucoup le Comité, d'où la nécessité de prévoir suffisamment de temps pour l'examen des deux sujets.

2.495. Le Président a déclaré qu'il reviendrait vers les Membres à la réunion informelle suivante sur la manière dont les séances s'intégreraient dans le calendrier et sur les options ou alternatives possibles. Il a également appelé l'attention sur le fait que depuis le neuvième examen triennal, les Membres étaient convenus de tenir des séances thématiques **en novembre 2023 sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation et sur un second sujet à définir**. Lors du neuvième examen triennal, les Membres sont convenus de tenir une séance sur le rôle clé de l'infrastructure qualité nationale dans les systèmes réglementaires des Membres et la mise en œuvre de l'Accord OTC, ainsi qu'une autre séance sur la manière dont les Membres intègrent les normes internationales dans les processus réglementaires relatifs à l'évaluation de la conformité. Le Président a également relevé qu'aucune séance thématique sur l'assistance technique n'avait encore été tenue durant le cycle d'examen triennal. Il a déclaré que les séances thématiques précédentes sur l'assistance technique s'étaient révélées utiles et qu'il s'agirait donc d'un autre sujet à examiner.

2.496. Le représentant du Paraguay a signalé que, parmi les options proposées, sa préférence allait à la question de savoir comment les Membres intègrent les normes internationales dans leurs processus réglementaires pour la séance thématique de novembre 2023.

2.497. Le Président a demandé l'avis des délégations sur **la diffusion des séances thématiques sur le Web**. Il a indiqué que, comme les séances portaient sur des sujets intéressants un large éventail de parties prenantes, les délégations souhaiteraient peut-être rendre ces séances plus accessibles aux parties prenantes nationales et au grand public. Le lien pouvait être mis à la disposition des délégations à l'avance pour qu'elles puissent le transmettre aux parties prenantes nationales intéressées et, après la clôture de la séance, l'enregistrement serait mis à la disposition du public via le portail OTC de l'OMC. Le Président a également indiqué qu'à l'avenir le Comité SPS diffuserait sur le Web toutes ses séances thématiques.

2.498. La représentante des États-Unis a dit que son pays était favorable à la diffusion des séances thématiques sur le Web, mais notait toutefois que, pour les séances qui étaient davantage axées sur les pouvoirs publics, il préférerait des séances privées, rappelant la proposition de tenir une séance thématique sur la manière dont les Membres intègrent les normes internationales dans leurs processus réglementaires comme exemple de sujet sensible. Elle a déclaré néanmoins que les séances de mars, par exemple, se prêtaient bien à une diffusion sur le Web.

2.499. La représentante de l'Union européenne s'est associée aux points de vue exprimés précédemment et a déclaré qu'il serait utile de diffuser les séances sur le Web pour avoir une plus grande portée en dehors du Comité, tout en étant attentif aux sujets pouvant présenter des aspects particulièrement sensibles.

2.500. Le représentant du Kenya s'est dit favorable la diffusion des séances thématiques sur le Web.

2.501. La représentante du Mexique a déclaré que son pays était largement favorable à la diffusion des séances sur le Web et a proposé qu'elles soient également enregistrées, puis transmises, ou que l'on puisse y avoir accès à la fin de la réunion. Elle a déclaré que cette option d'un enregistrement accessible après la réunion pourrait également convenir aux séances consacrées à des sujets sensibles.

2.502. Le représentant du Royaume-Uni a exprimé le soutien de son pays en faveur de la diffusion des séances sur le Web et s'est associé à la déclaration du Mexique selon laquelle la diffusion des enregistrements après la réunion permettrait de déterminer au cas par cas quelles séances peuvent être rendues publiques.

2.503. Le Président a proposé que, désormais, les séances thématiques soient diffusées sur le Web, à moins qu'il y ait des objections. Si nécessaire, il y aurait des consultations avant les réunions concernant les sujets sensibles et la question de savoir s'ils devraient être diffusés sur le Web ou non. Il en a été ainsi convenu.

2.504. La représentante de la Türkiye a informé le Comité de l'activité parallèle organisée le 17 novembre, qui a accueilli l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (SMIIC) et l'Organisme turc d'accréditation halal. Le SMIIC, qui avait une demande de statut d'observateur auprès du Comité OTC en attente, a présenté aux participants son fonctionnement et son rôle au niveau mondial dans l'évaluation de la conformité et l'accréditation halal. Il a également expliqué les raisons pour lesquelles il souhaitait être observateur auprès du Comité et la manière dont il respecte les prescriptions pour devenir un observateur. Cette présentation a été suivie d'un exposé de l'Organisme turc d'accréditation halal, qui a informé les participants de ses activités et a fait part de ses vues sur les possibilités de coopération internationale dans le domaine du commerce certifié halal, insistant sur le rôle de la confiance. La représentante de la Türkiye a remercié les Membres de l'intérêt qu'ils ont porté à cet événement et pour leur précieuse participation, et a rappelé aux Membres que ces exposés seraient communiqués dans un document de séance à venir, qui serait distribué par le Secrétariat la semaine suivante. Elle a conclu en remerciant le Secrétariat pour son soutien dans l'organisation de cette activité parallèle.¹⁰⁷

2.505. La représentante de l'Ukraine a communiqué des renseignements actualisés sur les activités OTC de son pays. Elle a tout d'abord exprimé la gratitude de sa délégation pour les travaux fructueux du Comité OTC et a remercié les Membres pour leur soutien indéfectible et leur leadership pendant ces temps difficiles. Elle a déclaré que l'Ukraine faisait de son mieux pour atténuer les conséquences subies par les civils et son économie face aux attaques continues de la Russie contre son réseau énergétique. Elle a déclaré que les coupures de courant continuaient de compromettre l'activité économique et la reprise et que, dans les conditions actuelles, les travaux des organismes compétents dans le domaine de la réglementation technique, de la normalisation et de la métrologie subissaient des dommages importants. Toutefois, l'Ukraine prenait des mesures pour que le travail se poursuive sans interruption dans ces domaines et pour veiller au bon fonctionnement du système de réglementation technique. L'intervenante a affirmé que même pendant cette période difficile, l'Ukraine restait déterminée à respecter les normes de transparence et continuait de notifier ses législations aux Membres.

2.506. Depuis le début de 2022, l'Ukraine avait présenté 42 notifications et répondu à 35 demandes de Membres liées à des questions OTC. Elle avait également chargé 76 organismes d'évaluation de la conformité et 2 organisations indépendantes reconnues de mener des procédures d'évaluation de la conformité avec les prescriptions des règlements techniques. Actuellement, 74 des 76 organismes désignés et les 2 organisations indépendantes reconnues situés dans différentes régions de l'Ukraine continuaient de mettre en œuvre des procédures d'évaluation de la conformité complètes à leur emplacement permanent, mais les activités des deux organismes restants avaient été suspendues

¹⁰⁷ Des renseignements sur la présentation de la Türkiye sont fournis dans le document de séance [RD/TBT/374](#).

pour des raisons de sécurité. Dans certaines régions, les centres scientifiques et de production pour la normalisation, la métrologie et la certification avaient été gravement touchés, par exemple à Kherson, à Lugansk et à Donetsk, où ils avaient aussi été contraints de cesser leurs activités.

2.507. L'intervenante a rappelé que l'OMC avait été créée pour promouvoir une coopération pacifique entre les gouvernements sur diverses questions commerciales et que les actes d'agression commis par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, outre qu'ils avaient ruiné le cadre de sécurité que les pays avaient construit au cours des 70 dernières années, avaient fait peu de cas des principes fondamentaux du système commercial multilatéral. Elle a conclu en exprimant à nouveau la gratitude de l'Ukraine envers les Membres de l'OMC pour leur soutien massif et leur forte solidarité face à l'agression brutale de la Russie.

3 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

3.1. Le représentant du Chili a informé le Comité que son pays organiserait une activité d'assistance technique à Santiago, en avril 2023, en coordination avec le Secrétariat. L'objectif serait de former les parties intéressées et les organismes de réglementation à ePing. L'intervenant a déclaré que cela serait extrêmement utile et que la coordination se poursuivrait pour assurer le succès de cette activité.

3.2. Le Secrétariat a fourni des renseignements actualisés sur le **Programme des champions de la transparence**. La première phase pilote du programme a débuté en octobre par un cours d'une semaine à Genève, en parallèle avec un programme similaire destiné aux fonctionnaires chargés des questions SPS. Le cours se poursuivra pendant six mois avec quelques sessions virtuelles. Le premier groupe de champions comprend 26 fonctionnaires de pays africains ayant des responsabilités en ce qui concerne les procédures de transparence OTC. Le Secrétariat a remercié l'Australie, les États-Unis, l'Ouganda et la Suède d'avoir encouragé la participation de leurs points d'information et délégués en tant que mentors dans ce programme, ainsi que l'ARSO pour la fourniture d'une perspective régionale.

3.3. La représentante des États-Unis a appelé l'attention sur une mise à jour des activités d'assistance technique des États-Unis distribuée ultérieurement sous la cote [G/TBT/GEN/337](#).

3.4. La représentante de la Namibie a remercié le Secrétariat de lui donner la possibilité de faire part de son expérience concernant la participation de son pays au Programme des champions de la transparence. Elle a déclaré que, souvent, les pays en développement étaient confrontés à des difficultés liées à la coordination des parties prenantes dans la mise en œuvre des dispositions relatives à la transparence et la Namibie partageait ces difficultés. Elle a déclaré que, grâce à sa participation au programme, son point de vue sur la transparence avait changé. Notamment, elle s'était familiarisée avec des outils tels qu'ePing, qui renforcent la transparence en améliorant la coordination entre les autorités nationales responsables des notifications, les points d'information nationaux, les autorités de réglementation et les secteurs public et privé. Elle a déclaré que ces enseignements étaient pertinents pour la Namibie car ils visaient à renforcer la coordination nationale dans le domaine OTC et à permettre la présentation, la diffusion et la facilitation des notifications et observations nationales et internationales. Cela contribuerait à faciliter l'obtention de contributions des secteurs public et privé sur leurs préoccupations commerciales spécifiques. L'intervenante a déclaré qu'après le programme l'Institut national de normalisation de la Namibie (NSI) avait mis en œuvre avec succès diverses initiatives, notamment une collaboration des parties prenantes avec les organismes de réglementation et les entreprises, des ateliers de formation à ePing et l'utilisation de bonnes pratiques réglementaires.

3.5. L'initiative nationale s'est traduite par l'augmentation du nombre d'utilisateurs d'ePing, ce qui leur a permis de créer un forum national sur cette application. L'intervenante a déclaré que le programme avait été un moment particulièrement intéressant au cours duquel les fonctionnaires chargés des questions OTC provenant de la même région avaient pu se rencontrer et faire part de leur expérience et de leurs difficultés. Les participants ont appris que la mise en place d'une structure nationale fonctionnelle pour rendre opérationnels les bureaux OTC restait un défi pour les homologues régionaux.

3.6. La représentante de la Namibie a également remercié les mentors des points d'information de l'Australie, des États-Unis, de l'Ouganda et de la Suède, et a réaffirmé qu'un soutien continu en

faveur du renforcement des capacités restait impératif pour améliorer la transparence dans le domaine des OTC. Elle a conclu en disant attendre avec intérêt la mise en œuvre et la réalisation des activités décrites dans leurs plans d'action.

3.7. Le représentant de l'Afrique du Sud a remercié le Secrétariat de la possibilité qui lui avait été donnée de participer au Programme des champions de la transparence. Il a déclaré que le programme était complet et qu'il leur avait offert un contenu, des matières, des enseignements et une expérience pertinents pour leur travail quotidien d'un bout à l'autre de la chaîne OTC, depuis les points d'information, la coordination nationale dans le domaine des OTC jusqu'au niveau de l'élaboration des politiques. Ce programme les avait aidés à mieux comprendre l'Accord OTC, en particulier les dispositions relatives à la transparence, et à se familiariser avec des outils numériques tels que ePing. L'intervenant a déclaré que l'une des caractéristiques uniques du programme était que les participants pouvaient mettre en application ce qu'ils avaient appris en concrétisant des idées réalisables dans leurs pays respectifs.

3.8. Le représentant de l'Uruguay a remercié le Secrétariat pour l'activité réussie d'assistance technique sur les OTC qui avait été organisée plus tôt dans l'année (août 2022) et qui avait grandement contribué à améliorer la situation en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord OTC dans son pays.

4 OBSERVATEURS

4.1 Renseignements actualisés présentés par les observateurs

4.1. Des renseignements actualisés ont été fournis par l'ISO (G/TBT/GEN/340), le Codex (G/TBT/GEN/341), le BIPM (G/TBT/GEN/342), l'ARSO (G/TBT/GEN/343) et l'OIML (G/TBT/GEN/344).

4.2. Le représentant de l'OIML a signalé aux Membres que, dans son rapport écrit, l'OIML consacrait un paragraphe aux installations d'alimentation des véhicules électriques et constatait avec préoccupation que les organismes de réglementation de diverses parties du monde commençaient à élaborer des réglementations métrologiques pour les équipements de recharge de ces véhicules, pour lesquels les exigences n'étaient pas toujours compatibles entre elles. L'OIML avait lancé un projet en octobre de l'année précédente en vue de l'élaboration d'un modèle de règlement technique en la matière, un guide étant déjà disponible sur son site Web.

5 PROJET DE RAPPORT ANNUEL (2022) DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

5.1. Le Président a indiqué que le Comité avait présenté un projet de son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises, qui figurait dans le document [JOB/TBT/486](#) distribué le 13 octobre 2022. Le rapport a ultérieurement été adopté et distribué sous la cote [G/L/1445](#).

6 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

6.1. Le Président a rappelé que la réunion suivante du Comité OTC devait se tenir du 8 au 10 mars 2023. Le 7 mars, la réunion ordinaire serait précédée de séances thématiques sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation, consacrées à la réglementation des matières plastiques et aux changements climatiques.
